

GILLES VANDAL

La DOCTRINE OBAMA

Fondements et aboutissements



Presses de l'Université du Québec

La DOCTRINE OBAMA

Membre de
L'ASSOCIATION
NATIONALE
DES ÉDITEURS
DE LIVRES

Presses de l'Université du Québec

Le Delta I, 2875, boulevard Laurier, bureau 450, Québec (Québec) G1V 2M2

Téléphone : 418 657-4399 – Télécopieur : 418 657-2096

Courriel : puq@puq.ca – Internet : www.puq.ca

Diffusion/Distribution :

Canada et autres pays : Prologue inc., 1650, boulevard Lionel-Bertrand, Boisbriand (Québec)
J7H 1N7 – Tél. : 450 434-0306/1 800 363-2864

France : Sodis, 128, av. du Maréchal de Lattre de Tassigny, 77403 Lagny, France – Tél. : 01 60 07 82 99

Afrique : Action pédagogique pour l'éducation et la formation, Angle des rues Jilali Taj Eddine
et El Ghadfa, Maârif 20100, Casablanca, Maroc – Tél. : 212 (0) 22-23-12-22

Belgique : Patrimoine SPRL, 168, rue du Noyer, 1030 Bruxelles, Belgique – Tél. : 02 7366847

Suisse : Servidis SA, Chemin des Chalets, 1279 Chavannes-de-Bogis, Suisse – Tél. : 022 960.95.32



La Loi sur le droit d'auteur interdit la reproduction des œuvres sans autorisation des titulaires de droits. Or, la photocopie non autorisée – le « photocopillage » – s'est généralisée, provoquant une baisse des ventes de livres et compromettant la rédaction et la production de nouveaux ouvrages par des professionnels. L'objet du logo apparaissant ci-contre est d'alerter le lecteur sur la menace que représente pour l'avenir de l'écrit le développement massif du « photocopillage ».

GILLES VANDAL

La DOCTRINE OBAMA

Fondements et aboutissements



Presses de l'Université du Québec

Vandal, Gilles, 1949-

La doctrine Obama : fondements et aboutissements

(Enjeux contemporains ; 10)

Comprend des réf. bibliogr.

ISBN 978-2-7605-3075-1

1. Obama, Barack - Pensée politique et sociale. 2. Obama, Barack - Religion. 3. États-Unis - Politique et gouvernement - 2009- . 4. États-Unis - Relations extérieures - 2009- .

I. Titre. II. Collection: Enjeux contemporains (Presses de l'Université du Québec) ; 10.

E908.3.V36 2011

973.932092

C2011-941536-4

Les Presses de l'Université du Québec reconnaissent l'aide financière du gouvernement du Canada par l'entremise du Fonds du livre du Canada et du Conseil des Arts du Canada pour leurs activités d'édition.

Elles remercient également la Société de développement des entreprises culturelles (SODEC) pour son soutien financier.

Mise en pages

INTERSCRIPT

Couverture

RICHARD HODGSON

Photographies de la couverture

- Photographie officielle du président Barack Obama, WHITE HOUSE PHOTO, PETE SOUZA
- Reinhold Niebuhr, WIKIPEDIA
- G.F. Kennan, WIKIPEDIA
- « President Barack Obama and National Security Advisor Tom Donilon in the White House Situation Room », 1^{er} mai 2011, ATLANTIC COUNCIL

Table des matières

Avant-propos.....	XI
CHAPITRE 1	
Les doctrines dans la politique étrangère américaine.....	1
1.1. La nature des doctrines américaines.....	4
1.2. Le rôle des doctrines depuis la Deuxième Guerre mondiale.....	6
1.3. L'énigme Obama.....	9
1.4. L'émergence de la doctrine Obama	11
1.5. Les principales caractéristiques de la doctrine Obama.....	14
1.6. Continuité et discontinuité en politique étrangère américaine	16
CHAPITRE 2	
Les années de formation	21
2.1. Une origine particulière	22
2.2. L'influence maternelle	25
2.3. L'apprentissage de Chicago	27
2.4. Les premiers pas en politique	32
2.5. Les débuts difficiles d'une carrière politique.....	36
2.6. L'apprentissage législatif	37
2.7. Les leçons d'une défaite.....	40
Conclusion.....	42

CHAPITRE 3

L'émergence d'une figure nationale	45
3.1. Un candidat au Sénat américain.....	46
3.2. La convention démocrate de 2004.....	49
3.3. Un sénateur américain hors de l'ordinaire.....	52
3.4. Au-delà des lignes de partis.....	55
3.5. Une vedette nationale.....	59
3.6. Une ambition grandissante	61
3.7. La croisée des chemins.....	63
Conclusion.....	66

CHAPITRE 4

Le disciple de Reinhold Niebuhr	69
4.1. L'univers religieux de Barack Obama.....	71
4.2. Un membre de la Trinity United Church of Christ de Chicago.....	73
4.3. Un chrétien engagé.....	75
4.4. La découverte de Reinhold Niebuhr.....	78
4.5. L'influence niebuhrienne chez Obama	81
4.6. L'exceptionnalisme américain	86
4.7. Un admirateur de Lincoln.....	88
Conclusion.....	91

CHAPITRE 5

À l'école de George F. Kennan	93
5.1. La vision du monde de Kennan	95
5.2. La recherche d'un nouveau paradigme.....	99
5.3. Kennan et la doctrine Bush.....	101
5.4. Le renouveau du leadership américain.....	104
5.5. Le contrôle des armes de destruction massive	108
5.6. Un monde dangereux selon Obama.....	110
5.7. La responsabilité des États-Unis devant l'histoire	112
Conclusion.....	114

CHAPITRE 6

L'opposition à la guerre en Irak	117
6.1. Le discours de la Place fédérale à Chicago en octobre 2002.....	118
6.2. Une opposition répétée et cohérente.....	121
6.3. Une guerre qui tourne mal.....	124
6.4. L'opposition du sénateur Obama à la guerre en Irak.....	127
6.5. Le facteur irakien dans la candidature d'Obama.....	130
6.6. L'Irak comme facteur dans l'émergence d'Obama pendant les primaires.....	133
6.7. La visite à Bagdad en juillet 2008.....	134
Conclusion.....	137

CHAPITRE 7

L'Afghanistan comme guerre de nécessité	141
7.1 La réaction de Barack Obama aux attentats du 11 septembre.....	143
7.2. Un soutien mitigé à la guerre préventive.....	145
7.3. Une victoire trop facile.....	147
7.4. La détérioration de la situation en Afghanistan.....	150
7.5. Le voyage d'Obama à Kaboul en juillet 2008.....	153
7.6. Les embûches de la campagne présidentielle.....	156
7.7. Le réveil tardif du président Bush.....	159
Conclusion.....	163

CHAPITRE 8

Une transition sous le signe de l'espoir	165
8.1. Une transition marquée par la collaboration de l'administration Bush.....	167
8.2 À la recherche d'une équipe exceptionnelle.....	170
8.3. Les responsables de la politique étrangère.....	173
8.4. Une politique misant plus sur la continuité que la discontinuité.....	178
8.5. Les bases d'une politique réaliste dans les dossiers afghan et pakistanais.....	181

8.6. La doctrine Obama mise à l'épreuve.....	184
8.7. La mission particulière de Richard Holbrooke.....	188
Conclusion.....	190
Bibliographie	191
1. Articles, déclarations, discours, livres et autres textes de Barack Obama	191
2. Livres	192
3. Articles dans des revues scientifiques	194
4. Articles dans des magazines et revues d'intérêt public.....	197
5. Articles de journaux	199
6. Articles et documents sur des sites Internet.....	203
Index	207

Avant-propos

L'idée de ce livre sur la doctrine Obama surgit le soir du 9 décembre 2009, alors que le 44^e président américain se voyait décerner à Oslo le prix Nobel de la paix. La communauté internationale fut surprise d'entendre le président américain déclarer que Reinhold Niebuhr était son « philosophe » et son « théologien » préféré, alors que le grand public n'avait pas la moindre idée de qui Barack Obama parlait au juste.

L'intérêt de Barack Obama pour Reinhold Niebuhr m'a d'autant plus intrigué que je m'étais personnellement intéressé à la pensée de Niebuhr quelque 35 ans plus tôt alors que j'entreprenais la rédaction de mon mémoire de maîtrise en histoire américaine. Je cherchais alors à comprendre comment ce théologien luthérien, considéré par plusieurs comme le plus grand penseur américain du xx^e siècle, avait réussi à intégrer dans un ensemble cohérent une vision théologique conservatrice du monde basée sur le concept du péché originel ainsi qu'une compréhension des rapports humains en société reposant sur une analyse progressiste et libérale, voire socialiste.

En poussant plus loin, j'ai découvert que je partageais avec le président Barack Obama un autre intérêt intellectuel. Alors étudiant, j'avais suivi en 1974 un séminaire sur l'évolution de la politique étrangère des États-Unis au xx^e siècle. Dans le cadre de ce séminaire, j'avais produit une longue réflexion sur l'influence cruciale que George F. Kennan avait eue sur la redéfinition de la politique extérieure américaine après la Deuxième Guerre mondiale. Or, il appert que le président Obama se déclare lui-même disciple de Kennan et de son réalisme chrétien ou éthique.

Mon intérêt personnel ayant ainsi été aiguisé concernant les fondements de la pensée du président Barack Obama, je me suis mis à l'œuvre de produire la présente étude dès janvier 2010. Il devenait important pour moi de bien cerner la pensée politique du nouveau président américain, de comprendre sa vision du monde, de voir comment cette dernière faisait ou non partie d'un système cohérent, de

saisir le cheminement de sa pensée et de déceler dans quelle mesure ses motifs, ses interrogations, ses prémisses sur le monde pouvaient ou non influencer les politiques qu'il allait mettre en place une fois devenu président. C'est essentiellement le but de ce livre : suivre la démarche intellectuelle et spirituelle de Barack Obama pour en arriver à une compréhension globale de sa vision du monde.

Avoir une compréhension du cheminement intellectuel et de la personnalité du président Obama est d'autant plus important que nous sommes confrontés à un monde en changement constant. Il y a à peine 20 ans, les intellectuels et observateurs de la scène mondiale claironnaient la fin du monde bipolaire, avec les chutes successives du mur de Berlin et de l'Union soviétique. Nous entrions dans un monde unipolaire dominé par les États-Unis. Certains n'hésitaient pas à proclamer que le XXI^e siècle serait largement dominé par la puissance hégémonique des États-Unis. La question était de savoir comment les États-Unis allaient utiliser leur puissance. Et pour certains, il s'agissait plutôt de savoir comment tenir en échec cette puissance sans précédent dans l'histoire.

Puis survinrent les événements tragiques du 11 septembre 2001. En dépit du fait que l'administration Bush y répondit par la Doctrine de la guerre préventive, qui entraîna ultimement l'invasion de l'Irak et la guerre en Afghanistan, les États-Unis apparurent rapidement plus fragiles qu'on l'avait présumé. La crise économique de 2008 vint mettre encore davantage à nu les faiblesses et les limites de la puissance américaine. Plusieurs penseurs américains n'hésitent plus aujourd'hui à parler de la fin du monde unipolaire. Face à la montée fulgurante de la Chine et des autres puissances émergentes, certains parlent même du déclin de l'Amérique.

En prônant une politique basée sur la concertation et en parlant plus de renouveau du leadership américain que du maintien de l'hégémonie des États-Unis, le président Barack Obama prend note du changement de la donne internationale. Cela amène même certains observateurs à affirmer qu'il a entamé un processus visant à gérer le déclin de l'Amérique. Pour ma part, je désire par la présente étude montrer que l'approche multilatérale du président Obama découle moins du changement de la donne internationale que de sa vision intellectuelle et spirituelle du monde, qu'il a acquise à partir de ses expériences personnelles et de ses lectures de Niebuhr et Kennan. En ce sens, la célèbre prière écrite par Niebuhr sur la sérénité résume parfaitement les fondements de la démarche pragmatique de Barack Obama tant en politique domestique qu'en politique internationale : « Dieu, accordez-moi la sérénité d'accepter les choses que je ne peux changer, le courage de changer les choses que je peux et la sagesse d'en connaître la différence. »

J'ai intitulé ce livre *La doctrine Obama : fondements et aboutissements*. Plusieurs éléments, qui seront développés dans la présente étude, ont motivé le choix de ce titre. D'abord, en ce qui concerne les

fondements, la **doctrine Obama** prend selon nous ses racines à la fois dans les expériences personnelles de Barack Obama et dans la vision unique du monde qu'il a développée à partir de ses expériences à Hawaïi, en Indonésie et à Chicago. Elle est également liée au fait que, dans le cadre des aléas de sa carrière politique, Obama découvre l'art du compromis. Finalement, elle est associée à la conversion d'Obama au christianisme à l'âge adulte ainsi qu'à sa découverte de Niebuhr puis de Kennan, donnant la touche finale à sa vision de **réalisme chrétien** du monde basée sur la pensée de Niebuhr et celle de Kennan. Tous les ingrédients sont ainsi réunis pour forger la **doctrine Obama**.

En ce qui a trait aux aboutissements de sa doctrine, il appert que Barack Obama a pris position ouvertement dans plusieurs dossiers. Il est donc possible de vérifier comment la **doctrine Obama** a pris forme avant même que ce dernier accède à la présidence. C'est ainsi que Barack Obama, à partir de sa vision particulière du monde, prend ouvertement position en octobre 2002 contre la future invasion de l'Irak et met en garde l'administration Bush contre cette dernière. Par ailleurs, en se basant sur les mêmes principes qui fondent sa doctrine, il défend la guerre en Afghanistan qu'il qualifie de guerre de nécessité. En ce sens, ce livre désire aussi montrer que, si les premiers choix cruciaux que Barack Obama a dû faire ont porté sur l'Irak et l'Afghanistan, ses décisions ont été prises selon une lecture de la situation internationale fondée sur un réalisme chrétien.

Le présent livre porte donc essentiellement sur les années de formation de Barack Obama et sur ses expériences de politicien avant qu'il accède à la Maison-Blanche. Il ne se veut pas le point final sur le sujet. Un autre ouvrage devrait suivre, lequel portera sur la présidence Obama ; cette étude analysera la mise en application de la **doctrine Obama** dans le cadre de la présente guerre en Afghanistan.

Le présent ouvrage vise d'abord à cerner en profondeur la pensée de Barack Obama ainsi que les tenants et aboutissants de ce qui pourrait être considéré comme la **doctrine Obama**. Pour ce faire, nous avons divisé notre étude en huit chapitres qui vont nous permettre de suivre le cheminement intellectuel de Barack Obama et le développement de sa vision du monde. Cela nous permettra ainsi de saisir la façon de penser d'Obama, son optimisme, sa démarche rationnelle, ses talents de conciliateur et son pragmatisme inné. Progressivement, nous serons en mesure de comprendre pourquoi il s'est opposé dès le départ à la guerre en Irak alors qu'il soutenait celle en Afghanistan.

Le premier chapitre explore d'abord le rôle des doctrines dans la politique étrangère américaine. Après avoir décrit l'évolution de ces dernières depuis 1945, nous examinons ensuite pourquoi beaucoup d'observateurs de la scène politique américaine sont intrigués par la vision du monde proposée par le président Barack Obama. Cela nous amène à identifier les principales caractéristiques de la **doctrine Obama**. Finalement, nous porterons notre attention sur le fait qu'en politique

étrangère, il y a aux États-Unis beaucoup plus de continuités que de ruptures entre les administrations qui se succèdent. La situation ne devrait pas être différente entre l'administration de George W. Bush et celle de Barack Obama.

Le deuxième chapitre porte sur les origines raciales de Barack Obama, l'influence de sa mère et ses premières années de formation. Nous examinerons ensuite comment son expérience de travailleur communautaire à Chicago a façonné sa personnalité. Puis nous étudierons sa décision de faire le saut en politique.

Le troisième chapitre, quant à lui, permet d'analyser l'émergence de Barack Obama comme personnalité nationale, sa candidature au poste de sénateur américain, son discours à la convention démocrate, l'expérience internationale qu'il a acquise en tant que sénateur et, finalement, le développement de ses aspirations aux plus hautes fonctions du pays.

Le quatrième chapitre permet de mettre en lumière l'influence majeure du philosophe Reinhold Niebuhr sur Barack Obama. Niebuhr, qui fut selon plusieurs le plus grand penseur américain du XX^e siècle, est aussi le père du réalisme chrétien ou réalisme éthique, une école de pensée à laquelle se rattache Barack Obama. Cette école a eu une influence importante sur l'évolution de la politique étrangère des États-Unis après la Deuxième Guerre mondiale.

Le cinquième chapitre examine pour sa part comment Barack Obama a développé une compréhension des problèmes mondiaux et des relations entre les nations qui s'inscrit dans la mouvance réaliste. Obama se démarque comme un élève de George F. Kennan, pas uniquement parce qu'il se réapproprie la **Doctrine de l'endiguement**, mais aussi parce qu'il rejette la **doctrine Bush** et la reconnaissance, en ce début de XXI^e siècle, des capacités limitées de la puissance américaine. En ce sens, sa proposition d'un renouveau du leadership américain basé sur la concertation entre les nations est marquée au sceau du réalisme politique, cher à Kennan.

Le sixième chapitre explore comment l'opposition de Barack Obama à la guerre en Irak découle de la perception réaliste du monde qu'il a acquise à travers ses lectures de Niebuhr et Kennan. Qualifiant cette guerre de « guerre de choix » et de « guerre inutile », nous verrons qu'Obama a fondé toute sa campagne à la présidence durant les primaires sur son opposition à la guerre en Irak, opposition qu'il avait d'ailleurs manifestée dès 2002.

En considérant la vision niebuhrienne du monde et de la réalité humaine de Barack Obama, nous examinons dans le septième chapitre sa réaction aux attentats du 11 septembre et nous analysons ses interventions régulières en faveur de la guerre en Afghanistan, qu'il décrit comme une guerre de nécessité et une guerre juste. Nous notons toutefois comment le candidat Obama a réussi à adapter son discours au

fur et à mesure que la campagne présidentielle avançait ; comme l'Irak cessait d'être la question fondamentale impliquant les États-Unis sur la scène mondiale, Obama accordait plus d'importance au conflit en Afghanistan. Au cours de ce chapitre, nous convions le lecteur à observer comment la **doctrine Obama** se développe et se formalise selon les aléas de la course à la présidence, et ce, principalement, mais pas uniquement, autour de ces deux conflits.

Le huitième chapitre est centré sur la mise en place de la nouvelle administration à la suite de la victoire de Barack Obama aux élections présidentielles du 4 novembre 2008. Dans la foulée de sa victoire électorale, ce dernier découvre que son administration sera appelée à gérer non seulement la pire crise économique aux États-Unis et dans le monde depuis la Grande Dépression, mais aussi la situation militaire en Afghanistan qui est en train de se dégrader à un point tel que certains se demandent s'il est encore possible de gagner la guerre. Dans cette perspective, Barack Obama va mettre sur pied une équipe de rêve qui devrait lui permettre à la fois de répondre à la situation internationale et de tester sa doctrine.

Cet ouvrage vise donc à explorer les éléments qui ont permis à Barack Obama de devenir l'un des dirigeants les plus marquants des dernières décennies. Peu importe ce que nous pensons personnellement du premier président afro-américain des États-Unis, ses réalisations sont remarquables. Que ce soit en politique intérieure ou en politique extérieure, il a su capter l'intérêt de millions de personnes. Sa popularité à l'extérieur des États-Unis est sans précédent. Il faut remonter aussi loin qu'à John F. Kennedy pour déceler un tel engouement dans le monde pour un président américain. Il apporte un nouveau message rempli d'espoir. Il propose une vision du monde qui attire les éloges de dirigeants tels que Nelson Mandela.

L'exploration de l'univers intellectuel et mental de Barack Obama démontre que sa personnalité se démarque par trois grands traits de caractère : une curiosité intellectuelle, un goût prononcé pour la réflexion philosophique et une pensée pragmatique, qui l'amènent à traiter les problèmes à partir de différentes perspectives et à rejeter toute idéologie rigide basée sur des valeurs absolues. Son penchant pour la réflexion lui permet de développer une tendance naturelle à vouloir comprendre les gens autour de lui. Par conséquent, il ne craint pas les conflits ni la compétition qui peut exister entre ses conseillers. C'est dans cette dynamique, selon lui, que les meilleures idées vont ressortir et qu'il pourra prendre la décision la plus appropriée. En ce sens, il démontre le même pragmatisme que Franklin D. Roosevelt, qui cherchait la diversité des points de vue parmi ses conseillers.

Comme George W. Bush avant lui, Obama est prêt à diriger. C'est le ton qui est différent. Après tout, le caractère du président détermine largement la politique étrangère qui sera adoptée par son administration. Le président Obama est différent de son prédécesseur à la fois par son

message et par ses actions. La **doctrine Obama**, révélée par sa stratégie de sécurité nationale, ne fait que confirmer ce fait. Il réduit les objectifs américains établis par George W. Bush aux moyens qu'il est prêt à utiliser afin de les réaliser. Il accorde plus d'importance à la démarche afin de s'assurer que les choses sont bien faites; à ce sujet, il ne devrait pas y avoir de surprise. Le présent livre vise donc principalement à définir le cadre de la **doctrine Obama**. En fin de compte, cette étude devrait nous permettre de mieux comprendre les fondements sur lesquels repose la politique étrangère américaine sous l'administration Obama.

Finalement, je m'en voudrais de ne pas remercier mes collègues de l'Université de Sherbrooke qui ont accepté de bonne grâce de lire en partie ou en totalité les premières ébauches de mon manuscrit. Je tiens à remercier particulièrement mes collègues Sami Aoun, Jean-Herman Guay et Serge Granger. Le choix des sources, la division des chapitres, comme les erreurs, sont, bien entendu, les miens.



CHAPITRE 1

Les doctrines dans la politique étrangère américaine

*Une doctrine est quelque chose qui vous oriente
vers une certaine manière de faire et
qui circonscrit votre action dans des dizaines
de situations que vous ne pouvez pas prévoir.¹*

George F. Kennan, 26 septembre 2002

1. Toutes les citations de cet ouvrage ont été traduites par l'auteur.

Les spécialistes des relations internationales ont depuis plus d'un siècle recourus à différentes théories pour expliquer les relations internationales. Quand plusieurs penseurs présentent des analyses se basant sur des théories similaires, ils forment alors une école. Ainsi, un penseur se voit qualifier comme membre de l'école réaliste ou de l'école idéaliste², alors qu'un autre se voit apposer l'étiquette néoréaliste, réaliste chrétien, néoconservateur ou idéaliste wilsonien, par exemple. De la même façon, des étiquettes sont appliquées aux praticiens de la politique, c'est-à-dire les chefs d'États ou de gouvernements.

Mais ce ne sont pas tous les spécialistes qui adhèrent à la théorie des écoles idéalistes ou réalistes pour expliquer les tendances dans la politique étrangère américaine. Par exemple, Walter Russell Mead a développé récemment une tout autre théorie qui repose sur l'existence de quatre grandes écoles. Une première école, principalement représentée par George H.W. Bush, Henry Cabot Lodge et Bill Clinton, est dite hamiltonienne. Elle se démarque par l'importance qu'elle accorde tant à la politique intérieure qu'extérieure quant au développement économique des États-Unis. Une deuxième école, principalement représentée par le Parti libertarien et Ron Paul, met l'accent sur la protection de la démocratie américaine dans la politique intérieure. Une troisième école, principalement représentée par Ronald Reagan et George W. Bush, est dite jacksonienne à cause de son engagement à préserver, par la force si nécessaire, les intérêts des Américains dans le monde. Finalement, la quatrième école, principalement représentée par Woodrow Wilson, F.D. Roosevelt et Jimmy Carter, est dite wilsonienne et cherche à promulguer les valeurs américaines à travers le monde en développant des institutions internationales appropriées³. Pour ma part, je préfère m'en tenir au cadre d'analyse fourni par la théorie des écoles idéalistes et réalistes.

Si les théories et les écoles reflètent les tendances culturelles et historiques ainsi que les valeurs d'une société donnée, elles expriment aussi la vision et les aspirations des dirigeants de cette société en plus

-
2. Selon Reinhold Niebuhr, les termes « idéalisme » et « réalisme » comportent des significations diamétralement opposées en théorie politique. Alors que le réalisme politique tient compte de tous les facteurs de pouvoir et d'intérêts nationaux ou personnels par rapport aux normes établies, l'idéalisme se démarque par une disposition à être indifférent ou à ignorer les forces qui offrent une résistance pour se conformer aux normes et aux idéaux, qu'ils soient individuels ou collectifs. Cela implique que les idéalistes, à la différence des réalistes, sont sujets à des illusions sur les réalités sociales. Reinhold Niebuhr, « Augustine's Political Realism », *Christian Realism and Political Problems*, New York, Scribner, 1952, p. 243-257.
 3. Walter Russell Mead, *Special Providence: American Foreign Policy and How It Changed the World*, New York, Routledge, 2002.

des stratégies que ces derniers privilégient pour atteindre leurs objectifs. Ainsi, il n'est pas surprenant que des théories concurrentes diffèrent d'une administration à une autre, voire au sein d'une même administration⁴.

Plusieurs facteurs interviennent pour définir la politique étrangère d'un pays. Ces facteurs peuvent varier grandement d'un pays à l'autre selon la culture politique du pays donné, sa position géographique, ses capacités militaires, les menaces auxquelles il est assujéti, sa situation économique, l'attitude de ses dirigeants par rapport à l'opinion publique, et la vision que ses dirigeants ont des intérêts nationaux, par exemple. C'est en prenant en considération ces différents éléments que les dirigeants définissent la politique de leur pays par rapport au reste du monde. Cette politique s'appelle parfois **livre blanc** sur la sécurité nationale, mais elle peut aussi porter le nom de **doctrine** lorsqu'elle est codifiée en une formule pas trop compliquée. Les doctrines se résument souvent à des affirmations simples, concises et limpides. Bien qu'elles représentent des déclarations qui ne sont pas légalement contraignantes, les doctrines sont en soi très importantes. Elles expriment clairement des principes et des politiques qui donnent le ton sur la façon dont l'administration d'un pays a l'intention d'agir sur la scène mondiale. En aidant à identifier les priorités et les intérêts géopolitiques d'un pays, les doctrines servent à la fois de guide aux fonctionnaires du ministère des Affaires étrangères et de moyen pour un gouvernement d'annoncer clairement au reste du monde ses intentions sur tel ou tel grand enjeu international⁵.

Les doctrines sont un phénomène qui est d'abord apparu aux États-Unis, mais leur application ne s'est pas limitée à la politique américaine. Nous n'avons qu'à penser à la **doctrine Jdanov**, à la **doctrine Brejnev** ou à la **doctrine Medvedev** en ce qui concerne la politique étrangère de l'Union soviétique, puis de la Russie⁶. Et, plus près de nous, pensons à la **doctrine Gérin-Lajoie** ou à la **doctrine de non-ingérence, non-indifférence** qui ont défini en 1965, puis en 1977, les relations du Québec avec la France⁷.

-
4. Dario Battistella, *Théories des relations internationales*, Paris, Presses de Sciences Po, 2009, p. 123-353; Charles-Philippe David, Louis Balthazar et Justin Vaisse, *La politique étrangère des États-Unis. Fondements, acteurs, formulation*, Paris, Presses de Sciences Po, p. 101-140; John A. Vasquez, *The Power of Power Politics: From Classical Realism to Neotraditionalism*, Cambridge, Cambridge Studies in International Relations, 1998.
 5. Marc Jay Selverstone, « Doctrines », *Encyclopedia of American Foreign Policy*, New York, Scribner, 2002, vol. 2, p. 521-542; Francis P. Sempa, « U.S. National Security Doctrines Historically Viewed: A Commentary », *American Diplomacy.org*, 2004.
 6. George Friedman, « The Medvedev Doctrine and American Strategy », *The Stratfor Global Intelligence*, 2 septembre 2008.
 7. Robert Aird, « La doctrine Gérin-Lajoie – Signé André Patry », *Le Devoir*, 9 mars 2005; Frédérique Doyon, « La question du Québec: Raffarin marche sur des œufs », *Le Devoir*, 7 avril 2008; Stéphane Paquin, « La prescience de Paul Gérin-Lajoie », *Le Devoir*, 9 septembre 2005.

Depuis le début de la nation américaine au cours des années 1790, l'élaboration de la politique étrangère des États-Unis a été guidée par une série de doctrines successives. Celles-ci, touchant principalement à la sécurité nationale, établissaient les paramètres particuliers sur lesquels les dirigeants américains se basaient pour définir leurs politiques dans leurs relations avec le reste du monde. En définissant une doctrine, un président cherche donc à mettre en relief un aspect particulier de sa politique étrangère et à signaler aux autres pays l'attitude de son administration par rapport à telle ou telle question. L'évolution de ces doctrines, marquée souvent au double sceau de la clairvoyance et du pragmatisme, démontre comment les États-Unis ont répondu au cours de leur histoire aux menaces et aux défis les confrontant⁸.

1.1. LA NATURE DES DOCTRINES AMÉRICAINES

Les doctrines en politique étrangère américaine ne sont pas un phénomène récent. En fait, elles remontent aux premiers jours de la république américaine. George Washington fut le premier à énoncer une doctrine dans son discours d'adieu, alors qu'il mettait en garde son successeur contre les dangers d'assujettir les États-Unis à des alliances permanentes qui ne rejoignent pas l'intérêt national américain. Selon l'historien Félix Gilbert, dans son ouvrage classique sur les origines de la politique étrangère américaine, le président Washington a ainsi établi un modèle qui représente « la première déclaration exhaustive et claire des principes régissant la politique étrangère américaine ». Ce modèle fut ensuite repris par ses successeurs au cours des deux siècles suivants⁹.

Promulguée en 1823, la **doctrine Monroe** a marqué profondément la politique étrangère des États-Unis et a établi les fondements de la politique américaine pour tout le XIX^e siècle. Elle est la première à porter officiellement le nom de doctrine. À un moment où la Russie tente de prendre pied sur la côte ouest des Amériques et que l'Espagne exprime sa détermination à reconquérir ses colonies perdues, le cinquième président des États-Unis informe les nations européennes que les États-Unis n'accepteront plus que des puissances européennes viennent coloniser de nouveaux territoires en Amérique et que ces dernières ne doivent pas intervenir dans les anciennes colonies dont les États-Unis viennent de reconnaître l'indépendance. Bien plus, la **doctrine Monroe** les incite fortement à faire de même et à reconnaître l'indépendance des anciennes colonies espagnoles. Toute interférence de la part d'une puissance européenne sera dorénavant considérée

8. Marc Jay Selverstone, *op. cit.* ; Francis P. Sempa, *op. cit.*

9. Félix Gilbert, *The Beginnings of American Foreign Policy to the Farewell Address*, New York, Harper Torchbooks, 1961, p. 135 ; Kim R. Holmes et James Carafano, « Defining the Obama Doctrine, Its Pitfalls and How to Avoid Them », *The Heritage Foundation*, n° 2457, 1^{er} septembre 2010, p. 1-19.

comme une politique inamicale à l'égard des États-Unis¹⁰. Presque deux siècles après avoir été promulguée, la **doctrine Monroe** demeure toujours une pièce maîtresse de la politique américaine. Le recours à la **doctrine Monroe** a servi encore dans la seconde moitié du XX^e siècle à justifier les interventions américaines en République dominicaine en 1965, à la Grenade en 1983 et à Panamá en 1989 ainsi qu'à justifier le soutien américain aux mouvements anti-communistes d'Amérique centrale durant les années 1980¹¹.

Les doctrines ont tendance, depuis la Deuxième Guerre mondiale, à porter le nom du président sous l'administration duquel elle a été énoncée. Depuis, chaque président américain tend à définir son approche en politique étrangère dans le cadre d'une doctrine. Chaque fois qu'une nouvelle menace à la sécurité des États-Unis apparaît ou qu'un président désire réorienter la politique étrangère américaine, il définit habituellement la nouvelle approche proposée dans le cadre d'une doctrine. Ainsi, il y a une doctrine attachée au nom de presque tous les présidents américains depuis 1945, à l'exception des présidents Gerald Ford et George H. W. Bush. Mais une doctrine n'a pas nécessairement besoin de porter le nom d'un président : elle peut même porter un nom différent, et parfois même deux noms. Par exemple, la **doctrine Truman** porte aussi le nom de politique d'endiguement du communisme, comme celle de Bush, qui s'appelle aussi la **doctrine de la guerre préventive** ou la **doctrine de préemption**¹².

Il y a un grand nombre de doctrines qui ne portent pas le nom du président sous lequel elles ont été établies. Par exemple, il y eut en 1899 la proclamation de la **politique de la porte ouverte** à l'égard de la Chine, la **Doctrine du bon voisinage** de 1933, la **Doctrine du rollback** (refoulement) des communistes en 1945, suivie de celle de l'endiguement en 1948. Une doctrine peut aussi prendre le nom d'un haut fonctionnaire en exercice. C'est ainsi qu'au cours des trente dernières années on a pu voir la promulgation des doctrines Kirkpatrick, Powell, Rumsfeld, Schlessinger ou Weinberger. Par exemple, la **doctrine Weinberger** fut promulguée après l'attentat de Beyrouth en 1983 qui fit 243 victimes parmi les soldats américains. Cet attentat amena le secrétaire à la Défense à annoncer que dorénavant les États-Unis n'engageraient plus les troupes américaines à l'extérieur à moins que ce ne soit directement dans les intérêts nationaux de le faire¹³.

10. Donald Dozer, *The Monroe Doctrine : Its Modern Significance*, New York, Alfred A. Knopf, 1965 ; Kim R. Holmes et James Carafano, *op. cit.*, p. 1-19.

11. Martin Kelly, « Top Six Foreign Policy Doctrines », *About.com Guide* ; Marc Jay Selverstone, *op. cit.* ; Francis P. Sempa, *op. cit.*

12. James Kirchick, « The Obama Doctrine », *The Providence Journal*, 28 août 2007 ; Francis P. Sempa, *op. cit.*

13. Marc Jay Selverstone, *op. cit.*

Une doctrine peut aussi porter le nom d'un ancien fonctionnaire qui définit le cadre d'une politique alors qu'il n'est plus en fonction. C'est le cas de la **doctrine Buchanan** et de la **doctrine Wolfowitz**. Dans la foulée de l'effondrement de l'Union soviétique et de la fin de la guerre froide, Wolfowitz énonça les grands paramètres d'une politique visant à s'assurer qu'aucune nouvelle puissance ne puisse contester le leadership mondial des États-Unis comme l'Union soviétique avait pu le faire entre 1945 et 1989¹⁴.

Les doctrines n'énoncent pas toujours une politique nouvelle ou un renversement de politique par rapport à l'ancienne administration. Souvent, elles viennent compléter celles qui les ont précédées. Tel fut le cas avec le **Corollaire Roosevelt** en 1904. Ce dernier modifia la **doctrine Monroe** en affirmant que les États-Unis avaient le droit d'intervenir dans les affaires internes des pays de l'Amérique latine qui étaient aux prises avec des crises économiques ou des troubles politiques. Le président Théodore Roosevelt affirmait que si un pays démontrait une capacité à gérer, avec une efficacité raisonnable, sa situation sociale, politique et économique, il n'avait aucune raison de craindre une intervention américaine. Le **Corollaire Roosevelt** mettait en place une politique américaine qui fut aussi qualifiée de politique du « gros bâton », parce que les États-Unis s'arrogeaient le droit d'exercer un pouvoir de police internationale. C'est ainsi que les Caraïbes ont été transformées, au début du xx^e siècle, en un grand lac américain¹⁵.

1.2. LE RÔLE DES DOCTRINES DEPUIS LA DEUXIÈME GUERRE MONDIALE

Comme les doctrines américaines sont régulièrement établies par des administrations réagissant à des préoccupations immédiates, elles ont souvent tendance à s'inscrire en continuité avec les doctrines précédentes. Par exemple, en mars 1947, le président Truman énonçait ce qui devint connu comme la **doctrine Truman**. Dans son discours devant le Congrès, Truman déclarait que les États-Unis soutiendraient économiquement et militairement tous les peuples libres menacés de subversion par des mouvements révolutionnaires communistes. Cette politique d'endiguement, qui donna naissance au plan Marshall, au pont aérien de Berlin et à la création de l'OTAN, allait rester en vigueur jusqu'à la chute de l'Union soviétique en 1991¹⁶. La **doctrine Eisenhower** vint ensuite préciser un aspect de la **doctrine Truman** concernant l'aide qui serait fournie à un pays victime d'une agression communiste. La

14. Lamont Colucci, « US Foreign Policy and the Legacy of the Bush Doctrine », *Henry Jackson Society*, 24 octobre 2008 ; Marc Jay Selverstone, *op. cit.*

15. Martin Kelly, *op. cit.* ; Francis P. Sempa, *op. cit.*

16. Martin Kelly, *op. cit.* ; Marc Jay Selverstone, *op. cit.* ; Francis P. Sempa, *op. cit.* ; Anders Stephanson, « The American Exception », *The National*, 15 octobre 2009.

doctrine Kennedy fit de même en précisant qu'en cas d'agression communiste, les États-Unis adopteraient une réponse flexible selon la gravité de l'agression¹⁷. Il arrive aussi qu'un président utilise une doctrine formulée par un de ses prédécesseurs pour passer à l'action. Ainsi, le président Kennedy eut recours à la **doctrine Monroe** pour justifier l'embargo américain et le blocus de Cuba lors de la crise des missiles de 1962. Le président Johnson fit de même pour justifier l'invasion de Saint-Domingue en 1965. Celui-ci émit par la suite la **doctrine Johnson** qui spécifiait que les États-Unis ne considéraient plus comme une simple question de politique interne toute tentative, par les mouvements révolutionnaires, d'établir des dictatures communistes dans l'hémisphère occidental¹⁸.

Par contre, la promulgation d'une doctrine par une nouvelle administration peut aussi signifier la volonté d'apporter une réorientation majeure à la politique américaine. C'est ce que fit l'administration Nixon à l'été 1969 alors qu'elle promulgua la **doctrine Nixon**, laquelle mettait un bémol à la **Doctrine de l'endiguement** en subordonnant l'engagement américain aux intérêts nationaux des États-Unis. Les alliés des États-Unis se virent ainsi interpellés pour qu'ils investissent davantage de ressources dans leur propre défense. La **doctrine Nixon** allait ainsi ouvrir la porte aux négociations avec l'Union soviétique sur le contrôle des armes nucléaires, à la politique de Détente, aux accords d'Helsinki ainsi qu'à la normalisation des relations avec la Chine¹⁹.

La **doctrine Reagan** est née de la réaction des néoconservateurs à la **politique de Détente**, mise en place par les administrations Nixon et Ford. Cette doctrine repose sur trois prémisses affirmant que le nombre d'armes nucléaires peut être réduit, que les régimes dictatoriaux sont faibles lorsqu'ils sont confrontés à la soif de liberté des populations assujetties et, finalement, que les idées sont plus puissantes que la force militaire. Cette doctrine aboutit durant les années 1980 à une réorientation majeure de la politique américaine, qui passa de l'endiguement simple à une stratégie de soutien direct aux mouvements luttant contre les régimes communistes. La **doctrine Reagan** signalait aux pays et aux mouvements communistes la volonté inébranlable des États-Unis de combattre sans relâche, partout dans le monde, sa politique expansionniste. C'est ainsi que les États-Unis en arrivèrent à financer les contras contre le régime sandiniste au Nicaragua ou les moudjahidines en Afghanistan. Cette doctrine, en exploitant les points faibles de l'Union soviétique, allait finalement entraîner la chute de cette dernière²⁰.

17. Marc Jay Selverstone, *op. cit.*; Francis P. Sempa, *op. cit.*

18. Martin Kelly, *op. cit.*; Marc Jay Selverstone, *op. cit.*

19. « The Nixon Doctrine », *Encyclopedia of the New American Nation*, americanforeignrelations.com, 2004; Marc Jay Selverstone, *op. cit.*; Walter Russell Mead, « The Carter Syndrome », *Foreign Policy*, janvier/février 2010.

20. John Arquilla, « Reagan Doctrine Still Influencing U.S. Foreign Policy », *San Francisco Gate*, 18 juin 2006; Martin Kelly, *op. cit.*; Marc Jay Selverstone, *op. cit.*; Francis P. Sempa, *op. cit.*; Kim R. Holmes et James Carafano, *op. cit.*, p. 1-19.

Avec la chute de l'Union soviétique, les États-Unis furent à la recherche d'une nouvelle doctrine. L'administration Clinton tenta sans trop de succès d'en définir une portant sur des questions d'intervention humanitaire et d'expansion des relations commerciales selon une approche multilatérale. La **doctrine Clinton**, moins formelle, reposait alors sur un autre type d'intervention, de nature humanitaire. Cette doctrine s'inscrit dans la foulée de la crise rwandaise alors que l'administration Clinton jetait un regard rétrospectif à son manque de réponse pendant cette crise²¹.

Partant d'une perspective de pouvoir et encourageant les changements sociopolitiques visant à répandre la démocratie dans le cadre d'une économie libérale, Clinton présenta une grande stratégie internationaliste qui mettait en lumière la nature positive des économies de marché et des régimes démocratiques ainsi que la logique inexorable d'intégration entraînée par le processus de mondialisation. Ainsi, il procéda à la plus grande expansion des institutions multilatérales internationales depuis la Deuxième Guerre mondiale. Sa politique manifestait une volonté d'universaliser les valeurs américaines et de maintenir les États-Unis comme puissance dominante au cours du XXI^e siècle. Cette politique hégémonique, en dépit de son aspect humanitaire, devint mieux connue sous le nom de **consensus de Washington**²².

Puis survinrent les événements du 11 septembre 2001 qui donnèrent naissance à la **doctrine Bush**. Cette doctrine, promulguée un an après les événements tragiques du 11 septembre, reposait sur le droit de préemption et stipulait que les États-Unis allaient frapper de manière préventive les pays qui abritaient des terroristes autant que les terroristes eux-mêmes. La **doctrine Bush** indiquait ainsi la détermination des États-Unis à recourir, si nécessaire, à des frappes préventives pour combattre le terrorisme mondial et les États-voyous qui le soutenaient. En ce sens, la **doctrine Bush** reposait sur quatre principes. Deux de ces principes étaient défensifs et visaient à protéger les États-Unis des menaces étrangères par le droit à la prévention et celui de préemption. Les deux autres étaient plus offensifs et visaient à assurer le maintien de la suprématie américaine par le principe de primauté et celui de promotion de la démocratie. Cette doctrine conduisit non seulement au renversement des talibans en Afghanistan, mais allait aussi mener à la guerre en Irak, pays que l'on accusait de dissimuler des armes de destruction massive²³.

21. James M. Goldgeier, Whitney Shepardson et Derek H. Chollet, « Kennan had a Vision. Things aren't so Clear Now », *Foreign Affairs*, 14 juillet 2008 ; Laureen Lentz, « The Emerging Obama Doctrine », *New Orleans Metblogs*, 29 avril 2009 ; Francis P. Sempa, *op. cit.*

22. Nicholas Kitchen, « Détente or Decline? The Obama Administration Engages the World », *APSA*, septembre 2009.

23. James M. Goldgeier, Whitney Shepardson et Derek H. Chollet, *op. cit.* ; Lamont Colucci, *op. cit.* ; Robert G. Kaufman, *In the Defense of the Bush Doctrine*, Lexington, The University Press of Kentucky, 2007 ; Martin Kelly, *op. cit.* ; Laureen Lentz, *op. cit.* ;

Ainsi, la formulation d'une doctrine donne un cadre formel ou, si l'on préfère, une étiquette claire à la politique d'une administration donnée pendant une certaine période. Les actions, les déclarations et les orientations de cette administration sont ensuite interprétées dans le cadre de cette doctrine. Ainsi, une doctrine vient par ricochet colorer les réalisations et l'héritage laissés par un président, comme elle peut aussi, par la suite, le hanter²⁴.

1.3. L'ÉNIGME OBAMA

Ici se pose donc la question de savoir si le président Barack Obama a déjà défini une doctrine qui orienterait la politique étrangère de son administration. Certains opinent qu'il est trop tôt pour le savoir. Il est toutefois bon de se rappeler que la **doctrine Nixon** fut rendue publique dans les six premiers mois de son administration ; Ronald Reagan dévoila aussi très rapidement sa doctrine. Alors la question se pose : est-ce qu'il y a une **doctrine Obama** ? Et si oui, en quoi consiste-t-elle ? C'est ce que nous chercherons à voir dans les pages qui suivent²⁵.

Pour plusieurs observateurs de la scène politique américaine en 2007 et 2008, Barack Obama représentait une énigme²⁶. Il en va de même concernant l'existence d'une **doctrine Obama**. C'est que, à la différence de ses prédécesseurs, le président Obama n'a pas promulgué à un moment précis une politique qu'il aurait définie comme représentant sa doctrine. Cette situation laisse à tout un chacun la possibilité de spéculer par rapport à ce que pourrait être la **doctrine Obama**. Par ailleurs, il se démarque personnellement par une attitude de conciliation et une approche pragmatique. De plus, on ne retrouve pas dans son équipe des penseurs du type d'un Henry Kissinger ou d'un Zbigniew Brzezinski qui pourraient promouvoir une approche ou une vision stratégique particulière. Bien que ses proches collaborateurs soient aussi des gens d'expérience, ils sont d'abord des gens de terrain, comme Hillary Clinton, ancienne sénatrice devenue secrétaire d'État, Robert Gates,

Walter Russell Mead, « The Carter Syndrome », *op. cit.* ; Emily S. Rosenberg, « The Obama Non-Doctrine », *History News Network*, 12 février 2009 ; Francis P. Sempa, *op. cit.*

24. Lauren Lentz, *op. cit.*

25. La question concernant l'existence ou non d'une doctrine Obama fut posée directement au président Obama le 19 avril 2009. Ce dernier affirma alors qu'il laissait le soin aux commentateurs et observateurs de la politique américaine de définir s'il existait ou non une doctrine Obama, mais il énuméra ensuite une série de principes qui pourraient se retrouver dans une doctrine Obama. Office of the Press Secretary, « Press Conference by the President », Port of Spain, Trinidad and Tobago, *White-House.gov.*, 19 avril 2009 ; Kim R. Holmes et James Carafano, *op. cit.*, p. 1-19 ; Lauren Lentz, *op. cit.* ; Rick Robinson, « The Obama Doctrine », *The European Courier*, 23 janvier 2009 ; Emily S. Rosenberg, *op. cit.*

26. David S. Broder, « Obama's Enigma », *The Washington Post*, 13 juillet 2008 ; Victor Davis Hanson, « The Obama Enigma », *The National Review*, 23 octobre 2008.

ancien officier de renseignements et dirigeant de la CIA devenu secrétaire à la Défense, ou encore James L. Jones, ancien commandant des Marines, devenu conseiller à la sécurité nationale²⁷. Il faut donc regarder chez Obama lui-même, scruter sa pensée, analyser ses discours et ses déclarations pour découvrir ce qui pourrait s'apparenter à une doctrine.

Heureusement, les sources ne manquent pas pour nous éclairer sur la pensée de Barack Obama. Il devrait donc être possible d'établir les principaux éléments de sa doctrine à partir de celles-ci. Pour ce faire, nous disposons déjà des principaux discours que le sénateur Obama a prononcés sur différents aspects de la politique étrangère des États-Unis²⁸. Par ailleurs, en juillet 2007, il publiait dans la revue *Foreign Affairs* un article intitulé « Renewing American Leadership », qui posait les principaux jalons de ce que serait la politique américaine sous une éventuelle administration Obama²⁹.

Durant la campagne électorale de 2008, il y a eu plusieurs moments où Barack Obama a décrit la politique étrangère de sa future administration. Ses prises de position sont claires, tant lors de l'annonce de sa candidature sur les marches du vieux Capitole de Springfield ou dans les débats tenus avec ses adversaires démocrates puis avec son opposant républicain, que dans les déclarations et discours prononcés lors de son voyage de juillet 2008 en Irak, en Afghanistan et à Berlin. Le discours du soir de son élection et son discours inaugural de janvier 2009 en font aussi état. Enfin, les entrevues aux médias, les déclarations et les discours prononcés par le président Obama sont monnaie courante dans les années 2009 et 2010 ; ses discours les plus marquants ont été prononcés au Sommet des Amériques en avril, au Caire en juin, à Accra en juillet, aux Nations Unies en septembre, à West Point et à Oslo en décembre 2009. Pour nous permettre de mieux cerner sa position, il faut ajouter à tout cela les différentes politiques énoncées en 2009 et 2010 par l'administration Obama à l'égard de Cuba, de la Russie, de l'Irak ou de l'Iran. Décidément, ce n'est pas le matériel qui manque

27. David Ignatius, « Testing Obama's Doctrine, Lofty Ideals and Afghan Reality », *The Washington Post*, 8 octobre 2009.

28. Textes de Barack Obama : « Moving Forward in Iraq », *Chicago Council on Foreign Relations*, 22 novembre 2005 ; « Floor Statement of Senator Barack Obama on Iraq Debate », *Obamaspeeches.com*, 21 juin 2006 ; « Remarks of Senator Barack Obama on the Iraq War », *About.com*, 21 mars 2007 ; « Remarks of Senator Barack Obama to the Chicago Council on Global Affairs », *Barackobama.com*, 23 avril 2007 ; « Floor Statement of Senator Barack Obama, The War We Need to Win », *The Independent*, 1^{er} août 2007.

29. Barack Obama, « Renewing American Leadership », *Foreign Affairs*, vol. 86, n° 4, juillet/août 2007.

pour qui veut déterminer les grandes orientations de la politique du président Obama, voir où il se situe par rapport à ses prédécesseurs et tenter de définir ce que pourrait être finalement une **doctrine Obama**³⁰.

1.4. L'ÉMERGENCE DE LA DOCTRINE OBAMA

Dans son texte de 2007 sur le renouveau du leadership américain, Obama indique les grands objectifs qu'une administration américaine poursuivrait s'il en était le dirigeant. Il identifie d'abord les principaux problèmes du monde actuel, notamment ceux qui sont d'ordre économique ou sanitaire (par exemple le sida), lesquels se retrouvent surtout dans le tiers monde. Il cible ensuite les problèmes entourant la présence des États-voyous et des États en faillite, qui servent souvent de base au terrorisme mondial. Devant ces problèmes, les États-Unis doivent, selon lui, abandonner toute velléité hégémonique et viser plutôt à exercer simplement un leadership mondial³¹.

Pour ce faire, il propose d'abord une réorganisation et une augmentation des forces militaires américaines ainsi qu'une redéfinition de leurs missions pour qu'elles dépassent leur rôle défensif et deviennent plus engagées dans le maintien de la stabilité mondiale. Il propose ensuite une politique de limitation des armes nucléaires. Finalement, il défend un renouvellement de la diplomatie américaine, visant à ce que les États-Unis travaillent davantage avec leurs partenaires à la recherche de solutions globales et fassent la promotion de la démocratie et du développement d'un ordre mondial plus juste. À première vue, par l'énonciation de ces grands principes, Barack Obama semble définitivement se classer parmi les membres de l'école idéaliste. Il se trouve à promouvoir une sorte d'idéalisme wilsonien³².

Cette perception semble se confirmer par son allocution au Sommet des Amériques en avril 2009. Premièrement, Obama y affirme que, sous son administration, la politique extérieure des États-Unis reposera essentiellement sur une démarche multilatérale. Il déclare que les États-Unis ont des intérêts nationaux particuliers en ce qui concerne la sécurité, mais qu'ils sont capables de reconnaître l'apport d'autres pays et qu'ils sont disposés à entendre de nouvelles idées, même si celles-ci proviennent d'un pays aussi petit que le Costa Rica.

30. Barack Obama a exprimé ses positions à de nombreuses occasions, notamment dans son discours à Berlin, le 24 juillet 2008 ; dans l'annonce, le 1^{er} décembre 2008, de la composition de son équipe de sécurité nationale ; dans son discours « Paix et sécurité : Vers un monde plus stable », prononcé au Caire, le 4 juin 2009 ; dans son discours, prononcé le 24 septembre 2009, devant l'ONU ; dans son discours du 1^{er} décembre 2009 à l'Académie militaire de West Point ; et dans son discours d'acceptation, le 9 décembre 2009, du prix Nobel de la paix à Oslo.

31. Barack Obama, « Renewing American Leadership », *op. cit.*

32. *Ibid.*

Deuxièmement, il déclare que les États-Unis sont en mesure de proposer aux autres pays un modèle de valeurs universelles sur la base de son expérience démocratique, de sa pratique de la liberté d'expression et de religion, ainsi que de la poursuite de son rêve, soit celui d'une société civile où les gens sont libres. Toutefois, il souligne qu'il est nécessaire, pour ce faire, que les États-Unis pratiquent ce qu'ils prêchent. Par ailleurs, il reconnaît qu'il peut exister entre les nations des différences d'interprétation et des divergences d'intérêts qui ne disparaîtront pas tout d'un coup, ajoutant que cela peut demander beaucoup d'efforts de combattre les idées préconçues et en arriver à une meilleure coopération³³.

Cette perception d'une forme d'idéalisme wilsonien chez Barack Obama se confirme aussi dans ses discours du Caire, d'Accra, de New York (Nations Unies) et d'Oslo, alors qu'il réaffirme régulièrement la détermination des États-Unis à travailler avec les autres nations pour ramener au bercail, grâce à une diplomatie active, les nations ne respectant pas les normes internationales. De plus, il promet que, sous son administration, les États-Unis n'auront pas recours à la torture et que la politique américaine sera soumise à un code de conduite très sévère. Finalement, il déclare que son administration mènera une politique de promotion des droits de l'Homme dans le monde. Par ailleurs, dans son discours à West Point, le 1^{er} décembre 2009, et dans celui d'Oslo, quelques jours plus tard, il affirme aussi que le mal est une réalité, que la violence fait partie intrinsèque des sociétés humaines, et qu'il existe des situations où la force ne peut être combattue que par la force. Il endosse ainsi le concept de guerre juste et affirme la détermination des États-Unis à utiliser tous les moyens à sa disposition pour faire la promotion des valeurs défendues par le pays. Ainsi, concernant la deuxième partie de ses prises de position, il semble s'inscrire davantage dans l'école réaliste³⁴.

Dans ce contexte, il n'est pas surprenant que certains observateurs se montrent critiques à l'égard des prises de position du président Obama. Certains notent même un paradoxe découlant de la tradition américaine. Depuis l'époque de Woodrow Wilson, chaque fois qu'un président américain fait la promotion de l'engagement militaire des États-Unis à l'extérieur du pays ou qu'il cherche à « vendre » une guerre en terre étrangère, il adopte toujours une terminologie réaliste tout en prenant un ton moralisateur. Après Wilson, les présidents Roosevelt, Truman, Kennedy, Johnson et même George W. Bush ont eu tendance à habiller leur discours guerrier d'un moralisme wilsonien ainsi qu'à caricaturer leurs ennemis, comme le président Obama le fit à West Point. Bien que le discours d'Obama à West Point offre apparemment

33. Michael Scherer, « The Obama Foreign Policy Doctrine », *Swampland*, 19 avril 2009.

34. Laureen Lentz, *op. cit.* ; Doyle McManus, « Obama Doctrine Emerges in Oslo Speech », *The Los Angeles Times*, 13 décembre 2009; Jake Tapper, « The Obama Doctrine », *ABC News*, 10 décembre 2009.

un contraste frappant avec la **doctrine Bush**, il s'inscrit néanmoins dans cette tradition³⁵. Le débat est donc ouvert à savoir ce qu'est vraiment la **doctrine Obama**.

D'ailleurs, dès l'été 2007 et le printemps 2008, certains observateurs ont commencé à disséquer les éléments de ce que pourrait être la **doctrine Obama**³⁶. Néanmoins, il faudra attendre l'accession au pouvoir de Barack Obama pour voir les observateurs et commentateurs de la scène politique américaine tenter d'établir vraiment les différents éléments composant la **doctrine Obama**³⁷. Le débat sur les principales caractéristiques de cette doctrine s'est poursuivi ainsi durant l'été et l'automne 2009³⁸. Il a atteint son point culminant en décembre 2009, après qu'Obama eut annoncé sa décision d'envoyer des renforts en Afghanistan et qu'il eut prononcé son discours à Oslo, en réponse au prix Nobel de la paix qui lui avait été décerné. Les observateurs ne s'entendent pas sur ce que peut être une **doctrine Obama**. Ils lui accolent une variété de qualificatifs qui vont du « multilatéralisme avec des dents » à un « réalisme doux ». Certains comparent sa doctrine à celle d'Eisenhower ou aux politiques de Bush père. Malgré tout, à peu près tout le monde reconnaît qu'une **doctrine Obama** existe³⁹.

35. Emily S. Rosenberg, *op. cit.*

36. James Kirchick, *op. cit.* ; Spencer Ackerman, « The Obama Doctrine », *The American Prospect*, 24 mars 2008 ; Dean Barnett, « Meet the Obama Doctrine, and Meet the Doctrinaires », *The Weekly Standard*, 27 mars 2008.

37. Rick Robinson, *op. cit.* ; Emily S. Rosenberg, *op. cit.* ; Gordon Lubold, « The Emerging Obama Doctrine », *The Christian Monitor*, 10 mars 2009 ; Matt Bondy, « The Obama Doctrine Starting to Take Shape », *The Guelph Mercury*, 19 mars 2009 ; Herbert I. London, « The Obama Doctrine », *The Hudson New York*, 23 mars 2009 ; E.J. Dionne Jr., « The Obama Doctrine », *The Washington Post*, 16 avril 2009 ; Michael Scherer, *op. cit.* ; James Joyner, « Obama Doctrine: Style But No Substance? », *The Atlantic Council*, 20 avril 2009 ; Laureen Lentz, *op. cit.*

38. Joe Cirincione, « An Obama Doctrine Emerges in Moscow », *The Huffington Post*, 8 juillet 2009 ; Clarence Page, « Obama's Doctrine », *The Chicago Tribune*, 19 juillet 2009 ; Frank J. Gaffney Jr., « The Obama Doctrine », *The Washington Times*, 23 septembre 2009 ; David Ignatius, *op. cit.* ; Anders Stephanson, *op. cit.*

39. Jonathan Chait, « Quick Thoughts on Obama's Speech », *The New Republic*, 10 décembre 2009 ; Michael Crowley, « Balancing Idealism and Realism », *The New Republic*, 10 décembre 2009 ; Max Fisher, « What Is the Obama Doctrine? », *The Atlantic Wire*, 10 décembre 2009 ; John Guardiano, « The Obama Doctrine », *The Frum Forum*, 14 décembre 2009 ; Christ Good, « The Obama Doctrine: Multilateralism with Teeth », *The Atlantic*, 10 décembre 2009 ; Stephen F. Hayes, « Thoughts on an Obama Doctrine », *The Weekly Standard*, 10 décembre 2009 ; Doyle McManus, « Obama Doctrine Emerges in Oslo Speech », *The Los Angeles Times*, 13 décembre 2009 ; Rick Rozoff, « Obama Doctrine: Eternal War for Imperfect Mankind », *Rick Rozoff WordPress*, 10 décembre 2009 ; Adam Serwer, « The Obama Doctrine and the Nobel Prize », *The American Prospect*, 10 décembre 2009 ; Peter M. Shane, « The Eisenhower-Obama Doctrine? Ending the Military's "Blank Check" », *The Executive Watch*, 2 décembre 2009 ; Ben Smith, « Realism with a Heart? », *The Politico*, 10 décembre 2009 ; Kevin B. Sullivan, « Obama's not-so-new World Order: For an Obama Doctrine, Look to George H. W. Bush », *The New York Daily News*, 18 décembre 2009 ; Jake Tapper, *op. cit.*

1.5. LES PRINCIPALES CARACTÉRISTIQUES DE LA DOCTRINE OBAMA

Pour notre part, nous croyons à l'existence d'une **doctrine Obama**. Cette doctrine s'inscrit dans la tradition du réalisme chrétien, que l'on qualifie aussi souvent de réalisme éthique, dont les principaux représentants furent Reinhold Niebuhr, George Kennan et Hans Morgenthau. Une lecture attentive des discours d'Obama lors de son inauguration, au Caire, puis à Oslo, révèle les grands pans de cette doctrine. Celle-ci peut d'ailleurs se résumer à la formule simple qu'il énonça à Oslo : « La paix requiert la responsabilité. » Pour Obama, cette responsabilité peut même signifier d'avoir recours, en dernière instance, à la guerre. C'est un thème récurrent dans ses discours, et ce, depuis 2002⁴⁰.

Comme nous le verrons plus loin dans notre étude, la **doctrine Obama** trouve clairement son inspiration dans les écrits théologiques de Reinhold Niebuhr. Au centre de la pensée de Niebuhr se trouve la doctrine du péché originel. Or, chez Niebuhr, l'idée du péché n'est pas simplement synonyme de la propension humaine à commettre le mal : elle est aussi un moyen de combattre le mal. Ce combat contre le mal dont parle Niebuhr consiste au recours à la violence dans la sphère du droit international. Dans ce contexte, certaines situations font qu'un dirigeant politique n'a d'autre choix que de recourir au mal, comme la guerre, pour défendre les droits universels, protéger sa communauté et prévenir les atrocités. Dans cette perspective, et contrairement à ses amis pacifistes, Niebuhr considère que le recours à la violence ne doit pas toujours être condamné. Cette idée va donner naissance à une école de pensée qui se verra apposer l'étiquette de « réalisme chrétien », ou « réalisme éthique », et dont Hans Morgenthau et George F. Kennan seront les principaux représentants. Barack Obama et, par conséquent, la **doctrine Obama** s'inscrivent dans la foulée de ces géants de la pensée politique américaine⁴¹.

En reconnaissant que le monde est mauvais et que le mal existe, Obama se trouve à adhérer à la pensée de Niebuhr. Il le fait d'autant plus qu'il défend l'idée que, ce faisant, les dirigeants politiques doivent rester humbles et ne doivent pas prendre cette situation comme une excuse pour ne rien faire et devenir cyniques ; au contraire, ils doivent apporter leur contribution pour tenter d'améliorer les choses. Ici, si Obama adopte un langage religieux, il le fait très différemment de son prédécesseur. Le discours religieux chez Obama, dont la **doctrine Obama**

40. Obama, « Paix et responsabilité », *op. cit.* ; Alessandro Aresu, « The Niebuhrian President? Barack Obama in 2009 », *Europe's World*, 3 janvier 2010.

41. Anatol Lieven et John Hulsman, « Ethical Realism and Contemporary Challenges », *American Foreign Policy Interests : The Journal of the National Committee on American Foreign Policy*, vol. 28, n° 6, 2006, p. 413-420 ; Michael Lind, « The US foreign-policy future : a progressive-realist union ? », *Opendemocracy.net*, 20 septembre 2007.

est une claire manifestation, repose sur le concept d'une humanité imparfaite qui doit être contrôlée et sur celui d'une méchanceté humaine qui doit être repoussée. Concrètement, Niebuhr offre à Obama un cadre analytique qui peut ultimement justifier le recours à la force militaire lors d'opérations visant à sauver l'humanité de ses propres faiblesses ou à extirper le mal du monde. Cette idée est au cœur de la **doctrine Obama**⁴².

Depuis l'été 2007, un thème se retrouve régulièrement dans les discours et déclarations d'Obama portant sur la politique extérieure : celui des responsabilités et des droits mutuels. Obama parle à la fois de respect et d'intérêts mutuels, qu'il associe à des responsabilités mutuelles. L'approche multilatérale marque sa vision de la politique extérieure américaine. Cette idée de responsabilités et de droits mutuels ne s'applique pas uniquement aux partenaires des États-Unis, mais elle touche aussi l'ensemble de la communauté internationale. Ainsi, prenons l'exemple de l'Iran. Ce pays a le droit, selon Obama, de développer une industrie nucléaire civile, mais pour exercer ce droit elle a aussi l'obligation, la responsabilité, de se conformer au traité de non-prolifération des armées nucléaires⁴³.

Dans cette perspective, les États-Unis ont une responsabilité particulière, à titre de première puissance mondiale. Ils doivent payer leur part des factures de l'ONU et jouer un rôle de leader dans les dossiers d'intérêt mondial comme celui des changements climatiques. Aussi, s'ils doivent donner l'exemple en matière de respect des droits de la personne et s'abstenir de recourir à la torture, ils ont aussi le devoir, dans les cas extrêmes, de recourir à la force pour faire respecter les grandes normes internationales. Ce n'est qu'en amenant tout un chacun à assumer ses responsabilités que la paix sera réalisée⁴⁴.

La définition et l'application pratique de la **doctrine Obama** ne peut se comprendre qu'à partir d'une connaissance étroite de la vie et de la pensée de Barack Obama. On pourrait dire cela de tout président. Après tout, le penchant idéaliste de Jimmy Carter découlait de ses deux années de coopérant chrétien et de son rôle de diacre baptiste dans la communauté de Plains en Georgie. Les présidents Lyndon B. Johnson et George W. Bush ont tous deux compensé un important manque d'expérience en matière internationale en s'en remettant largement à leurs conseillers. Il en fut de même pour Bill Clinton, qui hésita pendant

42. Sandro Magister, « Obama a un grand maître à penser : le théologien protestant Reinhold Niebuhr », *Chiesa.espresso.repubblica.it*, 6 février 2009.

43. Barack Obama, « Renewing American Leadership », *op. cit.* ; Nick Hynek, « Continuity and Change in the US Foreign and Security Policy with the Accession of President Obama », *Central European Journal of International and Security Studies*, vol. 3, n° 2, novembre 2009, p. 122-138.

44. David Ignatius, *op. cit.*

trois ans avant d'intervenir en Bosnie à cause de son manque d'expérience. Par contre, un Clinton plus expérimenté intervint après seulement deux mois dans le cas du Kosovo⁴⁵.

1.6. CONTINUITÉ ET DISCONTINUITÉ EN POLITIQUE ÉTRANGÈRE AMÉRICAINE

L'arrivée d'une nouvelle administration représente toujours une certaine rupture. Cela est particulièrement vrai au plan de la politique étrangère américaine. Durant les primaires et les présidentielles, les différents candidats cherchent à se positionner et à expliquer ce qu'ils feraient différemment de leurs prédécesseurs. D'ailleurs, ils n'hésitent pas à les critiquer. En outre, c'est à cela que servent les élections : donner un choix clair aux électeurs. Une fois élu, un nouveau président cherche à concrétiser son approche en énonçant les nouvelles politiques que son administration désire mettre en place. La promulgation d'une doctrine remplit souvent ce rôle. Le nouveau président peut ainsi dire comment il se distingue de son prédécesseur.

Historiquement, depuis la Deuxième Guerre mondiale, il y a eu plus de continuité que de discontinuité dans la politique étrangère américaine. L'appareil administratif américain est un lourd navire qui ne se manœuvre pas facilement. Lorsqu'une politique est mise en place, il y a une forte tendance à la maintenir, et ce, en dépit du changement d'administration. Par exemple, la politique d'endiguement de l'Union soviétique a été mise en place par le président Truman. Toutes les administrations subséquentes, jusqu'en 1989, l'ont maintenue. Les changements apportés à cette politique par les administrations Eisenhower, Kennedy, Johnson, Nixon ou Reagan, exprimés par leurs différentes doctrines, ont été plus cosmétiques que fondamentales. Il est possible de changer les politiques à la marge et d'adopter une approche différente, mais, sur le fond, les différentes administrations ont tendance à maintenir le cap quant aux objectifs prédéfinis. Ainsi, par rapport à la crise des Balkans, Bill Clinton a temporisé, tout comme le fit son prédécesseur, George H. W. Bush, avant de se décider à y intervenir militairement⁴⁶.

45. Thomas Preston, *The President & His Inner Circle, Leadership Style and the Advisory Process in Foreign Affairs*, New York, Columbia University Press, 2001, p. 137-189, 222-223, 243-249.

46. Robert Kagan, « Staying the Course, Win or Lose », *The Washington Post*, 2 novembre 2006 ; Henry A. Kissinger, « Human Rights : Continuity and Change in American Foreign Policy », *Humanities, Social Sciences and Law Society*, 1977, vol. 15, n° 1, p. 97-103 ; Timothy J. Lynch et Robert S. Singh, *After Bush : The Case for Continuity in American Foreign Policy*, New York, Cambridge University Press, 2008.

Pendant la campagne présidentielle de 2008, Barack Obama a régulièrement critiqué la politique étrangère de l'administration Bush et il a insisté sur sa volonté de mettre en œuvre des changements majeurs fondés sur le recours à la négociation et au multilatéralisme. Après avoir accédé à la présidence, il tenta de mettre en place cette politique avec sa promesse d'un nouveau départ proposé à l'Iran et son discours du Caire. Il en alla de même avec sa promesse de retirer les troupes américaines de l'Irak pour concentrer les efforts américains contre la principale menace d'Al-Qaïda et des Talibans en Afghanistan. *A priori*, son ton conciliant contraste singulièrement avec la rhétorique belliqueuse de son prédécesseur. Les attentes, par rapport au fait que le nouveau président allait rompre avec les politiques impopulaires de son prédécesseur et qu'il instaurerait une nouvelle ère dans l'activité diplomatique, étaient donc plutôt élevées. Encore restera-t-il à voir si Barack Obama est réellement en mesure de respecter ses promesses. En ce sens, les actions de son administration seront plus éloquentes que ses mots⁴⁷. Par ailleurs, l'histoire américaine est remplie d'exemples où les attentes suscitées par l'arrivée au pouvoir d'une nouvelle administration n'ont pas été comblées.

Ainsi, en 1952, les Républicains se sont montrés très critiques à l'égard de l'administration Truman, que l'on accusait, dans la foulée du maccarthysme, d'avoir trahi les États-Unis. Le ton changea toutefois radicalement, alors qu'ils remportaient la Maison-Blanche avec l'élection de Dwight Eisenhower. Beaucoup de Républicains s'étaient alors imaginé que tous les problèmes qu'ils percevaient dans le monde étaient la faute de l'administration Roosevelt, qui avait cédé l'Europe aux soviétiques à Yalta, et à celle de Truman, avec sa stratégie désastreuse de l'endiguement. Par contre, une fois au pouvoir, Eisenhower poursuivit les mêmes politiques que son prédécesseur. Après coup, les Américains découvrirent que l'élection d'un président républicain n'apportait pas la rupture qu'ils avaient anticipée⁴⁸.

De plus, pendant le deuxième mandat de George W. Bush, nombreux furent les critiques et observateurs de la scène politique américaine à penser que l'imbroglio irakien représentait une occasion unique de changer la donne. L'élection de Barack Obama vint renforcer ce sentiment, mais l'histoire suggère une tout autre réalité. En 1980, moins de six ans après la fin de la guerre du Vietnam, la population américaine élisait Ronald Reagan en fonction de sa promesse de restaurer la puissance militaire et le prestige des États-Unis dans le monde. Les États-Unis se sont ainsi engagés au début des années 1980 dans une course à l'armement qui a abouti à la chute de l'Union soviétique. Or, il appert

47. Alan W. Dowd, «Looking Back and Thinking Ahead», *World Politics Review*, 31 mars 2010; Will James, «Continuity and Change in US Foreign Policy – What Obama Can Learn from George W. Bush», *The Henry Jackson Society, Project for Democratic Geopolitics*, 11 janvier 2010.

48. Alan W. Dowd, *op. cit.*; James Joyner, «Bad Reasons to Elect Democrats in 2008», *Outside the Belt*, 29 mai 2006; Robert Kagan, *op. cit.*

que si les Démocrates critiquaient l'administration Bush pour sa gestion de la guerre en Irak, ils n'ont pas alors dénoncé le budget militaire de plus de 500 milliards de dollars⁴⁹ qui lui était accordé.

Il est intéressant de noter que les critiques contre la guerre en Irak sont beaucoup moins virulentes que celles contre la guerre du Vietnam. Ce n'était pas uniquement la guerre qui était dénoncée. À cette époque, les opposants à la guerre n'hésitaient pas à mettre en cause tout le système. Non seulement, le président Nixon était corrompu, mais tout le système l'était aussi. Le débat entourant les principes généraux qui guidaient la politique américaine faisait rage. La politique d'endiguement énoncée par George F. Kennan et mise en place par l'administration Truman était rejetée. Même l'idée que les États-Unis puissent être une force bienveillante dans le monde était contestée. Or, il appert que par comparaison avec les critiques des années 1960 et 1970, les opposants à la guerre en Irak sont beaucoup moins virulents⁵⁰. Ils demandent simplement de recourir davantage au *soft power* qu'au *hard power*.

D'ailleurs, l'histoire des États-Unis est marquée, depuis la révolution américaine, de guerres qui ont été entreprises pour des raisons justes et morales. La tendance des dirigeants américains à recourir à la puissance militaire dans les contentieux internationaux n'est donc pas nouvelle. Au xx^e siècle uniquement, il est possible de compter pas moins d'une centaine d'interventions militaires américaines en sol étranger. Cette tendance semble s'être accentuée depuis la chute de l'Union soviétique⁵¹. Les deux grands partis politiques aux États-Unis appuient fermement l'idée du recours à la guerre pour obtenir justice. Un sondage mené en 2006 montrait que 78 % des Américains partageaient cette conviction. Dans ce contexte, il n'est pas surprenant que les États-Unis aient conduit pas moins de 10 interventions militaires majeures à l'étranger depuis 1989⁵². L'arrivée au pouvoir de Barack Obama ne devrait pas changer cette donne.

Par ailleurs, la libéralisation des échanges, marquée par la mondialisation, est un processus qui a débuté de façon significative après la Deuxième Guerre mondiale. Visant à faciliter les échanges internationaux, le processus d'élimination progressive des frontières économiques entre les pays a été fortement encouragé par toutes les administrations qui se sont succédé à la direction des États-Unis et devrait ainsi continuer. Il a par ailleurs été accentué avec la formation, depuis la désintégration de l'Union soviétique, de nouvelles nations, alors que les États-Unis devenaient la seule superpuissance, et par l'émergence de pays comme la Chine ou l'Inde. Cette situation a donné

49. Robert Kagan, *op. cit.*

50. *Ibid.*

51. Zoltan Grossman, « From Wounded Knee to Libya: A Century of U.S. Military Interventions », *Evergreen Digest*, 2011.

52. Robert Kagan, *op. cit.*

lieu à la formulation, pendant les années 1990, du consensus de Washington. Cette formule vague affirme que la croissance économique soutenue, reposant sur la réduction des impôts, l'adoption de budgets équilibrés, la libéralisation des échanges, l'ouverture aux investissements étrangers ainsi que la déréglementation des taux d'intérêts et des taux de change flottants, représentait la meilleure garantie de la stabilité internationale. Elle soulignait qu'il fallait tout simplement laisser les marchés jouer leur rôle. La politique néolibérale était triomphante⁵³. La crise financière de 2008 fut un dur rappel à la réalité. L'administration Obama doit alors faire face à cette situation, mais dans quelle mesure peut-elle changer la donne ? En ce sens, nous n'avons qu'à penser à Bill Clinton qui, après avoir ridiculisé durant la campagne de 1992 les politiques de George H. W. Bush à l'égard d'Haïti et de la Chine, adopta sur ces deux dossiers des positions presque identiques à celles de son prédécesseur. Les nouveaux présidents apprennent souvent à la dure la réalité du pouvoir⁵⁴.

Les objectifs définis par Barack Obama semblent clairs. Il désire redéfinir la puissance américaine pour aider les États-Unis à affronter les défis du XXI^e siècle tout en réparant les dommages causés à la réputation des États-Unis par la précédente administration. Cela est d'autant plus évident que la crise économique de 2008 a sensiblement affaibli la position des États-Unis dans le monde. D'une certaine façon, l'arrivée au pouvoir de Barack Obama peut signifier un retour à un internationalisme américain plus traditionnel du genre de celui qui était pratiqué par George H. W. Bush. D'ailleurs, les comparaisons de la vision du monde d'Obama avec celle de Bush père se multiplient. Cela est devenu particulièrement évident après qu'Obama eut annoncé des objectifs précis et limités quant à sa politique à l'égard de la guerre en Afghanistan. Bush père avait eu une attitude similaire à l'égard de Saddam Hussein en 1991. Aussi, il est donc possible que nous assistions, avec la présidence d'Obama, au retour de la politique traditionnelle réaliste bipartisanne de George Bush père, de John F. Kennedy ou, à certains égards, de Ronald Reagan⁵⁵.

Compte tenu de la continuité qui existe entre les politiques étrangères des États-Unis, la marge de manœuvre du président Obama peut paraître à plusieurs comme étant bien limitée. En dépit de cela, un président peut faire la différence. Nous n'avons qu'à penser à ce qu'aurait été la réaction des États-Unis aux événements du 11 septembre si Al Gore avait été élu aux présidentielles de 2000. Est-ce que le pays se serait engagé dans une longue guerre en Irak ? Poser la question est en

53. Yves Dezalay et Bryant Garth, « Le Washington consensus », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 1998, vol. 121, p. 3-22.

54. James Joyner, *op. cit.*

55. Devlin Barrett, « Elder Bush, JFK, Reagan influence Obama », *Associated Press*, 29 mars 2008 ; Kevin B. Sullivan, *op. cit.* ; Fareed Zakaria, « Obama Abroad », *Newsweek*, 18 juillet 2008.

grande partie y répondre⁵⁶. Il est donc important de bien saisir le cheminement intellectuel et la perception du monde de Barack Obama. Car, comme tout président, il aura une façon unique de comprendre les intérêts nationaux américains. Cerner les fondements et les aboutissements de sa doctrine devient alors primordial pour expliquer les facteurs et les conditions particulières qui motivent ses actions et ses prises de position.

Il est évident que Barack Obama, comme presque tous les présidents d'ailleurs, croit que les États-Unis ont un statut moral particulier par rapport au reste du monde, lequel entraîne des responsabilités. Par contre, comme nous le verrons, sa lecture de l'**exceptionnalisme américain** est bien différente de celle de son prédécesseur. En ce sens, la **doctrine Obama** repose avant tout sur des questions morales. Le nouveau président, comme son prédécesseur, pourrait être tenté, sous le couvert de l'intérêt national, de se lancer dans de grandes aventures. Toutefois, l'influence de la pensée de Reinhold Niebuhr pourrait l'en dissuader⁵⁷. En fin de compte, l'avenir nous dira si la présidence de Barack Obama sera marquée ou non par un retour au réalisme classique traditionnel dans sa définition des enjeux américains au XXI^e siècle.

56. James Joyner, *op. cit.*

57. Dave Gehring, « American Exceptionalism, Reinhold Niebuhr and Barack Obama », *Finding the Gear*, 17 décembre 2009; Donald E. Pease, *The New American Exceptionalism*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 2009; Anders Stephanson, « The American Exception », *op. cit.*



CHAPITRE 2

Les années de formation

Je connais, je les ai vus, le désespoir et le désordre qui sont le quotidien des laissés-pour-compte, avec leurs conséquences désastreuses sur les enfants des rues de Djakarta ou de Nairobi, comparables en bien des points à celles qui affectent les enfants du South Side de Chicago. Je sais combien est ténue pour eux la frontière entre l'humiliation et la fureur dévastatrice, je sais avec quelle facilité ils glissent dans la violence et le désespoir.

Barack Obama, *Les rêves de mon père*, préface.

Les origines de Barack Obama sont à la fois intéressantes et compliquées. Selon de nombreux aspects, il est une pure incarnation du rêve américain en offrant un portrait idéal du **melting pot** américain. Comme il l'affirme, « dans aucun autre pays dans le monde, mon histoire n'aurait été possible ». Il se démarque par ses antécédents familiaux et son éducation, non seulement des politiciens blancs américains, mais aussi des politiciens afro-américains. En ce sens, il a un parcours personnel et politique unique qui lui donne une perception originale du monde. Ces éléments vont par après l'aider à définir ce que l'on pourra qualifier de **doctrine Obama**¹.

Tout au long de sa carrière politique, Barack Obama a un flair particulier pour saisir les occasions. Chaque fois qu'il occupe un emploi ou un poste politique, il le voit comme un tremplin pour passer à autre chose ; il ne cherche pas une sinécure, un poste où il pourrait couler tranquillement ses jours. Bien que très opportuniste, il est différent des politiciens ordinaires. Le choix des postes qu'il accepte est très stratégique. En 1996, il profite de la décision d'Alice Palmer de se lancer dans la course pour un siège au Congrès pour la remplacer au Sénat de l'Illinois. En 2004, il sait profiter des scandales de ses adversaires pour mousser sa candidature au Sénat des États-Unis. Chaque fois, il bénéficie d'un concours de circonstances qui facilite sa candidature. Mais il n'hésite pas non plus à aider le destin².

2.1. UNE ORIGINE PARTICULIÈRE

L'histoire de Barack Obama débute en 1960 avec la décision de sa mère, une jeune fille blanche de 18 ans du Kansas qui, bien qu'admise à l'Université de Chicago, choisit finalement d'accompagner ses parents à Hawaïi et d'y poursuivre ses études universitaires. C'est à l'Université d'Hawaïi qu'elle rencontre un étudiant africain d'origine kényane et de religion musulmane qui a bénéficié de l'obtention d'une bourse américaine pour venir étudier à Hawaïi. De cette rencontre va naître en août 1961 Barack Obama. Ce dernier reconnaît que ses parents formaient un couple aussi atypique que si Bernie Mac, un comédien afro-américain de Chicago, avait épousé l'ancienne première ministre britannique Margaret Thatcher³.

-
1. Garrett M. Graff, « The Legend of Barack Obama », *The Washingtonian*, 1^{er} novembre 2006 ; Larissa MacFarquhar, « The Conciliator: Where is Barack Obama coming from? », *The New Yorker*, 7 mai 2007 ; Liza Mundy, « A Series of Fortunate Events », *The Washington Post*, 12 août 2007 ; Ben Wallace-Wells, « Destiny's Child », *The Rolling Stone*, 22 février 2007.
 2. Ryan Lizza, « Making It: How Chicago Shaped Obama », *The New Yorker*, 21 juillet 2008 ; Larissa MacFarquhar, *op. cit.* ; Liza Mundy, *op. cit.*
 3. Le jeune Obama vit difficilement l'abandon par son père. Le jeune Barack ne revoit son père qu'une seule fois, alors qu'il est âgé de dix ans. Son père se démarquait à la fois par un immense talent et un manque chronique de sens pratique. Sa carrière

Les parents d'Obama vivent en 1960-1961 une histoire unique qui présage le film de Stanley Kramer de 1967 intitulé *Devine qui vient dîner?*. Comme dans le film, les parents d'Ann Dunham ont de la difficulté à s'ajuster au fait que leur fille fréquente un Africain. Non seulement le passé du père d'Obama est plutôt nébuleux, mais son avenir est incertain. Si les parents d'Ann trouvent Barack père intelligent et charmant, ils ressentent de façon prémonitoire des réserves à son égard. Il ne leur a pas tout dit. L'avenir leur donnera raison⁴: deux ans plus tard, Barack père abandonne sa famille américaine pour aller étudier à l'Université Harvard et retourner ensuite au Kenya où il a une autre épouse et d'autres enfants⁵.

Entre-temps, sa mère a demandé le divorce, en 1964, et s'est remariée avec un étudiant indonésien. Alors que Barack fils n'a que six ans, sa mère décide d'accompagner son nouvel époux en Indonésie. Cette expérience unique marque profondément la perception que le jeune Obama a du monde. Il découvre à la fois le caractère exotique de son nouveau pays d'accueil et le désespoir des pauvres travailleurs agricoles indonésiens confrontés à l'exploitation et aux affres de la vie. Il s'ouvre ainsi sur le monde à mesure qu'il s'intègre à la culture de l'Indonésie. Il y apprend non seulement la langue, mais aussi les coutumes et les traditions. Ces années sont critiques dans sa formation. Se promenant dans les rues grouillantes de Djakarta, il est frappé de voir comment les pauvres acceptent fatalement leur sort et ne se révoltent pas contre le climat d'insécurité et de corruption qui y existe. En conséquence, il développe une vision du monde qui dépasse l'humanisme laïque, l'idéalisme romantique et l'éternel optimisme de sa mère. Après quatre années passées en Indonésie, sa mère décide qu'il est mieux pour le jeune Obama de retourner aux États-Unis. Par contre, pendant le temps qu'il a passé en Indonésie, le jeune Barack n'a pas été confronté aux stéréotypes raciaux qui existent alors sur le continent américain⁶.

dans la haute administration kényane tourne vite au cauchemar. Son père décède en 1982 dans un accident d'automobile. Barack Obama, *Les rêves de mon père*, Paris, Presses de la Cité, 2008, p. 28, 33, 36-37; Hank De Zutter, « Lawyer, Teacher, Philanthropist, and Author Barack Obama doesn't Need Another Career », *The Chicago Reader*, 8 décembre 1995; Garrett M. Graff, *op. cit.*; Ryan Lizza, « Above the Fray », *Newsweek*, août 2007; Larissa MacFarquhar, *op. cit.*; Liza Mundy, *op. cit.*; David Remnick, *The Bridge: The Life and Rise of Barack Obama*, New York, Alfred A. Knopf, 2010, p. 41, 55-56, 69, 115; Ben Wallace-Wells, « Destiny's Child », *op. cit.*; Ben Wallace-Wells, « The Great Black Hope: What's riding on Barack Obama? », *The Washington Monthly*, 4 novembre 2004.

4. David Remnick, *op. cit.*, p. 57.

5. Barack Obama, *Les rêves de mon père*, *op. cit.*, p. 28, 33, 36-37; Hank De Zutter, *op. cit.*; Garrett M. Graff, *op. cit.*; Ryan Lizza, « Above the Fray », *op. cit.*; Larissa MacFarquhar, *op. cit.*; Liza Mundy, *op. cit.*; David Remnick, *op. cit.*, p. 41, 55-56, 69, 115.

6. Barack Obama, *Les rêves de mon père*, *op. cit.*, p. 68-69, 75, 83; Barack Obama, *L'audace d'espérer*, Paris, Presses de la Cité, 2006, p. 276-279; Hank De Zutter, *op. cit.*; Garrett M. Graff, *op. cit.*; Ryan Lizza, *op. cit.*; Larissa MacFarquhar, *op. cit.*; Liza Mundy, *op. cit.*; David Remnick, *op. cit.*, p. 57-62; Michael Tomasky, « The Audacity

En retournant à Hawaïi, le jeune Obama continue de vivre dans un microcosme situé à plus de 3000 kilomètres de la Californie. Aucun autre politicien américain n'a vécu une telle expérience. Les îles hawaïennes offrent au jeune Obama un univers formé de contrastes et de contradictions. Au début des années 1970, Hawaïi représente encore un lieu étrange et coloré pour les Américains. Il y a bien sûr une importante base navale, mais c'est aussi l'un des endroits au monde les plus multiraciaux avec sa population autochtone, japonaise, samoane, oki-nawaïenne, chinoise, philippine, portugaise et blanche américaine. Il y a aussi une petite minorité afro-américaine. Le jeune Obama apprend à faire son chemin dans cette société où les relations ne sont pas toujours faciles⁷. Cette situation fait en sorte qu'il acquiert une expérience unique. Il n'a pas de racines locales et pas de maison familiale. Par conséquent, il passe son enfance et sa jeunesse en mouvement constant. De fait, il n'acquiert une résidence permanente que lors de son mariage avec Michelle Robinson alors qu'il a dépassé la trentaine⁸.

Comme sa mère est restée en Indonésie, le jeune Obama vit chez ses grands-parents maternels. Par ailleurs, il obtient une bourse qui lui permet d'étudier à la prestigieuse école privée Punahou. Il entre ainsi quotidiennement en contact avec les enfants des classes moyennes supérieures d'Hawaïi. L'école Punahou offre un milieu intellectuel très stimulant et très compétitif. En dépit de sa grande capacité d'apprendre, les résultats scolaires du jeune Obama sont plutôt moyens. Par contre, il s'ouvre au chant et à la poésie et devient un lecteur prolifique. Il acquiert aussi plus de confiance en ses capacités et apprend à jeter un regard nouveau et critique sur le monde qui l'entoure⁹.

L'adolescence s'avère une période difficile pour le jeune Obama. Comme beaucoup d'adolescents, il vit une période d'ajustements et de remises en question. Vivant chez ses grands-parents blancs, il comprend les mœurs, les valeurs, la sensibilité et les concepts du bien et du mal qui prévalent chez la population blanche; mais en déambulant dans les rues d'Honolulu avec un ami noir, il développe aussi une vision critique de la société blanche. Il est confus quant à son identité et expérimente la marijuana et la cocaïne, mais ne développe pas de dépendance. Finalement, même si la période de son adolescence a été un

of Hope: Thoughts on Reclaiming the American Dream », *The New York Review of Books*, vol. 53, n° 19, 30 novembre 2006; Ben Wallace-Wells, « Destiny's Child », *op. cit.*; Ben Wallace-Wells, « The Great Black Hope », *op. cit.*

7. Barack Obama, *Les rêves de mon père*, *op. cit.*, p. 20-21; Jessica Curry, « Barack Obama: Under the Lights », *The Chicago Life*, 1^{er} août 2004.

8. David Remnick, *op. cit.*, p. 42.

9. Barack Obama, *Les rêves de mon père*, *op. cit.*, p. 46-47, 94-97; Jessica Curry, *op. cit.*; Hank De Zutter, *op. cit.*; Garrett M. Graff, *op. cit.*; David Remnick, *op. cit.*, p. 71-73, 75-77, 148; Ben Wallace-Wells, « Destiny's Child », *op. cit.*

peu difficile, elle ne laissera pas de séquelles permanentes, grâce au soutien familial dont il bénéficie. Il a ainsi évité d'entrer en rébellion permanente¹⁰.

Bien qu'Hawaï ne soit pas la Louisiane ou le Mississippi, le jeune Obama découvre chez la majorité des étudiants qu'il côtoie de forts préjugés quant à son origine raciale ou à sa classe sociale. D'abord gêné par ses origines raciales et son nom africain, il ne tarde pas à se tenir avec certains étudiants afro-américains. Bien qu'il soit un joueur ordinaire de basketball, il se montre enthousiaste pour ce sport et est attiré par son esprit égalitaire. Toutefois, il découvre aussi dans ce contexte comment l'intégration raciale ne peut se faire que dans un sens, soit celui de s'intégrer au monde des Blancs. Cette première confrontation avec le racisme lui fait ressentir le contraste existant entre l'amour qu'il reçoit de sa mère et de ses grands-parents blancs à la maison et la condition particulière de ses copains afro-américains. Cette expérience lui permet de se bâtir une assurance et de se forger une identité comme Afro-Américain sans être confronté aux problèmes émotifs qui prévalent chez les jeunes Noirs du continent. Il évite ainsi le piège de la négritude et ne ressent pas la rage qui affecte la majorité des jeunes Noirs d'alors. Il ne ressent pas leur **rancœur** et ne développe pas ce complexe d'éternel perdant. Pendant ces années, cruciales dans sa formation, il a ainsi appris à fonctionner aisément à la fois dans la société blanche et dans la société afro-américaine, tentant de trouver un lieu de cohésion entre ces deux univers¹¹.

2.2. L'INFLUENCE MATERNELLE

Le jeune Barack Obama a été très marqué par la situation particulière de ses parents. L'absence de son père amène sa mère à jouer un rôle prédominant pendant sa jeunesse. Dans son autobiographie de 1995, *Les rêves de mon père*, il décrit sa mère comme une personne résolument libérale qui était capable de contester l'existence de Dieu sans sombrer dans le cynisme caractéristique de ses amis. Intriguée par le monde, elle était mue par une quête perpétuelle de savoir. Cette tendance chez sa mère va faire en sorte de développer très tôt l'esprit de réflexion du jeune Obama. Dès l'âge de six ans, il se montre très curieux. De sa mère, il hérite aussi une tendance à regarder le meilleur côté des gens. Bien qu'il partage avec son père la perception que sa mère représente la quintessence de l'idéalisme libéral blanc, il la voit aussi comme

10. Barack Obama, *Les rêves de mon père*, *op. cit.*, p. 55, 114-115, 118, 140-141; Jessica Curry, *op. cit.*; Garrett M. Graff, *op. cit.*; David Remnick, *op. cit.*, p. 76, 82; Ben Wallace-Wells, «Destiny's Child», *op. cit.*

11. Barack Obama, *Les rêves de mon père*, *op. cit.*, p. 118, 127, 131-133; Earl O. Hutchinson, *How Obama Governed, the Year of Crisis and Challenge*, Los Angeles, BookSurge Publishing, 2010, p. 2-3; Liza Mundy, *op. cit.*; David Remnick, *op. cit.*, p. 79, 91-93; Michael Tomasky, *op. cit.*; Ben Wallace-Wells, «Destiny's Child», *op. cit.*

une personne très réaliste. N'ayant vécu que l'absence paternelle, le jeune Obama est déchiré devant cette mère, à qui il veut ressembler mais dont il a besoin de se différencier. Cette situation laisse une empreinte permanente sur sa personnalité¹².

Aucune personne n'a eu plus d'influence sur la vie de Barack Obama que sa mère. D'ailleurs, il a toujours ressenti une profonde affection pour elle, bien que cette dernière ait souvent été absente. Elle lui a tracé la voie à suivre par sa détermination acharnée à terminer ses études doctorales en anthropologie et par son engagement dans une carrière de travailleuse communautaire mal payée. Sa mère a consacré sa vie au service de femmes pauvres qui avaient de la difficulté à s'intégrer à la vie moderne, tant en Indonésie qu'en Amérique. Elle a transmis à son fils une profonde compréhension des gens et de leurs motivations complexes ainsi qu'une vision claire de l'influence des structures de pouvoir sur les pauvres. Le jeune Obama est très influencé par la grande sensibilité de sa mère, ce mélange de naïveté et d'esprit aventureux qui l'amène toujours à voir de l'espoir dans les pires situations. Bien qu'absente la moitié du temps, elle était toujours présente par ses enseignements et ses conseils judicieux et elle suivait attentivement le parcours de son fils. Par-dessus tout, elle lui apprend à avoir confiance en ses capacités. Si aujourd'hui le président Obama est capable de parler résolument, c'est qu'il a acquis ces qualités de sa mère et de sa grand-mère¹³.

De sa mère, Barack Obama hérite d'un esprit pragmatique et d'une aversion pour la rigidité religieuse ou idéologique. Ainsi, son esprit d'analyse et de compromis, bien connu aujourd'hui, dépasse le simple opportunisme politique. Très tôt, il s'engage dans une quête spirituelle et intellectuelle qui l'amène à voir le monde par-delà des questions raciales. Il comprend aussi le hasard et les dangers de la vie politique en étant témoin de la destitution qui affecte son père après que ce dernier eut été renvoyé de la fonction publique kényane pour s'être exprimé trop librement. Les expériences qu'il a vécues depuis sa plus tendre enfance lui permettent par ailleurs de développer une capacité à « synthétiser des réalités en apparence contradictoires et [à] les rendre cohérentes ». Au lieu de voir simplement une contradiction entre les choses, il est capable de jeter un regard neuf pour démontrer comment les pièces forment un ensemble. Une fois devenu

12. Barack Obama, *Les rêves de mon père*, *op. cit.*, p. 84-88; David Remnick, *op. cit.*, p. 53, 69.

13. Il est intéressant de noter que l'ancien président Clinton affirmait lors des primaires de 2008 qu'il comprenait bien Barack Obama parce qu'il avait vécu une situation familiale similaire, où les hommes étaient absents ou faibles et les femmes fortes. Barack Obama, *L'audace d'espérer*, *op. cit.*, p. 37; Jessica Curry, *op. cit.*; Garrett M. Graff, *op. cit.*; Larissa MacFarquhar, *op. cit.*; David Remnick, *op. cit.*, p. 82, 88-90; Ben Wallace-Wells, « *Destiny's Child* », *op. cit.*

membre du Sénat de l'Illinois, il montre une grande habileté à dépasser les carcans idéologiques en faisant adopter une loi qui rend obligatoire l'enregistrement vidéo des interrogatoires de suspects par la police pour tout crime capital¹⁴.

Les origines particulières de Barack Obama en ont fait un politicien hors pair. Pendant un certain temps, la communauté afro-américaine se questionnait à savoir si Obama était assez noir pour être considéré comme un des siens. Cette question se posait d'autant plus qu'il n'était lié d'aucune manière à la lutte pour les droits civiques des Noirs. Par ailleurs, ses antécédents familiaux et personnels font en sorte qu'il ne possède pas cette peur de dépendre des Blancs qu'ont de nombreux dirigeants afro-américains. Son origine lui donne une grande confiance en ses capacités et l'aide à développer une vision unique du monde. D'ailleurs, il déclarait dans une entrevue donnée en 2006 qu'il a la forte impression que, peu importe où il va, il retrouve toujours une partie du monde en lui, ce qui l'amène à décrire sa famille comme représentant une « mini Nations Unies¹⁵ ».

2.3. L'APPRENTISSAGE DE CHICAGO

Après l'Indonésie et Hawaii, Chicago devient la troisième grande étape dans la vie de Barack Obama. Si sa vie à Chicago est aux antipodes de celle qu'il a vécue en Indonésie et à Hawaii, c'est tout de même là qu'il trouve les éléments les plus importants pour bâtir sa carrière politique. La Ville des vents apporte à Obama la formation complémentaire dont il a besoin. Aussi, il y vit une expérience des relations raciales bien différente de celle vécue à Honolulu. L'expérience hawaïenne a dressé les grands pans de sa personnalité, mais c'est Chicago qui va le remodeler et l'amener à faire les choix critiques qui le caractériseront comme adulte et qui constitueront les principaux fils conducteurs de son ascension politique. Expérimentant d'abord le travail communautaire, Obama étudie ensuite en droit pour finalement amorcer sa carrière politique. L'expérience de Chicago lui permet non seulement de résoudre ses conflits intérieurs et de raffiner sa personnalité, mais elle attise aussi ses ambitions politiques en le faisant pénétrer dans les antichambres du pouvoir, où il découvre le mode de fonctionnement de la vie politique américaine.

Après avoir complété ses études secondaires en 1979, Barack Obama quitte Hawaii pour entreprendre ses études universitaires à l'Occidental College, à Los Angeles en Californie. Il met pour la première fois ses talents d'orateur à l'épreuve, alors qu'il participe à une

14. Larissa MacFarquhar, *op. cit.*; Michael Tomasky, *op. cit.*

15. Barack Obama, *Les rêves de mon père*, *op. cit.*, p. 268; Garrett M. Graff, *op. cit.*; Larissa MacFarquhar, *op. cit.*; Liza Mundy, *op. cit.*; David Remnick, *op. cit.*, p. 14-15; Ben Wallace-Wells, « Destiny's Child », *op. cit.*

protestation politique dirigée par des étudiants qui sont opposés au fait que la fondation de l'Occidental College investisse des fonds dans des compagnies œuvrant en Afrique du Sud et soutenant, par conséquent, l'apartheid. Deux années plus tard, il poursuit ses études à l'Université Columbia à New York où il obtient un baccalauréat en sciences politiques, avec une spécialisation en relations internationales¹⁶.

Durant ses études à New York, il est surpris par les tensions raciales qui prévalent dans la grande métropole américaine; le nombre incalculable de graffitis racistes n'en sont d'ailleurs qu'une des manifestations. Diplômé en 1983, il envoie des lettres de demande d'emploi à travers le pays dans l'espoir d'être embauché par un organisme communautaire, mais sans succès. Aussi, il travaille de façon sporadique pour différentes multinationales comme chercheur ou analyste financier. De plus, il est temporairement embauché par l'organisation environnementaliste de Ralph Nader. Finalement, il obtient en 1985 à Chicago le poste qu'il convoite depuis la fin de ses études, soit celui d'organisateur communautaire¹⁷.

En 1985, Jerry Kellman¹⁸, un organisateur communautaire juif de Chicago, a lancé en collaboration avec différentes Églises un vaste projet de développement communautaire. Il est donc à la recherche d'un organisateur afro-américain pour travailler dans le South Side, un quartier noir défavorisé de la ville. Il publie donc une annonce dans différents journaux du pays. Kellman est conscient du paradoxe de la situation : il a besoin de quelqu'un d'intelligent et de dynamique, mais, s'il trouve la bonne personne, celle-ci ne devrait pas avoir de raison d'accepter son offre puisqu'il ne peut lui offrir qu'un salaire misérable. Obama voit l'offre et postule pour l'emploi. Kellman, qui va visiter ses parents à New York, rencontre alors Obama. Ce dernier impressionne Kellman dès la première rencontre. Il décide donc de l'embaucher. Bien que la rémunération ne soit que de 13 000 \$ par année, le jeune Obama accepte le poste et met le cap sur Chicago¹⁹. Il commence alors une étape critique de sa vie. Les trois années suivantes transforment Barack Obama

16. Barack Obama, *Les rêves de mon père*, op. cit., p. 168; David Remnick, op. cit., p. 98, 110-111.

17. Il est intéressant de noter qu'Obama, en choisissant un travail communautaire, suit les traces de sa mère. Barack Obama, *Les rêves de mon père*, op. cit., p. 144-146, 170-175, 189, 191-193, 197; Jessica Curry, op. cit.; Liza Mundy, op. cit.; Garrett M. Graff, op. cit.; David Remnick, op. cit., p. 112-113, 118, 120; Ken Silverstein, « Barack Obama Inc. : The Birth of a Washington Machine », *The Harper's Magazine*, novembre 2006.

18. Barack Obama donne à Kellman le pseudonyme de Marty Kaufman dans son autobiographie. Barack Obama, *Les rêves de mon père*, op. cit., p. 199.

19. Barack Obama, *Les rêves de mon père*, op. cit., p. 199-201; Jessica Curry, op. cit.; Hank De Zutter, op. cit.; Cathleen Falsani, « Obama: I have a Deep Faith », *The Chicago Sun-Times*, 5 avril 2004; Shelle Leanne, *Leadership, the Barack Obama Way*, New York, McGraw Hill, 2010, p. 7, 75; Liza Mundy, op. cit.; David Remnick, op. cit., 134.

en une bête politique. Non seulement ses amis cessent de le traiter de naïf, mais il se forge graduellement une identité et trouve une paix intérieure qui l'amènent à s'identifier entièrement à la communauté afro-américaine²⁰.

Lorsqu'il arrive à Chicago en 1985, la ville est en pleine mutation. Harold Washington, premier Afro-Américain à accéder à la mairie de Chicago, vient de mettre fin aux vingt-cinq années de règne de la famille Daley. L'élection de Washington constitue d'ailleurs un des facteurs attirant Obama à Chicago. Harold Washington est le premier politicien à impressionner le jeune Obama; celui-ci rêve même d'être un jour, comme lui, candidat à la mairie de Chicago, montrant alors déjà une certaine ambition politique. Néanmoins, il découvre vite que la machine démocrate de Chicago forme un monde très fermé et particulièrement hostile à ceux qu'elle considère comme des « *carpetbaggers*²¹ ». Il est essentiel d'y avoir des connections pour qui veut se lancer en politique et percer. La machine démocrate gouverne la ville, et il est impossible de penser jouer un rôle politique, même insignifiant, sans son accord. Obama ne fait partie d'aucun réseau et il se le fait dire. Il devra donc apprendre à la dure²².

Dans *Les rêves de mon père*, Obama rapporte que, sans interlocuteur dans la ville, il se sent alors bien seul. Il n'a alors que 24 ans et il doit travailler avec des gens qui ont plus du double de son âge. Sa tâche consiste à mettre sur pied des programmes de formation pour les chômeurs et à améliorer les services sociaux municipaux dans une communauté dévastée par la fermeture des aciéries. En tant qu'organisateur communautaire, il tente immédiatement, mais sans succès, de transformer un groupe d'Églises afro-américaines en une force politique. S'il conçoit au début son travail de manière abstraite, il se familiarise vite sur le terrain avec les problèmes concrets liés à la pauvreté, aux tensions raciales et à la mauvaise gouvernance des autorités municipales²³.

En choisissant de s'installer à Chicago, Barack Obama démontrait une certaine dose d'idéalisme. De fait, il est encore très idéaliste et naïf, mais l'expérience du travail communautaire lui enseigne rapidement l'importance d'avoir les pieds bien ancrés au sol et celle de s'assurer que le travail est fait et bien fait. La pratique surpasse alors l'idéal. Dans la réalisation de son travail, Obama acquiert ainsi une attitude

20. Barack Obama, *Les rêves de mon père*, op. cit., p. 189, 201, 221, 239, 241; Jessica Curry, op. cit.; Liza Mundy, op. cit.; Garrett M. Graff, op. cit.; Ken Silverstein, op. cit.

21. Un terme péjoratif pour désigner les Blancs du Nord des États-Unis qui ont participé à la reconstruction du Sud après la guerre de Sécession.

22. À ce même moment, il fait part à des amis de son rêve de devenir maire de Chicago. Barack Obama, *Les rêves de mon père*, op. cit., p. 200-201; Ryan Lizza, « Making it », op. cit.; Larissa MacFarquhar, op. cit.; Liza Mundy, op. cit.; David Remnick, op. cit., p. 135, 142-143, 161-162, 259, 260.

23. Barack Obama, *Les rêves de mon père*, op. cit., p. 209, 218-221; Shelle Leanne, op. cit., p. 19, 36; Ryan Lizza, « Making It », op. cit.; Michael Tomasky, op. cit.

beaucoup plus réaliste; il apprend à connaître les gens à l'école de la vie. Par ailleurs, il voit l'effet du racisme sur le comportement des personnes. Il découvre ainsi la diversité de la communauté afro-américaine de Chicago, notamment en ce qui a trait aux catégories de revenus et aux valeurs culturelles²⁴.

Le jeune Obama s'adapte vite à Chicago et apprend à l'aimer. Avec le temps, il développe une profonde affection pour les gens ordinaires provenant des différents groupes ethniques qu'il côtoie dans les quartiers défavorisés de la ville. Il trouve chez eux une inspiration unique à même la confrontation quotidienne qu'il vit face aux problèmes des gens. Il s'implique particulièrement dans le développement de logements communautaires à Roseland et à Altgeld Gardens pour lesquels il mobilise des centaines de personnes. Il lance aussi une campagne pour éliminer l'amiante et la peinture au plomb dans les écoles locales. En s'établissant à Chicago, Obama trouve en outre un terroir unique pour comprendre les rouages de la politique. En effet, la réputation de Chicago comme étant la ville de la corruption et du vice n'est pas surfaite; pour un jeune ambitieux, elle permet notamment de découvrir comment il peut être facile pour un politicien de perdre son intégrité²⁵.

Obama apprend alors à rejoindre les gens, à se familiariser avec leurs problèmes et leurs espoirs, et à s'approprier leurs préoccupations. Il développe par ailleurs ses qualités d'organisateur communautaire ainsi qu'une compréhension intime du fonctionnement du système alors qu'il vise à améliorer la condition des gens. À cette époque, Obama apprend, en faisant du porte à porte pour parler aux résidents, à cerner les questions qui sont les plus importantes pour eux et il se prépare déjà à répondre à leurs besoins. Il se forge ainsi une attitude gagnante²⁶.

Par-dessus tout, ces trois années comme organisateur communautaire à Chicago permettent au jeune Obama de s'enraciner dans la communauté afro-américaine de la ville et de se tisser un réseau social à un moment décisif de sa vie. Obama est arrivé à Chicago sans aucun lien avec les Églises baptistes et pentecôtistes, lesquelles sont les piliers et les centres de pouvoir de la communauté afro-américaine de la ville. Comme il n'appartient à aucune Église, il doit d'abord gagner la confiance des pasteurs locaux et des femmes âgées impliquées dans la direction des Églises; il se montre à cet effet un élève doué désirant apprendre²⁷.

24. Alexander Moens et Inu Barbee, «Obama's Foreign Policy Between Dreaming and Doing», *The Cisero Foundation*, vol. 104, n° 4, mars 2010; David Remnick, *op. cit.*, p. 136, 162.

25. Barack Obama, *Les rêves de mon père*, *op. cit.*, p. 229-232; Jessica Curry, *op. cit.*; Shelle Leanne, *op. cit.*, p. 33, 36; Ryan Lizza, «Making It», *op. cit.*; Liza Mundy, *op. cit.*; David Remnick, *op. cit.*, p. 168.

26. Shelle Leanne, *op. cit.*, p. 215; David Remnick, *op. cit.*, p. 136, 139.

27. Barack Obama, *Les rêves de mon père*, *op. cit.*, p. 227, 365-366; Hank De Zutter, *op. cit.*; Ryan Lizza, «Making It», *op. cit.*; Liza Mundy, *op. cit.*

Chicago fournit à Obama une autre expérience de premier plan. C'est là qu'il apprend l'importance de bien préparer les réunions auxquelles il participe et de bien maîtriser ses dossiers. Il découvre que, pour faire avancer des dossiers particuliers, la préparation est essentielle. Il n'y a pas de place à l'amateurisme. Jour après jour, il doit rappeler aux gens avec qui il travaille l'importance de bien connaître leurs dossiers pour arriver à les défendre devant les différents organismes municipaux ou sociaux. Il tient ensuite des réunions pour amener ses collaborateurs à découvrir pourquoi ils ont ou non obtenu gain de cause dans la défense de leurs droits. Obama applique par la suite cette règle de base dans toutes les autres étapes de sa vie professionnelle et de sa carrière politique²⁸.

Durant ses premières années à Chicago, Obama développe en outre une qualité essentielle qui lui permet de gagner rapidement la confiance de tout un chacun. Il apprend à écouter. Il découvre que, par l'écoute, il est plus facile d'établir des liens de confiance avec les gens, de bâtir des ponts, d'aplanir les difficultés et de régler une série de différends. Une attitude d'écoute s'avère donc essentielle pour Obama ; elle devient naturelle chez lui. C'est ce qui fait que les gens ne se sentent pas exclus mais intégrés à ses projets et qu'ils sont prêts à contribuer à leur réalisation. Ses projets deviennent ainsi plus attrayants, puisqu'il tient compte du point de vue de ses interlocuteurs et nuance ses positions. En écoutant l'autre, Obama n'oublie toutefois pas les objectifs fondamentaux qu'il poursuit ; il est d'autant plus en mesure d'intégrer le point de vue des autres afin de faire avancer la discussion²⁹.

Les années d'Obama comme travailleur communautaire lui permettent également de développer une confiance en lui-même, mais aussi une capacité à aller naturellement vers les gens afin d'obtenir leur soutien dans ses projets. Il acquiert ainsi une grande habileté à faire les premiers pas, à entrer en contact avec les autres et à établir des liens avec des personnes qui *a priori* lui semblent très différentes. Il évite ainsi les erreurs de son père, qui n'avait pas été capable de s'adapter aux conditions politiques changeantes. Son désir d'unir les gens, de les rassembler dans des projets communs lui fournit une combinaison gagnante. Que ce soit comme organisateur communautaire, comme organisateur politique, comme directeur de la *Revue de droit* de Harvard, comme sénateur de l'Illinois ou comme sénateur américain, Obama se développe un vaste réseau de connaissances et se démarque par une attitude pragmatique qui lui permet de travailler harmonieusement avec les gens qu'il côtoie à l'avancement de ses projets³⁰.

28. Shelle Leanne, *op. cit.*, p. 87-88 ; David Remnick, *op. cit.*, p. 62-64.

29. Barack Obama, *Les rêves de mon père*, *op. cit.*, p. 227, 365-366 ; Hank De Zutter, *op. cit.* ; Shelle Leanne, *op. cit.*, p. 33, 36, 79-80 ; Ryan Lizza, « Making It », *op. cit.* ; Liza Mundy, *op. cit.*

30. Shelle Leanne, *op. cit.*, p. 94-95 ; David Remnick, *op. cit.*, p. 115.

C'est aussi pendant ces mêmes années qu'Obama démontre qu'il est tout sauf un contestataire. D'ailleurs, il semble exister un malentendu à ce sujet. Bien qu'il ait organisé un mouvement de pression pour l'élimination de l'amiante dans les écoles de son district, il a tout de même dûment respecté les règles du système. En fait, il est plutôt du genre antirévolutionnaire. En toute circonstance, il respecte les règles du jeu et s'accommode des institutions existantes. Comme organisateur communautaire, il a dû fonctionner au sein des Églises simplement parce qu'elles étaient les principales bases de pouvoir dans le South Side de Chicago. Il appliquera d'ailleurs ces mêmes principes dans sa carrière politique : s'il fait campagne comme un « outsider », en faveur de la réforme du système, il joue ensuite le jeu selon les règles établies et non comme il souhaiterait qu'elles soient. Il maîtrise très bien le jeu de l'intérieur et, s'il paraît idéologiquement être de gauche, il fonctionne aisément avec ceux qui sont de droite³¹.

Barack Obama semble avoir été méticuleux quant à la construction de sa propre identité politique. À son arrivée à Chicago, Obama rêve de devenir maire de la ville, à l'instar d'Harold Washington, mais il découvre graduellement que le charisme et le talent oratoire ne peuvent pas tout faire pour changer les choses. Lorsque Washington meurt en 1987 d'une crise cardiaque, Obama assiste, désillusionné, à l'éclatement de la coalition qui l'avait conduit à la mairie. Il en tire des leçons pour le futur³². À Chicago, Obama a développé une plus grande assurance par rapport à ses capacités. Par conséquent, il décide de franchir une nouvelle étape dans sa vie en retournant aux études : il est déterminé à travailler sur une plate-forme plus grande, considérant que ses ambitions politiques prennent de l'ampleur. Déjà en 1989, il affirme à son futur beau-frère qu'il sera un jour candidat pour le Sénat américain. Bien plus, il ajoute qu'il pense même, éventuellement, se porter candidat à la présidence des États-Unis³³.

2.4. LES PREMIERS PAS EN POLITIQUE

En septembre 1988, Obama quitte Chicago pour poursuivre des études à la faculté de droit de Harvard. Comme à New York et à Chicago, il trouve à Harvard un endroit divisé politiquement entre les étudiants libéraux et conservateurs ; de plus, il y trouve un centre de batailles quant aux droits des minorités et des femmes. Obama se montre rapidement ambitieux et évite de faire des vagues. Cette attitude s'avère

31. Earl O. Hutchinson, *op. cit.*, p. 4 ; Ryan Lizza, « Making It », *op. cit.* ; Liza Mundy, *op. cit.* ; David Remnick, *op. cit.*, p. 180-181, 262.

32. Barack Obama, *Les rêves de mon père*, *op. cit.*, p. 308, 316-318, 383-384 ; Ryan Lizza, « Making It », *op. cit.* ; Liza Mundy, *op. cit.* ; Hank De Zutter, *op. cit.* ; David Remnick, *op. cit.*, p. 161-162.

33. John Heilemann et Mark Halperin, *Game Change*, New York, Harper Collins, 2010, p. 26 ; David Remnick, *op. cit.*, p. 160-161, 177-178, 181.

payante. En février 1990, soit au cours de sa deuxième année, il dépose sa candidature au prestigieux poste de président de la *Revue de droit* de Harvard. Il remporte l'élection grâce au soutien des membres conservateurs du comité de sélection. Son élection fait les manchettes de tous les grands quotidiens du pays. Il devient le premier Afro-Américain à accéder à cette fonction. La diversité des tâches qu'il doit assumer, impliquant la nomination de lecteurs et la médiation de désaccords, lui confèrent une influence importante: par le simple fait d'accepter ou de refuser des articles qui sont soumis à la revue, le président peut orienter la carrière des juristes à travers tout le pays. Ici encore, Obama évite de monter aux barricades, même lorsque les droits des Afro-Américains sont en jeu. Il préfère utiliser son influence à la recherche de compromis et au règlement pacifique des conflits. Il n'est pas surprenant qu'il ait ainsi pu obtenir le respect et le soutien des étudiants conservateurs de la faculté de droit. D'un côté comme de l'autre, il évite de trop se compromettre³⁴.

À la fin de ses études de droit, en mai 1991, il s'est construit un curriculum vitæ remarquable, en plus d'avoir élargi son réseau de connaissances et d'avoir rencontré sa future femme. Tous les grands cabinets d'avocats lui ouvrent leur porte, et il peut espérer obtenir des honoraires se chiffrant annuellement à des centaines de milliers de dollars. On lui offre même un poste de greffier à la Cour suprême des États-Unis. Il refuse l'offre et choisit de revenir à Chicago afin de s'établir dans le quartier de Hyde Park³⁵. Alors que la criminalité dans la ville est en hausse, ce quartier représente un havre de paix pour les familles de classe moyenne. Obama se joint à la COOP alimentaire du quartier et se rapproche des politiciens locaux. C'est dans ce contexte qu'il rencontre Tony Rezko, un promoteur immobilier qui jouera par la suite un rôle non négligeable dans la carrière politique d'Obama³⁶.

La décision d'Obama de revenir à Chicago s'avère courageuse, audacieuse et astucieuse. Refusant tous les postes qui lui sont offerts dans l'administration publique, il se joint au cabinet Davis, Miner, Barnhill & Galland, spécialisé dans la défense des droits civiques de gens ordinaires. Cette décision était très judicieuse, car elle le prépare sans contredit à une future carrière politique. Par ailleurs, elle lui donne une image de jeune progressiste dépassant la réalité. En effet, par ce choix, il exprime ouvertement son opposition à la machine du

34. Barack Obama, *Les rêves de mon père*, *op. cit.*, p. 17, 386, 565; Jessica Curry, *op. cit.*; Hank De Zutter, *op. cit.*; Shelle Leanne, *op. cit.*, p. 33-34, 101; Ryan Lizza, « Making It », *op. cit.*; Liza Mundy, *op. cit.*; David Remnick, *op. cit.*, p. 182-186, 189, 195-200, 205-218; Ben Wallace-Wells, « Destiny's Child », *op. cit.*

35. William Finnegan, « The Candidate: How the Son of a Kenyan Economist Became an Illinois Everyman », *The New Yorker*, 31 mai 2004; Jessica Curry, *op. cit.*; Hank De Zutter, *op. cit.*; Shelle Leanne, *op. cit.*, p. 72; Ryan Lizza, « Making It », *op. cit.*; Liza Mundy, *op. cit.*; David Remnick, *op. cit.*, p. 217-219.

36. Barack Obama, *Les rêves de mon père*, *op. cit.*, p. 566-567; Jessica Curry, *op. cit.*; Hank De Zutter, *op. cit.*; Ryan Lizza, « Making It », *op. cit.*; Liza Mundy, *op. cit.*

maire Daley. Il devient ainsi la coqueluche de tous les milieux progressistes de la ville. Les Obama sont considérés comme jeunes, intelligents, charmants, ambitieux et passionnés. Le jeune Obama en profite donc pour élargir de façon exponentielle son réseau de relations³⁷.

C'est ainsi qu'il s'insère rapidement dans l'univers social et politique de Hyde Park. Obama en profite pour tisser des liens avec les membres progressistes de la communauté blanche. Il se joint à l'univers intellectuel de l'Université de Chicago. Il accepte un poste de chargé de cours à la faculté de droit de l'Université de Chicago, où il devient un conférencier populaire. Ayant à l'esprit un profond désir de poursuivre une carrière politique, il se fait alors des amis blancs qui ont un certain pouvoir dans la communauté universitaire de Chicago. Cette dernière est située non seulement dans le district de Hyde Park, mais aussi à côté des quartiers noirs de classe moyenne, quartiers qu'il désire représenter un jour. Obama siège également aux bureaux de direction de grandes fondations libérales de charité, associées depuis longtemps aux politiques de réformes sociales. Par-dessus tout, il devient le protégé de Bettylu Saltzman, qui guide ses pas dans les arcanes du pouvoir à Chicago. Cette dernière, qui est la fille d'un ancien secrétaire au commerce dans l'administration Carter, prédit alors qu'Obama sera le premier président afro-américain. Elle le met en contact avec les personnes les plus riches de la ville³⁸.

Lors des élections de 1992, Barack Obama s'implique à fond dans un mouvement d'enregistrement des Afro-Américains de Chicago. Âgé seulement de 31 ans, il attire ainsi l'attention des dirigeants du Parti démocrate, à l'affût de jeunes politiciens de talent. Au cours de ce projet, il démontre une grande ténacité et apparaît comme une personne apte à réaliser le travail, et non comme un beau parleur. Par son implication constante et son sens de l'organisation, il galvanise la communauté afro-américaine. Les résultats sont frappants et dépassent toutes les attentes : plus de 150 000 Afro-Américains ont été ajoutés aux listes électorales, et Obama se voit accorder le crédit d'avoir largement aidé à faire élire Carol Moseley Braun, une femme afro-américaine, au Sénat des États-Unis³⁹.

37. Barack Obama, *L'audace d'espérer*, *op. cit.*, p. 91-92 ; Jessica Curry, *op. cit.* ; Hank De Zutter, *op. cit.* ; David Freddoso, *The Case Against Barack Obama*, Washington, Regnery Publishing, 2008, p. 37 ; Shelle Leanne, *op. cit.*, p. 99-100 ; Ryan Lizza, « Making It », *op. cit.* ; Liza Mundy, *op. cit.* ; David Remnick, *op. cit.*, p. 220, 224, 260, 264.

38. La nomination d'Obama à des bureaux de direction de fondations est particulièrement significative. Elle lui permet d'établir des relations avec des personnes influentes. Barack Obama, *L'audace d'espérer*, *op. cit.*, p. 91-92 ; Jessica Curry, *op. cit.* ; Hank De Zutter, *op. cit.* ; David Freddoso, *op. cit.*, p. 37 ; Shelle Leanne, *op. cit.*, p. 99-100 ; Ryan Lizza, « Making It », *op. cit.* ; Liza Mundy, *op. cit.* ; David Remnick, *op. cit.*, p. 224-225, 269.

39. Hank De Zutter, *op. cit.* ; William Finnegan, *op. cit.* ; David Freddoso, *op. cit.*, p. 3 ; Ryan Lizza, « Making It », *op. cit.*

La campagne de 1992 lui permet aussi d'élargir son réseau politique et de mieux comprendre le fonctionnement de l'infrastructure politique afro-américaine. Ainsi, il prend conscience des rivalités qui y existent et des relations difficiles entre les nouveaux membres et ceux de l'ancienne garde, formée dans le creuset de la lutte pour les droits civiques. C'est ainsi qu'il fait la connaissance de David Axelrod, un membre influent de la machine démocrate de l'Illinois et un proche du maire de Chicago, Richard Daley. Axelrod devient ensuite son principal conseiller. La campagne de 1992 le prépare donc directement à faire le saut en politique et à poser sa candidature pour un poste de sénateur d'État en 1996⁴⁰.

Entre-temps, Obama continue son implication politique en tant que collecteur de fonds ainsi qu'en faisant campagne pour une épuration des mœurs politiques dans la ville de Chicago et pour une réforme de l'organisation locale du Parti démocrate. Déjà apparaît chez Obama une différence entre son image et la réalité. S'il appuie en principe les courants de réforme, il collabore étroitement avec la machine démocrate et évite de se mettre ses dirigeants à dos. D'ailleurs, il établit par l'intermédiaire de sa femme, Michelle Robinson, travaillant dans un grand cabinet d'avocats, des relations avec les milieux d'affaires de Chicago et avec la communauté afro-américaine dans les autres régions des États-Unis⁴¹.

Par ailleurs, Obama retire de son expérience de Chicago une autre leçon qui lui sera très utile dans sa carrière politique : il doit reconnaître les personnages puissants et s'en faire des alliés. Par-dessus tout, il doit éviter les approches de confrontation directe avec les gens d'influence et les dirigeants politiques haut placés. Il découvre rapidement que ces derniers pourraient jouer un rôle essentiel dans la progression de sa carrière. Pour lui, la politique est d'abord une question de relations et de connaissances, et un bon politicien est une personne qui est capable d'identifier les gens ayant de l'influence. Il apprend donc rapidement à gagner le respect de ceux-ci ; ce sont des gens qui comptent. C'est ainsi qu'il bénéficie largement du soutien d'Emil Jones, dont il est rapidement devenu le protégé. Durant ses huit années au Sénat de l'Illinois, Jones élimine les adversaires et les obstacles qu'Obama rencontre. Il lui permet aussi d'établir des contacts importants au niveau de la politique locale et nationale. C'est ainsi qu'un candidat tel qu'Obama peut se constituer une machine électorale gagnante et ensuite faire avancer ses projets⁴².

40. David Freddoso, *op. cit.*, p. 22-23 ; Garrett M. Graff, *op. cit.* ; John Heilemann et Mark Halperin, *op. cit.*, p. 26-27 ; Ryan Lizza, « Making It », *op. cit.* ; Liza Mundy, *op. cit.* ; David Remnick, *op. cit.*, p. 220-225, 364-366.

41. David Freddoso, *op. cit.*, p. 6-16 ; Shelle Leanne, *op. cit.*, p. 45 ; Ryan Lizza, « Making It », *op. cit.* ; David Remnick, *op. cit.*, p. 224-225, 275-276, 279.

42. David Freddoso, *op. cit.*, p. 25 ; Shelle Leanne, *op. cit.*, p. 98-99 ; Ryan Lizza, « Making It », *op. cit.* ; David Remnick, *op. cit.*, p. 224-226, 268-269, 271-276, 279.

Lorsqu'il lance sa campagne électorale pour le poste de sénateur d'État à la fin 1995, Obama rejette le soutien public de personnes influentes faisant partie de l'entourage du maire Daley, avec qui il avait développé, contrairement à son image, de solides relations. Il refuse aussi de demander officiellement l'appui du maire. Il veut montrer qu'il est entièrement maître de sa destinée. Par ailleurs, il n'écoute pas non plus les conseils de politiciens afro-américains expérimentés qui lui suggérèrent entre autres de changer son nom, qui ne sonne pas assez américain, ou de mettre sur ses affiches son portrait en couleur bronze pour ne pas paraître trop jeune⁴³.

2.5. LES DÉBUTS DIFFICILES D'UNE CARRIÈRE POLITIQUE

Barack Obama rêve depuis 1991 de faire le saut en politique, mais il doit être patient et attendre qu'un siège se libère. Finalement, en 1996, une première occasion s'offre à lui. Bénéficiant d'un synchronisme impeccable, il présente sa candidature pour un poste de sénateur d'État. Pour se faire élire, il doit toutefois manœuvrer adroitement. Il sait que la politique n'est pas faite pour les cœurs sensibles : les coups bas sont la règle, et il faut savoir en donner et en recevoir. Il n'hésite pas à appliquer cette règle pour gravir les différents échelons de la politique nationale. Il va ainsi parfaire ses talents politiques et développer des relations qui, graduellement, vont lui permettre d'aspirer aux plus hautes fonctions du pays⁴⁴.

En 1995, Mel Reynolds, un représentant afro-américain au Congrès des États-Unis, fait face à des accusations d'agression sexuelle sur une adolescente de 16 ans. Le cas soulève beaucoup de passions, et Reynolds est forcé de démissionner après avoir été reconnu coupable. On assiste alors à une bousculade de candidats désirant combler le poste libéré par Reynolds. Alice Palmer, sénatrice du 13^e district, est encouragée par Barack Obama à poser sa candidature pour le Congrès. Son siège de sénateur devient ainsi vacant. Son district, en grande majorité peuplé d'Afro-Américains, est l'un des plus progressistes de l'État. Encouragé par Alice Palmer, Barack Obama décide de poser sa candidature pour la remplacer. Il n'a alors que 34 ans, mais il a une solide expérience comme organisateur communautaire, organisateur politique, avocat et universitaire⁴⁵.

Par contre, pour se faire élire, il doit d'abord remporter les primaires démocrates. Si sa campagne commence sans grande excitation, il bénéficie toutefois de la réputation d'être quelqu'un qui a de bons contacts et qui sait se faire facilement des amis. Alors qu'il s'apprête

43. Hank De Zutter, *op. cit.*

44. David Remnick, *op. cit.*, p. 259-260, 268

45. Hank De Zutter, *op. cit.*; David Freddoso, *op. cit.*, p. 4; Ryan Lizza, « Making It », *op. cit.*; Liza Mundy, *op. cit.*; David Remnick, *op. cit.*, p. 282.

à faire le saut en politique, Obama publie *Les rêves de mon père*, une autobiographie dans laquelle il décrit son parcours personnel. L'ouvrage, qui sort à l'été 1995, est utilisé habilement pour promouvoir sa candidature et démontrer comment sa recherche d'identité et ses conflits intérieurs rejoignent les problèmes quotidiens de la communauté afro-américaine de Chicago. Sa candidature est alors soutenue non seulement par Alice Palmer, mais aussi par d'autres individus progressistes de la ville dont Emil Jones, membre influent de la machine démocrate et futur président du Sénat de l'Illinois. Obama lance sa campagne à l'investiture démocrate par un discours en faveur du renouveau moral et il présente sa candidature comme le passage du flambeau à la nouvelle génération, affirmant ensuite qu'il retrouve le Chicago qu'il a aimé⁴⁶.

Mais la campagne d'Obama déraile presque immédiatement. La coalition qu'il a mise sur pied se désintègre rapidement à la suite de la cuisante défaite aux primaires d'Alice Palmer face à Jesse Jackson Jr. pour le poste de représentant au Congrès. Alice Palmer est alors déterminée à conserver son poste au Sénat de l'Illinois. Toutefois, Obama refuse de se désister, bien que la plupart de ses principaux supporters, dont Emil Jones, passent dans le camp d'Alice Palmer. Obama et ses partisans utilisent alors l'expertise qu'il a développée en 1992 quant à l'enregistrement des électeurs pour contester la candidature de Palmer et de tous ses autres rivaux. Comme les signatures pour le dépôt des candidatures sont souvent recueillies à la hâte et que les listes sont souvent bâclées, l'organisation d'Obama décide de contester celles-ci devant le comité d'élection et de faire retirer tout nom où il y a une faute, une mauvaise adresse ou une autre irrégularité. Bien qu'elle ait recueilli 1580 signatures, soit le double des 757 signatures nécessaires, Alice Palmer se voit éliminée des primaires pour le poste au Sénat de l'Illinois pour ne pas avoir réuni suffisamment de signatures conformes aux exigences de la loi. Il en va de même pour tous les autres adversaires d'Obama à l'investiture démocrate, dont Ghais Askia, qui a recueilli 1899 signatures. Obama remporte ainsi par défaut le siège de sénateur⁴⁷. En janvier 1997, il commence sa navette hebdomadaire entre Chicago et Springfield.

2.6. L'APPRENTISSAGE LÉGISLATIF

À son arrivée au Sénat, en dépit de sa capacité à s'exprimer et de son intelligence, Barack Obama doit refaire son image. Au début, frustré par le contrôle complet exercé par les Républicains sur le fonctionnement du Sénat, il projette l'image d'un jeune ambitieux qui s'ennuie

46. Jessica Curry, *op. cit.*; David Freddoso, *op. cit.*, p. 1-2; Ryan Lizza, «Making It», *op. cit.*; David Remnick, *op. cit.*, p. 228-250.

47. David Freddoso, *op. cit.*, p. 2-5; Victor Davis Hanson, *op. cit.*; Ryan Lizza, «Making It», *op. cit.*; Liza Mundy, *op. cit.*; David Remnick, *op. cit.*, p. 282-286, 288-293.

dans ses nouvelles tâches. Décidément, il ne se fait pas aimer de tout le monde. Même avec ses collègues afro-américains, ses relations sont d'abord difficiles. Certains de ses amis progressistes le trouvent trop indépendant, d'autres trop ambitieux. De plus, à la suite de son investiture controversée aux primaires, il traîne la réputation d'être un fauteur de troubles. Pour sa part, il trouve que ses nouveaux collègues, dans leur désir de conserver leur siège à tout prix, parlent trop de mécanique électorale et pas assez des questions qui préoccupent leurs électeurs⁴⁸.

Avec le temps, il sait néanmoins gagner le respect de ses collègues. Il découvre même que passer du temps avec des collègues du parti adverse, à jouer au poker par exemple, peut ensuite servir à créer des coalitions. Il apprend ainsi rapidement à délaisser son idéalisme au profit de la négociation de compromis. Faisant appel à ses talents de négociateur et à son entregent, il gagne la confiance de poids lourds au Parti démocrate en Illinois comme Emil Jones et Abner Mikva, qui deviennent ses mentors⁴⁹. Peu à peu, tout le monde, Républicains comme Démocrates, en arrive à l'apprécier. Obama se fait alors connaître par son pragmatisme et sa maîtrise naturelle de l'art du compromis, comme un politicien qui est capable de travailler des deux côtés des allées. Il est rapidement considéré, même par ses adversaires républicains, comme une sorte de rock star de la politique américaine. Il sait ensuite mettre à profit l'appréciation de ses collègues pour faire avancer les projets de lois qui lui tiennent à cœur⁵⁰.

Lorsque les Démocrates reprennent le contrôle du Sénat, Jones confie à Obama, son protégé, plusieurs dossiers importants dont la supervision des réformes concernant la protection sociale, le profilage racial, le financement des campagnes électorales et le système de justice pénale. Obama résiste alors au mouvement général vers la droite qui caractérise les années 1990⁵¹. Parmi ses réalisations, il est l'auteur d'une loi exigeant l'enregistrement des interrogatoires de police dans le cas d'un crime capital. Il a aussi parrainé, sans succès, un amendement à la constitution de l'Illinois visant à rendre universel l'accès aux soins de santé. Et il a fait adopter un code d'éthique réformant le système de financement électoral en Illinois. De plus, il a lancé des initiatives visant à aider les plus démunis qui ont abouti entre autres à l'octroi d'un crédit d'impôt aux familles ayant de jeunes enfants. Par ailleurs,

48. Hank De Zutter, *op. cit.* ; Garrett M. Graff, *op. cit.* ; Ryan Lizza, « Making It », *op. cit.* ; David Remnick, *op. cit.*, p. 294-295, 297 ; Ben Wallace-Wells, « Destiny's Child », *op. cit.*

49. Hank De Zutter, *op. cit.* ; William Finnegan, *op. cit.* ; Garrett M. Graff, *op. cit.* ; Earl O. Hutchinson, *op. cit.*, p. 4 ; Shelle Leanne, *op. cit.*, p. 72, 79, 102 ; Ryan Lizza, « Making It », *op. cit.* ; David Remnick, *op. cit.*, p. 300-301, p. 304 ; Ben Wallace-Wells, « Destiny's Child », *op. cit.*

50. William Finnegan, *op. cit.* ; Shelle Leanne, *op. cit.*, p. 102 ; Alexander Moens et Inu Barbee, *op. cit.*

51. William Finnegan, *op. cit.* ; David Freddoso, *op. cit.*, p. 29-31.

il s'oppose à l'adoption d'une loi visant à forcer le retour au travail des gens sur le bien-être social, arguant qu'il n'y a pas assez d'emplois disponibles à Chicago pour répondre à une telle demande. Avec le recul, le dossier législatif d'Obama est considéré par certains comme étant plutôt mince et controversé et pas aussi solide qu'il peut apparaître sur papier. Néanmoins, il a un caractère suffisamment libéral pour soutenir sa candidature au Sénat des États-Unis en 2004⁵².

Le jeune Obama découvre aussi que le rôle de sénateur ne se limite pas à siéger en Chambre. On lui fait comprendre rapidement qu'il doit aussi s'impliquer dans la collecte de fonds, clé de toute victoire électorale. En dépit d'un bon fonds de campagne et du soutien des réseaux télévisés, il découvre les aléas de la politique. Cela est particulièrement vrai à Chicago où trop souvent crime et politique sont entremêlés. Obama s'infiltre ainsi dans les rouages du patronage à Chicago et réfléchit sur la meilleure façon de se constituer une caisse électorale en évitant de tomber dans les filets de réseaux obscurs. Les liens particuliers qu'il développe avec Tony Rezko vont d'ailleurs le hanter au cours des années à venir. Néanmoins, il apprend à établir des liens privilégiés avec des promoteurs immobiliers, des cabinets d'avocats, des maisons de courtage et des entreprises qui lui fournissent les fonds nécessaires pour ses campagnes électorales et celles de ses amis. La culture politique de Chicago montre qu'il est difficile de rester intègre tout en progressant dans l'appareil du Parti démocrate. Emil Jones apprend à Obama à naviguer dans les eaux troubles de ce milieu ainsi qu'à obtenir le parrainage nécessaire, sans pour autant se salir. Obama en tire les leçons nécessaires à la course qu'il mènera pour le poste de sénateur des États-Unis en 2004⁵³.

En 1999, les amis d'Obama ne sont pas surpris par sa décision de poser sa candidature contre Bobby Rush, représentant au Congrès depuis 1992. Ce dernier vient de perdre les primaires pour la mairie de Chicago contre Richard Daley. Obama y voit un signe annonciateur de la chute de Rush et une opportunité pour poser sa candidature. Un sondage révèle que les Blancs du district sont opposés à Rush, un ancien militant des Black Panthers. En dépit d'un bon fonds de campagne et du soutien des réseaux de télévision, Obama n'obtient que 31 % des voix, se faisant

52. Jessica Curry, *op. cit.* ; E.J. Dionne Jr., « In Illinois, a Star Prepares », *The Washington Post*, 25 juin 2004 ; William Finnegan, *op. cit.* ; David Freddoso, *op. cit.*, p. 20-21, 30-31 ; Garrett M. Graff, *op. cit.* ; Earl O. Hutchinson, *op. cit.*, p. 9-10 ; Shelle Leanne, *op. cit.*, p. 103-104 ; Ryan Lizza, « Making It », *op. cit.* ; Liza Mundy, *op. cit.* ; David Remnick, *op. cit.*, p. 302-303, 350-352 ; Ken Silverstein, *op. cit.* ; Ben Wallace-Wells, « Destiny's Child », *op. cit.*

53. Tony Rezko devient son ami et principal bailleur de fonds. Campagne après campagne, il contribue pour environ 10 % des fonds qu'Obama a besoin. En 2006, il est inculpé pour fraude, blanchiment d'argent et corruption. Aucune preuve impliquant Obama n'est avancée, bien que Rezko fût accusé dans les malversations du gouverneur Blagojevich. Ce dernier est destitué en janvier 2009. Barack Obama, *L'audace d'espérer*, *op. cit.*, p. 24-25 ; David Freddoso, *op. cit.*, p. 211-223 ; Ryan Lizza, « Making It », *op. cit.* ; David Remnick, *op. cit.*, p. 325 ; Ken Silverstein, *op. cit.*

battre à deux contre un lors des primaires contre Rush. Sa défaite est cuisante, et un journaliste de Chicago va même jusqu'à proclamer la mort politique d'Obama. Il se fait d'ailleurs reprocher, dans ce district largement afro-américain, de ne pas être assez noir, ayant la peau trop blanche et un diplôme en droit. Il est aussi accusé d'avoir manqué un vote clé au Sénat concernant le contrôle des armes à feu, et ce, pour avoir pris des «vacances tropicales», alors qu'il visitait sa grand-mère à Hawaïi. Même si Obama est sous le choc et qu'il pense même abandonner la politique, sa défaite de 2000 lui fournit une leçon précieuse pour l'avenir. Il réussira par la suite à transformer cette humiliante défaite en victoire et préparera une campagne encore plus importante⁵⁴.

2.7. LES LEÇONS D'UNE DÉFAITE

Les activités politiques d'Obama entre 2001 et 2004 révèlent un politicien transformé. Il a perdu une grande partie de sa naïveté et, s'il est toujours épris d'un esprit communautaire, il se montre beaucoup plus pragmatique dans ses dossiers. Par ailleurs, il découvre que son avenir politique ne repose pas sur les électeurs afro-américains, mais sur la mise en valeur de ses capacités à construire une coalition multiraciale. Emil Jones lui conseille alors de mieux adapter son message selon les particularités de chacune des circonscriptions. Ces conseils amènent Obama à adopter des techniques plus modernes. Ne se limitant pas aux messages télévisés et radiophoniques, il intègre aussi dans son attirail le recours à Internet, les campagnes-éclair par téléphone et les appels téléphoniques préenregistrés, par exemple, mais toutes ces techniques demandent beaucoup d'argent⁵⁵.

Après sa défaite de 2000, Obama devient également un plus grand stratège, capable de discuter de points particuliers ressortant des sondages et de stratégies pour recueillir davantage de fonds pour ses campagnes. Par ailleurs, il est déterminé à tout superviser et à ne pas déléguer à un autre la planification de sa campagne. Comme le sénateur républicain Peter Fitzgerald souffre d'une impopularité croissante, Obama pense de plus en plus à poser sa candidature pour le remplacer à titre de sénateur des États-Unis. Dès l'été 2002, la course est lancée pour ce poste convoité par les membres du camp démocrate. Obama

54. Barack Obama, *L'audace d'espérer*, *op. cit.*, p. 112-113, 134; Jessica Curry, *op. cit.*; David Freddoso, *op. cit.*, p. 36; Garrett M. Graff, *op. cit.*; John Heilemann et Mark Halperin, *op. cit.*, p. 67; Ryan Lizza, «Making It», *op. cit.*; Liza Mundy, *op. cit.*; David Remnick, *op. cit.*, p. 67, 306, 314-333; Scott Turow, «Barack Obama: The New Face of the Democratic Party», *Open.Salon.com*, 30 mars 2004.

55. William Finnegan, *op. cit.*; John Heilemann et Mark Halperin, *op. cit.*, p. 107; Ryan Lizza, «Making It», *op. cit.*; David Remnick, *op. cit.*, p. 334, 358; Scott Turow, *op. cit.*

comprend alors que la politique américaine repose d'abord sur l'établissement de différents réseaux et sur la collecte de fonds, représentant le nerf de la guerre. Cela est particulièrement évident dans une course ouverte où les électeurs sont déterminés à changer de camp⁵⁶.

Durant l'été 2002, Obama commence à explorer sérieusement la possibilité de poser sa candidature au poste de sénateur des États-Unis. Mais avant de le faire, il choisit d'attendre la décision de Carol Mosely Braun, qui a occupé le poste de 1992 à 1998. Cette dernière annonce finalement qu'elle va briguer la présidence des États-Unis en 2004. Cette décision lève l'incertitude qui pesait sur l'éventuelle candidature d'Obama. Celui-ci peut ainsi annoncer sa candidature pour le Sénat américain en janvier 2003⁵⁷. Mais la campagne pour les primaires est loin d'être gagnée d'avance. Sur les sept candidats démocrates en liste, il est parmi les moins connus et possède moins de fonds que la plupart de ses adversaires. C'est pourquoi on lui donne peu de chance *a priori* d'être nommé. D'ailleurs, son bilan législatif à lui seul est insuffisant pour le faire élire⁵⁸.

Toutefois, Obama représente une candidature intéressante, notamment par ses prises de position libérales, son appel à la justice sociale et son opposition à la guerre en Irak. Il est capable de se détacher du cynisme politique ambiant et de transmettre un message d'espoir. Par ailleurs, ses conseillers remarquent quelque chose d'extraordinaire dans les sondages : les femmes sont particulièrement attirées par Obama. Comme il est déjà assuré d'obtenir une grande partie du vote afro-américain, ses conseillers lui suggèrent de miser sur son expérience de travailleur communautaire et de cibler les femmes blanches dans des groupes de discussion. Il démontre ainsi qu'il peut gagner une portion importante du vote blanc. Il peut donc représenter une nouvelle alternative pour les électeurs et bâtir une coalition gagnante. Il profite ensuite du fait qu'il a parrainé en 2002 le redécoupage électoral de l'Illinois. Cette situation lui donne accès aux principaux donateurs de l'État, et plusieurs représentants et sénateurs démocrates lui sont redevables. Il bénéficie ainsi d'appuis importants dans la course à l'investiture démocrate pour le poste de sénateur⁵⁹.

Par ailleurs, Obama réorganise son équipe électorale. Il a longtemps été affilié à l'aile réformiste du Parti démocrate à Chicago et a été considéré comme un opposant à la machine du maire Daley. Il déçoit alors

56. William Finnegan, *op. cit.* ; Ryan Lizza, « Above the Fray », *op. cit.* ; Ryan Lizza, « Making It », *op. cit.* ; David Remnick, *op. cit.*, p. 342, 354, 360.

57. Garrett M. Graff, *op. cit.* ; Liza Mundy, *op. cit.*

58. Hank De Zutter, *op. cit.* ; Garrett M. Graff, *op. cit.* ; Ryan Lizza, « Making It », *op. cit.* ; David Remnick, *op. cit.*, p. 361-362 ; Ken Silverstein, *op. cit.* ; Ben Wallace-Wells, « Destiny's Child », *op. cit.* ; Scott Turow, *op. cit.*

59. Hank De Zutter, *op. cit.* ; Garrett M. Graff, *op. cit.* ; Ryan Lizza, « Making It », *op. cit.* ; Ken Silverstein, *op. cit.* ; Scott Turow, *op. cit.* ; Ben Wallace-Wells, « Destiny's Child », *op. cit.*

bien des partisans en embauchant comme principal stratège de sa campagne David Axelrod, un allié traditionnel du maire Daley. Il donne aussi un ton plus pragmatique à son message électoral et adopte un discours racial rassembleur affirmant que maudire les Blancs ou se montrer antisémite ne va pas créer plus d'emplois. De plus, il évite de dénigrer ses adversaires, préférant prononcer des discours positifs. Au lieu de recourir à la rhétorique traditionnelle, il développe un message centré sur des objectifs réalisables à court terme et qui font du sens pour les gens ordinaires. Il est ainsi capable d'intégrer dans ses discours les arguments les plus percutants de ses adversaires et d'y répondre en prenant une position claire et sans équivoque⁶⁰.

Entre 1996 et 2004, Obama a acquis une importante expertise et maturité politique. Il apprend entre autres qu'il peut être nécessaire de prendre ses distances par rapport à ses amis d'hier et d'oublier sa coalition de base, même si elle lui a permis de percer, pour construire une coalition plus large. En mars 2008, il choisit de rompre avec Jeremiah Wright, qui avait été son pasteur pendant 20 ans, à la suite de commentaires controversés émis par de ce dernier. Afin de gagner les primaires démocrates de 2004 pour le poste de sénateur des États-Unis, il montre qu'il est capable de prendre, sans manifester aucun remords, des décisions difficiles qui ne plaisent pas à tout le monde. Il rompt même à quelques reprises avec la sagesse conventionnelle de son parti. À cet effet, certains de ses amis se sentent trahis et certains ne lui pardonneront pas. Ivory Mitchell, un organisateur afro-américain résidant dans le quartier de Hyde Park à Chicago, choisit même de travailler pour Hillary Clinton en 2008⁶¹.

CONCLUSION

Barack Obama se démarque de ses adversaires par un pragmatisme qui lui permet de se satisfaire de compromis, au lieu de se battre jusqu'à la fin pour des solutions idéales. Cette attitude chez lui en a intrigué plusieurs et a même amené certains observateurs à parler de l'énigme Obama. En fait, il est possible d'établir un lien entre sa tendance naturelle au compromis et son passé familial, ses expériences de vie à Hawaï et en Indonésie, son travail comme organisateur communautaire, ainsi que sa carrière d'avocat. Il tire de ses années de formation tant familiale qu'intellectuelle ainsi que de son expérience professionnelle avec les Églises de Chicago et un cabinet d'avocat spécialisé dans la défense des droits civiques une capacité à dépasser les débats idéologiques

60. Jessica Curry, *op. cit.*; E.J. Dionne Jr., *op. cit.*; William Finnegan, *op. cit.*; John Heilemann et Mark Halperin, *op. cit.*, p. 119; Ryan Lizza, « Above the Fray », *op. cit.*; Hank De Zutter, *op. cit.*

61. William Finnegan, *op. cit.*; David Freddoso, *op. cit.*, p. 164, 168; Ryan Lizza, « Making It », *op. cit.*; Scott Turow, *op. cit.*

pour chercher plutôt à travailler avec les gens à la recherche de solutions. C'est là que le jeune Obama trouve sa confiance en lui. Si Barack Obama en est arrivé à s'identifier à la communauté afro-américaine et à comprendre les problèmes des plus démunis, il a aussi développé une capacité de fonctionner dans une société à prédominance blanche et même à tisser des liens avec les membres de la haute société⁶².

Ces différents éléments font en sorte que Barack Obama présente des qualités de leadership assez uniques. Face à une crise, il ne panique pas, il ne se laisse pas dominer par les émotions. Il adopte plutôt une approche rationnelle. Au lieu de vouloir à tout prix imposer une politique, il cherche à éviter les conflits inutiles et se fait le promoteur de compromis. Il a ainsi développé un talent extraordinaire dans le règlement de différends. Il croit fermement que le recours à la médiation et la recherche de compromis représentent une meilleure approche que l'imposition de solutions par la force et la coercition. Par conséquent, il élève l'esprit de tolérance civique en une sorte de *modus vivendi* pour l'ensemble de la société. Si les talents de conciliateur d'Obama ont fait leurs preuves sur la scène locale, voire nationale, qu'en serait-il sur le plan international? Avant de répondre à cette question, voyons plus en détail l'émergence de Barack Obama comme figure nationale.

62. Jessica Curry, *op. cit.*; Larissa MacFarquhar, *op. cit.*



CHAPITRE 3

L'émergence d'une figure nationale

*Si jamais quelqu'un doute encore que
l'Amérique est un endroit où tout est possible
[...] la réponse lui est donnée ce soir.*

Barack Obama, 4 novembre 2008

Au début de 2004, Barack Obama est encore largement inconnu. Il n'est qu'un sénateur d'État, et sa renommée n'a pas encore débordé les frontières de l'Illinois. Toutefois, il a l'opportunité de rencontrer John Kerry alors que tous deux font campagne aux primaires en Illinois, l'un pour une nomination au Sénat des États-Unis, l'autre pour la chefferie du Parti démocrate en vue des présidentielles de 2004. Obama incite alors Kerry à courtiser le vote des jeunes Afro-Américains. Ce dernier remarque d'ailleurs le charisme particulier d'Obama lors d'une rencontre électorale. Profitant de l'opportunité qui lui a été donnée de rencontrer Kerry, Obama lui fait parvenir une copie vidéo de leur rencontre quelques semaines plus tard. Il démontre ici une fois de plus sa capacité à établir des liens avec des personnes bien placées. Sans le savoir, il vient de mettre la table pour la convention nationale¹.

La convention démocrate de juillet 2004, dans le cadre de laquelle Obama est invité comme conférencier d'honneur, le propulse sur la scène nationale. Devenu instantanément une étoile nationale, il remporte les élections sénatoriales de l'Illinois en novembre. Dorénavant, il devient impossible pour Barack Obama de passer inaperçu. En 2006, il est devenu une figure montante du Parti démocrate. Sa capacité à prononcer des discours rassembleurs et à livrer un message d'espoir en font une vedette nationale. Par exemple, à l'automne 2006, alors qu'il fait campagne au New Hampshire pour des collègues et veut tester le terrain pour une éventuelle course à la présidence, il attire des foules enthousiastes de 1500 personnes. À titre de comparaison, son collègue le sénateur Evan Bayh, qui a annoncé officiellement sa candidature à la présidence, n'attire que 70 personnes².

3.1. UN CANDIDAT AU SÉNAT AMÉRICAIN

Comme nous l'avons vu précédemment, Obama est né sous une bonne étoile. Non seulement, après la défaite de 2000, il fait peu d'erreurs politiques, mais la conjoncture le favorise de nouveau. Déterminé à ne pas passer les vingt prochaines années au Sénat de l'Illinois, Obama voit la chance lui sourire à l'été 2002 : il réagit comme si c'était sa dernière opportunité. Il prend alors connaissance d'un sondage qui dévoile que tout candidat démocrate pourrait battre le sénateur républicain Peter Fitzgerald. Mais encore faudrait-il qu'il remporte l'investiture démocrate comme candidat au Sénat américain. La première

-
1. David Remnick, *The Bridge: The Life and Rise of Barack Obama*, New York, Alfred A. Knopf, 2010, p. 387 ; Gabriel Winant, « Obama's 2004 Speech: A Star Was Born », *Newser*, 26 août 2004.
 2. Susan Milligan, « Obama's Star Power Shows on N. H. Visit », *The Boston Globe*, 11 décembre 2006.

embûche consiste à savoir si Carol Moseley Braun se présentera ou non pour ce poste. Celle-ci s'avère très tôt hors course en annonçant sa candidature à la présidence des États-Unis³.

Par ailleurs, Moseley Braun a démontré en 1992 qu'un candidat afro-américain pouvait gagner une élection sénatoriale à l'échelle d'un État comme l'Illinois dont la population est en majorité blanche. Pour ce faire, il faut par contre diviser le vote blanc. Il doit donc y avoir en liste plus d'un candidat blanc. Obama bénéficie d'une situation unique où six candidats blancs entrent dans la course. Parmi ceux-ci, deux se révéleront particulièrement redoutables : Dan Hynes et Blair Hull⁴.

Dan Hynes est alors un jeune loup de la politique de Chicago. Depuis 1999, il est contrôleur de l'Illinois, l'équivalent d'un ministre du Conseil du Trésor au Québec. Il bénéficie du soutien de la machine traditionnelle du Parti démocrate, en plus d'avoir l'appui des Teamsters et de l'AFL-CIO. Blair Hull est pour sa part un courtier qui vient de vendre son entreprise à Goldman Sachs pour la somme de 531 millions de dollars. Il puise donc à même sa fortune personnelle et peut ainsi investir 29 millions de dollars dans sa campagne⁵.

Face à ces deux principaux adversaires, Barack Obama ne semble pas faire le poids. Toutefois, les adversaires d'Obama ont toujours eu tendance à sous-estimer sa volonté et sa détermination. Possédant une profonde confiance en ses moyens, sans pour autant se montrer arrogant, Obama n'hésite pas à sortir des sentiers battus et à se lancer dans des aventures que d'autres auraient considérées comme des missions impossibles. Agissant dès le début comme s'il avait été piqué au vif, Obama met sur pied une coalition inhabituelle d'Afro-Américains et de Blancs libéraux et se lance dans une campagne à travers tout l'État pour convaincre les électeurs démocrates d'appuyer sa candidature. Rapidement, l'électorat est fasciné par son image d'intégrité et son nouveau message rassembleur, message brisant les barrières traditionnelles des

-
3. Barack Obama, *L'audace d'espérer*, Paris, Presses de la Cité, 2006, p. 13 ; Liza Mundy, « Series of Fortunate Events », *The Washington Post*, 12 août 2007 ; David Remnick, *op. cit.*, p. 366-367.
 4. Barack Obama, *L'audace d'espérer*, *op. cit.*, p. 118-119 ; E.J. Dionne Jr., « In Illinois, a Star Prepares », *The Washington Post*, 25 juin 2004 ; William Finnegan, « The Candidate : How the Son of a Kenyan Economist Became an Illinois Everyman », *The New Yorker*, 31 mai 2004 ; Garrett M. Graff, « The Legend of Barack Obama », *The Washingtonian*, 1^{er} novembre 2006 ; Liza Mundy, *op. cit.* ; Jessica Curry, « Barack Obama : Under the Lights », *The Chicago Life*, 1^{er} août 2004 ; David Remnick, *op. cit.*, p. 367 ; Ken Silverstein, « Barack Obama Inc. : The Birth of a Washington Machine », *The Harper's Magazine*, novembre 2006.
 5. Barack Obama, *L'audace d'espérer*, *op. cit.*, p. 26, 118-120 ; E.J. Dionne Jr., *op. cit.* ; William Finnegan, *op. cit.* ; Garrett M. Graff, *op. cit.* ; Liza Mundy, *op. cit.* ; Jessica Curry, *op. cit.* ; David Remnick, *op. cit.*, p. 367 ; Ken Silverstein, *op. cit.*

partis politiques et porteur d'espoir. Son opposition à la guerre d'Irak, manifestée depuis octobre 2002, contribue aussi à élargir sa base électorale : de nombreux jeunes bénévoles se joignent alors à sa campagne⁶.

Toutefois, Obama démontre pendant sa campagne pour le Sénat un pragmatisme qui déconcerte et même rebute certains de ses amis. Tout en rappelant son opposition à la machine démocrate de Chicago, il écrit astucieusement au frère du maire Daley pour obtenir son appui dans l'éventualité où il remporterait les primaires. En élargissant ses ambitions hors du quartier de Hyde Park, il se rapproche du maire Daley et du gouverneur Rod Blagojevich, tous deux connus pour leur implication dans des réseaux de corruption et leurs magouilles politiques. Tout au moins, Obama ne veut pas se les mettre à dos. Finalement, il s'adjoint David Axelrod, le meilleur stratège démocrate en Illinois. Obama a une grande confiance en lui, tant en son jugement qu'en son instinct politique. Il suit donc entièrement la stratégie élaborée par Axelrod, qui réussit non seulement à rendre l'image d'Obama plus attrayante pour l'électorat blanc, mais à assurer une garde rapprochée autour de son candidat vedette pour le protéger des opérations douteuses de ses nouveaux alliés⁷.

Dès septembre 2003, soit six mois avant les primaires, Obama entreprend une campagne pour élargir son soutien au-delà de la communauté afro-américaine de Chicago. Il cherche à rallier les Blancs libéraux de la ville, mais aussi tous les autres groupes progressistes, en Illinois et au-delà des frontières de son État. Il obtient ainsi le soutien d'une portion sensible de l'électorat blanc. Un mois plus tard, il fait même appel à Vernon Jordan, un organisateur afro-américain bien connu dans les milieux politiques de Washington pour avoir présidé le comité de transition de Bill Clinton comme président-élu en 1992. Jordan fait entrer Obama dans les cercles fermés de Washington et le met en contact avec d'importants donateurs et lobbyistes⁸.

Entre-temps, Obama bénéficie de la nouvelle loi McCain-Feingold sur le financement électoral. Cette loi stipule qu'un candidat peut obtenir d'un même donateur jusqu'à 12 000 \$, au lieu des 2 000 \$ qui étaient auparavant la limite, lorsqu'il est confronté à un adversaire millionnaire qui finance sa campagne à partir de ses propres fonds. Or, c'est le cas avec Blair Hull en 2004. Obama peut ainsi utiliser ses nouveaux réseaux et recueillir beaucoup plus d'argent qu'il n'aurait pu le faire avant l'adoption de cette loi. Il n'hésite pas à courtiser les entrepreneurs, les

6. Barack Obama, *L'audace d'espérer*, op. cit., p. 14; Jessica Curry, op. cit.; E.J. Dionne Jr., op. cit.; William Finnegan, op. cit.; David Remnick, op. cit., p. 367, 373.

7. Barack Obama, *L'audace d'espérer*, op. cit., p. 122-125; John Heilemann et Mark Halperin, *Game Change*, New York, Harper Collins, 2010, p. 105; Ryan Lizza, « Making It: How Chicago Shaped Obama », *The New Yorker*, 21 juillet 2008.; Liza Mundy, op. cit.

8. Barack Obama, *L'audace d'espérer*, op. cit., p. 238-239; E.J. Dionne Jr., op. cit.; Ken Silverstein, op. cit.

maisons de courtage, les organisations professionnelles et les groupes de lobby de toutes sortes pour recueillir les fonds nécessaires au financement de sa campagne⁹.

Durant les primaires, la rivalité Hynes-Hull assure déjà à Obama une division du vote blanc entre les deux candidats. Obama bénéficie alors d'une nouvelle chance: des rumeurs circulent au sujet de Hull, le meneur dans les sondages, affirmant qu'il se retirera de la course. Ce dernier est impliqué dans une demande de divorce, sa femme l'accusant de violence conjugale. Il y a donc une forte possibilité que les appuis dont bénéficie Hull à ce moment se déplacent vers Hynes et lui assurent la victoire. Contre toute attente, Hull décide tout de même de rester dans la course. Obama prend donc son envol et remporte les primaires de manière convaincante avec 53 % du vote, déjouant ainsi tous les experts. Il obtient alors une des victoires les plus éclatantes de l'histoire de l'État de l'Illinois¹⁰.

Néanmoins, tout n'est pas encore gagné. Il lui reste à affronter un redoutable candidat républicain, Jack Ryan, qui est très riche et bien connu en Illinois. Une nouvelle fois, la conjoncture favorise Obama. En juin 2004, Ryan est contraint d'abandonner la course au Sénat américain, après le dévoilement d'histoires sexuelles scabreuses qui amènent son épouse à demander le divorce¹¹. Obama devient alors le chouchou des médias nationaux en cette année électorale de 2004. Les magazines *The New Yorker* et *The New Republic* dressent un profil sympathique d'Obama, spéculant même, bien qu'il ne soit alors qu'un simple sénateur d'État, qu'il pourrait devenir le premier Afro-Américain à accéder à la Maison-Blanche. C'est alors qu'un événement inattendu survient, changeant la donne et propulsant Obama sur la scène nationale: Obama est invité par l'équipe Kerry à prononcer un discours comme orateur d'honneur à la convention nationale démocrate à Boston, en juillet 2004¹².

3.2. LA CONVENTION DÉMOCRATE DE 2004

Au début de l'été de 2004, les organisateurs de la convention nationale démocrate adoptent une stratégie visant à ne pas attaquer directement les Républicains afin de transmettre aux Américains un message optimiste. Pendant cette convention, le lundi soir est déjà réservé à l'ancien

9. Barack Obama, *L'audace d'espérer*, *op. cit.*, p. 116-117, 121, 138-141; Liza Mundy, *op. cit.*

10. Jessica Curry, *op. cit.*; E. J. Dionne Jr., *op. cit.*; William Finnegan, *op. cit.*; Garrett M. Graff, *op. cit.*; Liza Mundy, *op. cit.*; David Remnick, *op. cit.*, p. 374-381; Scott Turow, « Barack Obama: The New Face of the Democratic Party », Open.Salon.com, 30 mars 2004.

11. E.J. Dionne Jr., *op. cit.*; William Finnegan, *op. cit.*; Liza Mundy, *op. cit.*; David Remnick, *op. cit.*, p. 387-391.

12. Jessica Curry, *op. cit.*; E.J. Dionne Jr., *op. cit.*; Liza Mundy, *op. cit.*

président Clinton, le mercredi soir à John Edwards, le candidat à la vice-présidence, et le jeudi soir à John Kerry, le candidat démocrate à la présidence. Il reste donc à trouver quelqu'un pour le mardi soir. La personne choisie doit répondre à certains critères : elle doit transmettre un message d'espoir et être jeune. Les organisateurs de la convention disposent d'une longue liste comprenant des gouverneurs démocrates comme Mark Warner de Virginie et Bill Richardson du Nouveau Mexique. Finalement, comme les Démocrates veulent reprendre le contrôle du Sénat américain, le comité se rabat sur Barack Obama pour lui donner un coup de pouce dans sa campagne sénatoriale. John Kerry devient immédiatement enthousiaste par rapport à cette proposition¹³.

En ce sens, le choix d'Obama comme orateur d'honneur n'a pas été effectué tout à fait par accident. Jack Corrigan a été désigné par le comité national démocrate pour organiser la convention de Boston en juillet 2004. En février 2004, Abner Mikva contacte Corrigan pour qu'il l'aide à collecter des fonds pour Obama et voir s'il pourrait accorder une place à celui-ci sur le programme de la convention. Mikva déclare qu'Obama est le politicien américain le plus talentueux des 50 dernières années. Après avoir contacté Elena Kagan, doyenne de la faculté de droit de Harvard, qui confirme les propos de Mikva, Corrigan devient très intéressé par la proposition de Mikva. Entre-temps, Obama remporte les primaires de l'Illinois, et son conseiller, Axelrod, commence aussi à faire appel à ses relations pour qu'Obama puisse faire un discours à Boston en juillet 2004¹⁴.

La nouvelle est enfin officielle : Obama sera invité comme conférencier d'honneur à la convention nationale. En dépit de l'excitation qu'une telle nouvelle provoque dans son organisation, Obama reste très calme, conscient de la réaction qu'il suscite chez les autres. Il doit avant tout savoir utiliser ce moment privilégié à son avantage. Il est un peu comme Tiger Woods à son premier Master : il doit dominer le jeu par sa prestance. Avant même d'avoir prononcé son discours, il est déjà devenu une sorte de rock star. Prenant comme modèle l'allocution de Mario Cuomo à la convention démocrate de 1984, il choisit de prononcer un discours visionnaire basé sur son expérience personnelle et de raconter sa vie comme un récit américain, comme l'incarnation de ce qui est possible en Amérique¹⁵.

13. Barack Obama, *L'audace d'espérer*, op. cit., p. 358-361 ; Jessica Curry, op. cit. ; Garrett M. Graff, op. cit. ; Liza Mundy, op. cit. ; David Remnick, op. cit., p. 386, 393-395 ; Ben Wallace-Wells, « The Great Black Hope: What's Riding on Barack Obama? », *The Washington Monthly*, 4 novembre 2004.

14. David Remnick, op. cit., p. 385-387.

15. Obama a appris à raconter son histoire comme l'histoire emblématique de l'Amérique bien avant la convention démocrate de 2004. Shelle Leanne, *Leadership, the Barack Obama Way*, New York, McGraw Hill, 2010, p. 3-5 ; Ryan Lizza, « Making It », op. cit. ; Larissa MacFarquhar, « The Conciliator: Where is Barack Obama coming from? », *The New Yorker*, 7 mai 2007 ; Liza Mundy, op. cit. ; David Remnick, op. cit., p. 18, 393 ; Ben Wallace-Wells, « The Great Black Hope », op. cit.

Barack Obama débute son célèbre discours en parlant de sa mère, de son père et de la diversité de ses origines familiales pour finalement déclarer que « son histoire n'aurait pas pu être possible dans tout autre pays que l'Amérique »¹⁶. Il traite ensuite des problèmes de gouvernance et déclare que tous les Américains devraient avoir droit à une meilleure couverture en ce qui a trait aux soins de santé. Il poursuit son discours en faisant appel à la compassion et à l'unité des Américains dans la création d'un meilleur monde. Rejetant l'idée qu'il existe des États rouges pour les Républicains et bleus pour les Démocrates, il affirme que les Américains ne forment qu'un seul peuple. Il termine avec un message racial rassembleur qui rejette l'existence d'une Amérique qui serait noire et une autre blanche, afin d'affirmer la transcendance de la nation américaine. Son discours électrise les spectateurs. Même Gorbatchev téléphone de Russie pour parler à Obama. Celui-ci devient, du jour au lendemain, la coqueluche des foules. Il passe le « test » haut la main, examen que Bill Clinton, pourtant grand orateur, avait échoué en 1988. Le discours d'Obama à la convention de 2004 passe à l'histoire pour être aussi mémorable que le plaidoyer vibrant qu'Hubert Humphrey avait prononcé à la convention de 1948 sur les droits civils¹⁷.

Au-delà du contenu de son message, les Américains voient alors en Barack Obama un orateur extraordinaire. La force de son discours découle de l'inspiration qu'il provoque en incarnant un idéal civique et une vision optimiste dépassant la simple rhétorique. Ses discours sont composés de phrases courtes, délibérées et rationnelles qui propulsent l'auditeur vers l'avant et qui évitent les pièges d'une partisanerie étroite. En 2004, les Américains découvrent en Obama un nouveau type de politicien : un Afro-Américain qui ne l'est pas tout à fait, pouvant à la fois parler comme un homme d'affaires blanc et avoir les envolées oratoires d'un pasteur afro-américain. À l'exception de Bill Clinton, les présidents américains ont eu tendance, depuis John F. Kennedy, à niveler leurs discours vers le bas et à flatter leur auditoire. Leurs discours s'adressent ainsi, selon les experts, à une population dont l'éducation se situerait au niveau de la huitième année. Or, avec Obama, les Américains sont confrontés à un orateur tout à fait différent avec son message magique et sa rhétorique fluide qui se démarque par sa fraîcheur et sa cohérence. Il est ainsi capable d'adapter son discours et son contenu à la situation du moment et de répondre aux attentes de son auditoire. Intellectuel et brillant, il n'hésite pas à parsemer ses discours d'allégories littéraires et d'allusions à Abraham Lincoln,

16. Barack Obama, « Keynote Address at the 2004 Democratic National Convention », barackobama.com, 27 juillet 2004.

17. Barack Obama, *L'audace d'espérer*, *op. cit.*, p. 236-237 ; John Heilemann et Mark Halperin, *op. cit.*, p. 23 ; Larissa MacFarquhar, *op. cit.* ; Liza Mundy, *op. cit.* ; Shelle Leanne, *op. cit.*, p. 37, 39, 50-51 ; Ryan Lizza, « Above the Fray », *Newsmakers*, août 2007 ; David Remnick, *op. cit.*, p. 396 ; Michael Tomasky, « The Audacity of Hope: Thoughts on Reclaiming the American Dream », *The New York Review of Books*, vol. 53, n° 19, 30 novembre 2006 ; Ben Wallace-Wells, « The Great Black Hope », *op. cit.*

Martin Luther King, Woody Guthrie ou Sam Cooke. Ce qui est encore plus rafraîchissant et qui démontre une implication totale dans ses prises de décisions, c'est le fait qu'il rédige lui-même une grande partie de ses discours¹⁸.

Devenu une vedette nationale du jour au lendemain, Obama se fait solliciter de toutes parts par des souscripteurs à sa campagne sénatoriale. Dans les semaines qui suivent la convention démocrate à Boston, il recueille quatre millions de dollars, un record en Illinois pour un candidat aux élections sénatoriales¹⁹. Entre-temps, les Républicains doivent dénicher un autre candidat pour remplacer Jack Ryan. Ils se rabattent sur Alan Keyes, un Afro-Américain du Maryland qui, décidément, ne peut pas faire le poids face à Barack Obama. Au début de l'automne, Obama mène par 40 points dans les sondages. Il maintient sa forte avance durant toute la campagne et, le soir de l'élection, il l'emporte avec 70 % des voix. Obama devient ainsi le troisième Afro-Américain à siéger au Sénat des États-Unis depuis la fin de la période de reconstruction²⁰.

3.3. UN SÉNATEUR AMÉRICAIN HORS DE L'ORDINAIRE

À la suite de son élection au Sénat, Barack Obama devient pour la première fois à l'aise financièrement. Après la convention démocrate de 2004, il réédite son autobiographie, *Les rêves de mon père*, qui est publiée à 500 000 exemplaires et pour laquelle il touche 1,9 million de dollars. Par ailleurs, il s'engage à publier trois autres livres. Son avenir financier est assuré. N'ayant plus à se préoccuper de la façon dont il payera ses factures, il s'achète un nouvel appartement à Hyde Park pour la somme de 1,6 million de dollars²¹. Mais l'année 2004 lui apportera beaucoup plus que la stabilité financière.

18. Charlotte Higgins, « A Classic Orator, Obama Learnt from the Masters », *The Age.com*, 30 novembre 2008 ; John Heilemann et Mark Halperin, *op. cit.*, p. 25-65 ; Earl O. Hutchinson, *How Obama Governed, the Year of Crisis and Challenge*, Los Angeles, BookSurge Publishing, 2010, p. 7-8 ; Shelle Leanne, *op. cit.*, p. 3-5 ; David Remnick, *op. cit.*, p. 18, 398-401 ; Ben Wallace-Wells, « The Great Black Hope », *op. cit.*

19. Barack Obama, *L'audace d'espérer*, *op. cit.*, p. 363 ; Garrett M. Graff, *op. cit.* ; Liza Mundy, *op. cit.* ; Jessica Curry, *op. cit.* ; David Remnick, *op. cit.*, p. 402 ; Ken Silverstein, *op. cit.*

20. Barack Obama, *L'audace d'espérer*, *op. cit.*, p. 260-261 ; Garrett M. Graff, *op. cit.* ; Ezra Klein, « Too Soon for Obama », *Los Angeles Times*, 8 octobre 2006 ; Larissa MacFarquhar, *op. cit.* ; Liza Mundy, *op. cit.* ; David Remnick, *op. cit.*, p. 400-401, 406-409 ; Ken Silverstein, *op. cit.* ; Michael Tomasky, *op. cit.* ; Ben Wallace-Wells, « The Great Black Hope », *op. cit.*

21. Garrett M. Graff, *op. cit.* ; David Remnick, *op. cit.*, p. 404, 420-421 ; Jeff Zeleny, « The First Time Around », *The Chicago Tribune*, 24 décembre 2005.

Ne souffrant déjà pas d'un manque de confiance en lui, Obama devient le centre d'une attention toute particulière en arrivant à Washington. Il est invité par le président Bush à monter à bord d'Air Force One, on lui demande de lancer la première balle à un match de la série mondiale de baseball à Chicago, et il est nommé aux Grammy Awards pour l'enregistrement audio de son livre²². Obama sait toutefois que la popularité est un ballon qui peut se dégonfler rapidement. Cela est particulièrement vrai à Washington. Pour survivre dans la jungle washingtonienne, il devra avoir plus que du charme. Il doit être diligent et vertueux, voire effronté. Par conséquent, suivant le conseil d'Hillary Clinton, il cherche dans un premier temps à ne pas trop se faire remarquer afin d'écouter et d'apprendre²³.

En arrivant à Washington en janvier 2005, Barack Obama se retrouve dans une situation unique. D'abord, il se classe au 99^e rang par son ancienneté au Sénat, puis au 98^e quand Jon Corzine décide de quitter le Sénat pour devenir gouverneur du New Jersey. Les principales fonctions et les postes sur les comités les plus importants sont déterminés selon le rang d'ancienneté d'un sénateur au sein de son parti. Le manque d'ancienneté et plusieurs aspects routiniers de ses tâches frustrant énormément le sénateur junior d'Illinois. Certains de ses conseillers se demandent même s'il apprécie vraiment son nouveau poste. Axelrod, pour sa part, croit qu'Obama déteste le travail de sénateur qu'il considère comme une simple étape pour aller plus loin. D'ailleurs, Obama affirme à la blague que son rôle se limite à tailler les crayons et à nettoyer les latrines du Capitole. D'autre part, il figure en janvier 2005 sur la couverture du magazine *Newsweek* comme le sénateur à surveiller en 2005. Aussi, ses conseillers craignent qu'il puisse devenir, à cause de sa célébrité, la victime de l'envie de certains de ses collègues. Mais Obama sait demeurer humble et cultive adroitement cette image²⁴.

Obama se distingue aussi par sa jeunesse : il est un des rares sénateurs nés après 1960 dans un Sénat dominé par des collègues d'une autre génération. Il est conscient qu'il incarne l'espoir de la nouvelle génération, comme le faisait Bobby Kennedy durant les années 1960 ; un portrait de celui-ci orne d'ailleurs son bureau avec celui de Martin Luther King, de Gandhi, de Nelson Mandela et de Thurgood Marshall. Il se sent au début quelque peu mal à l'aise de discuter de problèmes politiques avec des sénateurs beaucoup plus

22. Ezra Klein, *op. cit.* ; Jeff Zeleny, *op. cit.*

23. John Heilemann et Mark Halperin, *op. cit.*, p. 24 ; Ben Wallace-Wells, « Destiny's Child », *The Rolling Stone*, 22 février 2007.

24. Barack Obama, *L'audace d'espérer*, *op. cit.*, p. 357-358 ; Garrett M. Graff, *op. cit.* ; John Heilemann et Mark Halperin, *op. cit.*, p. 24, 27-28 ; Shelle Leanne, *op. cit.*, p. 83-84, 232 ; David Remnick, *op. cit.*, p. 414, 417-418, 426 ; Jeff Zeleny, *op. cit.*

âgés et expérimentés que lui. Son principal conseiller, David Axelrod, qui aurait pu l'aider en la matière, est resté à Chicago ; Obama se déplace donc avec quelques conseillers seulement et il adopte surtout une attitude d'écoute²⁵.

Entre-temps, il embauche Pete Rouse comme directeur de bureau. Ce dernier a trente années d'expérience sur la colline du Capitole. Il a été le secrétaire général du bureau de Tom Daschle, alors que celui-ci était le dirigeant de la majorité démocrate au Sénat. En acceptant l'offre d'Obama, il lui permet de se constituer une équipe de collaborateurs de premier plan. En outre, Rouse développe alors avec Axelrod un plan stratégique pour Obama, grâce auquel ce dernier se familiarisera rapidement avec le fonctionnement du Congrès, les procédures du Sénat et le type de courtoisie qu'il doit démontrer à l'égard de ses collègues, incluant les Républicains. Obama apprend ainsi rapidement tous les rituels du Sénat auxquels il doit se soumettre²⁶.

Dès son entrée au Sénat, Obama prend une décision importante : sa famille restera à Chicago, et il fera la navette toutes les semaines entre les deux villes. Il demeure donc à Washington du mardi au jeudi. Il se loue un studio pas loin du Capitole ; il passe ses temps libres à lire pour se familiariser avec une variété de questions²⁷. Désireux d'apprendre, il garde la tête froide et cherche à élargir sa vision du monde pour apprendre à mieux connaître les rouages de la vie politique dans la capitale nationale. Assistant rarement à des soirées sociales, il préfère plutôt avoir des dîners d'affaires avec des collègues ou des spécialistes pour examiner plus en profondeur certaines questions. Décidément, il est ce que les Américains appellent un *wonk*, un élève bosseur. Très discipliné, Obama est toujours à jour. Il se bâtit ainsi une solide réputation quant à la maîtrise de ses dossiers et à la préparation assidue des nouvelles questions qui lui sont présentées. Il obtient peu à peu la confiance de ses collègues sénateurs, et, dès sa deuxième année, ses relations deviennent plus conviviales avec ses collègues sénateurs²⁸.

Respectant la coutume établie depuis des décennies entre les deux sénateurs de l'Illinois, Obama déjeune tous les jeudis avec son collègue Dick Durbin. Ce dernier est non seulement le whip démocrate au Sénat, mais il est aussi considéré comme un des sénateurs les plus influents à Washington. Comme ces rencontres attirent l'attention, Obama transforme celles-ci en déjeuners-causeries dont les thématiques varient

25. Barack Obama, *L'audace d'espérer*, *op. cit.*, p. 33-34 ; Dan Balz et Anne E. Kornblut, « Obama Joins Race With Goals Set High », *The Washington Post*, 11 février 2007 ; Garrett M. Graff, *op. cit.* ; Susan Milligan, *op. cit.* ; Ken Silverstein, *op. cit.*

26. David Remnick, *op. cit.*, p. 424-425.

27. Garrett M. Graff, *op. cit.* ; John Heilemann et Mark Halperin, *op. cit.*, p. 38 ; David Remnick, *op. cit.*, p. 418, 425 ; Ken Silverstein, *op. cit.* ; Ben Wallace-Wells, « Destiny's Child », *op. cit.* ; Jeff Zeleny, *op. cit.*

28. Garrett M. Graff, *op. cit.* ; Shelle Leanne, *op. cit.*, p. 87-88 ; Liza Mundy, *op. cit.* ; Ben Wallace-Wells, « Destiny's Child », *op. cit.* ; Jeff Zeleny, *op. cit.*

d'une semaine à l'autre. Par exemple, le 13 juillet 2005, 150 personnes assistent au déjeuner. Même si les causeries doivent porter sur la politique extérieure américaine, tous les sujets y sont abordés selon les questions de l'auditoire. Ces séances permettent à Obama non seulement de se familiariser avec les soucis quotidiens des Américains ordinaires à travers les États-Unis, mais aussi de déceler quelles prises de position plaisent le plus aux électeurs démocrates traditionnels, entre autres à propos des droits civiques ou de l'avortement. Il démontre par ailleurs qu'il est capable de défendre les intérêts locaux de ses constituants concernant par exemple l'industrie de l'éthanol²⁹.

3.4. AU-DELÀ DES LIGNES DE PARTIS

Au début de son mandat, il fuit les projecteurs et évite plusieurs activités. Cela est mal vu par ses collègues. Compte tenu de sa célébrité et de ses talents de communicateur, ses collègues plus anciens désirent le voir s'impliquer davantage dans la collecte de fonds pour la prochaine campagne. Pour ce faire, ils l'incitent à participer à différentes réunions du comité de campagne et à accepter toutes les invitations aux *talk-shows* qu'il reçoit. Cela lui donne une plus grande visibilité et l'amène à voyager à travers le pays. Dès sa première année au Sénat, il recueille 1,8 million de dollars pour le comité de campagne³⁰. Par contre, la plus grande partie de ses efforts est d'abord accordée aux électeurs de son État. En 2005, il participe à pas moins de 39 assemblées publiques en Illinois, la plupart se déroulant dans la partie sud de l'État, pour être en contact direct avec les préoccupations de ses électeurs³¹.

Il découvre ainsi comment les problèmes liés au financement des campagnes électorales ont transformé le rôle des sénateurs. Au lieu de prêter attention aux grands enjeux nationaux, la plupart d'entre eux sont devenus essentiellement les marionnettes de leur État, et une loi ne les intéresse que si elle a des conséquences pour l'État qu'ils représentent. Comme une campagne sénatoriale coûte en moyenne sept millions de dollars, les candidats ont besoin des lobbyistes pour la financer et pour payer les consultants, les agences de publicité et les maisons de sondage qui y sont reliés. Tout cela a créé une culture politique essentiellement hostile à la réforme. À cause de la célébrité dont jouit

29. Garrett M. Graff, *op. cit.*; David Remnick, *op. cit.*, p. 428; Ken Silverstein, *op. cit.*; Jeff Zeleny, *op. cit.*

30. Garrett M. Graff, *op. cit.*; David Remnick, *op. cit.*, p. 419-420; Jeff Zeleny, *op. cit.*

31. Barack Obama, *L'audace d'espérer*, *op. cit.*, p. 128; Garrett M. Graff, *op. cit.*; David Remnick, *op. cit.*, p. 425; Jeff Zeleny, *op. cit.*

Obama, plusieurs collègues à travers le pays font appel à ses services pour amasser des fonds. Cette situation lui permet de tisser des liens qui lui seront utiles dans une éventuelle course à la Maison-Blanche³².

Obama s'adapte rapidement à la culture de Washington, reposant en grande partie sur les compromis et pouvant se résumer à la formule suivante : « Je te donne mon appui pour tel projet de loi et tu acceptes en contrepartie d'appuyer telle mesure. » Par ailleurs, il se dote d'une organisation politique dirigée par Karen Kornbluh, principale adjointe de l'ancien secrétaire au Trésor sous l'administration Clinton, Robert Rubin. Cette organisation lui permet d'établir des liens étroits avec les lobbyistes. Il reçoit ainsi des contributions d'un peu partout et il est en mesure d'apporter une contribution financière importante aux campagnes de ses collègues. Toutefois, il évite personnellement de se mouiller et ne rencontre que très rarement les lobbyistes. Ainsi, on ne peut lui accoler aucune transaction douteuse³³.

Pendant cette période, la seule opération douteuse dans laquelle il a été impliqué concerne un appartement à Hyde Park que Tony Rezko lui aurait vendu 300 000 \$ sous le prix du marché. Comme cet appartement est à côté d'une propriété de Rezko, ce dernier aurait aussi assumé tous les coûts reliés à la construction d'une clôture entre les deux résidences. Cette transaction ouvre la porte à des accusations de trafic d'influence. Obama est finalement blanchi de ces accusations, mais reconnaît qu'il a commis une erreur stupide. Toutefois, cette opération atteint quelque peu sa réputation d'intégrité. Pour sa part, Rezko, déjà assujéti à plusieurs chefs d'accusation de malversation et de trafic d'influence, est plus tard reconnu coupable³⁴.

Par ailleurs, Obama tire d'importantes leçons de son expérience de huit années au Sénat de l'Illinois, où les Démocrates ont longtemps été minoritaires. La situation est similaire à Washington, alors que les Républicains contrôlent à la fois la Maison-Blanche et les deux chambres du Congrès. Bien que frustré par les règles de fonctionnement du Sénat et le manque d'ouverture des sénateurs républicains, Obama appuie les éléments les plus modérés des deux partis. Comme membre de la minorité, il juge que c'est la seule façon de faire avancer les dossiers. Bien sûr, il reconnaît que si les Démocrates étaient en contrôle, il serait possible de faire avancer un agenda plus progressiste. Certains lui ont par la suite reproché sa prédisposition au compromis. Néanmoins, pour Obama, dans un contexte où l'électorat est polarisé et cynique, il faut

32. Barack Obama, *L'audace d'espérer*, op. cit., p. 121 ; Garrett M. Graff, op. cit. ; Shelle Leanne, op. cit., p. 31-32 ; Ken Silverstein, op. cit. ; Lynn Sweet, « Obama is Going to Go for it », *The Chicago Sun-Times*, 30 novembre 2006.

33. Ken Silverstein, op. cit. ; Michael Tomasky, op. cit.

34. David Freddoso, *The Case against Barack Obama*, Washington, Regnery Publishing, 2008, p. 211-223 ; Peter Slevin, « Obama Says He Regrets Land Deal with Fundraiser », *The Washington Post*, 17 décembre 2006 ; Ben Wallace-Wells, « Destiny's Child », op. cit.

démontrer que le gouvernement fonctionne : tout en plaçant en faveur des pauvres et du développement des énergies alternatives, le jeune sénateur de l'Illinois n'est donc pas disposé à gaspiller son capital politique dans des causes controversées et perdues d'avance³⁵.

Dès son arrivée au Sénat, Obama déçoit certains libéraux qui avaient vu en lui, à cause de son discours à la convention démocrate de juillet 2004, un apôtre de la cause libérale. Bien qu'il se classe 17^e parmi les sénateurs les plus libéraux en 2007 selon le *National Journal*, par ses votes en faveur de mesures progressistes au plan économique et social et quant à l'aide étrangère, il évite de faire des vagues et il est disposé à trouver des compromis avec les Républicains. Il est aussi considéré comme un idéaliste pratique, attirant l'admiration de journalistes conservateurs modérés comme David Brooks. Si la vision politique d'Obama est libérale et progressiste, il l'exprime à travers une approche analytique et délibérément centriste, évitant de se montrer trop passionné. De toute manière, il a en horreur tout discours moraliste passionné³⁶.

Cette attitude pragmatique permet au jeune sénateur de rapidement faire valoir sa grande habileté politique. Acceptant de travailler avec les Républicains, il est ainsi en mesure de proposer avec le sénateur Mel Martinez de Floride une réforme de la politique d'immigration. De même, il parraine avec le sénateur Tom Coburn de l'Oklahoma un projet de loi visant à investiguer l'octroi de contrats gouvernementaux à La Nouvelle-Orléans après l'ouragan Katrina. Les ponts qu'il établit avec les éléments les plus conservateurs du Sénat lui permettent en contrepartie de faire avancer les mesures législatives liées aux intérêts locaux de son propre État. En outre, il s'attire la sympathie et le soutien de sénateurs républicains comme Dick Lugar, qui devient pour Obama une sorte de mentor sur la scène internationale³⁷.

Par contre, dans le dossier de la nomination du juge John Roberts à la Cour suprême, il critique, d'un ton posé, les positions et les inconsistencies de celui-ci. Il affirme ainsi sa dissension non seulement vis-à-vis des Républicains, mais aussi à l'égard de sénateurs comme Pat Leahy et Russ Feingold qui ont voté en faveur de la nomination de Roberts. Il ne comprend pas le vote du sénateur Feingold, compte tenu que ce dernier a voté contre la guerre en Irak et le *Patriot Act*. Pour Obama, en appuyant la nomination du juge Roberts, les sénateurs

35. Andrew Hammond, « Too soon for Obama '08? Think again », *The Chicago Maroon*, 6 octobre 2006 ; Barack Obama, *L'audace d'espérer*, *op. cit.*, p. 48-49 ; John Heilemann et Mark Halperin, *op. cit.*, p. 323-334 ; Ezra Klein, *op. cit.* ; Garrett M. Graff, *op. cit.* ; Ken Silverstein, *op. cit.* ; Ben Wallace-Wells, « Destiny's Child », *op. cit.* ; Jeff Zeleny, *op. cit.*

36. Michael Tomasky, *op. cit.* ; David Remnick, *op. cit.*, p. 429-430.

37. Barack Obama, *L'audace d'espérer*, *op. cit.*, p. 49 ; Garrett M. Graff, *op. cit.* ; John Heilemann et Mark Halperin, *op. cit.*, p. 323-334 ; Ken Silverstein, *op. cit.* ; Michael Tomasky, *op. cit.* ; Ben Wallace-Wells, « Destiny's Child », *op. cit.* ; Jeff Zeleny, *op. cit.*

démocrates se font les complices d'une politique visant à éroder d'avantage les libertés civiles. Tout en étant critique de la position de certains de ses collègues démocrates, Obama se montre courtois et respectueux à leur égard³⁸.

Bien qu'il ait obtenu un baccalauréat en sciences politiques avec concentration en relations internationales, Obama est conscient de ses lacunes en politique étrangère. Il désire donc affiner son expertise dans ce domaine. Pour ce faire, il trouve un partenaire dans le sénateur républicain Richard Lugar de l'Indiana, qui est déjà président depuis plus d'une décennie du prestigieux comité sénatorial des affaires étrangères. Obama partage avec Lugar un intérêt marqué quant au dossier du contrôle plus serré des armes nucléaires. En tant que membre du comité dirigé par Lugar, Obama visite plusieurs pays à travers le monde et examinera avec lui, dès août 2005, l'application du traité de non-prolifération des armes nucléaires en Europe orientale et l'application du traité SALT II en Russie. Il prend note de la condition désuète des installations nucléaires de l'ancienne Union soviétique. Par conséquent, il parraine avec Lugar un projet de loi pour établir un contrôle international plus sévère de ces installations. Cette expérience sur le terrain ne fait que renforcer sa croyance dans le potentiel de la puissance américaine³⁹.

Par ailleurs, il fait aussi deux voyages en Afrique. Lors de son premier voyage, en Afrique du Sud, il est reçu par Nelson Mandela et monseigneur Tutu ; à son retour, il arrête visiter sa famille au Kenya, où il reçoit un accueil triomphal. Lors de son second voyage, il visite l'Éthiopie, le Soudan et le Tchad pour se familiariser davantage avec la question du génocide au Darfour et celle, plus générale, des guerres civiles qui déciment plusieurs pays d'Afrique. Par conséquent, il est en mesure de mieux saisir les enjeux liés à l'aide humanitaire en Éthiopie ou à la sécurité au Congo. En outre, le fait d'être confronté aux famines et à l'instabilité en Afrique lui permet de saisir la différence qu'un gouvernement peut faire, même sur le plan local. Il en tire la conclusion que lorsqu'un gouvernement ne fonctionne pas, la famine sévit dans le village, mais que lorsque le gouvernement fonctionne, la population mange à sa faim⁴⁰.

L'opposition de Barack Obama à la guerre en Irak est claire depuis le début et constitue un fait bien connu. Toutefois, dès son entrée au Sénat, il se montre plus conciliant et modéré en dépit du fait que l'opinion

38. Barack Obama, « Tone, Truth, and the Democratic Party », *Daily Kos*, 30 septembre 2005 ; David Remnick, *op. cit.*, p. 433-437.

39. Garrett M. Graff, *op. cit.* ; John Heilemann et Mark Halperin, *op. cit.*, p. 55 ; Ryan Lizza, « Why Barack Obama Should Run for President in 2008 », *The New Republic*, 6 décembre 2005 ; Liza Mundy, *op. cit.* ; David Remnick, *op. cit.*, p. 428-430, 445-446 ; Michael Tomasky, *op. cit.* ; Jeff Zeleny, *op. cit.*

40. Barack Obama, « Remarks of Senator Barack Obama on the Iraq War », *About.com*, 21 mars 2007 ; Garrett M. Graff, *op. cit.* ; Liza Mundy, *op. cit.* ; David Remnick, *op. cit.*, p. 428-430, 445-446 ; Michael Tomasky, *op. cit.* ; Jeff Zeleny, *op. cit.* ; Ben Wallace-Wells, « Destiny's Child », *op. cit.*

publique américaine devient largement opposée à la guerre. Il n'hésite pas à prendre ses distances avec certains dirigeants de son parti sur cette question. Après que le représentant John Murtha de Pennsylvanie eut appelé à un retrait immédiat des troupes d'Irak, Obama rejette cette position dans un discours à Chicago en 2006, proposant plutôt un retrait ordonné de l'Irak. Cette prise de position, considérée comme étant plus responsable et raisonnable, lui vaut les éloges de David Broder du *Washington Post*. Cette attitude l'amène à voter en faveur du financement de la guerre, malgré qu'il s'y soit constamment opposé⁴¹.

3.5. UNE VEDETTE NATIONALE

La convention démocrate de Boston de juillet 2004 fait de Barack Obama une figure nationale. Dès son arrivée au Sénat en janvier 2005, il est perçu comme un candidat potentiel à la présidence des États-Unis. La question qui est sur les lèvres de tous les observateurs de la scène politique à Washington est de savoir si Obama va faire le saut en 2008 ou chercher à se faire réélire comme sénateur en 2010. D'autres le voient comme futur gouverneur de l'Illinois. Par contre, *The New Republic*, un des magazines libéraux les plus lus par Obama, prédit dès 2005 qu'il sera candidat en 2008. Lynn Sweet du *Chicago Sun-Times* annonce la même chose le 30 novembre 2006. Par ailleurs, David Miller met en garde les Républicains dans le *National Review* de janvier 2007 quant au danger de sous-estimer Obama et de ne pas voir la menace que sa candidature peut représenter pour leur parti lors des présidentielles de 2008⁴².

Obama n'a pas suivi le parcours ordinaire d'accession à la Maison-Blanche. Ses prédécesseurs, pour y arriver, se sont placés à la tête d'un mouvement national : Bill Clinton avec le néolibéralisme, George W. Bush avec le conservatisme compatissant ou Ronald Reagan avec l'économie de marché, par exemple. Obama n'est rattaché à aucun mouvement national, aucune idéologie particulière ni aucune base naturelle : il est son propre produit. C'est pourquoi les gens ont de la difficulté à le catégoriser. Il ne peut compter que sur sa capacité innée et son bon jugement pour gagner la confiance des électeurs ordinaires. Son charisme

41. Earl O. Hutchinson, *op. cit.*, p. 4-5; Barack Obama, « Tone, Truth... », *op. cit.*; James W. Pindell et Rick Klein, « Obama Defends Votes in Favor of Iraq Funding », *The Boston Globe*, 22 mars 2007; Ken Silverstein, *op. cit.*; Michael Tomasky, *op. cit.*; Jeff Zeleny, *op. cit.*

42. Ezra Klein, *op. cit.*; Ryan Lizza, « Why Barack Obama Should Run for President in 2008 », *The New Republic*, 6 décembre 2005; David L. Miller, « Obama Must Be Taken Seriously », *The National Review*, 17 janvier 2007; Lynn Sweet, *op. cit.*; Jeff Zeleny, *op. cit.*

découle d'abord de la confiance qu'il a en lui-même et qu'il est capable de projeter. Obama décide alors d'utiliser sa nouvelle renommée pour élargir son réseau de relations⁴³.

En l'espace de deux ans, il émerge de la sphère politique comme une vedette rock. En quelques mois, il devient couvert d'honneurs et de distinctions. Il reçoit un prix Grammy pour son livre ; celui-ci trône d'ailleurs pendant des semaines au sommet de la liste des meilleurs vendeurs du *New York Times*. Il fait la couverture des magazines *Vogue* et *People*, ainsi que celle du *Newsweek*. Il fait sensation à l'émission d'**Oprah** et est invité au *Monday Night Football*. Dans la série *Will & Grace*, Grace déclare qu'elle rêve d'être sous la douche avec Obama et que ce dernier **ba-rockait** son monde⁴⁴. Obama dissimule alors très bien ses ambitions, tentant même de dissiper l'idée qu'il participerait à muser son statut de superstar. Il affirme aussi qu'étant seulement le troisième Afro-Américain à occuper un poste de sénateur à Washington, il est conscient des limites imposées aux hommes de sa race⁴⁵.

Axelrod avait noté dès 1991 qu'Obama possédait le potentiel d'offrir aux Américains le type de leadership dont ils avaient un urgent besoin. Par son statut d'« outsider » de Washington, son optimisme, son dynamisme, son aversion pour tout dogme idéologique et son approche bipartisane, il représente une possibilité de dépasser les divisions politiques et offre une vision de changement. Par ailleurs, Axelrod est conscient que, dans toute élection, les questions sont définies par la personne en charge de l'administration. Or, en 2008, sans être candidat, le président George W. Bush allait être le centre de l'élection ; le candidat le plus apte à l'emporter serait celui capable de montrer le plus grand écart avec l'administration Bush. Ainsi, le candidat démocrate qui pourrait offrir un message inspirant, évitant les pièges de la polarisation et du dogmatisme serait donc celui qui aurait le plus de chance de l'emporter⁴⁶.

L'engouement créé autour d'Obama en 2004 démontre que la dynamique de la politique américaine a changé. L'opinion publique devient plus ouverte à l'idée de voir un Afro-Américain accéder à la Maison-Blanche. Bien que la route vers une telle élection soit parsemée d'embûches, une telle possibilité n'est plus à écarter du revers de la main. La question est donc de déterminer qui a le plus de potentiel, ou encore le plus d'ambition, pour se lancer dans une course à la présidence. Après tout, plusieurs candidats potentiels se sont butés à cette question au cours des années précédentes. Jessie Jackson et Carol Moseley Braun n'ont jamais été capables d'élargir leur soutien au-delà de la communauté

43. John Heilemann et Mark Halperin, *op. cit.*, p. 27 ; Ben Wallace-Wells, « Destiny's Child », *op. cit.*

44. Dan Balz et Anne E. Kornblut, *op. cit.* ; Garrett M. Graff, *op. cit.* ; Ezra Klein, *op. cit.*

45. John Heilemann et Mark Halperin, *op. cit.*, p. 68 ; Liza Mundy, *op. cit.*

46. John Heilemann et Mark Halperin, *op. cit.*, p. 27, 64.

afro-américaine. Le gouverneur Douglas Wilder de Virginie et le secrétaire d'État Colin Powell ont reculé devant une telle perspective. Cory Booker en montrait l'ambition, mais n'avait pas encore les compétences pour assumer une telle fonction. Harold Ford vit une ascension trop rapide et il se casse les dents dans sa course pour devenir sénateur des États-Unis. Les conseillers d'Obama surveillent avec grand intérêt la performance des autres jeunes politiciens afro-américains afin d'éviter qu'Obama se fasse damer le pion par l'un d'eux. La question demeure donc de savoir si Barack Obama possède à la fois l'ambition et la capacité de réaliser un tel rêve⁴⁷. Il répondra à cette question en février 2007.

3.6. UNE AMBITION GRANDISSANTE

Tout candidat afro-américain à la présidence est confronté à un même problème : celui de savoir comment rallier à sa candidature une majorité de Blancs pour s'assurer une victoire aux élections. Pour être populaire auprès de l'électorat blanc, il faut paraître respectable et calme. Doug Wilder, Colin Powell ou Pat Bradley, avec leurs cheveux gris, répondent à ce critère. Par ailleurs, il faut éviter de tenir un discours agressif pour impressionner la galerie ; si de tels discours attirent le vote afro-américain et ont fait le succès de plusieurs politiciens issus de cette communauté, ils ont pour effet de faire fuir le vote blanc. Lors de la convention démocrate de 2004, Obama a démontré qu'il était conscient de ces deux pièges. Il n'a pas encore de cheveux gris, mais il en a la sagesse. Il sait être inspirant sans pour autant chercher à provoquer une révolution dans les relations raciales. Il maîtrise à merveille l'art du discours. Et, si sa rhétorique anime la foule, elle ne provoque pas la peur. Comme Lizza Mundy le note, il tient un discours clair et attrayant, hyper-articulé sans être pédant, un discours riche et chaud, autoritaire et rassurant, et très adapté pour attirer le vote des électeurs blancs⁴⁸.

D'ailleurs, Mark Alexander, un professeur de droit constitutionnel à l'Université Seton Hall du New Jersey et dont le père a été secrétaire de l'armée sous l'administration Carter, fait parvenir à Obama une note personnelle à l'automne 2006. Alexander montre comment la composition démographique et la culture politique de l'Amérique a changé et comment, dans cette perspective, Obama aurait la possibilité d'emporter la présidence des États-Unis s'il présentait sa candidature. Par contre, certains conseillers démocrates suggèrent à Obama d'attendre.

47. David Remnick, *op. cit.*, p. 450 ; Ben Wallace-Wells, « The Great Black Hope », *op. cit.*

48. John Heilemann et Mark Halperin, *op. cit.*, p. 29-30, 56-57, 170-171, 236, 244-245, 349-350, 425 ; Charlotte Higgins, *op. cit.* ; Ezra Klein, *op. cit.* ; Larissa MacFarquhar, *op. cit.* ; Liza Mundy, *op. cit.* ; David Remnick, *op. cit.*, p. 14-15 ; Scott Turow, *op. cit.* ; Ben Wallace-Wells, « The Great Black Hope », *op. cit.*

Il pourrait acquérir ainsi plus d'expérience au Sénat et augmenter sa crédibilité comme politicien. D'autres affirment par contre qu'une trop longue période au Sénat pourrait aussi devenir un handicap⁴⁹.

La carrière politique de Barack Obama est l'un des phénomènes les plus étonnants de l'histoire récente des États-Unis. Un an après son arrivée au Sénat, il devient évident que la candeur du jeune sénateur a disparu. Sa confiance en lui et son assurance ont pris de l'ampleur, particulièrement après l'ouragan Katrina. Les événements entourant cette catastrophe rappellent aux Américains la persistance d'un certain racisme dans leur société, alors que la population afro-américaine de La Nouvelle-Orléans avait été laissée pour compte en septembre 2005. Pour sa part, Obama présente le problème comme étant une question plus large et affirme qu'il ne faut pas se limiter à protester. Ce faisant, il crée un mouvement national en proposant de mobiliser les gens autour d'objectifs précis. Il met à profit son entregent et lance un défi à la nouvelle génération qui s'avère des plus innovateurs. En ce sens, la rhétorique d'Obama est fascinante⁵⁰.

Bénéficiant d'une grande présence médiatique dans les *talk-shows* nationaux, il découvre que l'enthousiasme des foules à son égard n'a pas diminué. Entre-temps, un sondage effectué par le *National Journal* auprès des Démocrates démontre qu'Obama est considéré comme le candidat ayant le plus de chances de devenir président au cours des vingt prochaines années. À 47 ans, Barack Obama a encore le temps d'attendre. Mais pourquoi attendre? Après tout, Bill Clinton est devenu président à 46 ans. Les conseillers d'Obama, ainsi que les médias, soulèvent alors plusieurs questions importantes. En posant sa candidature à la présidence en 2008, va-t-il se brûler? Est-il assez préparé pour faire face à la musique? Comment réagira-t-il lorsqu'il sera confronté, dans l'arène, à tous ses adversaires? A-t-il l'étoffe pour endurer une campagne de dénigrement? Est-ce que les présidentielles vont mettre sa famille en danger? Aura-t-il un meilleur avenir politique si Hillary Clinton l'emporte⁵¹?

Durant ses deux premières années au Sénat, Obama profite de sa célébrité pour voyager à travers le pays, prendre connaissance de ce que les gens pensent et désirent, créer des liens et établir des réseaux qui lui seront utiles plus tard. Mais l'événement le plus important qui va propulser sa candidature à la présidence est sans conteste la publication de son deuxième livre, *L'audace d'espérer*. En plus d'assurer, comme pour *Les rêves de mon père*, sa situation financière, ce livre propose une nouvelle lecture de la politique américaine et souligne la

49. David Remnick, *op. cit.*, p. 451, 457, 461.

50. Ibid., p. 22-24, 431-32.

51. Garrett M. Graff, *op. cit.*; John Heilemann et Mark Halperin, *op. cit.*, p. 32, 67-68; Ezra Klein, *op. cit.*; Ryan Lizza, « Why Obama Should Run », *op. cit.*; David L. Miller, *op. cit.*; David Remnick, *op. cit.*, p. 442-443, 457; Ben Wallace-Wells, « Destiny's Child », *op. cit.*; Jeff Zeleny, *op. cit.*

nécessité d'y réinjecter un sens civique. Comme il l'a fait lors de son discours à la convention démocrate, Obama démontre qu'il est capable à la fois de faire la promotion de la cause des Afro-Américains et de transcender la question raciale. De par ses origines blanche américaine et africaine, il se situe hors du débat racial et se sent à l'aise tant dans le milieu blanc que noir. Il est aussi capable de proposer une nouvelle orientation politique qui rejoint à la fois les libéraux et les conservateurs, brisant ainsi les impasses partisans et effaçant les barrières. Son pragmatisme lui permet de traiter sous un angle nouveau les grands enjeux contemporains portant entre autres sur les questions énergétiques ou l'équilibre à trouver entre sécurité et liberté⁵².

3.7. LA CROISÉE DES CHEMINS

En septembre 2005, l'implication personnelle d'Obama dans la reconstruction qui a suivi le désastre provoqué par l'ouragan Katrina vient changer fondamentalement la donne. Par la suite, Obama se fait questionner régulièrement quant à une éventuelle candidature aux présidentielles de 2008 par des journalistes aussi différents que Diane Sawyer, Oprah Winfrey, Tim Russert ou Wolf Blitzer. Au début, il se contente de répondre par la négative et affirme que son seul objectif est de compléter son mandat de sénateur, mais cette réponse laisse les journalistes sur leur appétit⁵³.

Obama est invité en décembre 2005 à prononcer un discours à la convention démocrate de la Floride. John Edwards et Tom Vilsak, tous deux candidats potentiels à la présidence, y reçoivent un accueil réservé. Par contre, l'auditoire de 1 000 délégués, en grande partie des Blancs, réserve un accueil délirant à Obama, hurlant même pour qu'il pose sa candidature à la présidence. Décidément, Obama montre une fois de plus la grande confiance qu'il inspire aux gens et sa capacité à soulever l'enthousiasme d'un auditoire⁵⁴. À l'été et à l'automne 2006, six événements amèneront Obama à briguer la présidence américaine aux élections de 2008.

Premièrement, il est le conférencier d'honneur d'une réunion de jeunes progressistes à l'hôtel Marriott à Washington en juillet. Il découvre alors comment ces derniers s'identifient à lui. Il crée une excitation sans précédent depuis Bobby Kennedy⁵⁵.

52. Barack Obama, « Tone, Truth... », *op. cit.*; Garrett M. Graff, *op. cit.*; John Heilemann et Mark Halperin, *op. cit.*, p. 58-59; Liam Julian, « Niebuhr and Obama », *Policy Review*, Hoover Institution, n° 154, avril et mai 2009; Earl O. Hutchinson, *op. cit.*, p. 5; David Remnick, *op. cit.*, p. 444-445; Michael Tomasky, *op. cit.*; Jeff Zeleny, *op. cit.*

53. John Heilemann et Mark Halperin, *op. cit.*, p. 28, 30-31; Liza Mundy, *op. cit.*

54. John Heilemann et Mark Halperin, *op. cit.*, p. 29-30, 59-60.

55. Dan Balz et Anne E. Kornblut, *op. cit.*; Ezra Klein, *op. cit.*; Ken Silverstein, *op. cit.*

Deuxièmement, Dan Hynes, qui a perdu contre Obama lors des primaires de 2004, publie une lettre ouverte invitant le jeune sénateur à faire le saut pour les présidentielles de 2008. Cette lettre reçoit une grande attention dans les médias nationaux⁵⁶.

Troisièmement, Obama fait un voyage à Indianola en Iowa en septembre 2006 pour appuyer la réélection de son collègue Tom Harkin. Environ 3 000 personnes paient alors chacune 25 \$ pour entendre Obama. Après avoir été décrit par Harkin comme la deuxième plus grande étoile d'Amérique après Bono, Obama fait un discours dans lequel il dépeint une vision de l'Amérique bien différente de celle du président Bush. Ce discours provoque le délire dans la foule. Obama répond à cet accueil chaleureux par une remarque affirmant qu'il allait bientôt revenir en Iowa. En octobre, il reçoit un accueil similaire au New Hampshire. Obama découvre alors qu'il est capable de percer l'électorat démocrate blanc traditionnel⁵⁷.

Quatrièmement, Obama subit une forte pression de la part de ses pairs. Un grand nombre de ses collègues sénateurs, dont Harry Reid et Dick Durbin, qui sont les principaux dirigeants démocrates au Sénat, l'incitent à poser sa candidature. Ils sont convaincus qu'Obama est le seul qui a assez de potentiel pour empêcher Hillary Clinton de l'emporter. Il en va de même de l'ancien sénateur Tom Daschle qui encourage fortement Obama à poser sa candidature. En outre, l'opinion publique révèle une lassitude concernant les Clinton sur laquelle Obama pourrait capitaliser tout en évitant de paraître trop négatif⁵⁸.

Cinquièmement, le succès de son livre *L'Audace d'espérer* lui fournit une plate-forme à partir de laquelle il peut concourir. Ce livre ne possède pas la candeur de son premier ouvrage. Mais Obama s'efforce au travers des pages de ce volume de présenter sa vision optimiste d'une Amérique capable de transcender les questions raciales et les ressentiments de classes et disposée à suivre une politique reposant sur le bon sens. Traitant à la fois de sujets aussi variés que le rôle de la religion, les rapports raciaux, la constitution, l'éducation ou la politique étrangère, Obama se présente avec son approche modérée comme un antidote à l'administration Bush. La publication de son livre attire non seulement des critiques positives de commentateurs conservateurs, mais elle lui permet aussi d'entreprendre une tournée de promotion qui sert à mousser sa candidature éventuelle à la présidence⁵⁹.

56. Ezra Klein, *op. cit.*

57. Dan Balz et Anne E. Kornblut, *op. cit.*; Garrett M. Graff, *op. cit.*; John Heilemann et Mark Halperin, *op. cit.*, p. 56-57, 70-71; Susan Milligan, *op. cit.*; David Remnick, *op. cit.*, p. 447-448; Michael Tomasky, *op. cit.*; Ben Wallace-Wells, «Destiny's Child», *op. cit.*

58. John Heilemann et Mark Halperin, *op. cit.*, p. 34-38, 70, 116, 119, 148-149.

59. David Remnick, 456-58.

Dernièrement, lors de sa participation aux campagnes de ses collègues pour le renouvellement du Congrès en 2006, Obama découvre que la guerre en Irak constitue pour le public le principal enjeu politique. Or, Obama s'est opposé à cette guerre depuis le début et l'a même qualifiée d'erreur. Ainsi, à l'automne 2006, il en arrive à la conclusion que le moment est propice et qu'il peut offrir aux Américains un message original. Il peut donc, dès le mois d'octobre, annoncer à Tim Russert, à qui il avait dit exactement le contraire dix mois plus tôt, qu'il songe sérieusement à se lancer dans la course à la présidence⁶⁰.

À l'été 2006, Obama est considéré par beaucoup d'observateurs comme un sérieux candidat pour le poste de vice-président. Par ailleurs, il sait que s'il annonce officiellement sa candidature à la présidence, les caméras vont se braquer sur lui et qu'il fera l'objet d'une publicité négative. De plus, sa vie privée en souffrira, car il sera constamment entouré d'agents des services secrets. L'opération comporte plusieurs risques, à différents niveaux. Sera-t-il capable de rallier les 2 181 délégués nécessaires ? Pourquoi ne pas alors attendre quatre, huit ou douze années supplémentaires ? Il devient vite évident qu'Obama n'est pas prêt à attendre et que ses aspirations ne se limitent pas à devenir le numéro 2 d'une future administration⁶¹.

C'est dans ce contexte qu'Obama forme une équipe, à l'été 2006, pour examiner son éventuelle candidature. La simple formation d'un comité exploratoire montre l'ampleur de ses ambitions. Le fait qu'il arrive à attirer dans son organisation Steve Hildebrand, l'ancien directeur des campagnes d'Al Gore et de John Kerry en Iowa, Jim Brayton, organisateur des services Internet d'Howard Dean en 2004, Samantha Power, gagnante du prix Pulitzer et conseillère en politique étrangère, Peter Rouse, ancien chef de cabinet de l'ex-leader de la majorité démocrate au Sénat Tom Daschle, ainsi que Robert Gibbs, ancien directeur des communications de John Kerry en 2004, démontre comment la candidature éventuelle d'Obama était perçue positivement dans les plus hautes instances du Parti démocrate. Obama tient en novembre 2006 une série de rencontres avec ses principaux conseillers pour discuter du pour et du contre de son éventuelle candidature⁶².

60. Garrett M. Graff, *op. cit.* ; John Heilemann et Mark Halperin, *op. cit.*, p. 30 ; Ezra Klein, *op. cit.* ; Ryan Lizza, « Above the Fray », *op. cit.* ; Liza Mundy, *op. cit.* ; Michael Tomasky, *op. cit.*

61. Andrew Hammond, *op. cit.* ; John Heilemann et Mark Halperin, *op. cit.*, p. 70 ; Garrett M. Graff, *op. cit.* ; Ryan Lizza, « Above the Fray », *op. cit.* ; Liza Mundy, *op. cit.* ; David Remnick, *op. cit.*, p. 459 ; Ken Silverstein, *op. cit.*

62. Il dispose déjà d'une solide équipe en Illinois avec David Axeldrod, Robert Gibbs, David Plouffe et Pete Rouse. Dan Balz et Anne E. Kornblut, *op. cit.* ; Garrett M. Graff, *op. cit.* ; John Heilemann et Mark Halperin, *op. cit.*, p. 27, 58, 62 ; Ezra Klein, *op. cit.* ; Shelle Leanne, *op. cit.*, p. 131 ; David Remnick, *op. cit.*, p. 459, 462-463.

Toutefois, Obama est conscient qu'il trouvera en Hillary Clinton une adversaire coriace. Si cette dernière n'a pas les talents oratoires d'Obama dans les grandes assemblées, elle lui est nettement supérieure dans les réunions de petits groupes. De plus, contrairement à son mari, elle a su éviter les scandales⁶³.

Le simple fait que Barack Obama puisse penser à accéder à la présidence en 2008 traduit son ascension politique ahurissante. Comme le note Garret M. Graff, son élection à titre de président représenterait un couronnement extraordinaire pour un homme dont l'origine est à moitié kenyane et à moitié américaine, qui est né et a été élevé à Hawaïi, qui est diplômé en droit de Harvard et qui a donné sa vie au Parti démocrate. Au début de février 2007, les paris sont ouverts sur les chances de succès de Barack Obama alors qu'il annonce officiellement sa candidature à la présidence. Mais déjà, il bénéficie d'une sorte d'**obamania**⁶⁴.

CONCLUSION

Barack Obama a développé ses ambitions politiques graduellement. Lorsqu'il commence sa carrière à Chicago comme organisateur communautaire, il rêve d'abord de devenir conseiller municipal, puis maire de la ville. Mais durant ses études à Harvard, ses aspirations montent d'un cran. Il pense dès 1989 à se présenter à un poste de sénateur américain et rêve déjà de poser sa candidature à la présidence des États-Unis. En 1996, il saisit sa chance et devient sénateur de l'État de l'Illinois. Il subit un revers dans la poursuite de ses ambitions avec sa défaite comme candidat à un poste au Congrès en 2000, mais il rebondit de façon éclatante en 2004. Son élection au Sénat américain montre que ses rêves apparemment les plus fous sont réalisables⁶⁵.

Même s'il est en politique depuis déjà huit ans, ce n'est qu'en 2004 que l'Amérique découvre Barack Obama. Une étoile est née. 2004 est une année charnière pour le jeune Obama ; son discours à la convention nationale démocrate à Boston et son élection au Sénat américain le propulsent à l'avant-scène de la politique nationale américaine. Les Américains découvrent alors un politicien qui sort de l'ordinaire : il se démarque par un charisme et des talents oratoires hors du commun. De plus, il a une tendance naturelle à savoir dire des vérités brutales sans pour autant s'aliéner les gens, contrastant avec la tendance des

63. Garrett M. Graff, *op. cit.* ; John Heilemann et Mark Halperin, *op. cit.*, p. 41-45, 73, 79, 84-85, 110 ; Susan Milligan, *op. cit.* ; David Remnick, *op. cit.*, p. 443-444, 447 ; Lynn Sweet, *op. cit.*

64. Garrett M. Graff, *op. cit.* ; John Heilemann et Mark Halperin, *op. cit.*, p. 74 ; Susan Milligan, *op. cit.* ; David Remnick, *op. cit.*, p. 449 ; Ben Wallace-Wells, « Destiny's Child », *op. cit.*

65. Ryan Lizza, « Making It », *op. cit.* ; Liza Mundy, *op. cit.*

autres politiciens à dire aux gens ce qu'ils veulent bien entendre. C'est ce qui fait que Barack Obama n'est pas un politicien ordinaire : il est un chef de file. Néanmoins, en 2004, il découvre que cela prend plus que ces qualités pour pouvoir percer au plan national. Il doit élargir sa base électorale traditionnelle et se faire porteur d'un message rassembleur ; il devient ainsi la grande révélation politique de l'année. Dès lors, tous les espoirs lui sont permis⁶⁶.

L'entrée de Barack Obama sur la scène politique américaine est pour le moins impressionnante. Son ascension n'est pas un simple accident de l'histoire. Certes, il bénéficie d'une série de chances, mais c'est surtout par son habileté, son astuce, son travail acharné et sa facilité à établir des contacts avec des gens bien placés que Barack Obama émerge graduellement comme un personnage politique de premier plan. Il démontre aussi des talents particuliers qui rendent sa candidature à la présidence des États-Unis crédible. Il pallie alors à son manque d'expérience administrative par des talents hors du commun : c'est un leader qui démontre une grande confiance en lui-même. Non seulement, il est souple et gracieux, mais il ne perd jamais son calme peu importe les situations. Ces qualités en font un politicien hors de l'ordinaire⁶⁷.

Dès son arrivée au Sénat américain, Obama refuse de se laisser emprisonner dans des bulles idéologiques ou des règles de partis politiques trop rigides. Il est ainsi capable de tenir un discours libéral tout en parlant cordialement avec des collègues conservateurs. Il sait écouter les arguments de ses adversaires, même s'il considère qu'ils sont faux. Le profil de leadership de Barack Obama repose sur un équilibre fragile entre sa capacité à projeter un message d'espoir et son approche pragmatique lui permettant d'accepter des ententes modestes plutôt que rien du tout. Par sa capacité à négocier des compromis avec ses collègues républicains, il démontre une volonté rafraîchissante de créer une nouvelle dynamique permettant aux États-Unis d'affronter les défis du XXI^e siècle. Ainsi, le style de leadership particulier d'Obama représente aussi une composante importante de la **doctrine Obama**⁶⁸.

66. David Remnick, *op. cit.*, p. 449 ; Ben Wallace-Wells, « The Great Black Hope », *op. cit.*

67. David Freddoso, *op. cit.*, p. 44 ; John Heilemann et Mark Halperin, *op. cit.*, p. 25-26, 391-393 ; Shelle Leanne, *op. cit.*

68. Jessica Curry, *op. cit.* ; Garrett M. Graff, *op. cit.* ; Earl O. Hutchinson, *op. cit.*, p. 6 ; Larissa MacFarquhar, *op. cit.* ; Michael Tomasky, *op. cit.*



CHAPITRE 4

Le disciple de Reinhold Niebuhr

*Ma foi me rappelle que nous sommes
tous des pécheurs.*

Barack Obama, 1^{er} décembre 2006

Il est rare de voir un politicien discourir ouvertement de sa psychologie intérieure et décrire comment la foi a façonné son univers intellectuel et son identité. C'est ce que Barack Obama fait avec beaucoup de candeur et d'honnêteté dans ses deux livres, *Les rêves de mon père* en 1995 et *L'audace d'espérer* en 2006. Entre-temps, il va encore plus loin dans l'expression de ses sentiments religieux avec son discours du 28 juin 2006 à la National Christian Church de Washington dans le cadre d'une conférence visant à définir un contrat pour une nouvelle Amérique. Ce discours est considéré par beaucoup de spécialistes comme « l'analyse la plus profonde faite en une génération par un politicien démocrate sur le rôle de la foi dans la société d'aujourd'hui¹ ». Par la suite, il enrichit sa réflexion par la publication dans le magazine *Time* d'un texte intitulé « My Spiritual Journey »².

Dans ces différents textes, Obama présente une profonde réflexion sur la complexité du phénomène religieux en Amérique et sur l'influence de celui-ci dans le développement de l'identité américaine. Obama décrit ainsi comment la foi, par son message d'espérance et d'aspiration à une société plus juste, a forgé la tradition réformiste américaine. Obama rappelle aussi que le système politique américain repose sur le principe de la séparation de l'Église et de l'État afin de protéger les personnes contre toute persécution découlant de leurs croyances. Dans ce contexte, il devient important de bien comprendre l'univers religieux d'Obama et de saisir comment celui-ci influence sa vision du monde³. Bien qu'Obama ait une grande admiration pour des penseurs afro-américains comme Martin Luther King, Malcom X, James Baldwin, Langston Hughes, Richard Wright ou W.E.B. Du Bois, aucun d'entre eux n'a eu autant d'influence sur lui que Reinhold Niebuhr. D'ailleurs, il est capable de parler de la pensée de celui-ci avec enthousiasme et précision. La lecture de Niebuhr lui a inculqué une vision pragmatique de la politique et l'a amené à comprendre le monde tel qu'il est. En affirmant qu'il s'inspire de ce penseur dans le développement de sa vision du monde, Obama nous indique les principes qui influencent sa vision du rôle des États-Unis dans le monde. C'est pourquoi nous devons nous interroger sur l'apport réel que la

-
1. David Remnick, *The Bridge: The Life and Rise of Barack Obama*, New York, Alfred A. Knopf, 2010, p. 458.
 2. Barack Obama, « My Spiritual Journey, Call to Renewal's Building a Covenant for a New America Conference », Washington, obamaspeeches.com, 28 juin 2006.
 3. Barack Obama, « Our Past, Our Future », Campus Progress Annual Conference, 12 juillet 2006 ; Barack Obama, « My Spiritual Journey... », *op. cit.* ; Garrett M. Graff, « The Legend of Barack Obama », *The Washingtonian*, 1^{er} novembre 2006 ; Iwan Russell Jones, « Prayer for a Serene Realist: Barack Obama », John Mark Ministries, 27 janvier 2009.

pensée politique de Niebuhr et, plus particulièrement, son réalisme chrétien ont eu dans le développement de la vision du monde d'Obama ainsi que sur la formulation de sa politique étrangère⁴.

4.1. L'UNIVERS RELIGIEUX DE BARACK OBAMA

La foi religieuse de Barack Obama devient un enjeu important de la campagne sénatoriale de 2004 en Illinois. D'abord, lors des primaires, alors qu'il est interpellé par un électeur au sujet de ses convictions religieuses, Obama en profite pour préciser sa pensée et affirmer « qu'il [est] chrétien, qu'il [est] mu par une foi profonde, que sa démarche [est] enracinée dans la tradition chrétienne et qu'il cro[it] qu'il exist[e] plusieurs voies pour aller à Dieu ». Il ajoute qu'il possède une conviction profonde quant à l'existence d'une puissance supérieure à laquelle le peuple américain, comme tous les peuples, est connecté et conclut que l'existence de ces valeurs transcende les questions de race et de culture, nous interpellant tous individuellement et collectivement à assumer les responsabilités qui en découlent⁵.

Lors de la campagne sénatoriale, Obama doit préciser davantage sa pensée, alors que son adversaire républicain, Alan Keyes, l'accuse de ne pas être un vrai chrétien, puisqu'il endosse l'avortement. Obama s'interroge donc sur la meilleure façon de répondre à ces accusations. Il donne alors, comme il le reconnaît, une réponse typique des libéraux, en affirmant que l'on vit dans une société pluraliste et que personne n'a le droit d'imposer son point de vue aux autres. Ce qu'il désire est de devenir sénateur et non ministre de l'Illinois⁶. Cette réponse d'Obama en 2004 soulève d'autres questions touchant à la place qu'il accorde dans sa vie à la religion et plus précisément comment celle-ci guide ses valeurs et forge ses croyances. Cette brèche ouverte pendant la campagne de 2004 nous amène à nous questionner plus globalement sur la position de Barack Obama dans le débat concernant la place croissante de la religion au sein de la politique américaine des

-
4. Anatol Lieven et John Hulsman, « Ethical Realism and Contemporary Challenges », *American Foreign Policy Interests: The Journal of the National Committee on American Foreign Policy*, vol. 28, n° 6, 2006, p. 413-420; John Blake, « How Obama's Favorite Theologian Shaped His First Year in Office », CNN, 5 février 2010; David Brooks, « Obama's Christian Realism », *The New York Times*, 14 décembre 2009; Dave Gehring, « American Exceptionalism, Reinhold Niebuhr and Barack Obama », *Finding the Gear*, 17 décembre 2009; Liam Julian, « Niebuhr and Obama », *Policy Review, Hoover Institution*, n° 154, avril et mai 2009; Sandro Magister, « Obama a un grand maître à penser: le théologien protestant Reinhold Niebuhr », *Chiesa. espresso.repubblica.it*; Mark Tooley, « Niebuhr and Obama », *The American Spectator*, 20 janvier 2009; Iwan Russell Jones, *op. cit.*
 5. Cathleen Falsani, « Obama: I have a Deep Faith », *The Chicago Sun-Times*, 5 avril 2004; Alessandro Aresu, « The Niebuhrian President? Barack Obama in 2009 », *Europe's World*, 3 janvier 2010.
 6. Barack Obama, *L'audace d'espérer*, Paris, Presses de la Cité, 2006, p. 214-218.

rente dernières années. En effet, le clivage actuel entre les partis politiques aux États-Unis ne découle pas de la question raciale, de la compétition entre les classes ou de l'ajustement entre les genres, mais du fait de pratiquer ou non une religion et d'être membre ou non d'une Église⁷.

Obama a grandi dans un univers religieux bien différent de celui de la plupart des Américains. Si les origines religieuses de son père et de sa mère étaient respectivement musulmanes et chrétiennes, ses deux parents étaient non seulement non pratiquants, mais ils se démarquaient par leur agnosticisme. Son père considérait même que toute religion reposait essentiellement sur la superstition. En ce qui a trait à sa mère, l'ayant élevé seule et ayant eu une très grande influence sur lui, Obama la voit comme une personne très spirituelle et libérale dans ses croyances, possédant une grande foi rationnelle – qu'elle refuse de qualifier de religieuse – dans la capacité de chacun de façonner son existence⁸.

Le cheminement spirituel du jeune Obama est aussi marqué par le fait qu'il a vécu de l'âge de six à dix ans avec sa mère et son nouveau mari, un musulman non pratiquant, en Indonésie, un pays musulman. Toutefois, sa mère l'a inscrit à une école catholique: il étudie donc le catéchisme et se familiarise avec les histoires de la Bible le jour, alors qu'il entend « la nuit l'appel à la prière musulmane⁹ ». Néanmoins, le développement de l'univers religieux du jeune Obama est encore plus complexe.

Pour sa mère, les religions officielles sont trop souvent marquées par la fermeture d'esprit et par l'intolérance, justifiant au nom de la piété et de la justice les pires oppressions. C'est pourquoi, en raison de sa formation d'anthropologue également, elle adopte devant toute religion et tout phénomène religieux une attitude de respect mais de détachement. Dans cette perspective, elle décide de ne donner au jeune Obama aucune éducation religieuse particulière. Elle choisit plutôt de lui inculquer une connaissance pratique des grandes religions du monde, qu'elle considère comme la base fondamentale d'une éducation équilibrée. C'est ainsi que le jeune Obama retrouve dans sa maison non seulement la Bible et le Coran, mais aussi la Bhagavad Gita, à côté de livres sur les mythologies grecques, nordiques et africaines. Finalement, si elle l'amène à l'église à Noël ou à Pâques, elle l'amène aussi au temple bouddhiste pour célébrer le Nouvel An chinois et lui fait visiter les temples shintoïstes ainsi que les anciens sites hawaïens¹⁰.

7. Barack Obama, « Our Past, Our Future & Vision for America », Campus Progress Annual Conference, obamaspeeches.com, 12 juillet 2006; Barack Obama, « My Spiritual Journey... », *op. cit.*; Camille Froideveaux-Metterie, *Politique et religion aux États-Unis*, Paris, La Découverte, 2009, p. 83-116.

8. Barack Obama, *L'audace d'espérer*, *op. cit.*, p. 209-210; Cathleen Falsani, *op. cit.*

9. Barack Obama, « My Spiritual Journey... », *op. cit.*

10. Barack Obama, *L'audace d'espérer*, *op. cit.*, p. 209; Barack Obama, « My Spiritual Journey », *op. cit.*; David Remnick, *op. cit.*, p. 174.

Élevé par une mère mais aussi par des grands-parents non religieux, le jeune Obama ne ressent ni la nécessité d'engagement religieux personnel ni la culpabilité ou le besoin d'introspection quant à la recherche de Dieu. Pour lui, comme pour sa mère, la religion n'est qu'une manifestation de la culture humaine dans sa recherche pour saisir l'inconnaissable. Cette confrontation précoce à la diversité religieuse l'amène à échanger régulièrement avec sa mère sur les valeurs spirituelles et l'influence des différentes religions sur les sociétés. Sa mère lui inculque ainsi la croyance que toutes les religions du monde ont un fondement commun : tous les hommes aspirent à l'amour et veulent être traités comme ils traitent les autres¹¹. Par-dessus tout, c'est l'exemple de sa mère qui marque le jeune Obama. Il admire son engagement quotidien à l'amélioration de la condition des plus démunis. Il héritera d'elle un esprit d'honnêteté, d'empathie et de discipline qui, selon lui, est plus puissant que tout enseignement dispensé dans une mosquée le vendredi, une synagogue le samedi ou une église le dimanche¹².

4.2. UN MEMBRE DE LA TRINITY UNITED CHURCH OF CHRIST DE CHICAGO

Comme il le décrit dans son livre *Les rêves de mon père*, Barack Obama a développé sa foi à l'âge adulte, dans une démarche introspective. C'est en cherchant sa véritable identité qu'il découvre ses croyances profondes. Néanmoins, cette foi est tout de même rattachée, comme il le reconnaît, à un côté rationnel qui découle de sa formation intellectuelle¹³. Il développe sa foi en travaillant comme organisateur communautaire avec des ministres et des laïcs liés aux Églises afro-américaines dans les quartiers West Pullman et Atgeld de Chicago. L'engagement quotidien avec des pasteurs et des bénévoles profondément croyants change sa perception plutôt rationnelle, voire intellectuelle, de la religion. Il découvre alors comment des Églises vivantes et des chrétiens profondément impliqués dans leur communauté peuvent donner courage et force aux plus démunis et les aider à progresser contre vents et marées. À titre d'organisateur communautaire travaillant étroitement avec les Églises locales, Obama ressent rapidement le paradoxe de sa situation personnelle. Il comprend la nécessité de s'insérer dans une Église pour devenir vraiment membre de la communauté locale. Toutefois, il veut faire un choix judicieux. Par son implication, il découvre la foi religieuse comme une force de progrès et la religion, comme moyen de mobiliser les gens. C'est dans ce cadre-là que les références religieuses

11. Barack Obama, *Les rêves de mon père*, Paris, Presses de la Cité, 2008, p. 85-86 ; Cathleen Falsani, *op. cit.* ; Obama, « My Spiritual Journey », *op. cit.* ; David Remnick, *op. cit.*, p. 19.

12. Barack Obama, *L'audace d'espérer*, *op. cit.*, p. 210-211 ; Barack Obama, « My Spiritual Journey... », *op. cit.*

13. Garrett M. Graff, *op. cit.*

du second discours inaugural d'Abraham Lincoln et du « *I have a Dream* » de Martin Luther King prennent tout leur sens selon Obama. La conversion d'Obama représente donc un événement majeur dans sa vie¹⁴.

Barack Obama aurait pu adhérer à l'Église de son choix dans les quartiers bourgeois de la ville. Avant de se décider, il visite les Églises du South Side et examine les orientations politiques et la réputation de chacune d'entre elles. Et ce n'est qu'après avoir reçu les conseils de différents pasteurs âgés qu'il choisit d'adhérer à la Trinity United Church of Christ¹⁵. Des considérations politiques jouent clairement un rôle dans sa décision. Dirigée par Jeremiah Wright, un pasteur devenu une sorte d'institution à Chicago, la Trinity United Church of Christ, la plus grande Église noire de Chicago avec ses 8 500 membres, représente un lieu privilégié pour mettre un jeune ambitieux en relation avec des dirigeants bien placés dans la communauté afro-américaine. Wright, un pasteur très engagé socialement et ouvert aux causes libérales comme le mariage gai ou le féminisme, fait découvrir à Obama non seulement la foi mais aussi, à l'exemple de Malcom X (1925-1965) et de Martin Luther King (1929-1968), le sens de la rhétorique. Wright lui montre comment devenir passionné dans ses discours et comment véhiculer un message d'espoir pour amener les gens à aller au-delà d'eux-mêmes. Obama est baptisé dans cette église en 1988 et il en reste membre jusqu'au printemps 2008¹⁶.

Obama est fasciné par Jeremiah Wright. Après tout, ce dernier a construit à partir de rien une des Églises noires les plus dynamiques, non seulement à Chicago, mais à travers tous les États-Unis. Son approche théologique est enracinée dans les courants de justice sociale. Ainsi, Wright a créé une communauté centrée sur les valeurs progressistes et l'engagement politique. Ce faisant, il dépasse la simple proposition d'une libération des Afro-Américains et propose une sorte de nouvel humanisme ayant un aspect spirituel. Si Obama avait désiré simplement se joindre à une Église exerçant une large influence, il se

14. Barack Obama, *Les rêves de mon père*, op. cit., p. 372; Barack Obama, *L'audace d'espérer*, op. cit., p. 214; Barack Obama, « Our Past, Our Future », op. cit.; Barack Obama, « My Spiritual Journey... », op. cit.; Hank De Zutter, « Lawyer, Teacher, Philanthropist, and Author Barack Obama doesn't Need Another Career », *The Chicago Reader*, 8 décembre 1995; Cathleen Falsani, op. cit.; David Remnick, op. cit., p. 169.

15. Barack Obama, *Les rêves de mon père*, op. cit., p. 365-366, 390.

16. Barack Obama, *L'audace d'espérer*, op. cit., p. 212-213; Barack Obama, « Our Past, Our Future », op. cit.; Barack Obama, « My Spiritual Journey... », op. cit.; Jessica Curry, « Barack Obama: Under the Lights », *The Chicago Life*, 1^{er} août 2004; Cathleen Falsani, op. cit.; Garrett M. Graff, op. cit.; David Remnick, op. cit., p. 169-170; Ben Wallace-Wells, « Destiny's Child », *The Rolling Stone*, 22 février 2007.

serait joint à l'Église pentecôtiste du révérend Arthur Brazier. Toutefois, la Trinity United Church rassemble une communauté se rapprochant davantage des aspirations d'Obama¹⁷.

Le pasteur Jeremiah Wright n'est pas le seul à influencer la foi d'Obama. Depuis plus de vingt ans, il fait aussi appel aux conseils de Michael Pfleger, un prêtre catholique de la paroisse Saint Sabina, aussi située dans le South Side. Ce dernier, tout en devenant un important allié politique d'Obama, lui transmet l'importance de considérer la foi comme clé de la vie, comme facteur devant imprégner tous les aspects de sa vie d'Afro-Américain, tant dans son rôle de mari que d'homme politique. Finalement, il écoute aussi les conseils spirituels de Meeks James, qui est à la fois membre du Sénat de l'Illinois et pasteur de la Salem Baptist Church de Chicago. Cela dit, si Obama développe une foi profonde, il ne succombe pas pour autant à la tentation du prosélytisme. Il évite le piège du zèle religieux et tient à respecter la foi des autres, qu'ils soient chrétiens, juifs, musulmans ou non croyants¹⁸.

4.3. UN CHRÉTIEN ENGAGÉ

Par sa formation en sciences politiques à l'Université Columbia de New York au début des années 1980, ses études en droit à Harvard à la fin des années 1980 et ses expériences d'enseignement à la faculté de droit de l'Université de Chicago, Barack Obama développe des qualités intellectuelles qui influencent la façon dont il comprend et exprime sa foi. Cette posture intellectuelle est d'autant plus importante dans sa conversion qu'il intègre la foi religieuse à l'âge adulte. En conséquence, la foi d'Obama comporte une grande part de religion civique et de valeurs laïques faisant en sorte qu'il croit fermement à la séparation de l'Église et de l'État ainsi qu'à l'importance de préserver la structure constitutionnelle des États-Unis. Constitutionnaliste de formation, il est aussi un grand admirateur de la Charte américaine des droits et est fortement opposé à toute forme de théocratie, quelle qu'elle soit. Ce rejet de toute forme d'intégrisme religieux l'amène à s'opposer aux politiciens qui affirment, pour justifier leurs actes ou rejeter les critiques, avoir un mandat de Dieu. Tout en étant très croyant, il affiche une foi qui respecte les valeurs séculières et libérales¹⁹.

17. John Heilemann et Mark Halperin, *Game Change*, New York, Harper Collins, 2010, p. 70; David Remnick, *op. cit.*, 174-75.

18. Barack Obama, « Our Past, Our Future », *op. cit.*; Cathleen Falsani, *op. cit.*; David Freddoso, *The Case against Barack Obama*, Washington, 2008, p. 161-163; Leo P. Ribuffo, « Obama's Solidarity Without Sentimentality », *The Forum Network*, PBS, mars 2008.

19. Barack Obama, « Our Past, Our Future », *op. cit.*; Barack Obama, « My Spiritual Journey... », *op. cit.*; Cathleen Falsani, *op. cit.*

En juin 2006, le sénateur Obama accepte une invitation du révérend Jim Wallis, un pasteur évangélique libéral qui s'oppose à la droite religieuse et défend la justice sociale. Dans son discours, Obama parle de son expérience religieuse à la Trinity United Church, de la nécessité pour les Démocrates de montrer que le mouvement évangélique est plus diversifié que l'on a souvent tendance à le représenter et que la foi religieuse peut participer à une libération politique et un sentiment de compassion. Par conséquent, Obama incite son auditoire à sortir des sentiers battus. Il faut, selon lui, que les chrétiens libéraux dénoncent l'intolérance religieuse de la droite et insistent sur la nécessité de respecter les valeurs religieuses des autres dans une société pluraliste. Pour Obama, la droite religieuse, avec les Jerry Falwell et Pat Robinson, a dominé trop longtemps l'agenda politique. Il faudrait en contrepartie donner la parole aux Tony Campolo, Rich Warren et T.D. Jakes, des pasteurs évangéliques qui ont milité contre le génocide au Darfour et qui sont en faveur de la lutte contre le sida²⁰.

Il est intéressant de constater au sujet d'Obama qu'en dépit de ses positions libérales, il est capable de parler ouvertement de la religion. Contrairement à ses collègues, que le sujet indispose, Obama n'hésite pas à parler de ses convictions religieuses, de son scepticisme, de sa psychologie intérieure, de ses doutes, de ses incertitudes et de ses interrogations concernant les mystères de l'univers et de la vie. Ici encore, Obama montre qu'il est tout sauf un croyant aveugle ou possédant une foi dogmatique²¹.

Pour Obama, l'intégrisme religieux est incompatible avec une démocratie pluraliste. Il note d'ailleurs que si 90 % des Américains croient en Dieu, seulement 70 % font partie d'une religion organisée et moins de 40 % se disent engagés religieusement. Ces chiffres sont une réalité dont il faut tenir compte. Par ailleurs, Obama rejette toute lecture littérale de la Bible ; la démocratie implique le sens du compromis, alors qu'une lecture littérale de la Bible aboutit à une conception rigide des Écritures, rendant le compromis impossible. Au lieu de voir une opposition entre religion et politique et un affrontement entre l'Amérique croyante et l'Amérique laïque, Obama croit qu'il est possible de concilier foi religieuse et société pluraliste. Pour ce faire, il renoue avec le courant de l'**Évangile social** du début du ^{xx}e siècle qui affirmait qu'une lecture attentive de la Bible interpelle tous les chrétiens sur la nécessité de lutter contre la pauvreté. Cette position l'amène aussi à reconnaître que le Christ n'est pas l'apanage d'un seul parti politique et qu'il est possible que les gens divergent quant à certaines valeurs sans pour autant être moins chrétiens²².

20. David Remnick, *op. cit.*, p. 440-441.

21. *Ibid.*, p. 458.

22. Barack Obama, « Our Past, Our Future », *op. cit.* ; Barack Obama, « My Spiritual Journey », *op. cit.* ; Iwan Russell Jones, *op. cit.*

Selon Obama, il est donc important que les hommes et les femmes de foi progressistes affichent leurs couleurs et ne laissent pas tout le terrain aux dirigeants des Églises conservatrices et fondamentalistes tels que Jerry Falwell, Pat Robertson ou Alan Keyes. Pour lui, le problème est largement rhétorique. Les groupes libéraux et progressistes craignent de faire la moindre allusion à la religion, comme si le fait d'avoir la foi était réservé aux tenants conservateurs de la société américaine. Comme les dirigeants républicains savent exploiter cette faille chez les Démocrates, il est important que ceux-ci réussissent à récupérer le discours religieux et cessent d'avoir peur de nommer la religion pour s'attaquer efficacement aux problèmes d'un point de vue moral. En fait, selon Obama, les grands réformateurs de l'histoire américaine, par exemple Frederick Douglas, Abraham Lincoln, William J. Bryant, Dorothy Day ou Martin Luther King, n'ont pas craint de plaider en termes religieux les causes qu'ils défendaient. Ils ne se sont pas sentis obligés de laisser leur religion de côté sur la place publique. Les politiciens libéraux croyants ne doivent pas hésiter à afficher ouvertement leur foi et à montrer qu'il n'y a pas de contradiction entre cette dernière et les valeurs libérales qu'ils défendent²³.

D'ailleurs, en posant sa candidature à la présidence américaine, Barack Obama doit rapidement faire des choix déchirants. Il doit entre autres se distancer de certains de ses conseillers spirituels. Les conseillers politiques d'Obama sont conscients, en février 2007, de l'impact que pourraient avoir certaines déclarations controversées faites par Jeremiah Wright, le pasteur d'Obama. Alors qu'il devait prononcer la prière d'ouverture lors du lancement de la candidature d'Obama, Wright a accordé à la revue *Rolling Stone* une entrevue qui confirme certains de ses propos concernant le caractère raciste de la société américaine. Compte tenu de la place que Wright tient dans la vie d'Obama, l'article risque de compromettre la candidature de celui-ci en le faisant paraître beaucoup plus radical qu'il ne l'est en réalité. Les conseillers d'Obama jugent donc nécessaire que leur candidat vedette prenne ses distances par rapport à Wright. Ainsi, ce dernier ne pourra pas prononcer la prière d'ouverture²⁴.

Toutefois, cela ne suffit pas. En mars 2008, le comité d'organisation de Clinton prend conscience que le pasteur Wright peut représenter le maillon faible de la campagne d'Obama, lequel est sur le point de remporter les primaires. Une nouvelle crise éclate le 13 mars 2008, alors qu'un journaliste d'ABC rend publiques des archives dévoilant

23. Barack Obama, *L'audace d'espérer*, op. cit., p. 219, 223; Barack Obama, « Our Past, Our Future », op. cit.; Barack Obama, « My Spiritual Journey... », op. cit.; Iwan Russell Jones, op. cit.; Jonathan Haidt, « Obama's Moral Majority », *American Prospect*, 28 février 2009.

24. John Heilemann et Mark Halperin, op. cit., p. 233-238; David Remnick, op. cit., p. 468-472.

les déclarations effectuées par Wright, quelques années auparavant, où il avait lancé entre autres « que Dieu maudisse l'Amérique » pour dénoncer son caractère raciste. Les anciens propos de Wright viennent hanter Obama et risquent de torpiller sa candidature, puisqu'il pourrait être associé à un débat qui n'est pas le sien, faisant prendre à sa campagne une tournure raciale, voire raciste. Il s'avère donc nécessaire pour Obama de couper définitivement les ponts avec Wright; c'est finalement ce qu'il fait à la fin avril 2008²⁵.

4.4. LA DÉCOUVERTE DE REINHOLD NIEBUHR

Beaucoup de personnes furent surprises d'entendre Barack Obama, lors de son discours d'Oslo, rattacher sa philosophie politique et sa vision du monde à la pensée de Reinhold Niebuhr. Pourtant, dans une entrevue accordée au chroniqueur David Brooks du *New York Times* en avril 2007, Obama avait déjà déclaré que Niebuhr était son philosophe préféré²⁶. Par ailleurs, Obama n'est pas le premier président à déclarer que Niebuhr est son penseur préféré: Jimmy Carter l'avait déjà fait avant lui lors des présidentielles de 1976²⁷. De plus, Hillary Clinton et John McCain ont eux aussi fait référence à Niebuhr pendant leur campagne.

En ce début de XXI^e siècle, le retour à la mode de Niebuhr, un pasteur protestant américain décédé en 1971 que certains considèrent encore comme le plus grand philosophe américain du XX^e siècle, est en soi intéressant²⁸. Niebuhr fut non seulement un chrétien engagé, mais aussi un redoutable penseur et un écrivain prolifique²⁹. Ce qui caractérise la pensée de Niebuhr est le fait qu'il ait développé une vision exceptionnellement cohérente et réaliste du monde, arrimant à une théologie traditionnelle une perspective sociale et politique progressiste, voire socialiste. Il constitue ainsi le plus grand représentant

25. John Heilemann et Mark Halperin, *op. cit.*, p. 234-249; David Remnick, *op. cit.*, p. 518-521.

26. David Brooks, « Obama, Gospel and Verse », *The New York Times*, 26 avril 2007; Casey Blake, « Obama and Niebuhr », *The New Republic*, 3 mai 2007.

27. Néanmoins, l'historien Arthur M. Schlesinger trouve que la politique étrangère de Jimmy Carter, marquée par un sentimentalisme brumeux, avait peu de rapport avec le christianisme réaliste de Reinhold Niebuhr. Liam Julian, *op. cit.*; Mark Tooley, *op. cit.*

28. Plusieurs penseurs se sont récemment attardés à revoir l'héritage des penseurs réalistes chrétiens comme Niebuhr. Alessandro Aresu, *op. cit.*; Anatol Lieven et John Hulsman, *op. cit.*, p. 413-420; Sandro Magister, *op. cit.*

29. Niebuhr a publié une vingtaine de livres tout en tenant une chronique régulière dans les journaux. On pourrait considérer que *Moral Man and Immoral Society* (1932), *The Children of Light and the Children of Darkness* (1944) et *The Irony of American History* (1952) sont parmi ses ouvrages les plus importants.

du protestantisme libéral américain. Par ailleurs, il a eu une influence déterminante sur la politique américaine, tant domestique qu'étrangère³⁰. En ce sens, il est très intéressant de voir le président Obama se réclamer de lui.

Il est possible de dresser plusieurs parallèles entre l'époque où Niebuhr a vécu et la période contemporaine. Né au Missouri en 1892, Niebuhr a vécu à une époque de grand questionnement moral, alors que les États-Unis sont confrontés à la Grande Dépression économique des années 1930 avant de s'engager dans une lutte titanesque contre le nazisme. Parallèlement, les problèmes auxquels le président Obama est aujourd'hui confronté, tant au plan de la crise économique que de la lutte contre le terrorisme, ne sont pas si différents, et s'inscrivent eux aussi dans une période de grand questionnement moral. Par ailleurs, comme Niebuhr, Obama a acquis sa vision du monde à partir du travail communautaire. Niebuhr a pour sa part travaillé pendant 13 ans comme organisateur communautaire parmi les travailleurs de Détroit qu'il tenta de syndicaliser³¹. En ce sens, il est intéressant de se pencher sur les spécificités de la philosophie de Reinhold Niebuhr.

D'abord confronté aux souffrances des travailleurs dans les industries Ford de Détroit, Niebuhr vit ensuite les deux guerres mondiales et la Grande Dépression. Pasteur et professeur de théologie, Niebuhr refuse de rester indifférent aux injustices qui l'entourent³². Il tire de sa lecture de la Bible une analyse profonde de la vie de l'homme en société basée sur le concept du péché originel, analyse développée en détail dans un ouvrage monumental intitulé *Moral Man and Immoral Society* qu'il publie en 1932. Dans cette étude, il rejette les notions de progrès et de perfectibilité de l'homme, qu'il considère comme des concepts illusoire dérivant d'une vision trop optimiste de la nature humaine. Il y critique vertement les chrétiens idéalistes qui considèrent que l'amour est la réponse simple à tout problème social ou politique. Niebuhr cherche donc à réconcilier les exigences de la défense nationale avec les principes du christianisme. Partant du concept que l'humanité est faite d'un mélange de bien et de mal, il développe une perception du monde qui compose avec les limites de la nature humaine, le caractère fragmentaire de la sagesse humaine et le côté précaire du pouvoir

30. Paul Allen, «The Obama Niebuhr Connection», *The Toronto Star*, 14 juin 2008; Rev. Chuck Currie, «Reinhold Niebuhr: The Barack Obama Connection», *barackobama.com*, 29 septembre 2007; David Gibson, «Of Niebuhr and Nobels: Divining Obama's Theology», *Politics Daily*, 12 décembre 2009; Iwan Russell Jones, *op. cit.*; Mark Tooley, *op. cit.*

31. David Brooks, «Obama's Christian Realism», *op. cit.*; Liam Julian, *op. cit.*; Iwan Russell Jones, *op. cit.*; Ronald E. Osborn, «Obama's Niebuhrian Moment (Part I)», *Firstthings.com*, 11 janvier 2010; Elisabeth Sifton, «Remembering Reinhold Niebuhr», *World Policy Journal*, vol. 10, n° 1, printemps 1993, p. 87.

32. Elisabeth Sifton, *op. cit.*, p. 87.

dans l'histoire humaine³³. C'est dans ce contexte que Niebuhr rédige une célèbre prière qui fut reprise par les alcooliques anonymes et qui résume bien sa philosophie : « Dieu accordez-moi la sérénité d'accepter les choses que je ne peux changer, le courage de changer les choses que je peux et la sagesse d'en connaître la différence³⁴. »

La publication en 1932 de son ouvrage *Moral Man and Immoral Society* choque alors profondément les pacifistes et les socialistes qui se sentent trahis, Niebuhr étant un membre influent du Parti socialiste américain. Dans son livre, il en arrive à la conclusion qu'en acceptant de s'engager dans le processus politique, il faut reconnaître qu'il existe des situations paradoxales où tout homme, y compris un chrétien, n'a pas le choix et qu'il est de son devoir de recourir à la force, voire à la violence, pour s'opposer au mal. Il prend ainsi part pendant soixante ans à tous les combats de la société américaine où il voit l'injustice se profiler ; se battant pour les droits des travailleurs au début du siècle, il joint ensuite le mouvement des droits civiques durant les années 1950 et 1960³⁵. En outre, il porte également son analyse au niveau de la politique internationale.

Pour Niebuhr, un chrétien ne peut pas rester indifférent à la montée du nazisme durant les années 1930 ou à l'expansion du communisme pendant la guerre froide. Ce faisant, il rejette le pacifisme de ses collègues et rompt le consensus religieux qui existe jusqu'alors, en soutenant la thèse qu'il « y a des situations où le refus de défendre l'héritage de la civilisation, même imparfait, contre la tyrannie et l'agression peut avoir des conséquences bien pires que la guerre³⁶ ». Pour lui, l'univers des hommes n'est pas un monde facile dans lequel les réponses aux questions morales sont aisées. Face aux camps nazis et aux goulags soviétiques, un chrétien engagé ne peut pas rester indifférent ; selon Niebuhr, il faut opposer la force à la force, combattre le mal, la tyrannie et l'injustice. Dès 1944, Niebuhr met toutefois les États-Unis en garde dans son ouvrage *The Children of Light and the Children of Darkness* contre les dangers de l'arrogance du pouvoir et la tentation de se prendre pour Dieu³⁷. Très cohérent, il réitère cette mise en garde dans un article publié en mai 1955 à propos d'une

33. John Blake, *op. cit.* ; Fred Kaplan, « Obama's War and Peace », *The Slate*, 10 décembre 2009.

34. Iwan Russell Jones, *op. cit.*

35. Reinhold Niebuhr, *Moral Man and Immoral Society*, New York, Charles Scribners's Sons, 1960 ; Anatol Lieven, « The Ethics of Realism », *The National Interest*, 1^{er} juillet 2005 ; Ronald E. Osborn, Part I, *op. cit.* ; Elisabeth Sifton, *op. cit.*, p. 85-87.

36. Reinhold Niebuhr, « Christian Faith and the World Crisis », *Christianity and Crisis*, 10 février 1941, p. 4.

37. Reinhold Niebuhr, *The Children of Light and the Children of Darkness*, New York, Charles Scribners's Sons, 1944 ; Elisabeth Sifton, *op. cit.*, p. 83-85 ; John Blake, *op. cit.* ; Liam Julian, *op. cit.* ; Iwan Russell Jones, *op. cit.*

éventuelle guerre au Vietnam. Et lorsque les États-Unis entrent en guerre au début des années 1960, il est le premier grand intellectuel américain à s'y opposer ouvertement, en 1965³⁸.

Dans cette perspective, la seule façon d'éviter le cynisme, ou au contraire l'idéalisme naïf, réside dans une approche basée sur une démarche de foi et d'humilité, faisant appel à un réalisme optimiste et à une espérance réaliste. En ce sens, la pensée de Niebuhr est paradoxale : « La capacité de l'homme pour la justice rend la démocratie possible, mais l'inclinaison de l'homme à l'injustice rend nécessaire la démocratie³⁹. » C'est pourquoi, contrairement aux adeptes du mouvement de l'**Évangile social** américain du début du siècle, Niebuhr ne croit pas que le royaume de Dieu puisse être construit par des efforts humains⁴⁰.

4.5. L'INFLUENCE NIEBUHRIENNE CHEZ OBAMA

Une lecture attentive des discours et ouvrages d'Obama montre que sa pensée politique est « niebuhrienne » à plusieurs égards. D'une part, il adhère à l'idée que le mal, découlant de l'idée biblique du péché originel, est une réalité incontournable qui marque la condition humaine. Il note aussi une certaine ironie dans l'histoire américaine⁴¹, qu'il perçoit autant dans le déroulement de la vie politique que dans le fonctionnement du monde des affaires. À l'instar de Niebuhr, il montre une méfiance aussi grande envers ceux qui disent agir au nom de Dieu qu'envers ceux qui cherchent à éliminer Dieu du discours public. Obama retient également de Niebuhr l'idée fondamentale que, comme dirigeant, il doit se montrer humble et modeste sur ce qu'il peut réaliser, sans pour autant utiliser la présence du mal dans le monde comme une excuse pour ne rien faire ou pour sombrer dans le cynisme. Ainsi, il doit être capable de trouver un juste équilibre entre l'idéalisme naïf et le réalisme amer⁴².

38. Reinhold Niebuhr, « The Limits of Military Power », *Love & Justice*, New York, Charles Scribners's Sons, 1957, p. 191-194; Anatol Lieven, *op. cit.*; Elisabeth Sifton, *op. cit.*, p. 83-85; John Blake, *op. cit.*; Liam Julian, *op. cit.*; Iwan Russell Jones, *op. cit.*

39. Reinhold Niebuhr, *The Children of Light*, XIII.

40. Reinhold Niebuhr, « Augustine's Political Realism », *Christian Realism and Political Problems*, New York, Scribner's, 1952; Elisabeth Sifton, *op. cit.*, p. 83-84; Anatol Lieven et John Hulsman, *op. cit.*, p. 413-420; David Brooks, « Obama's Christian Realism », *op. cit.*; Hent de Vries, « The Niebuhr Connection: Obama's Deep Pragmatism », *Social Science Research Council*, 18 juin 2009; Grant Havers, « Barack's Born-Again Liberalism », *Taki's Magazine*, 15 décembre 2009; Sandro Magister, *op. cit.*; Iwan Russell Jones, *op. cit.*

41. Niebuhr a largement développé cette idée dans son livre de 1952. Reinhold Niebuhr, *The Irony of American History*, New York, Charles Scribners's Sons, 1952.

42. John Blake, *op. cit.*; Hent de Vries, *op. cit.*; David Gibson, *op. cit.*; Fred Kaplan, *op. cit.*; Sandro Magister, *op. cit.*; Iwan Russell Jones, *op. cit.*

D'ailleurs, l'humilité est une qualité que Barack Obama a appris très jeune à cultiver. Après tout, Obama fut rapidement considéré comme une étoile montante. Ce ne sont pas les succès ni les honneurs qui lui ont manqué : premier Afro-Américain à devenir président de la *Revue de droit* d'Harvard, troisième Afro-Américain à devenir sénateur américain en un siècle, homme de l'année en 2004, couverture d'une multitude de revues, célébrité mondiale, président des États-Unis, Prix Nobel de la paix, etc. En dépit de cela, Obama accepte avec beaucoup d'humilité l'attention qui lui est accordée. Il reconnaît la chance qu'il a d'avoir un parcours exceptionnel et affirme que beaucoup de jeunes Afro-Américains qui avaient autant d'énergie, d'enthousiasme et de talent que lui n'ont pas pu performer aussi bien parce qu'ils n'ont pas bénéficié d'opportunités telles qu'il en a eues. Cette capacité à exprimer de l'humilité lui permet d'éviter les conflits inutiles et de réduire la rancœur et l'envie que certains pourraient ressentir à son égard. L'humilité constitue d'ailleurs la marque de commerce d'Obama tout au long de sa carrière, lui permettant entre autres d'établir des relations constructives avec ses collègues et les membres de son administration. Devenu président, il évite de se prendre pour Dieu, ou de faire comme son prédécesseur et de considérer qu'il réalise une mission divine. Ici encore, Obama est très niebuhrien⁴³.

La philosophie réaliste chrétienne qu'Obama tire de la pensée de Niebuhr influence profondément sa vision du monde. Partant du constat que les États-Unis sont la seule superpuissance, Barack Obama propose une nouvelle approche politique basée sur une compréhension des responsabilités et des valeurs liant les Américains entre eux et avec le reste du monde. Dans cette perspective, l'engagement américain doit être réaliste et porteur d'espoir ; sa vision du monde repose donc sur un pragmatisme très niebuhrien. Pour Obama, comme pour Niebuhr, l'espoir, pour dépasser la forme d'un vœu pieux, doit être réaliste. Par ailleurs, l'absence d'espoir aboutit à un cul-de-sac⁴⁴. C'est dans cette perspective qu'il faut lire son ouvrage *L'Audace d'espérer* dans lequel il affirme à maintes reprises que son approche ne repose pas sur un optimisme aveugle, que les progrès ne se réalisent que lentement et que les conflits sont inévitables et souvent longs⁴⁵.

La reconnaissance de notre condition précaire assure, selon Obama, le sens de la responsabilité. Il rejette ainsi la vision de l'administration Bush qui croyait que l'Amérique avait la mission divine de répandre la bonne nouvelle grâce aux soldats de Dieu, même si cela pouvait conduire à des désastres. Obama rejette donc le but ultime de l'administration Bush, soit de répandre la démocratie par tous les moyens

43. Shelle Leanne, *Leadership, the Barack Obama Way*, New York, McGraw Hill, 2010, p. 83-84 ; Sandro Magister, *op. cit.*

44. Paul Allen, « The Obama Niebuhr Connection », *The Toronto Star*, 14 juin 2008 ; Hent de Vries, *op. cit.* ; Iwan Russell Jones, *op. cit.*

45. Leo P. Ribuffo, *op. cit.*

possibles et de mettre ainsi fin à la tyrannie dans le monde. Tout en reconnaissant que le recours à la force peut parfois être nécessaire, Obama affirme que les États-Unis doivent d'abord épuiser toutes les autres options avant de recourir à la guerre. Ce recours doit d'ailleurs se faire en accord avec les valeurs américaines et servir à renforcer la légitimité américaine en sol étranger. En ce sens, il éclaire la complexité d'un monde où les dirigeants des grandes puissances sont aux prises avec des choix difficiles, étant souvent déchirés entre le besoin de recourir à la guerre et leur désir personnel de paix dans le monde⁴⁶.

Dans cette perspective, Obama considère qu'il y a des limites à la poursuite de la puissance et du bonheur et qu'il n'y aura jamais de sécurité absolue dans le monde. Nous devons donc comprendre cela et composer avec l'insécurité et les incertitudes, sans quoi nous risquons de détruire la planète. Pour lui, comme pour Niebuhr, le rêve américain n'est qu'un rêve. Par conséquent, les États-Unis ne peuvent pas être responsables à eux seuls du sort de l'humanité. Dans ce sens, comme il l'a énoncé lors de sa déclaration à Trinidad & Tobago en avril 2009, les États-Unis doivent faire des choix stratégiques liés à leurs intérêts nationaux dans la définition de leurs responsabilités⁴⁷.

Lorsqu'il est interviewé par David Brooks en avril 2007, Obama déclare que la plus grande contribution de Niebuhr à sa pensée réside dans « l'idée irréfutable que le véritable mal, les épreuves et la douleur existent dans le monde. Nous devons être humbles et modestes quand nous pensons que nous pouvons les éliminer, mais nous ne devons pas en tirer argument pour être cyniques ou inactifs⁴⁸ ». Il reconnaît de nouveau à Oslo comment Niebuhr a contribué à forger son réalisme chrétien alors qu'il déclare que « le mal existait réellement dans le monde et qu'aucun mouvement pacifiste aurait pu arrêter les armées d'Hitler » de la même manière « qu'il est impossible de convaincre les dirigeants d'Al-Qaïda de déposer les armes⁴⁹ ». Obama est encore très niebuhrien lorsqu'il ajoute : « Dire que la force est parfois nécessaire n'est pas un appel au cynisme – c'est une reconnaissance de l'histoire, des imperfections de l'homme et des limites de la raison⁵⁰. »

Il faut donc accepter le monde tel qu'il est et reconnaître qu'en dépit des efforts pour réaliser la paix au XX^e siècle, celui-ci a été marqué par d'inoubliables atrocités. Les menaces qui planent sur le monde

46. Alessandro Aresu, *op. cit.* ; John Dickerson, « The Nobel War Prize », *Slate Magazine*, 10 décembre 2009 ; Paul Reynolds, « Obama Modifies Bush Doctrine of Pre-emption », *BBC News website*, 27 mai 2010.

47. Alessandro Aresu, *op. cit.* ; Christopher Beam, « The Fallacy of False Choices », *Slate Magazine*, 10 décembre 2009.

48. David Brooks, « Obama, Gospel and Verse », *op. cit.* ; Fred Kaplan, *op. cit.*

49. Barack Obama, « Paix et responsabilité », *L'allocation du président Barack Obama à l'occasion de son acceptation du prix Nobel de la paix*, *America.gov*, 10 décembre 2009.

50. *Ibid.*

d'aujourd'hui, bien que différentes, sont plus réelles que jamais. Les guerres ethniques ou sectaires, les mouvements insurrectionnels, les désordres à l'intérieur des États en faillite ou les actions des groupes terroristes ont remplacé les guerres entre nations. C'est dans cette perspective qu'Obama déclare dans son discours à West Point en décembre 2009 que la nation qu'il est le plus intéressé à construire est la nation américaine. Obama n'est donc pas intéressé à démocratiser tous les systèmes politiques dans le monde sous le couvert d'un engagement à la reconstruction de nations en faillite ou aux prises avec une domination tyrannique. Il est donc nécessaire selon lui d'avoir l'humilité de reconnaître l'ampleur du défi et de travailler avec acharnement à la réalisation d'une paix globale, et ce, tout en sachant que celle-ci constitue un objectif qui ne sera jamais complètement atteint⁵¹.

Ainsi, la vision du monde de Barack Obama s'inscrit en continuité avec la théorie de la guerre juste définie par saint Thomas d'Aquin et réhabilitée par Reinhold Niebuhr au début des années 1940. Pour Obama, comme pour Niebuhr, une guerre n'est juste que si elle remplit certaines conditions bien précises, dont celle de l'autodéfense. Un dirigeant doit n'y recourir qu'en dernière instance et employer une force proportionnelle à la menace en cherchant à épargner les civils. Ce faisant, Obama évite d'adhérer à la vision pervertie de la guerre juste développée par les néoconservateurs et la droite chrétienne américaine, vision qui s'est manifestée récemment dans des expressions comme **l'empire du mal**, **la croisade contre le terrorisme** ou **le choc des civilisations**, pour n'en nommer que quelques-unes⁵². En tournant le dos à la **rhétorique messianique** de son prédécesseur, comme il l'a fait à Oslo, Barack Obama démontre qu'il a bien assimilé les idées de Niebuhr et qu'il est en mesure de prendre des décisions importantes en toute modestie et humilité alors qu'il dirige la nation la plus puissante sur terre⁵³. Barack Obama applique sa compréhension de Niebuhr au règlement de questions politiques tant intérieures qu'extérieures. Sa vision du monde est ancrée dans un pragmatisme et un réalisme politique. Barack Obama est tout sauf une personne dogmatique : il est capable de fonctionner avec ceux qui pensent différemment de lui et il encourage même l'expression d'opinions divergentes. Il est en faveur des compromis

51. Alessandro Aresu, *op. cit.* ; David Brooks, « Obama's Christian Realism », *op. cit.* ; Chuck Currie, *op. cit.* ; David Gibson, *op. cit.* ; Barack Obama, « Paix et responsabilité », *op. cit.*

52. David Gibson, *op. cit.* ; Jack A. Smith, « Afghanistan : It's Not a Just War », *Dissent Voice*, 17 décembre 2009 ; Quinn Newcomb, « Redefining the "Just War" Doctrine : Implications of the New American Foreign Policy », Carleton University, janvier 2004.

53. Barack Obama, « Paix et responsabilité », *op. cit.* ; Chuck Currie, *op. cit.* ; David Gibson, *op. cit.* ; Sandro Magister, *op. cit.* ; Iwan Russell Jones, *op. cit.*

et il croit qu'une entente, même modeste, comme lors de la conférence de Copenhague, est meilleure que pas d'entente du tout. Cette attitude amène certains observateurs à parler de l'énigme Obama⁵⁴.

L'influence de la pensée de Niebuhr sur Obama se manifeste aussi par la préoccupation que le président manifeste à l'égard du respect des droits de l'Homme et de la défense des valeurs démocratiques. À l'instar de Niebuhr, Obama ne croit pas que les États-Unis peuvent imposer la démocratie au reste du monde, mais il croit qu'ils doivent partout en affirmer les valeurs et promouvoir la défense des droits de l'Homme. De Niebuhr, Obama retient deux éléments clés. Premièrement, le fanatisme moral des idéalistes représente une des plus grandes menaces à la démocratie américaine. Deuxièmement, les États-Unis peuvent être tentés, à cause de leur puissance excessive, de dépasser les bornes de leurs possibilités historiques⁵⁵.

Certains commentateurs de la pensée d'Obama sont intrigués par « sa vision du monde et de l'histoire, son scepticisme sur tout changement rapide, sa méfiance à l'égard des abstractions, des extrapolations et projections⁵⁶ ». Pourtant, l'univers intellectuel de Barack Obama devient plus facile à comprendre lorsqu'on le met en relation avec la pensée de Niebuhr. Obama démontre un esprit pragmatique et une dose de réalisme politique qui lui permettent de jouer sur différents tableaux, de traiter habilement différentes positions idéologiques et de garder ses positions ouvertes. Cet esprit pragmatique l'amène par exemple à promettre la fin de la guerre en Irak tout en maintenant en poste le secrétaire à la Défense Robert Gates et en s'engageant à augmenter la taille des forces armées américaines en général ainsi qu'en Afghanistan. De la même manière, il peut affirmer sa volonté de négocier avec l'Iran, tout en menaçant de lui imposer des sanctions plus sévères⁵⁷.

L'importance de Niebuhr dans le développement du réalisme chrétien, que certains appellent aussi réalisme éthique, est si déterminante que George F. Kennan, considéré souvent comme le père de la guerre froide, l'appelle « notre père spirituel à tous⁵⁸ ». En ce sens, ceux qui, comme Emily Rosenberg, affirment que la **doctrine Obama** n'existe pas ne regardent pas au bon endroit : une simple comparaison entre la vision du monde d'Obama et la pensée de Niebuhr fait ressortir les bases de cette doctrine. C'est donc avec la tradition du réalisme chrétien que Barack Obama renoue en définissant sa politique étrangère⁵⁹.

54. Liam Julian, *op. cit.*

55. E.J. Dionne Jr., « The Obama Doctrine », *The Washington Post*, 16 avril 2009.

56. Liam Julian, *op. cit.*

57. David Gibson, *op. cit.* ; Liam Julian, *op. cit.*

58. Elisabeth Sifton, *op. cit.*, p. 83 ; Anatol Lieven et John Hulsman, *op. cit.*, p. 413 ; Sandro Magister, *op. cit.*

59. Rick Robinson, *op. cit.* ; Emily S. Rosenberg, « The Obama Non-Docctrine », *History News Network*, 12 février 2009.

4.6. L'EXCEPTIONNALISME AMÉRICAIN

Donald E. Pease, dans son ouvrage *The New American Exceptionalism*, dresse un tableau historique très critique quant à l'utilisation de ce concept par les dirigeants américains pour justifier et légitimer leurs politiques. La croyance développée, enrichie et cultivée à propos du caractère exceptionnel des États-Unis sert ainsi essentiellement à faire accepter par l'opinion publique américaine des politiques qu'elle rejetterait autrement. Cela est particulièrement évident, selon Pease, sous l'administration de George W. Bush et de sa guerre globale contre le terrorisme. L'affirmation de l'exceptionnalisme américain lui permet d'utiliser sans restriction des ressources militaires, de faire adopter le *Patriot Act*, qui limite les droits des individus, et d'établir un nouveau système de gouvernance sous le prétexte de protéger le caractère universel et supérieur des valeurs américaines. En fin de compte, le caractère exceptionnel de la nation américaine découlerait du fait qu'elle serait une nation choisie, une nation bénie par Dieu. Il n'est donc pas surprenant que les néoconservateurs soient les plus grands adeptes de cette croyance⁶⁰.

Il est intéressant de noter en ce sens que, durant toute sa vie, Reinhold Niebuhr a été un critique acerbe de cette idée. Lorsqu'un individu ou un peuple devient convaincu que Dieu est de son côté, il abandonne toute humilité et peut commettre les pires excès, comme l'histoire humaine l'a trop souvent démontré. C'est pourquoi Niebuhr s'est avéré un adversaire implacable des bien-pensants et des promoteurs de l'innocence américaine qui ne voient le mal, selon lui, que dans les autres et qui abandonnent tout esprit d'autocritique. Nul doute que Niebuhr émettrait aujourd'hui une critique virulente sur la droite religieuse américaine, qui rejette tous les maux de la société sur les humanistes laïcs ou les médias libéraux⁶¹.

Déjà en 1952, Niebuhr fait ressortir dans son ouvrage classique *The Irony of American History* le contraste cruel qui marque l'histoire américaine à plusieurs reprises. Il note que souvent, dans leurs actions, les dirigeants américains sont motivés par de bonnes intentions mais que pourtant les résultats prennent un caractère inattendu et mauvais.

60. Donald E. Pease, *The New American Exceptionalism*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 2009. La tendance des néoconservateurs et de la droite chrétienne américaine en général à célébrer les réussites de l'Amérique et à affirmer ses vertus et sa pureté morale comme un caractère distinct prend ses racines chez les premiers puritains qui ont voulu faire de l'Amérique une Nouvelle Jérusalem, conception qui s'est graduellement transformée en termes de Destinée Manifeste avant de devenir une mission de propagation de la démocratie dans le monde, selon un plan préétabli par Dieu. Kevin Gosztola, « Obama's Foreign Policy: A Detailed Analysis », *OpEdNews.Com*, 14 septembre 2007 ; Damon Linker, « An Unexceptional Nation », *The New Republic*, 16 décembre 2009 ; Anders Stephanson, « The American Exception », *The National*, 15 octobre 2009.

61. Iwan Russell Jones, *op. cit.* ; David Gibson, *op. cit.* ; Ronald E. Osborn, « Obama's Niebuhrian Moment (Part II) », *Firstthings.com*, 12 janvier 2010.

De tels résultats surviennent, selon Niebuhr, parce que les actions humaines sont toujours composées d'un curieux mélange de bien et de mal. Lorsqu'un individu ou une nation croit qu'elle contribue à la réalisation du dessein de Dieu, la dérive devient d'autant plus grande que la croyance est fermement ancrée. En ce sens, croire au caractère exceptionnel de l'Amérique représente une sorte d'arrogance et se transforme parfois en une tentation de se substituer à Dieu sous prétexte d'agir en son nom⁶².

En dépit du fait qu'Obama affirme avoir trouvé dans sa lecture de Reinhold Niebuhr le cadre théologique qui guide sa vie, il croit à l'exceptionnalisme américain, ce qui semble à première vue le mettre en contradiction avec son théologien préféré. Cette différence est d'autant plus apparente qu'Obama affirme avoir une conversation directe avec Dieu. De plus, il déclare qu'il a la ferme conviction qu'il existe une puissance supérieure à laquelle les Américains sont connectés en tant que peuple et que, pour cette raison, ils doivent individuellement et collectivement témoigner de ces valeurs⁶³. Ces propos ne pourraient pas être plus près d'une idée d'exceptionnalisme.

À ce sujet, il récidive en décembre 2009 à Oslo dans son discours d'acceptation du prix Nobel de la paix. Son apparente réaffirmation de l'exceptionnalisme américain en surprend plusieurs. Ses paroles désolent alors la gauche et revigorent la droite. Bien que ses propos abordent la position unique que les États-Unis détiennent dans le monde et renvoient aux grandes réalisations des États-Unis au cours des soixante dernières années quant à la recherche de la paix dans le monde, la droite y voit une reconnaissance du caractère exceptionnel de l'Amérique, qui découlerait selon elle d'une affiliation avec le Tout-Puissant. Pour la droite américaine, c'est Dieu qui aurait placé les États-Unis dans la situation dominante où ils se trouvent⁶⁴.

Malgré cette mésinterprétation des propos d'Obama, il n'existe pas véritablement de contradiction entre sa pensée et celle de Niebuhr. Tous deux partagent les mêmes conceptions et convictions concernant les limites de la nature humaine et la capacité des hommes à imaginer l'avenir. Tous deux croient que l'illusion orgueilleuse de se prendre pour les lieutenants de Dieu et de se croire doté d'une puissance divine est aussi vieille que l'homme ; l'Amérique et ses dirigeants ont, selon eux, besoin de s'administrer régulièrement une bonne dose d'humilité. Par ailleurs, tous deux croient aussi qu'étant faits à l'image de Dieu, les hommes ont l'obligation de répondre aux exigences de la justice et doivent chercher à réaliser la paix sur terre, tout en demeurant conscients que l'harmonie ne sera jamais parfaite. Pour eux, il n'existe pas de

62. Chuck Currie, *op. cit.* ; David Gibson, *op. cit.* ; Damon Linker, *op. cit.* ; Iwan Russell Jones, *op. cit.* ; Ronald E. Osborn, « ... Part II », *op. cit.* ; Mark Tooley, *op. cit.*

63. Paul Allen, *op. cit.* ; Cathleen Falsani, *op. cit.*

64. Barack Obama, « Paix et responsabilité », *op. cit.* ; Dave Gehring, *op. cit.* ; Kevin Gosztola, *op. cit.* ; Ronald E. Osborn, « ... Part II », *op. cit.*

sanctuaire parfait : l'homme ne trouvera jamais une enclave où il peut se réfugier afin d'échapper à l'ambiguïté morale ou éviter les compromis⁶⁵.

Pour Barack Obama, le concept de l'**exceptionnalisme américain**, reposant sur la notion d'une Amérique pure et innocente, est un leurre. Il rejette cette sorte d'exceptionnalisme bâti sur une perception erronée de l'histoire américaine. Avec le recul, même la manifestation la plus éclatante de cette histoire, soit le mouvement touchant aux droits civiques, lui semble bien éphémère. La croyance en un tel exceptionnalisme aboutit, selon Obama, à commettre des erreurs aussi terribles que celles de la guerre du Vietnam ou de l'invasion de l'Irak⁶⁶.

Obama donne un autre sens à l'expression **exceptionnalisme américain**. Il sait à cet effet éviter le piège dans lequel la droite chrétienne américaine tombe régulièrement, soit celui de défendre une vision du monde qui s'avère être « un mélange pervers de foi en l'exceptionnalisme américain » et « de réalisme cynique »⁶⁷ ; selon lui, cette vision trouve son point culminant dans la pensée néoconservatrice adoptée par l'administration de George W. Bush. La vision du monde d'Obama se situe à l'opposé de cette pensée : elle repose sur un réalisme chrétien qui non seulement accepte la séparation de l'Église et de l'État, mais reconnaît aussi les limites des individus et des gouvernements. Loin de représenter une théologie confuse, elle tient compte de la nature humaine, de l'humanisme laïc et de ses manifestations culturelles et politiques. À l'instar de Nieburh, Obama possède en outre une grande admiration pour le sens du devoir et la modestie d'Abraham Lincoln et il en tire la conclusion que tout dirigeant devrait assumer ses responsabilités avec humilité⁶⁸.

4.7. UN ADMIRATEUR DE LINCOLN

Pour Barack Obama, encore davantage que pour ses prédécesseurs, Abraham Lincoln devrait servir d'exemple à tous. Comme il l'affirme dans *L'audace d'espérer*, les convictions morales et politiques de Lincoln ont été testées au maximum pendant la guerre civile américaine. À ce moment, Lincoln a dû maintenir un équilibre fragile entre deux idées contradictoires : d'une part, être déterminé à maintenir coûte que coûte

65. Chuck Currie, *op. cit.* ; David Gibson, *op. cit.* ; Damon Linker, *op. cit.* ; Ronald E. Osborn, « ... Part II », *op. cit.* ; Iwan Russell Jones, *op. cit.* ; Mark Tooley, *op. cit.*

66. Barack Obama, « Tone, Truth... », *op. cit.* ; Barack Obama, « Renewing American Leadership », *Foreign Affairs*, vol. 86, n° 4, juillet/août 2007 ; Larissa MacFarquhar, « The Conciliator: Where is Barack Obama coming from? », *The New Yorker*, 7 mai 2007 ; Kevin Gosztola, *op. cit.*

67. Hent de Vries, *op. cit.*

68. Barack Obama, *L'audace d'espérer*, *op. cit.*, p.219 ; Hent de Vries, *op. cit.* ; Damon Linker, *op. cit.* ; Iwan Russell Jones, *op. cit.*

l'Union pour le bien de tous sans avoir la certitude que Dieu était de son côté, et, d'autre part, de le faire comme si c'était le cas, « précisément parce que nous sommes tous imparfaits et que nous ne pouvons jamais avoir cette certitude⁶⁹ ». C'est pourquoi Obama se réclame de Lincoln alors qu'il affirme que, même s'il est bien plus à gauche, il s'identifie à Lincoln « qui comprenait à la fois la fonction de délibération de notre démocratie et les limites de cette délibération⁷⁰ ».

C'est dans ce sens qu'Obama affirme que Lincoln est son héros, alors qu'il annonce sa candidature à la présidence sur les marches du vieux Capitole à Springfield en février 2007. Comme ce fut le cas pour Lincoln, la candidature d'Obama vise à réunir les deux moitiés de l'Amérique. Il initie ainsi sa campagne en proposant une nouvelle mission nationale qu'il compare aux défis que les plus grands dirigeants du pays ont eu à relever, que ce soit Lincoln concernant la préservation de l'Union et l'abolition de l'esclavage ou Roosevelt pendant la Grande Dépression⁷¹.

Le cas d'Obama est unique. S'il suit les enseignements de Niebuhr quant à la nécessité de rester modeste et humble, il suit les traces de Lincoln dans ses discours publics. Il aime se réclamer du caractère exceptionnel des États-Unis, tel que le définit Abraham Lincoln dans son deuxième discours d'investiture en 1865. Partant d'une perspective plus large, alors que le conflit tire à sa fin, Lincoln, au lieu de vanter les prouesses du Nord et de dénigrer le Sud, soulève l'ironie de la situation alors que les adversaires prétendent tous deux avoir Dieu de leur côté. Le triomphe des forces de l'Union ne représente pour Lincoln qu'une mince consolation. Il refuse de voir dans la boucherie et les souffrances humaines incalculables causées par la guerre civile un signe de la « justice divine face au péché national de l'esclavage », comme certains avaient tendance à l'affirmer. Lincoln espère simplement que la Providence mette un terme au conflit. Ainsi, Lincoln est capable d'évoquer le caractère exceptionnel de l'Amérique tout en évitant les pièges qui sont souvent liés à cette notion⁷².

Comme Lincoln l'a fait avant lui, Obama n'hésite pas à affirmer le caractère exceptionnel de l'Amérique. Toutefois, il ne retient pas l'interprétation des néoconservateurs ni de la droite chrétienne américaine en général. Pour lui, ce caractère exceptionnel découle du statut particulier des États-Unis comme seule superpuissance, ce qui place le pays dans une position mondiale unique pour faire la promotion de

69. Iwan Russell Jones, *op. cit.*

70. Jonathan Haidt, *op. cit.* ; Iwan Russell Jones, *op. cit.*

71. Dan Balz et Anne E. Kornblut, « Obama Joins Race with Goals Set High », *The Washington Post*, 11 février 2007 ; Jonathan Haidt, *op. cit.* ; Larissa MacFarquhar, *op. cit.* ; David Remnick, *op. cit.*, p. 467.

72. Jonathan Haidt, *op. cit.* ; Damon Linker, *op. cit.*

la liberté et des valeurs qui y sont reliées⁷³. Par ses origines et son histoire, Obama perçoit l'Amérique sous deux angles distincts. D'une part, comme croyant engagé, il a foi en son pays, tant dans ses vertus que dans ses capacités à relever les plus grands défis; d'autre part, comme Afro-Américain, il peut aussi concevoir intrinsèquement les injustices que ce même pays a commis à l'égard des gens de sa race. Cette situation personnelle particulière crée une tension intérieure qui explique pourquoi il peut plus aisément éviter une dérive dogmatique concernant le caractère exceptionnel des États-Unis⁷⁴. En ce sens, Obama croit profondément en l'Amérique; il connaît tous les exploits dont elle est capable. Après tout, c'est elle qui, après avoir libéré l'Europe du fascisme, l'a aidée à se reconstruire. L'Amérique est aussi la première nation à avoir mis un homme sur la Lune. Mais, par-dessus tout, c'est une nation dont la force à l'étranger ne se mesure pas par la puissance de ses armées, mais par celle de ses idéaux⁷⁵. Dans cette perspective, le slogan électoral d'Obama, « *Yes we can* », prend tout son sens et reflète une pensée basée sur un réalisme chrétien. Au lieu d'être passif et cynique, Obama s'est engagé dans un vaste processus de transformation sociale tout en sachant que la route sera longue et parsemée d'embûches. Il sait qu'il va en décevoir plus d'un, mais cela ne l'empêche pas d'essayer et d'avancer⁷⁶.

Par conséquent, Obama propose à l'Amérique une politique étrangère active dans laquelle les États-Unis jouent, au plan mondial, un rôle de leader moral. Il refuse *a priori* de définir la politique extérieure des États-Unis sur la base de ce contre quoi le pays est opposé: cette politique doit représenter ce que l'Amérique a de meilleur à offrir au monde et elle doit véhiculer les valeurs nationales⁷⁷. Si, comme son prédécesseur, Obama privilégie une politique basée sur la promotion des droits de l'homme et de la démocratie, il est sensible au fait que, malgré leur statut de superpuissance, les États-Unis doivent rester humbles et être conscients que le recours à la guerre peut s'avérer à la fois une folie et un mal nécessaire; d'où, selon lui, la nécessité d'avoir des normes internationales claires à ce sujet. Face à ces

73. Jonathan Haidt, *op. cit.*; Dave Gehring, *op. cit.*; Barack Obama, « Paix et responsabilité », *op. cit.*; Kevin Gosztola, *op. cit.*

74. Ben Wallace-Wells, « Destiny's Child », *op. cit.*

75. Barack Obama, « The War We Need to Win », *barackobama.com*, 1^{er} août 2008. Obama croit d'ailleurs que la majorité des Américains partagent cette perception de leur pays. Selon lui, les Américains ne conçoivent pas leur pays comme impérialiste ni brutal. C'est pourquoi ils sont en colère par rapport à la guerre en Irak, qu'ils s'inquiètent de l'aliénation de leurs alliés et qu'ils ont honte des incidents d'Abou Ghraib qui violent les idéaux américains. Barak Obama, « Tone, Truth... », *op. cit.*

76. David Brooks, « Obama's Christian Realism », *op. cit.*; Iwan Russell Jones, *op. cit.*

77. Stephen Zunes, « Barack Obama on Diplomacy », *FPIF Foreign Policy in Focus*, 17 janvier 2008.

deux conceptions apparemment irréconciliables de la guerre, « il faut donc trouver un juste équilibre entre la promotion de la liberté et éviter un engagement autodestructeur dans un conflit inutile⁷⁸ ».

Aussi, Obama est conscient de l'ampleur des problèmes liés à la mondialisation, aux États-Unis et ailleurs dans le monde. Il est tout aussi conscient des moyens limités que les États-Unis disposent pour les affronter, étant donné que ces problèmes vont du terrorisme au réchauffement climatique, en passant par la prolifération des armes biologiques, les épidémies, les maladies et le nihilisme qui se développent particulièrement dans les États aux prises avec une pauvreté rampante. Pour Obama, le monde est formé d'États interdépendants et, par conséquent, les problèmes liés à la pauvreté ou à la dégradation de l'environnement dans des pays lointains ont le potentiel de revenir hanter le monde occidental si ce dernier les ignore⁷⁹.

En ce sens, les États-Unis peuvent, selon Obama, affirmer leur caractère exceptionnel en devenant « l'adversaire implacable de la terreur et de la tyrannie, et la lumière de l'espérance au monde⁸⁰ », mais pour relever ce défi, ils doivent compter d'abord sur la collaboration de la prochaine génération, qui pourra changer l'orientation fondamentale du pays afin de rendre le monde plus libre et plus sécuritaire⁸¹. Si l'isolationnisme n'est pas la solution et que les États-Unis doivent conduire le monde par l'exemple, Obama n'en croit pas moins que les Américains ne doivent pas croire qu'ils sont moralement supérieurs aux autres nations. C'est ce genre de naïveté qui, lorsqu'elle est liée à un refus de reconnaître le poids de l'histoire et les particularités des autres cultures, entraîne des tragédies comme celles du Vietnam ou de l'Irak⁸².

CONCLUSION

Qu'est-ce que Reinhold Niebuhr aurait pensé du discours de Barack Obama à Oslo ? Il aurait sans doute reconnu plusieurs des valeurs et des principes qu'il a énoncés et défendus au cours de sa vie. Par contre, comment aurait-il réagi à l'utilisation qu'Obama a faite du concept de l'exceptionnalisme américain ? Une chose est sûre, il y aurait vu un appui mitigé à sa perception du monde. Par contre, les néoconservateurs ont été particulièrement heureux de constater que le président Obama

78. Barack Obama, « Paix et responsabilité », *op. cit.* ; David Brooks, « Obama's Christian Realism », *op. cit.*

79. Barack Obama, « Renewing American Leadership », *op. cit.* ; Kevin Gosztoła, *op. cit.* ; Ben Wallace-Wells, « Destiny's Child », *op. cit.*

80. Barack Obama, « The War We Need to Win », *op. cit.*

81. *Ibid.*

82. Barack Obama, « Renewing American Leadership », *op. cit.* ; Larissa MacFarquhar, *op. cit.*

était disposé à justifier moralement le recours à la guerre. Cette ambiguïté n'est pas surprenante. Car, après tout, Barack Obama, comme les néoconservateurs, établit sa vision du monde à partir de sa foi religieuse. Mais là s'arrête la ressemblance. Tous deux tirent des conclusions différentes de leur foi et n'ont pas la même conception de l'exceptionnalisme américain⁸³.

Même avant l'entrée en fonction du nouveau président, la **doctrine Obama** était fondée sur les enseignements qu'il a tirés de Niebuhr et de Kennan. S'il y avait un autre nom à donner à cette doctrine, il serait établi à partir des concepts de « paix et responsabilité ». Partant d'un réalisme chrétien, Obama reconnaît que le monde représente un endroit complexe et qu'il est impossible pour une nation, aussi puissante soit-elle, d'agir seule. C'est dans ce cadre-là qu'il affirme que les États-Unis ne peuvent pas agir seuls, qu'ils doivent être capables d'écouter et de travailler avec les autres pays ainsi qu'avec les Nations Unies afin de créer un monde meilleur. Toutefois, il reconnaît aussi que le monde peut être dangereux. S'il est réticent à une intervention armée, il reconnaît que celle-ci peut être nécessaire. Et alors, il faut que les dirigeants politiques prennent leurs responsabilités. La guerre peut représenter un moindre mal si elle est menée en derniers recours et, dans la mesure du possible, dans un cadre international⁸⁴.

La **doctrine Obama** soulève donc un questionnement concernant la façon d'intervenir dans un pays qui exploite ses propres citoyens et qui menace ses voisins. Quand faut-il intervenir ? Quelle forme cette intervention doit-elle prendre ? La question est complexe compte tenu de l'instabilité de plusieurs pays comme l'Iran, la Somalie ou l'Afghanistan ou, plus globalement, de régions du monde comme le Moyen-Orient, l'Afrique du Nord ou les Grands Lacs. Le discours d'Obama peut sembler à certains bien naïf, mais il est aussi rafraîchissant parce qu'il montre que la guerre doit toujours être la dernière des solutions. Dans cette perspective, les États-Unis, comme seule superpuissance, ont une responsabilité unique qu'ils doivent assumer, et ce, en toute humilité. Finalement, dans le cadre de la **doctrine Obama**, les États-Unis doivent exercer leur leadership mondial, non pas dans une approche unilatérale, mais dans une démarche multilatérale⁸⁵.

83. Dave Gehring, *op. cit.* ; Kevin Gosztola, *op. cit.* ; Damon Linker, *op. cit.*

84. Geoffrey Barker, « Obama the Realist Idealist », *Inside Story*, 2 août 2009.

85. Fred Kaplan, « The Afghanistan Test, Petraeus' and NATO's New Strategy is Much Closer to Obama's than McCain's », *Slate Magazine*, 16 octobre 2008 ; Laureen Lentz, « The Emerging Obama Doctrine », *New Orleans Metblogs*, 29 avril 2009 ; Stephen Zunes, « Barack Obama on Diplomacy », *op. cit.*



CHAPITRE 5

À l'école de George F. Kennan

*Le vrai test de l'idéalisme américain est
de savoir si nous sommes capables ou non
de reconnaître nos faiblesses et de les surmonter
pour relever les défis de notre époque. Si nous
allons nous laisser emporter par les événements
et l'histoire ou si nous allons agir
pour influencer ces derniers.*

Barack Obama, 4 juin 2005

Depuis le début de leur histoire, au XVII^e siècle, les Américains ont tendance à considérer leur pays comme ayant une destinée particulière, comme ayant un rôle particulier à jouer dans l'histoire. Cette perception était déjà évidente chez les politiciens américains dès la création de la nouvelle nation. Elle s'est accentuée alors que les États-Unis ont assumé, depuis le début du XX^e siècle, de plus grandes responsabilités sur la scène mondiale. Cette perception de l'histoire américaine prend périodiquement une couleur messianique, comme cela est survenu sous la présidence de Woodrow Wilson et encore récemment sous celle de George W. Bush. Si le président Obama n'endosse pas la posture messianique de son prédécesseur, il croit néanmoins que les États-Unis ont un rôle essentiel à jouer dans l'amélioration de l'ordre mondial en disséminant les valeurs de la nation qu'il représente. Toutefois, Barack Obama a tendance, tout en reconnaissant le caractère exceptionnel de la puissance américaine, à réduire dans la pratique les objectifs américains à un niveau minimal. Les États-Unis ont le devoir d'agir, mais ils doivent assumer avec sagesse leurs responsabilités internationales¹.

Au printemps 2008, Obama en a surpris plusieurs en se montrant très élogieux à propos de George H. W. Bush, dont il vantait le réalisme politique en politique étrangère, et plus particulièrement son approche basée sur la construction de consensus, la diplomatie et le multilatéralisme. Obama admire notamment la gestion soigneuse de la fin de la guerre froide de Bush père et son application à développer des relations harmonieuses avec les autres grandes puissances². Si, dans son cœur, Obama parle comme les Démocrates, dans sa tête, il est d'abord et avant tout un réaliste comme Bush père. Ce n'est pas un accident si Brent Scowcroft, l'un des plus grands représentants de la tendance réaliste chez les Républicains, est devenu un conseiller rapproché d'Obama à l'été 2008. D'ailleurs, Obama reconnaissait, lors des primaires de Pennsylvanie en mars 2008, que sa politique étrangère se voulait un retour à la politique bipartisanne et réaliste de Bush père, de John F. Kennedy et d'autres dirigeants américains qui ont forgé la politique des États-Unis depuis la Deuxième Guerre mondiale³.

-
1. Camille Froideveaux-Metterie, *Politique et religion aux États-Unis*, Paris, La Découverte, 2009, p. 9-65 ; Emily S. Rosenberg, « The Obama Non-Doctrine », *History News Network*, 12 février 2009 ; Anders Stephanson, « The American Exception », *The National*, 15 octobre 2009.
 2. David Adesnik, « Whither Realism », *Doublethink Online*, 2 septembre 2009 ; David Brooks, « Obama's thinking not unlike George H.W. Bush's », *The Columbus Dispatch*, 19 mai 2008 ; John Heilemann, « Bush et Barack, Bedfellows », *The New York Magazine*, 28 décembre 2008 ; Howard LaFranchi, « Obama at One Year: New Realism in Foreign Policy », *The Minneapolis Post*, 19 janvier 2010.
 3. Alexetra de Hoop Scheffer, « La "grande stratégie" de l'administration Obama : la quête d'un nouvel équilibre entre réalisme et internationalisme », *Annuaire français des relations internationales*, vol. X, 2009, p. 1-18 ; David Remnick, *The Bridge: The Life and Rise of Barack Obama*, New York, Alfred A. Knopf, 2010, p. 431 ; Fareed Zakaria, « Obama, Foreign Policy Realist », *Newsweek*, 21 juillet 2008.

En politique, il est un fait que tout le monde se prétend réaliste ou tend à affirmer que ses théories sont réalistes. Cela dit, il y a une large tradition qui démontre qu'être réaliste signifie promouvoir un équilibre entre le recours à la force et l'utilisation de la diplomatie. Parallèlement, il ressort que les idéalistes, en particulier les plus agressifs, sont prédisposés à rejeter la diplomatie et à refuser d'entretenir des liens avec des adversaires qu'ils considèrent immoraux. Ce fut l'erreur des néoconservateurs sous l'administration de George W. Bush. Barack Obama, en affirmant déjà en juillet 2007 son désir de parler sans préconditions aux dirigeants de l'Iran, de Cuba, du Venezuela ou de la Corée du Nord, montre sa volonté de suivre une autre logique⁴.

Une composante importante de la **doctrine Obama** porte sur l'usage de la force à l'étranger. Pour Obama, il est clair que la politique américaine ne peut pas et ne doit pas reposer sur les moyens militaires seulement. L'utilisation de la force doit être le dernier recours. Les États-Unis doivent d'abord épuiser tous les autres outils qu'ils ont à leur disposition et s'ils doivent finalement adopter des mesures militaires, il faut qu'ils le fassent dans une concertation étroite avec leurs alliés et amis. Pour Obama, une guerre sera d'autant plus juste qu'elle aura été autorisée par la communauté internationale⁵. Finalement, comme il le déclare en février 2009 au camp Lejeune : « Nous avons appris que l'Amérique doit aller à la guerre avec des objectifs clairement définis⁶. » Ce faisant, Obama affirme, comme le président Harry Truman le fit face à la menace communiste, que l'Amérique est capable d'affronter la menace représentée par les réseaux terroristes islamistes. En ce sens, il se montre disciple d'un autre pilier de l'école du réalisme chrétien, ou si l'on préfère du réalisme éthique, soit de George F. Kennan qui a vécu de 1904 à 2005⁷.

5.1. LA VISION DU MONDE DE KENNAN

Après la Deuxième Guerre mondiale, George F. Kennan émerge comme un géant de la politique étrangère américaine. En 1945-1946, Kennan, un des rares spécialistes américains de la Russie, est temporairement responsable, à titre de troisième secrétaire, de la délégation américaine

4. David Adesnik, *op. cit.* ; David Brooks : « Obama's thinking », *op. cit.* ; John Heilemann et Mark Halperin, *Game Change*, New York, Harper Collins, 2010, p. 111 ; Fareed Zakaria, *op. cit.* ; David Freddoso, *The Case against Barack Obama*, Washington, 2008, p. 173-76 ; David Remnick, *op. cit.*, p. 532.

5. Lauren Lentz, « The Emerging Obama Doctrine », *New Orleans Metblogs*, 29 avril 2009 ; Michael Lind, « The US foreign-policy future: A progressive-realist union? », *Open Democracy*, 20 septembre 2007.

6. Gordon Lubold, « The Emerging Obama Doctrine », *The Christian Monitor*, 10 mars 2009.

7. Lauren Lentz, *op. cit.* ; Rick Robinson, « The Obama Doctrine », *The European Courier*, 23 janvier 2009 ; Anders Stephanson, *op. cit.*

à Moscou. Admirateur de la culture russe, Kennan est aussi un farouche critique du système politique socialiste de la Russie et est conscient de la menace que son idéologie communiste expansionniste fait peser sur la paix mondiale. En février 1946, il prend l'initiative d'interpeller l'administration Truman quant à la menace que l'Union soviétique faisait peser sur le monde avec son **Long Telegram**. Il récidive en juillet 1947 avec son article sur « Les sources de la conduite soviétique » dans *Foreign Affairs*. Kennan élabore alors ce qui devient par la suite connu comme la **Doctrine de l'endiguement**. Le jeune diplomate américain fournit ainsi à l'administration Truman le cadre d'analyse pour expliquer et comprendre la politique soviétique, en plus de définir une réponse globale à l'expansionnisme communiste⁸.

Kennan avait compris que la période suivant la Deuxième Guerre mondiale n'allait pas être paisible à cause de la menace que l'idéologie communiste faisait peser sur l'Occident. Il avait aussi compris qu'avec la présence des armes nucléaires, le monde entrait dans une nouvelle ère. Kennan fut ainsi à même de définir les grands paramètres de ce qui allait être connu comme la **guerre froide**. Selon lui, cette nouvelle guerre ne pouvait être gagnée, en dépit de toute la puissance militaire des États-Unis, par le **monde libre** simplement par les moyens militaires. Il fallait avoir une stratégie globale qui ferait appel à une diversité de moyens militaires, politiques, économiques et culturels⁹. George Kennan énonça les grands principes qui devaient guider la stratégie américaine face à l'expansion soviétique en Europe de l'Est et en Europe centrale. En recourant à une stratégie basée sur une panoplie de moyens et de stratégies, il était possible, selon Kennan, de protéger certaines zones géographiques vitales comme l'Europe occidentale et le golfe Persique de l'influence soviétique, et même de faire pression sur l'Union soviétique elle-même. Pour ce faire, les États-Unis devaient comprendre les principes de base à partir desquels la politique soviétique fonctionnait afin de lui imposer une modération dans son approche pour en arriver finalement à la contrer. Cette stratégie, connue sous le nom d'endiguement, allait par la suite être poursuivie, avec différentes variantes, par toutes les administrations américaines jusqu'à la chute de l'Union soviétique en 1991¹⁰.

8. Ian Bremmer, « George Kennan's Lessons for the War on Terror », *The New York Times*, 24 mars 2005 ; Philip Cunliffe, « After Kennan's "Containment" », *Spiked Online*, 5 avril 2005 ; James M. Goldgeier, Whitney Shepardson et Derek H. Chollet, « Kennan had a Vision. Things aren't so Clear Now », *Council on Foreign Affairs*, 14 juillet 2008 ; Laureen Lentz, *op. cit.* ; Tara McKelvey, « The Specter of Containment », *The American Prospect*, 2 octobre 2009 ; J.Y. Smith, « Outsider Forged Cold War Strategy », *The Washington Post*, 18 mars 2005.

9. James M. Goldgeier, Whitney Shepardson et Derek H. Chollet, *op. cit.* ; J.Y. Smith, *op. cit.*

10. James M. Goldgeier, « The Fall of the Wall and American Grand Strategy », *Council on Foreign Relations*, 5 novembre 2009 ; Ian Bremmer, *op. cit.* ; Jane Mayer, « A Doctrine Passes », *The New Yorker*, 14 octobre 2002 ; Philip Cunliffe, *op. cit.* ; J.Y. Smith, *op. cit.*

Identifié à l'école réaliste, Kennan développe sa vision du monde en s'inspirant de la pensée de Reinhold Niebuhr. Adoptant une démarche basée sur le réalisme chrétien (ou éthique), Kennan considère qu'il ne faut pas simplement opposer la force à la force, mais aussi contrer l'Union soviétique au plan politique, économique et idéologique. Les États-Unis doivent contrer l'idéologie communiste en développant une stratégie qui démontre la supériorité des valeurs et des idéaux américains. Les États-Unis doivent faire la démonstration que le système du monde libre, avec sa libre entreprise et ses valeurs démocratiques, est supérieur au système socialiste. Le but ne consiste pas tant à défaire militairement le communisme qu'à contenir son expansion par l'instauration d'un nouvel ordre économique et par la promotion de valeurs démocratiques¹¹.

Critique acerbe de l'idéalisme wilsonien, Kennan préconise une politique basée sur un calcul prudent et une conscience des limites de la capacité des États-Unis à transformer le monde. Croyant qu'une politique étrangère fondée sur une rhétorique legaliste et moraliste ne peut que conduire à des aventures militaires, le père de la guerre froide préconise plutôt une approche qui accorde une place prépondérante à la définition de priorités liées à l'intérêt national et qui évite le sensationnalisme ou le dérapage émotionnel de l'idéalisme wilsonien. Cette lutte allait demander beaucoup de patience, de vigilance et de fermeté. Truman et ses principaux collaborateurs ont alors eu la sagesse d'écouter les conseils de Kennan¹².

Partant d'une perspective moins optimiste sur la nature humaine que les idéalistes, les réalistes, comme Kennan ou Henry Kissinger, mettent l'accent sur l'intérêt national comme fondement de la politique internationale et considèrent le monde comme étant d'abord et avant tout anarchique et amoral¹³. Par conséquent, le recours à la force militaire et le maintien de l'équilibre des forces sont deux éléments essentiels à la préservation de la paix. Dans le contexte d'un monde dominé par les armes nucléaires où toute guerre pourrait signifier l'annihilation de l'humanité, cette approche est particulièrement prudente et réaliste. Dans la perspective de Kennan, il est nécessaire pour les États-Unis de diffuser à travers le monde les valeurs démocratiques, même si ces dernières peuvent parfois prendre la forme d'un impérialisme. En ce

11. Ian Bremmer, *op. cit.* ; Philip Cunliffe, *op. cit.* ; George F. Kennan, *The Nuclear Delusion, Soviet-American Relations in the Atomic Age*, New York, Pantheon Book, 1983, p. 201-207 ; Michael Lind, *op. cit.*

12. James M. Goldgeier, Whitney Shepardson et Derek H. Chollet, *op. cit.* ; Tara McKelvey, *op. cit.* ; Emily S. Rosenberg, *op. cit.*

13. Charles-Philippe David, Louis Balthazar et Justin Vaïsse, *La politique étrangère des États-Unis. Fondements, acteurs, formulation*, Paris, Presses de Sciences Po, 2003, p. 101-140.

sens, Kennan s'avère un vrai disciple de Niebuhr ; pour lui, l'important c'est de reconnaître « la vérité biblique que chaque être humain est un pécheur, même avec les meilleures intentions du monde¹⁴ ».

Avec sa théorie de l'endiguement, Kennan démontre qu'il est possible pour l'Amérique de proposer une réponse à la menace soviétique qui ne soit pas uniquement militaire. Pour Kennan, les États-Unis se comparent avantageusement à l'Union soviétique. L'Amérique se démarque par sa vitalité spirituelle, alors que le régime soviétique souffre d'un cancer interne qui, à long terme, le consommera. L'idée maîtresse derrière la théorie de l'endiguement de Kennan repose donc sur les forces vives de l'Amérique et doit être comprise en termes politiques. C'est pourquoi Kennan prêche pour la mise en place d'une stratégie axée sur la patience et une vision à long terme. En dépit de cela, la théorie de Kennan est interprétée et utilisée par les faucons du Pentagone pour justifier ultérieurement des aventures militaires comme celle de la guerre du Vietnam. Toutefois, ceux-ci ne retiennent que l'aspect militaire défensif de la théorie et ne tiennent pas compte du fait que la théorie de Kennan prend sa source dans la pensée de Niebuhr¹⁵.

D'ailleurs, Kennan n'hésite pas à exprimer devant un comité sénatorial en 1966 son opposition à la guerre du Vietnam : « Notre pays ne doit pas se faire imposer, ni s'imposer à lui-même, le grand fardeau de définir les réalités politiques dans tout autre pays... Non seulement parce que cela ne nous regarde pas, mais aussi parce que je ne pense pas que nous pouvons le faire avec succès¹⁶. » Constamment, il rappelle aux décideurs américains la nécessité de s'interroger à propos de la justesse de leurs décisions. Comme Niebuhr, Kennan estime que les autorités américaines risquent de pécher par arrogance et sont ainsi susceptibles de se fourvoyer comme ils l'ont fait au Vietnam¹⁷.

La théorie de l'endiguement de Kennan a donné naissance à la création d'une variété de réseaux d'alliances en Europe, au Moyen-Orient, en Asie du Sud-Est et même en Amérique latine. Elle a aussi abouti au plan Marshall, au ravitaillement de Berlin par un pont aérien, au soutien économique et militaire de la Grèce et de la Turquie, ainsi qu'à la création de l'OTAN. En cours de route, l'Europe occidentale, en adhérant à la vision américaine, a adopté une meilleure gouvernance, s'est rapidement remise des destructions de la Deuxième Guerre mondiale

14. David Adesnik, *op. cit.* ; Geoffrey Barker, « Obama the Realist Idealist », *Inside Story*, 2 août 2009 ; Grant Havers, « Barack's Born-Again Liberalism », *Taki's Magazine*, 15 décembre 2009.

15. Barack Obama, *L'audace d'espérer*, Paris, Presses de la Cité, 2006, p. 348-351 ; Philip Cunliffe, *op. cit.* ; Tara McKelvey, *op. cit.* ; J.Y. Smith, *op. cit.*

16. James Traub, « The Distance Between "We Must" and "We Can" », *The New York Times*, 4 octobre 2009.

17. Jane Mayer, *op. cit.* ; Nicholas Thompson, « Hawk et Dove », *Foreign Policy*, 16 septembre 2009 ; Barack Obama, *L'audace d'espérer*, *op. cit.*, p. 352.

et a connu une longue période de prospérité connue sous le nom des **trente glorieuses**. La politique d'endiguement préconisée par Kennan a ainsi offert aux populations européennes, en plus de la sécurité militaire et de la prospérité économique, une alternative idéologique au communisme. La chute de l'Union Soviétique est finalement venue confirmer la justesse de son propos sur la nécessité d'adopter une politique ferme mais réaliste¹⁸.

5.2. LA RECHERCHE D'UN NOUVEAU PARADIGME

Avec l'effondrement de l'Union soviétique en 1991, les grands paramètres qui ont dominé les relations internationales depuis 1945 sont complètement chamboulés. Tout l'ordre mondial doit se rétablir par rapport à la suprématie américaine. Pour ce faire, les dirigeants américains comme les intellectuels et théoriciens des relations internationales doivent retourner à leurs planches à dessin. Ils doivent concevoir une nouvelle façon d'aborder les relations internationales qui tient compte non seulement de la suprématie américaine, mais aussi des forces des autres acteurs, de l'émergence de nouveaux joueurs et de l'apparition de nouvelles menaces. En fin de compte, il est urgent de développer de nouvelles théories qui permettraient aux dirigeants américains de définir une nouvelle stratégie. Cela est rapidement apparu plus difficile à faire qu'on pouvait le penser *a priori*. Certains regrettaient même avec une certaine nostalgie la période de la guerre froide où le monde semblait beaucoup moins compliqué¹⁹.

À l'été 1989, Francis Fukuyama publie un article intitulé « The End of History » qui donna à son auteur une renommée mondiale instantanée. Il décrivait l'histoire comme ayant une trajectoire ascendante positive, marquée par l'effondrement des régimes autoritaires, de droite comme de gauche, et leur remplacement par des gouvernements libéraux et démocratiques. La victoire du système libéral était d'autant plus éclatante qu'il avait démontré sa supériorité par rapport à celui des monarchies héréditaires, des régimes fascistes et des systèmes socialistes ou communistes. Ainsi, le monde assistait, selon Fukuyama, à l'émergence d'une véritable culture planétaire axée sur les valeurs libérales, la croissance économique et le développement technologique. Il n'y avait plus d'alternative au libéralisme occidental. C'était la fin du choc des idéologies. C'était donc la fin de l'histoire. Dans cette perspective, le principal défi du monde contemporain résidait dans l'établissement d'un ordre mondial rationnel qui protégerait l'humanité du chaos et qui répondrait aux aspirations de liberté de

18. Barack Obama, *L'audace d'espérer*, op. cit., p. 348-351 ; Ian Bremmer, op. cit. ; Philip Cunliffe, op. cit. ; J.Y. Smith, op. cit.

19. James M. Goldgeier, Whitney Shepardson et Derek H. Chollet, op. cit.

tous les hommes sur la terre²⁰. L'idée maîtresse de Fukuyama a ensuite été reprise par le président George H. W. Bush dans le cadre de son discours sur l'état de l'Union du 29 janvier 1991²¹.

Entre-temps, Samuel P. Huntington s'est inscrit en faux contre la thèse de Fukuyama. Pour Huntington, l'idée même de la fin de l'histoire représente un solipsisme occidental. Huntington tente de présenter, avec le concept de **choc des civilisations**, un vaste panorama des particularités des grandes civilisations humaines, qu'il divise en sept grandes catégories. Dans sa réflexion, il se pose la question du destin de l'humanité et analyse les menaces pesant sur la civilisation occidentale. Pour lui, Fukuyama et les adeptes de sa théorie se sont montrés trop optimistes en annonçant l'arrivée d'un nouvel ordre mondial dans la foulée de l'effondrement du système soviétique. Pour Huntington, un choc des civilisations a remplacé la rivalité entre les superpuissances. Le monde du XXI^e siècle est ainsi confronté à un nouveau paradigme où les conflits seraient même plus dangereux que pendant la guerre froide. L'article d'Huntington ouvre un débat aussi important que celui que l'article de Kennan avait provoqué en 1947. D'ailleurs, cet article est suivi trois ans plus tard, soit en 1996, par la publication d'un livre où Huntington expose sa thèse²².

Pour Huntington, avec la fin de la guerre froide, le monde cesse d'être divisé en deux camps idéologiques et deux grands systèmes d'alliances politiques. Ce système dualiste basé sur les idéologies marxistes et libérales, deux notions occidentales, est remplacé par une tendance dans les différentes sociétés à se regrouper et à se définir en termes culturels, en faisant appel à leurs origines ethniques, leurs croyances religieuses et aux particularités de leur héritage historique. Loin de percevoir une occidentalisation du monde par son adhésion aux valeurs libérales telles qu'elles sont décrites par Fukuyama, Huntington propose une vision plutôt pessimiste : pour lui, ce serait la fin de la prédominance occidentale. En fait, loin de se terminer, l'histoire entrerait dans une phase encore plus périlleuse. Le danger de chaos serait beaucoup plus grand qu'avant 1991. Par rapport aux sept grandes civilisations qu'il définit, il en voit deux qui menacent particulièrement l'Occident, soit les civilisations musulmane et chinoise. Selon lui, les conflits du XXI^e siècle seront plus importants et plus graves que la guerre froide,

20. Il est intéressant de noter que Fukuyama, qui est alors député directeur de la section de planification politique au Secrétariat d'État, publie son article, comme George F. Kennan l'a fait 43 ans plus tôt, sous le pseudonyme de « X ». Il développe ensuite son idée plus amplement dans un livre publié en 1992 et se joint au mouvement néoconservateur. Francis Fukuyama, « The End of History? », *The National Interest*, été 1989, p. 3-18 ; Francis Fukuyama, *The End of History and the Last Man*, New York, Free Press, 1992.

21. George H.W. Bush, « State of the Union Address », *stateoftheunionaddress.org*, 29 janvier 1991 ; Joseph S. Nye, Jr. « What New World Order », *Foreign Affairs*, été 1992.

22. Samuel P. Huntington, « The Clash of Civilizations? », *Foreign Affairs*, été 1993 ; Samuel Huntington, *Le Choc des civilisations*, Paris, Odile Jacob, 2007.

parce que les parties impliquées se montreront plus intransigeantes et moins ouvertes à faire des compromis. C'est pourquoi il qualifie les conflits à venir de **choc des civilisations**. D'ailleurs, Huntington voit dans les conflits entre catholiques, orthodoxes et musulmans qui ont déchiré l'ancienne Yougoslavie au cours des années 1990 une preuve de sa thèse²³.

Avec son livre, Huntington cherche donc à mettre en garde l'Occident contre les dangers de l'ignorance, de la complaisance et des excès de confiance. La mission première des dirigeants occidentaux ne consiste pas à redéfinir le monde selon les valeurs occidentales, mais bien à préserver et à protéger les valeurs occidentales contre les menaces extérieures. Selon Huntington, l'Occident entre dans une phase de déclin : un combat s'engage pour la préservation de ses qualités uniques²⁴. La montée du terrorisme islamiste pendant les années 1990 ainsi que les événements du 11 septembre 2001 semblent maintenant donner raison à Huntington.

À la suite de l'implosion de l'Union soviétique, la politique étrangère américaine est plus ou moins à la dérive, étant à la recherche d'un nouveau cadre d'analyse qui permettrait aux États-Unis de se doter d'une stratégie globale afin de relever les nouveaux défis mondiaux. Les théories proposées par Fukuyama et Huntington ne réussissent pas, dans les années 1990, à convaincre les décideurs démocrates. Face à ce vide politique, d'autres penseurs proposent différentes perspectives qui vont d'un monde chaotique secoué régulièrement par des guerres ethniques, des pandémies et des crises écologiques, à un monde ordonné par l'intervention militaire américaine au service de la défense des droits de l'homme, tel qu'il a été défini par la théorie de la **paix démocratique**. Confrontés à cette volatilité des idées et à ce manque de consensus, certains penseurs proposent aussi de faire renaître de leurs cendres la théorie du refoulement de Reagan ou celle de l'endiguement de Kennan²⁵.

5.3. KENNAN ET LA DOCTRINE BUSH

Kennan a toujours été réticent à présenter sa théorie comme une doctrine pouvant convenir à différentes situations. D'ailleurs, en 1994, lors d'un dîner à la Maison-Blanche, il met en garde le président Bill Clinton

23. Richard Bernstein, « A Scholar's Prophecy : Global Cultural Conflict », *The New York Times*, 6 novembre 1996.

24. *Ibid.*

25. Philip Cunliffe, *op. cit.* ; David Chandler, *From Kosovo to Kabul and Beyond : Human Rights and International Intervention*, Londres, Pluto Press, 2002 ; Robert D. Kaplan « The Coming Anarchy », *The Atlantic Monthly*, février 1994 ; Zeev Maoz, « The Controversy over the Democratic Peace : Rearguard Action or Cracks in the Wall ? », *International Security*, 22-1, été 1997, p. 162-198 ; John J. Mearsheimer, « Back to the Future : Instability in Europe after the Cold War », *International Security*, vol. 15, n° 1, été 1990, p. 5-56.

contre les formules trop faciles. Le monde est devenu trop complexe pour être enchâssé dans des doctrines qui définissent les politiques en un paragraphe ou deux. Pour lui, l'endiguement était un simple mot qui répondait à une situation précise. Aussi, il s'objecte fortement à l'utilisation de son nom et de sa doctrine par les néoconservateurs pour justifier une politique de préemption²⁶. D'un réalisme conservateur et prudent, Kennan est largement motivé par le fait que la guerre, compte tenu de l'armement moderne, doit être la dernière de toutes les solutions²⁷.

Les néoconservateurs, après avoir été très actifs durant les années 1970 et 1980, émergent à nouveau au cours des années 1990 avec une nouvelle génération de penseurs qui synthétisent leurs idées dans un document intitulé « Projet pour un nouveau siècle américain ». Les néoconservateurs ont développé une conception du monde adaptée à la lutte contre le communisme ; mais ce monde disparaît avec la chute de l'Union soviétique. Pour façonner leur nouvelle vision du monde, les néoconservateurs s'inspirent largement des idées émises par Fukuyama et Huntington²⁸. En conséquence, ils développent une perception pessimiste de la diplomatie internationale à partir de l'idée que le monde est confronté à une lutte permanente entre les forces du bien et du mal. Estimant que la guerre est un état naturel et que la paix est tout simplement un rêve utopique, ils affirment que le monde est composé d'ennemis qu'il faut combattre militairement et avec qui la négociation est impossible. Par conséquent, les néoconservateurs rejettent non seulement l'isolationnisme, mais ils croient aussi que l'« engagement américain dans les affaires mondiales est absolument indispensable pour la prévention de catastrophes »²⁹. Entre-temps, les néoconservateurs se sont transformés en une force idéologique redoutable qui atteint son apogée sous la présidence de George W. Bush³⁰.

26. James M. Goldgeier, *op. cit.*

27. Jane Mayer, *op. cit.* ; Tara McKelvey, *op. cit.*

28. Francis Fukuyama, « After Neoconservatism », *The New York Times*, 19 février 2006 ; Eric Kaufmann, « The Meaning of Huntington », *The Prospect Magazine*, vol. 155, 26 février 2009 ; Piki Ish-Shalom, « The Civilization of Clashes: Neoconservative Reading of the Theory of the Democratic Peace », Paper presented at the annual meeting of the International Studies Association, San Diego, 22 mars 2006.

29. Eric Kaufman, *op. cit.*, p. 6-153 ; Jim Lobe, « What is a Neo-Conservative Anyway ? », *Asia Times*, 13 août 2003.

30. Bernadette Rigal-Cellier, « Les origines de la rhétorique de l'axe du mal du président George W. Bush : droite chrétienne, millénarisme et messianisme américain », *Études*, septembre 2003, p. 20-21 ; Craig Unger, *The Fall of the House of Bush*, New York, Scribner, 2007, p. 36, 95, 122, 166.

Dans la foulée du 11 septembre 2001, les néoconservateurs et leurs alliés au sein de l'administration Bush tentent d'enterrer une fois pour toutes la doctrine de l'endiguement de Kennan à laquelle ils sont depuis longtemps opposés³¹.

Par conséquent, ils cherchent à esquisser en un concept simple une nouvelle théorie qui permettrait aux États-Unis de répondre à de multiples défis dans le monde. Opposés à une posture défensive basée sur l'endiguement, ils préconisent plutôt une stratégie offensive. La **doctrine Bush**, promulguée en septembre 2002, affirme le droit des États-Unis à recourir à des frappes préventives contre tout pays ou groupe de personnes qu'ils considèrent comme un ennemi potentiel. Bien plus, la **doctrine Bush** endosse aussi l'idée d'un recours à la force pour promouvoir les changements de régime et la diffusion de la démocratie dans le monde³².

Rapidement, la nouvelle doctrine a été sujette à des critiques acerbes provenant d'un peu partout dans le monde. Pour plusieurs, la nouvelle doctrine, en étant trop axée sur des valeurs idéologiquement orientées, démontrait une grande myopie, voire un grave manque de vision de la part de l'administration Bush. Pour la majorité des critiques, le monde du XXI^e siècle est trop complexe et dangereux pour être défini par un concept aussi simple. D'ailleurs, Kennan, alors âgé de 98 ans, a été l'un des premiers penseurs américains à se montrer sceptique face à cette nouvelle doctrine. Pour lui, aucune doctrine ne peut fournir un cadre d'analyse adéquat permettant aux États-Unis de définir une stratégie globale pour affronter les multiples problèmes du XXI^e siècle. Selon Kennan, aucune doctrine ne peut baliser ou répondre aux problèmes posés tout à la fois par l'extrémisme islamiste, la réaction nationaliste russe, la montée de la Chine et de l'Inde, les besoins énergétiques mondiaux, les menaces environnementales et les questionnements entourant la mondialisation. Il considère que ce ne sont pas des doctrines sous forme d'autocollants dont les États-Unis ont le plus besoin, mais d'un ensemble de stratégies permettant d'encadrer la variété des problèmes du XXI^e siècle³³.

Lors des journées qui ont suivi la promulgation de la **doctrine Bush**, en septembre 2002, Kennan critique ouvertement cette dernière par un article publié dans le *New York Times*: il qualifie alors cette

31. Jason Leopold, « The Origins of the Bush Iraq War Plan », *CounterPunch*, 19 février 2003.

32. Antony Anghie, « The War on Terror and Iraq in Historical Perspective », *Osgoode Hall Law Journal*, vol. 43, 2005, p. 49; Ivo H. Daadler, « Policy Implications of the Bush Doctrine on Preemption », *Council on Foreign Relations*, 16 novembre 2002; Eric Kaufman, *op. cit.*, p. 52-53; Steve R. Weisman, « Pre-emption: Idea with a Lineage Whose Time Has Come », *The New York Times*, 23 mars 2003.

33. James M. Goldgeier, Whitney Shepardson et Derek H. Chollet, *op. cit.*; James M. Goldgeier, *op. cit.*; Laureen Lentz, *op. cit.*; Jane Mayer, *op. cit.*

nouvelle doctrine de « grande erreur de principe »³⁴. Il répète ses critiques dans une entrevue au *New Yorker* à la mi-octobre. Il note entre autres que le déclenchement d'une deuxième guerre contre l'Irak n'a aucun lien avec la guerre contre le terrorisme et ajoute que la tentative de l'administration Bush de lier Saddam Hussein à Al-Qaïda était peu fiable et avait même un caractère pathétique. Kennan critique par ailleurs les dirigeants démocrates du Congrès pour leur manque de rigueur et qualifie de honteux leur soutien à la politique présidentielle. Kennan note finalement que Saddam Hussein n'est pas le seul mauvais dictateur dans le monde et qu'il y a d'autres moyens de le combattre que le recours à la guerre. De manière prémonitoire, il avertit l'administration Bush que les guerres aboutissent rarement aux résultats espérés³⁵.

Si, pendant les années 1990, la vision des relations internationales de Kennan est tombée en désuétude, il en est allé différemment après le 11 septembre. Plusieurs penseurs affirment même que la théorie de l'endiguement de Kennan est encore, plus que jamais, d'actualité et la réssuscitent. Comme elle l'a fait pour les mouvements communistes, la doctrine de l'endiguement de Kennan permet d'offrir une alternative économique, politique et idéologique aux mouvements terroristes. L'objectif ultime consiste à combattre ces mouvements sur tous les fronts afin de réduire l'attraction exercée entre autres par l'islamisme radical. Il est donc possible d'endiguer le terrorisme en répondant aux besoins des populations qu'il touche au Moyen-Orient, en Asie centrale, en Asie du Sud-Est et en Afrique du Nord. Il faut que l'Occident démontre qu'il n'est pas le problème mais la solution ; il faut qu'il offre des solutions aux problèmes économiques et politiques de ces régions et qu'il les aide à instaurer une meilleure gouvernance³⁶.

5.4. LE RENOUVEAU DU LEADERSHIP AMÉRICAIN

L'influence de Kennan sur Obama est apparue clairement bien avant l'entrée de ce dernier à la Maison-Blanche. Dès l'été 2007, Obama publie un texte dans la célèbre revue *Foreign Affairs* portant sur sa vision du renouveau du leadership américain. Dans ce texte, Obama démontre une grande compréhension des méthodes classiques liées au recours à la puissance comme approche stratégique, notamment en ce qui a trait au jeu des alliances, à la concertation et à l'importance du respect des sphères d'intérêts. Il y propose une variété de politiques allant de la réduction des arsenaux nucléaires à l'amélioration des relations sino-américaines et russo-américaines, en passant par le renforcement de la

34. Albert Eisele, « George Kennan Speaks Out About Iraq », *The History News Network*, 26 septembre 2002.

35. Albert Eisele, *op. cit.* ; Jane Mayer, *op. cit.* ; Emily S. Rosenberg, *op. cit.*

36. Ian Bremmer, *op. cit.* ; Philip Cunliffe, *op. cit.* ; Ian Shapiro, *Containment: Rebuilding a Strategy Against Global Terror*, Princeton, Princeton University Press, 2007.

défense américaine, la revitalisation des forces armées, la fin de la guerre en Irak et l'adoption d'une approche multilatérale par les États-Unis. Au sein du même document, dans une politique de main tendue, il ouvre la porte à une normalisation des relations avec Cuba, l'Iran et la Corée du Nord tout en s'engageant à fermer le centre de détention de Guantanamo Bay³⁷.

La vision du monde d'Obama repose aussi sur l'idée maîtresse que, comme jamais dans l'histoire, nous vivons au XXI^e siècle dans un village global et que nous partageons un destin commun. Si la chute du mur de Berlin a soulevé de grands espoirs, elle a aussi fait naître de nouveaux périls auxquels sont confrontées toutes les nations du globe. Plus personne ne vit isolé sur une île³⁸. Face à ces nouveaux défis, Obama propose un renouveau du leadership américain et un engagement global des États-Unis dans le monde. Si la première étape consiste en une revitalisation des forces militaires américaines, la deuxième repose sur le développement de la coopération internationale, d'abord avec les alliés américains les plus proches, ensuite avec les autres nations³⁹.

Bien qu'il se réserve le droit d'agir unilatéralement pour défendre son pays, Obama s'inscrit, par son appui au développement des institutions internationales, dans la lignée des présidents Roosevelt, Truman et Kennedy. D'ailleurs, il propose d'encadrer par de nouvelles normes internationales le recours légitime à la force. Ce faisant, il se distingue nettement de son prédécesseur. Il croit pour sa part que les États-Unis doivent souscrire à ces nouvelles normes. Celles-ci justifieraient par exemple une intervention américaine dans le but de mettre fin au massacre de civils par un gouvernement ou d'arrêter une guerre civile dans une région ou un pays donné⁴⁰.

Dans son article « Pour le renouveau du leadership américain dans le monde », Obama énonce aussi son intention, s'il devient président, « de reconstruire les alliances, les partenariats et les institutions nécessaires pour affronter les menaces communes et renforcer la sécurité commune⁴¹ ». Par ailleurs, il reconnaît que trop souvent les États-Unis, au lieu d'écouter leurs partenaires, ont tendance à n'en faire qu'à leur tête. Ils ont ainsi écarté trop rapidement les sages conseils et les réserves

37. Barack Obama, « Renewing American Leadership », *Foreign Affairs*, vol. 86, n° 4, juillet/août 2007 ; Geoffrey Barker, *op. cit.* ; Michael Lind, *op. cit.*

38. Barack Obama, « Renewing American Leadership », *op. cit.* ; Barack Obama, « Key Members of Obama-Biden National Security Team Announced », *Change.gov*, 1^{er} décembre 2008.

39. Barack Obama, « Renewing American Leadership », *op. cit.* ; Barack Obama, « Discours à Berlin le 24 juillet 2008 », *politique-digitale.fr*, 24 juillet 2008.

40. Barack Obama, « Paix et responsabilité », *America.gov*, 10 décembre 2009 ; Kevin Gosztola, « Obama's Foreign Policy: A Detailed Analysis », *OpEdNews.Com*, 14 septembre 2007.

41. Barack Obama, « Renewing American Leadership », *op. cit.*

exprimées en Europe, par exemple, concernant la nécessité de la guerre en Irak. De la même manière, il affirme que les États-Unis ont minimisé les efforts de la Corée du Sud pour améliorer ses relations avec la Corée du Nord. Et en ce qui concerne l'Amérique latine, les États-Unis ne se sont pas assez intéressés aux problèmes d'immigration et d'équité économique qui touchent la région. Finalement, en Afrique, les États-Unis ont laissé des massacres et même des génocides se perpétrer au Darfour ou au Rwanda. Il est donc impératif pour les États-Unis de revoir ses façons de faire et de convaincre les autres gouvernements qu'il est dans l'intérêt commun de coopérer. Il réaffirme ce point de vue lors de l'allocution qu'il a prononcée à l'occasion de son acceptation du prix Nobel de la paix à Oslo en décembre 2009⁴².

Dans cette perspective, Obama développe une stratégie reposant non pas sur le changement de régime par rapport aux États-voyous, mais sur un changement de comportement. À l'instar de Kennan à l'égard de l'Union soviétique, Obama adopte une stratégie à long terme où la politique prédomine avec un endiguement ferme et vigilant. Pour Obama, des régimes comme ceux de la Corée du Nord et de l'Iran se situent dans le mauvais côté de l'histoire. Il redéfinit une stratégie d'endiguement qui fait largement appel à la dissuasion et aux forces de changement. Dans cette perspective, l'administration Obama cherche d'abord à promouvoir les intérêts américains à travers un engagement pragmatique⁴³.

Pris dans leur ensemble, ces idées dévoilent à première vue une certaine ambiguïté quant à la vision du monde d'Obama, mais aussi un certain scepticisme quant à la possibilité d'amener les adversaires des États-Unis à la table de négociation par un simple discours de coopération. Exprimant sa détermination à recourir à la contrainte si l'esprit de coopération ne fonctionne pas, Obama indique que la politique étrangère des États-Unis sous son administration, inspirée par Kennan, reposerait sur des assises réalistes et qu'elle serait motivée avant tout par la défense des intérêts nationaux des États-Unis et la mise en place d'un monde plus sécuritaire. Néanmoins, il exprime aussi une certaine dose de réalisme en reconnaissant que la politique américaine doit se définir, non par ce que les États-Unis doivent faire, mais par ce qu'ils peuvent faire⁴⁴.

Bien entendu, sa vision du renouveau du leadership américain ne fait pas l'unanimité. Certains critiques perçoivent une faiblesse dans la rhétorique réaliste d'Obama, alors que ses objectifs semblent manquer

42. Barack Obama, « Renewing American Leadership », *op. cit.* ; Barack Obama, *L'audace d'espérer*, *op. cit.*, p. 352.

43. Robert S. Litwak, « From "Rogues" to "Outliers" », *The Globalist*, 4 mai 2010 ; Nick Hynek, « Continuity and Change in the US Foreign and Security Policy with the Accession of President Obama », *Central European Journal of International and Security Studies*, vol. 3, n° 2, novembre 2009, p. 130-133.

44. Geoffrey Barker, *op. cit.* ; James Traub, *op. cit.*

d'inspiration, de courage et de détermination. Les critiques ne proviennent pas uniquement des amis libéraux d'Obama, mais aussi des tenants de la droite. On note par ailleurs qu'Obama a une certaine parenté d'esprit avec le réalisme de Kennan, de Brent Scowcroft ou d'Henry Kissinger. La volonté d'Obama de recentrer la politique étrangère américaine sur les intérêts nationaux des États-Unis, tout en affirmant la détermination des États-Unis à promouvoir les valeurs américaines, semble pour le moins contradictoire. Il est ainsi accusé de rejeter les grands piliers de la politique américaine depuis la Deuxième Guerre mondiale, de renoncer à la primauté américaine et de vouloir gérer un éventuel déclin de la puissance des États-Unis⁴⁵.

Barack Obama propose une approche reposant à la fois sur un désir de comprendre les problèmes du monde et une volonté à accepter les limites de la puissance américaine. Obama reconnaît aussi, à l'instar de Brzezinski, la nécessité pour les États-Unis de passer d'une stratégie hégémonique à une stratégie de leadership. En dépit d'une certaine rhétorique idéaliste, le pragmatisme d'Obama fait en sorte qu'il n'est pas convaincu que les valeurs américaines représentent vraiment la solution pour résoudre les problèmes mondiaux. En parfait réaliste, Obama est prêt à constater en ce début de XXI^e siècle le déclin de la puissance américaine et l'ascension de puissances concurrentes aux plans économique et financier⁴⁶. C'est d'ailleurs ce qu'Hillary Clinton reconnaît lors de sa nomination, le 1^{er} décembre 2008, alors qu'elle déclare que « L'Amérique ne peut pas résoudre les crises sans le monde et le monde ne peut pas les résoudre sans l'Amérique⁴⁷ ». Nous sommes ainsi bien loin des paroles de George W. Bush qui déclarait en rapport avec la possibilité de la guerre en Irak « qu'il ne laisserait pas les autres nations dicter les actions de l'Amérique et que, s'il devait y aller tout seul, il le ferait, car cela était ok avec lui, nous sommes l'Amérique⁴⁸ ».

45. Robert Kagan, « Obama's Year One: Contra », *World Affairs Journal*, janvier/février 2010; John Heilemann, *op. cit.*; Laura Rosenberg, « *op. cit.* »; Fareed Zakaria, *op. cit.*

46. Alexetra de Hoop Scheffer, *op. cit.*; Alexeter Moens et Inu Barbee, « Obama's Foreign Policy Between Dreaming and Doing », *The Cicero Foundation*, vol. 10, n° 4, mars 2010, p. 1-11; Zbigniew Brzezinski, *The Choice: Global Domination or Global Leadership*, New York, Basic Books, 2004.

47. « Conférence de presse d'Hillary Clinton du 1^{er} décembre 2008 », Chicago, *Change.gov*, 1^{er} décembre 2008.

48. Madeline K. Albright, « Bridges, Bombs, or Bluster? », *Foreign Affairs*, septembre et octobre 2003.

5.5. LE CONTRÔLE DES ARMES DE DESTRUCTION MASSIVE

Dans son article sur le renouveau du leadership américain de 2007, Barack Obama affirme que le contrôle, voire l'élimination des armes nucléaires, représenterait un objectif majeur de son administration⁴⁹. Ici encore, Barack Obama préconise une politique que George F. Kennan a soutenue depuis le début des années 1950. En fait, dans un mémorandum du 24 janvier 1950, Kennan s'oppose non seulement au développement de la bombe à hydrogène, mais il préconise aussi une stratégie conduisant à l'élimination des armes nucléaires⁵⁰. Il propose subséquemment différentes stratégies pour atteindre ce résultat, par exemple l'élimination des armes atomiques de l'Europe centrale, l'engagement américain à ne pas avoir recours aux armes nucléaires en premier, ou la réduction de 50 % des arsenaux nucléaires. Kennan devient ainsi un précurseur de la fin de la course aux armements. Il était essentiel pour lui d'éviter un dérapage qui pourrait conduire à la guerre nucléaire. La crise des missiles de Cuba, qui a mis le monde au bord d'un Armageddon nucléaire, a démontré le bien-fondé de ses craintes⁵¹.

L'adhésion de Barack Obama à la cause de l'élimination des armes nucléaires n'est pas récente. Elle débute à l'automne 1982, alors que le jeune Obama suit un séminaire sur la politique étrangère américaine offert par le Dr. Michael L. Baron à l'Université Columbia à New York. Après avoir étudié la crise des missiles de Cuba, il produit un travail sur la meilleure façon de négocier avec les Russes. Finalement, Obama écrit un article dans le *Sundial*, la revue des étudiants de l'Université Columbia, dans lequel il exprime son espoir de voir un jour l'humanité libérée de la menace des armes nucléaires⁵². Comme il le rappelle dans son ouvrage *L'audace d'espérer*, il craint alors que le président Ronald Reagan entraîne les États-Unis dans un holocauste nucléaire⁵³.

Obama ne traite pas du sujet pendant vingt ans. En mai 2003, il prend de nouveau position en faveur de l'élimination des armes nucléaires en réponse à un questionnaire qui lui a été envoyé, lorsqu'il était candidat potentiel à un poste de sénateur, par une organisation favorable au contrôle des armements⁵⁴. Devenu sénateur à Washington en janvier 2005, Obama réfléchit plus à fond sur cette question en tant que membre de la commission des affaires étrangères. D'ailleurs, il trouve un mentor en Richard G. Lugar, un sénateur républicain de l'Indiana,

49. Barack Obama, «Renewing American Leadership», *op. cit.*

50. George F. Kennan, *op. cit.*, vol. XVI, p. 3-6.

51. George F. Kennan, *op. cit.*, p. 6-10, 72, 141, 715-201; Tara McKelvey, *op. cit.*

52. Barack Obama, «Breaking the War Mentality», *Sundial*, 19 mars 1983; William J. Broad et David E. Sanger, «Obama's Youth Shaped His Nuclear-Free Vision», *The New York Times*, 4 juillet 2009.

53. Barack Obama, *L'audace d'espérer*, *op. cit.*, p. 354.

54. William J. Broad et David E. Sanger, *op. cit.*

qui était non seulement président de la commission sénatoriale, mais aussi depuis longtemps un adepte du contrôle des armes nucléaires. Obama accompagne Lugar dans l'ancienne Union soviétique pour superviser les efforts qui ont été faits afin de sécuriser les armes atomiques et les éliminer de certaines anciennes républiques soviétiques⁵⁵.

Dans son article sur le renouveau du leadership américain de 2007, Obama porte une attention particulière au contrôle des armes de destruction massive. Ainsi, selon Obama, les dangers que des groupes terroristes puissent mettre la main sur du matériel nucléaire et fabriquer une bombe atomique, qu'ils feraient ensuite exploser à Paris ou New York, sont réels. Il note alors qu'il existe de l'uranium enrichi dans plus de quarante pays et que ce dernier est souvent mal gardé ou mal entreposé. Cela est particulièrement vrai dans l'ex-Union soviétique. Cette dernière possède d'ailleurs environ 15 000 ou 16 000 armes nucléaires et dispose de réserves d'uranium suffisantes pour en fabriquer 40 000 autres. Un contrôle plus strict de cet arsenal est donc urgent, selon Obama⁵⁶.

Durant la campagne présidentielle de 2008, le futur président prend ouvertement position sur ce sujet. Certains critiques le traitent alors de naïf, mais Obama réplique que, sur cette question, sa position concorde avec celle d'illustres représentants de la diplomatie américaine. En effet, Henry A. Kissinger et George P. Shultz, deux anciens secrétaires d'État républicains, ainsi que l'ancien secrétaire à la Défense William J. Perry et l'ancien sénateur Sam Nunn, deux démocrates, œuvrent depuis des années contre la prolifération des armes nucléaires. En conséquence, Obama répète régulièrement son engagement en faveur de la réduction puis de l'élimination des armes nucléaires dans de nombreux discours, dont ceux de Chicago en avril 2007, de Berlin en juillet 2008 ou de Denver lors de la convention démocrate⁵⁷.

Devenu président, Obama s'empresse de passer aux actes et d'affirmer sa détermination à créer un monde exempt d'armes nucléaires. Son discours à Prague au printemps 2009, l'ouverture des négociations avec la Russie en juillet 2009, son discours aux Nations Unies en septembre 2009, la conclusion d'un accord avec la Russie en mars 2010 (réduisant de 50 % l'arsenal des deux pays à partir de 2012) et la tenue d'un sommet mondial sur la réduction des armes nucléaires en

55. Barack Obama, *L'audace d'espérer*, *op. cit.*, p. 384; William J. Broad et David E. Sanger, *op. cit.*

56. Barack Obama, «Renewing American Leadership», *op. cit.*; Nick Hynek, *op. cit.*, p. 126-130.

57. William J. Broad et David E. Sanger, *op. cit.*; Barack Obama, «Renewing American Leadership», *op. cit.*; George P. Shultz, William J. Perry, Henry A. Kissinger et Sam Nunn, «A World Free of Nuclear Weapons», *The Wall Street Journal*, 4 janvier 2007.

avril 2010 sont autant d'indices que Barack Obama s'engage fortement à réaliser son objectif et à prévenir toute menace de guerre nucléaire par une élimination de ces armes⁵⁸. Décidément, Obama est bien l'élève de Kennan.

5.6. UN MONDE DANGEREUX SELON OBAMA

Lors de son discours inaugural en janvier 2009, Barack Obama a peu fait allusion à la politique étrangère, concentrant la grande partie de ses propos sur les problèmes intérieurs et la crise économique. Néanmoins, il a énoncé en quelques mots une idée maîtresse définissant la base de sa politique étrangère et résumant une possible doctrine Obama. S'adressant aux groupes terroristes, Obama déclare : « Vous ne pouvez pas nous survivre. Nous vous vaincrons⁵⁹. » Compte tenu de son rejet répété de l'unilatéralisme de son prédécesseur, de son opposition constante à la guerre en Irak et de sa détermination à se désengager en Irak, ces mots sont importants. En fait, ces mots évoquent sans conteste la célèbre doctrine d'endiguement définie par George F. Kennan après la Deuxième Guerre mondiale pour enrayer l'expansion soviétique⁶⁰.

Dans cette perspective, la réponse d'Obama à la menace représentée par les groupes terroristes s'inscrit en continuité avec la réponse développée par Kennan face au danger que le communisme représentait pour la civilisation occidentale. L'endiguement et la mise en place d'une série de réseaux d'alliances, dont l'OTAN est une des illustrations les plus notables, ont été des solutions rationnelles adéquates face à la politique expansionniste de l'Union soviétique⁶¹. Comme Kennan, Obama adopte un discours réaliste et souple sur les moyens devant être utilisés pour assurer la sécurité nationale. En rejetant un appel inconsidéré à certains principes universels pour définir la sécurité nationale et en évitant une réponse simpliste basée uniquement sur l'action militaire, Obama se montre un fidèle disciple de Kennan. Cette approche

58. Barack Obama, « Obama's Speech at the United Nations Security Council Summit on Nuclear Non-Proliferation and Nuclear Disarmament », *Council on Foreign Relations*, 24 septembre 2009 ; Peter Baker, « Twists and Turns on Way to Arms Pact With Russia », *The New York Times*, 26 mars 2010 ; William J. Broad et David E. Sanger, *op. cit.* ; James M. Goldgeier, *op. cit.* ; Rose Gottemoeller, « The New U.S. Russian Nuclear Agreement », *Carnegie Proliferation Brief*, vol. 5, n° 9, avril 2009 ; Clifford J. Levy et Peter Baker, « U.S.-Russia Nuclear Agreement Is First Step in Broad Effort », *The New York Times*, 6 juillet 2009 ; Clifford D. May, « The Obama Doctrine », *The National Review*, 15 avril 2010 ; Tara McKelvey, *op. cit.*

59. Barack Obama, « We seek a new way forward ». The Inaugural Address of Barack Obama, *The Chicago Tribune*, 20 janvier 2009.

60. *Ibid.* ; Rick Robinson, *op. cit.*

61. Grant Havers, *op. cit.* ; George F. Kennan, *op. cit.*, p. 72-74, 204-207 ; Rick Robinson, *op. cit.*

lui permet de proposer des solutions globales aux problèmes mondiaux, peu importe leur nature, qu'ils soient d'ordre économique, politique ou environnemental⁶².

Barack Obama, comme Kennan, réalise qu'il y a des limites à la capacité des États-Unis de réformer le monde. D'ailleurs, dans son discours à Berlin en juillet 2008, il affirme : « C'est pourquoi nous ne pouvons pas nous permettre d'être divisés. Aucune nation, aussi grande et aussi puissante soit-elle, ne peut gagner seule ces batailles. Aucun d'entre nous ne peut nier ces menaces ni échapper à la responsabilité de les affronter⁶³. » Face aux défis auxquels le monde est confronté en ce début du XXI^e siècle, Obama prêche l'humilité et exprime son opposition à toute action unilatérale arrogante. En rétrospective, cela apparaît d'autant plus évident aujourd'hui que la politique ambitieuse de son prédécesseur de réformer le Moyen-Orient et d'y introduire la démocratie a largement échoué⁶⁴.

Pour Barack Obama, le recours à la force militaire n'est qu'un élément parmi d'autres d'une politique de sécurité nationale. En fait, il place l'utilisation des leviers économiques comme élément central d'une telle politique. Néanmoins, Obama ne rejette pas complètement l'action unilatérale. Il affirme même qu'il n'hésiterait pas, si cela s'avérait nécessaire, à recourir unilatéralement à la force « pour protéger le peuple américain et nos intérêts vitaux quand nous sommes attaqués ou menacés ». Mais une telle action ne doit être posée qu'en dernier recours. Selon lui, celle-ci est justifiée si elle vise à assurer la stabilité mondiale, à soutenir des pays amis ou à éviter des atrocités. Mais, dans tous ces cas, les États-Unis ou tout autre pays doivent d'abord chercher à obtenir un mandat clair et un soutien de la part de la communauté internationale. C'est, selon Obama, la démarche que le président George H. W. Bush a suivie en 1991, à la suite de l'invasion du Koweït par Saddam Hussein. L'intervention de la communauté internationale devient ainsi la réponse adéquate et justifiée à une telle violation des règles internationales⁶⁵.

En décembre 2009, dans son discours à West Point, Obama présente une série d'arguments convaincants qui distinguent clairement la **doctrine Obama** de celle de son prédécesseur. Il spécifie que, en matière de sécurité nationale, l'empreinte qu'il désire donner à la politique étrangère américaine est marquée au sceau du réalisme. Pour lui, il semble évident que le manque de réalisme et l'« orgueil aveugle » de

62. Geoffrey Barker, *op. cit.* ; Emily S. Rosenberg, *op. cit.*

63. Barack Obama, « Discours à Berlin le 24 juillet 2008 », *op. cit.*

64. Barack Obama, « Renewing American Leadership », *op. cit.* ; Barack Obama, « Paix et responsabilité », *op. cit.* ; Barack Obama, « Discours à Berlin le 24 juillet 2008 », *op. cit.* ; Barack Obama, *L'audace d'espérer*, *op. cit.*, p. 350, 376-378 ; David Brooks, « Obama, Gospel et Verse », *The New York Times*, 26 avril 2007.

65. Kevin Gosztola, *op. cit.* ; Barack Obama, « Renewing American Leadership », *op. cit.* ; Emily S. Rosenberg, *op. cit.*

son prédécesseur l'ont amené à proclamer prématurément la victoire en Afghanistan pour ensuite consacrer ses efforts à la guerre en Irak. Cette politique s'est écroulée sous le poids de ses propres contradictions⁶⁶.

Finalement, l'administration Obama est consciente que le terrorisme de demain trouve ses racines dans la violence et la pauvreté rampante d'aujourd'hui, que ce soit en Somalie ou dans tout autre État en faillite. Dans son article de 2007, Obama affirme :

Nous devons utiliser ce moment à la fois pour reconstruire nos forces armées et les préparer pour des missions futures. Nous devons conserver la capacité d'affronter rapidement toute menace conventionnelle à notre pays et nos intérêts vitaux. Mais nous devons aussi être mieux préparés à intervenir sur le terrain de nos ennemis dans des guerres asymétriques et plus en mesure de procéder à des opérations à l'échelle mondiale⁶⁷.

Toutefois, pour Obama, il ne faut pas se leurrer : le monde d'aujourd'hui est aussi sinon plus dangereux que celui d'hier. « Le monde n'a sans doute plus à redouter la perspective d'une guerre entre deux super-puissances nucléaires, mais les techniques modernes permettent à quelques petits hommes saisis d'une rage démesurée d'assassiner des innocents à une échelle horrificante⁶⁸. »

5.7. LA RESPONSABILITÉ DES ÉTATS-UNIS DEVANT L'HISTOIRE

En juillet 2007, dans son article sur le renouveau du leadership américain, Obama adopte un discours très proche de la vision de Kennan. Il y affirme que les menaces du XXI^e siècle sont au moins aussi dangereuses et, à bien des égards, plus complexes que celles du siècle passé. Au lieu de provenir d'une seule puissance, elles viennent par exemple de terroristes internationaux qui n'hésitent pas à commettre des attentats pouvant tuer des centaines, voire des milliers de personnes. Ces menaces peuvent prendre leur origine dans des États-voyous, souvent alliés aux terroristes, qui remettent en question les fondements de la démocratie libérale et qui sont prêts à défier l'Amérique. Elles peuvent aussi provenir de puissances montantes qui ne se conforment pas toujours aux grands principes de l'ordre international et qui questionnent la primauté des États-Unis. Elles peuvent émaner d'États en faillite qui, incapables de contrôler leur territoire, sont le refuge des groupes terroristes. Et

66. Emily S. Rosenberg, *op. cit.*

67. Barack Obama, « Renewing American Leadership », *op. cit.* ; Barack Obama, « Discours à Berlin le 24 juillet 2008 » ; David Brooks, « Obama, Gospel et Verse », *op. cit.*

68. Barack Obama, « Paix et responsabilité », *op. cit.*

finale, elles peuvent découler du réchauffement de la planète qui non seulement stimule de nouvelles maladies, mais cause aussi de graves catastrophes naturelles et des conflits meurtriers⁶⁹.

À la suite des mésaventures militaires américaines en Irak et en Afghanistan et devant la complexité des nouveaux défis auxquels est confrontée l'Amérique, certains observateurs ont choisi de ressusciter la vieille doctrine de l'endiguement. Cette doctrine avait l'avantage de proposer des réponses variées selon les situations pour prévenir les menaces extérieures dirigées contre l'Amérique et ses alliés. Mais elle n'était pas uniquement défensive : elle avait un caractère offensif en plaçant la promotion des valeurs américaines au cœur de la stratégie politique des États-Unis. Par ailleurs, elle avait un aspect très niebuhrien, en rappelant aux dirigeants américains l'obligation d'être actifs dans le monde et de travailler à préserver la paix et la stabilité mondiale. Finalement, elle démontrait que les États-Unis devaient se montrer prudents et sélectifs dans leurs implications au sein de missions internationales⁷⁰.

Comme nous l'avons déjà mentionné, l'approche de Barack Obama et sa vision du monde concordent largement avec les grands principes de la théorie de l'endiguement. D'ailleurs, plusieurs observateurs ont noté les ressemblances entre la politique étrangère américaine sous l'administration Obama et cette théorie, particulièrement en ce qui concerne le Moyen-Orient et l'Iran⁷¹. Mais est-ce que cela veut dire que la **doctrine Obama** serait simplement une copie de celle de Kennan ?

Dans un style prudent, très apparenté à la vision de Kennan, Barack Obama a toujours refusé de dire ouvertement ce que pouvait contenir une possible **doctrine Obama**. Il retient de Kennan la leçon des dangers de promulguer une doctrine qui tenterait de répondre à toutes les situations. Il se garde une certaine marge de manœuvre. Toutefois, en avril 2009, lors du Sommet des Amériques, il accepte d'esquisser rapidement quelques traits d'une éventuelle **doctrine Obama**. À une question du journaliste Chuck Todd de la NBC, il répond que son premier objectif est de maintenir les États-Unis comme première puissance mondiale. Mais il ajoute ensuite qu'il est conscient que les États-Unis ne peuvent pas résoudre seuls tous les problèmes auxquels la communauté internationale est confrontée, que ce soit par rapport aux cartels de la drogue, aux changements climatiques ou au terrorisme. C'est pourquoi il ajoute

69. Barack Obama, « Renewing American Leadership », *op. cit.* ; Barack Obama, *L'audace d'espérer*, *op. cit.*, p. 391.

70. Jamie M. Fly, « What Happened to Containment of North Korea? », *Foreign Policy*, 20 novembre 2009 ; James Kirchick, « The Obama Doctrine », *The Providence Journal*, 28 août 2007 ; Ian Shapiro, *op. cit.*

71. Ira Chernus, « Obama Trapped Behind Wall of Mideast Containment », *The Nation*, 7 octobre 2009 ; Jackson Diehl, « The Coming Failure On Iran », *The Washington Post*, 4 octobre 2009 ; Doyle McManus, « Obama's Iran Strategy », *The Los Angeles Times*, 22 février 2009 ; Fareed Zakaria, « Containing a Nuclear Iran », *Newsweek*, 3 octobre 2009.

qu'il est disposé à parler aux autres dirigeants, même à ceux avec qui il est en désaccord, à écouter leur avis et à accepter le fait qu'il est possible que les autres pays aient des intérêts nationaux divergents de ceux des États-Unis⁷².

Ce faisant, la politique américaine sous Barack Obama marque une « rupture profonde et sans précédent avec six décennies de foi indéfectible que la seule Amérique est destinée à conduire le monde⁷³ ». D'ailleurs, c'est ce que les membres du jury en Norvège avaient compris en lui décernant le prix Nobel de la paix. S'il ne rompt pas tout à fait avec les politiques de son prédécesseur, il en redéfinit la base conceptuelle et en fixe les limites. Il met fin ainsi à une longue tradition d'exceptionnalisme américain. Il ne rejette pas tout à fait ce concept, mais il lui donne un nouveau sens. Alors, en quoi consiste la **doctrine Obama** ? Comme il est possible de le déceler dans la conférence de presse qu'il a donnée à Port-d'Espagne, sa politique repose sur une combinaison de multilatéralisme agressif, de relativisme culturel, d'égalitarisme géopolitique et d'une bonne dose d'autocritique. Le tout mis à la défense des intérêts nationaux américains⁷⁴.

CONCLUSION

Les propos que Barack Obama tient depuis 2007 résonnent d'autant plus clairement qu'il accède à la présidence américaine alors que le monde est confronté à la menace de prolifération des armes nucléaires en Corée du Nord et en Iran ainsi qu'aux crises humanitaires au Darfour et au Congo. Il doit aussi tenir compte du rôle grandissant de la Chine dans les relations internationales, de l'instabilité politique d'une puissance nucléaire comme le Pakistan et de la menace latente des régimes en faillite en Afrique ainsi que dans la péninsule arabique. La réponse d'Obama à ces différentes situations ressemble étrangement à la politique d'endiguement mise en place après la Deuxième Guerre mondiale par George F. Kennan.

En affirmant que la période de l'après-guerre froide est plus complexe, à cause de la diversification des défis et de l'absence d'un ennemi unique, Kennan ne faisait que reconnaître une évidence. Par contre, son insistance sur les dangers de vouloir à tout prix développer une doctrine qui permettrait de coiffer toutes les stratégies en politique étrangère démontrait une profonde compréhension de la dynamique des relations internationales au début du XXI^e siècle. Obama abonde dans le sens de Kennan quant à l'impossibilité de développer une doctrine

72. David Adesnik, *op. cit.* ; Michael Scherer, « The Obama Foreign Policy Doctrine », *Swampland*, 19 avril 2009.

73. Anders Stephanson, *op. cit.*

74. Barack Obama, *L'audace d'espérer*, *op. cit.*, p. 389 ; James M. Goldgeier, *op. cit.* ; Stephen Hayes, *op. cit.* ; Tara McKelvey, *op. cit.* ; Anders Stephanson, *op. cit.*

qui pourrait servir d'autocollant ou de passe-partout à toutes les situations ou tous les défis. Ces derniers, qui vont de la prolifération des armes de destruction massive aux changements climatiques, en passant par les menaces terroristes, les dangers de pandémies ou l'émergence de nouvelles puissances, sont trop variés pour être encadrés par une politique unique.

Toutefois, c'est dans son état d'esprit et son attitude devant ces différents problèmes et conflits qu'Obama se rapproche le plus de Kennan. Obama est capable d'adopter globalement la doctrine de l'engagement sans en devenir prisonnier. La principale caractéristique de ce que l'on pourrait qualifier de **doctrine Obama** découle de cette même attitude : la politique de son administration est bâtie sur des principes de concertation, de consultation, de travail en équipe et de recherche commune de solutions. L'administration Obama est capable de se fixer des objectifs et de développer minutieusement des moyens pour les réaliser. La **doctrine Obama** représente ainsi une forme de réalisme. Et pour compléter la donne, l'administration Obama est disposée à ne recourir qu'en dernière instance à la puissance américaine, tout en ayant conscience des limites pratiques de celle-ci. En ce sens, Obama est un bon élève de son politicologue préféré.



CHAPITRE 6

L'opposition à la guerre en Irak

*L'Irak est en quelque sorte dans une situation où
vous avez un gars qui conduit l'autobus dans
le fossé. Manifestement, vous avez à sortir
l'autobus du fossé, et ce n'est pas facile à faire.
Mais ce que vous devriez probablement faire
est de renvoyer le chauffeur.*

Barack Obama, 7 novembre 2005

L'opposition que Barack Obama manifeste dès 2002 à l'égard d'une éventuelle guerre en Irak découle de sa compréhension du réalisme chrétien de Niebuhr. Rejetant l'idée que les États-Unis ont une mission quasi divine, à titre de sauveurs incontestables de la planète, il s'oppose ouvertement à une conception de l'exceptionnalisme américain telle qu'elle est utilisée par l'administration Bush et les néoconservateurs pour justifier cette guerre. Cette perception du monde l'amène, comme Niebuhr, non seulement à reconnaître l'existence du mal, mais également à s'opposer à ce que l'Amérique puisse amplifier ce mal. Cette invasion représente selon lui une manifestation de l'innocence américaine dans sa forme la plus trompeuse et la plus destructrice. Les incidents dégradants d'Abou Ghraib rappellent de manière brutale cette réalité aux Américains et au monde¹.

En 1965, Niebuhr devient un critique acerbe de la guerre au Vietnam, qu'il considère comme une aventure imprudente et perdue d'avance. En septembre et en octobre 2002, Kennan, qui s'est comme Niebuhr opposé à la guerre au Vietnam, intervient de nouveau sur la scène publique pour dénoncer la **doctrine Bush** et exprimer son opposition à la future guerre en Irak. Obama montre qu'il a bien assimilé les enseignements de son philosophe préféré lorsqu'il manifeste dès l'automne 2002 son opposition à une éventuelle guerre en Irak². Les événements vont donner raison au jeune politicien de l'Illinois.

6.1. LE DISCOURS DE LA PLACE FÉDÉRALE À CHICAGO EN OCTOBRE 2002

Le 2 octobre 2002, un groupe d'amis dirigé par Bettylu Saltzman et lié à la gauche démocrate de la ville de Chicago organise à la Place fédérale de cette ville un rassemblement pour protester contre une éventuelle guerre en Irak. Plus de 3 000 personnes, représentant des mouvements d'anciens combattants, d'étudiants, de femmes et de défenseurs des droits civiques, participent à cette manifestation pacifiste. Jesse Jackson,

-
1. Barack Obama, « Tone, Truth, and the Democratic Party », *Daily Kos*, 30 septembre 2005 ; Barack Obama, « Renewing American Leadership », *Foreign Affairs*, vol. 86, n° 4, juillet/août 2007 ; Chuck Currie, « Reinhold Niebuhr: The Barack Obama Connection », *barackobama.com*, 29 septembre 2007 ; Larissa MacFarquhar, « The Conciliator: Where is Barack Obama coming from? », *The New Yorker*, 7 mai 2007 ; Kevin Gosztola, « Obama's Foreign Policy: A Detailed Analysis », *OpEdNews.Com*, 14 septembre 2007.
 2. Chuck Currie, *op. cit.* ; Albert Eisele, « George Kennan Speaks Out About Iraq », *The History News Network*, 26 septembre 2002 ; Jane Mayer, « A Doctrine Passes », *The New Yorker*, 14 octobre 2002 ; Mark Tooley, « Niebuhr and Obama », *The American Spectator*, 20 janvier 2009.

Juan Andrade et Julie Hamos y sont les principaux orateurs. En effet, ce rassemblement à Chicago représente la première manifestation contre une éventuelle guerre en Irak dans une ville américaine³.

Barack Obama, membre du Sénat de l'Illinois, est ensuite appelé à prendre la parole. Obama s'est préparé d'avance pour ce discours. Il est conscient des retombées que ce discours pourrait avoir, étant donné qu'il pense déjà à poser sa candidature pour un poste de sénateur des États-Unis. Avec plusieurs de ses amis, il discute des ramifications politiques que son discours pourrait avoir. Ces derniers l'encouragent alors à ne pas changer son discours d'un iota, même si ce dernier comporte des expressions controversées comme « guerre stupide », affirmant qu'il pourrait ainsi marquer des points importants pour le futur. Peu de gens ont jusque-là entendu parler de Barack Obama. Toutefois, le discours qu'il prononce lors de cet événement en fait instantanément un héros local et lui sert ensuite de rampe de lancement pour une carrière nationale⁴.

Non seulement son discours contre la guerre à venir est éloquent, mais il y énonce de surcroît les principaux éléments qui vont composer, une fois qu'il sera devenu président, la **doctrine Obama**⁵. D'ailleurs, sa critique acerbe du projet de guerre en Irak ainsi que son affirmation prémonitoire quant au fait que l'administration Bush court vers l'abîme montrent une intuition politique hors du commun au sujet du caractère d'une guerre qu'il considère alors comme étant à la fois téméraire, immorale et absurde. L'opposition d'Obama à la future guerre en Irak est alors d'autant plus remarquable que la grande majorité des médias, y compris le *New York Times*, sont favorables à celle-ci. De plus, la plupart des sénateurs démocrates, y compris les futurs candidats à la présidence et vice-présidence, John Kerry et John Edwards, ainsi que la sénatrice Hillary Clinton, ont voté en faveur de la guerre en Irak neuf jours plus tard, soit le 11 octobre 2002⁶.

-
3. En janvier 2003, des centaines de milliers d'Américains ont manifesté contre la future guerre de Bush. En mars, le mouvement d'opposition à la guerre s'était étendu à 195 villes américaines, et quelque 23 millions d'Américains y adhéraient. Barack Obama, *L'audace d'espérer*, *op. cit.*, p. 55, 298 ; David Freddoso, *The Case against Barack Obama*, Washington, Regnery Publishing, 2008, p. 177 ; John Heilemann et Mark Halperin, *Game Change*, New York, Harper Collins, 2010, p. 36, 65 ; Hendrik Hertzberg, « The Fifth War », *The New Yorker*, 30 novembre, 2009 ; David Remnick, *The Bridge : The Life and Rise of Barack Obama*, New York, Alfred A. Knopf, 2010, p. 343.
 4. Barack Obama, *L'audace d'espérer*, Paris, Presses de la Cité, 2006, p. 55, 298 ; David Freddoso, *op. cit.*, p. 177 ; Hendrik Hertzberg, *op. cit.* ; David Remnick, *op. cit.*, p. 343-345.
 5. Il existe un court extrait du discours d'Obama que l'on peut retrouver sur YouTube. Pour une copie manuscrite du discours, on peut consulter Deborah White, « Barack Obama's Stirring 2002 Speech on Iraq War », *About.com*, 2 octobre 2002 ; David Freddoso, *op. cit.*, p. 177.
 6. Jessica Curry, « Barack Obama : Under the Lights », *The Chicago Life*, 1^{er} août 2004 ; Garrett M. Graff, « The Legend of Barack Obama », *The Washingtonian*, 1^{er} novembre 2006 ; John Heilemann et Mark Halperin, *op. cit.*, p. 36, 65 ; Liza Mundy,

Obama affirme dans son discours qu'il n'est pas complètement opposé à la guerre. Il cite par exemple la guerre civile américaine comme un conflit nécessaire ayant permis de parfaire l'Union américaine et d'éliminer l'esclavage. De la même façon, la transformation des États-Unis en tant qu'arsenal de la démocratie a permis de lutter contre le mal ultime, représenté par le nazisme. Pour les mêmes raisons, Obama affirme qu'il a soutenu après le 11 septembre l'engagement de l'administration Bush en Afghanistan dans sa lutte contre le mal ultime, représenté par les nouvelles formes de terrorisme⁷.

Si le jeune membre du Sénat de l'Illinois soutient que la guerre peut s'avérer un moindre mal, il exprime en octobre 2002 son opposition à ce qu'il qualifie alors de « guerre stupide » et « cynique » imaginée par Richard Perle, Paul Wolfowitz et autres « guerriers de week-end » qui sont déterminés à pousser leur programme idéologique, peu importe le coût en souffrance et en vies humaines. Bien qu'Obama considère que Saddam Hussein représente un dirigeant brutal et implacable et que le peuple irakien et le monde se porteraient beaucoup mieux sans lui, il n'en pense pas moins, comme Kennan, que le projet d'une guerre contre lui n'est pas justifié et que cette dernière représente une aventure ne relevant pas de la raison mais de la passion⁸. Obama déclare son opposition à cette guerre parce qu'il considère que Saddam Hussein ne constitue pas une menace imminente et directe pour les États-Unis ou ses voisins, et cela d'autant plus qu'il est contenu par les sanctions imposées par la communauté internationale en 1990. Il ajoute ensuite dans une vision prémonitoire que cette guerre, même victorieuse, nécessitera « une occupation américaine d'une durée indéterminée, d'un coût indéterminé, avec des conséquences indéterminées ». De plus, une invasion de l'Irak sans une justification claire et sans un soutien fort de la communauté internationale risquerait d'attiser davantage une situation déjà très troublée au Moyen-Orient, par exemple, et de renforcer par ricochet Al-Qaïda, qui y trouvera un terreau fertile pour le recrutement⁹.

« Series of Fortunate Events », *The Washington Post*, 12 août 2007 ; David Remnick, *op. cit.*, p. 346-347 ; Jake Tapper et Jonathan Greenberger, « Words of War: Clinton Camp Muddies Obama's Anti-War Stance but Record Is Clear », *ABC News*, 20 mars 2007.

7. Jessica Curry, *op. cit.* ; Deborah White, *op. cit.* ; Ryan Lizza, « Making It: How Chicago Shaped Obama », *The New Yorker*, 21 juillet 2008 ; David Remnick, *op. cit.*, p. 346-347.
8. Barack Obama, « Remarks of Senator Barack Obama to the Chicago Council on Global Affairs », *barackobama.com*, 23 avril 2007 ; Michael Dobbs, « The Fact Checquer, Clinton vs Obama on Iraq », *The Washington Post*, 16 janvier 2008 ; Dan Balz et Anne E. Kornblut, « Obama Joins Race With Goals Set High », *The Washington Post*, 11 février, 2007 ; Deborah White, *op. cit.* ; Ryan Lizza, « Making It », *op. cit.* ; Hendrik Hertzberg, *op. cit.* ; David Remnick, *op. cit.*, p. 346-347 ; Ken Silverstein, « Barack Obama Inc.: The Birth of a Washington Machine », *The Harper's Magazine*, novembre 2006.
9. Deborah White, *op. cit.* ; Ryan Lizza, « Making It », *op. cit.* ; Hendrik Hertzberg, *op. cit.* ; David Remnick, *op. cit.*, p. 346-347 ; Stephen Zunes, « Barack Obama on the Middle East », *FPIF Foreign Policy in Focus*, 10 janvier 2008.

Plus encore, il considère qu'une guerre contre l'Irak va détourner les États-Unis du vrai combat, soit celui contre Ben Laden et Al-Qaïda. Mais l'administration de George W. Bush, obsédée selon Obama par l'idée d'en découdre coûte que coûte avec Saddam Hussein, oublie que son objectif premier devait être dirigé contre Ben Laden et Al-Qaïda. Selon lui, le détournement de ressources vers l'Irak ont ainsi permis à Ben Laden et aux dirigeants d'Al-Qaïda de s'échapper de Tora Bora. Il ajoute ensuite que si l'administration Bush veut une vraie guerre, elle devrait d'abord chercher à éliminer les armes nucléaires dans le monde. Ensuite, elle devrait presser les soi-disant alliés américains au Moyen-Orient, soit les Saoudiens et les Égyptiens, de cesser d'opprimer leur propre peuple. Finalement, elle devrait développer une politique énergétique visant la réduction de la dépendance américaine à l'égard du pétrole du Moyen-Orient. Voilà, selon Obama, la véritable guerre contre la corruption et l'ignorance que l'administration Bush devrait mener. C'est dans cet esprit qu'il affirme alors sa solidarité avec tous ceux qui sont opposés à une future guerre en Irak¹⁰.

Bien qu'Obama ait exprimé son scepticisme à l'égard de la guerre en Irak dès octobre 2002, il n'est pas pour autant une colombe. En 1990, sa vision de la guerre n'est pas encore complètement fixée, et il considère alors la guerre contre l'Irak comme étant justifiée parce qu'elle bénéficiait du soutien de la communauté internationale et qu'elle était une réponse à l'agression commise par Saddam Hussein contre le Koweït¹¹. Il en alla différemment en 2002.

6.2. UNE OPPOSITION RÉPÉTÉE ET COHÉRENTE

Le 25 novembre 2002, Barack Obama répète ses objections à la future guerre en Irak dans le cadre de l'émission d'affaires publiques de Jeff Berkowitz à Chicago. Il est particulièrement opposé au fait que le Congrès ait donné carte blanche à l'administration Bush et craint que ce vote ne crée un dangereux précédent. Par ailleurs, il entrevoit le danger que les États-Unis se précipitent tête baissée dans une guerre unilatérale, sans avoir au préalable défini leurs chances de succès. Il pose alors une série de questions portant sur l'engagement américain à long terme, les coûts de la guerre, les coûts et problèmes entourant la reconstruction de l'Irak, les difficultés de stabiliser l'Irak après l'invasion, et les dangers

10. Barack Obama, *L'audace d'espérer*, *op. cit.*, p. 358; Hendrik Hertzberg, *op. cit.*; Deborah White, *op. cit.*; Seth Colter Walls, «Obama Spokeswoman Hits Back At McCain's New Afghanistan Argument», *The Huffington Post*, 15 juillet 2008; Ryan Lizza, «Making It: How Chicago Shaped Obama», *The New Yorker*, 21 juillet 2008; David Remnick, *op. cit.*, p. 346-347.

11. Larissa MacFarquhar, *op. cit.*; Ryan Lizza, «Making It», *op. cit.*

d'écclatement d'une guerre civile entre les chiïtes, les sunnites et les Kurdes. Pour toutes ces raisons, il croit que la guerre en Irak va représenter un enjeu majeur de la campagne présidentielle de 2004¹².

Dans *L'audace d'espérer*, Obama reconnaît avoir eu certains doutes sur la justesse de sa position en mai 2003, après que le président Bush eut fait sa célèbre déclaration de la « Mission accomplie ». Par contre, la réalité lui donne vite raison¹³. Il participe de nouveau, le 24 juillet 2003, à l'émission d'affaires publiques de Jeff Berkowitz. Il affirme alors qu'il n'est pas un pacifiste et qu'il croit que l'utilisation de la puissance militaire peut se justifier dans certaines occasions. Il considère aussi que les menaces à la sécurité nationale des États-Unis sont réelles et que Saddam Hussein est un dangereux despote. Cela dit, il affirme avoir de sérieux doutes concernant la réussite d'une guerre comme celle de l'Irak, parce qu'il croit qu'elle ne sera pas facile à mener d'autant plus qu'elle lui apparaît injustifiée dans les circonstances¹⁴.

Lors de cette même émission, il reconnaît que le président Bush a des choix difficiles à faire, mais qu'après une analyse poussée et sérieuse de la décision d'entrer en guerre contre l'Irak, il en arrive à la conclusion que Saddam Hussein ne représente pas une menace imminente. Par conséquent, il aurait été préférable pour la sécurité des États-Unis que l'administration Bush travaille à la création d'une large coalition pour endiguer Saddam Hussein, pour mettre en place un système plus rigoureux d'inspections et pour disposer, en cas de besoin, des forces nécessaires pour confronter Saddam Hussein¹⁵.

Quelques mois plus tard, Bettylu Saltzman, la fille de Philip Klutznik, un ancien secrétaire au commerce sous l'administration Carter, organise une manifestation contre la guerre en Irak. M^{me} Saltzman a d'abord demandé à John Mearsheimer, professeur de sciences politiques à l'Université de Chicago, d'être l'orateur principal pendant cette manifestation, mais ce dernier avait déjà un autre engagement au Wisconsin. M^{me} Saltzman fait alors appel à son rabbin et de nouveau à Barack Obama, qui avait déjà participé à sa manifestation d'octobre 2002. Ce dernier saisit donc cette nouvelle opportunité d'exprimer publiquement son opposition à la guerre. Il y reprend les arguments qu'il a énoncés en 2002 et ajoute qu'il aurait voté contre l'octroi des 87 milliards de dollars supplémentaires demandés par l'administration Bush, parce qu'il y a des moments où il faut dire non à George W. Bush¹⁶.

12. Jeff Berkowitz, « Interview of Barack Obama », *Public Affairs*, 25 novembre 2002 ; Jake Tapper et Jonathan Greenberger, *op. cit.*

13. Barack Obama, *L'audace d'espérer*, *op. cit.*, p. 362.

14. Eric Zorn, « Barack Obama Interview by Jeff Berkowitz », *Supplementary information to the Chicago Tribune*, 24 juillet 2003.

15. *Ibid.*

16. Michael Dobbs, *op. cit.* ; Ryan Lizza, « Making It », *op. cit.*

Cela dit, à partir du moment où les États-Unis entrent en Irak, la position d'Obama devient beaucoup plus nuancée. Bien qu'il reste opposé à la guerre, il n'est pas en faveur d'un retrait précoce. En 2004, il parle même d'envoyer plus de troupes américaines en Irak afin de stabiliser le pays avant un éventuel retrait¹⁷. Aussi, Obama se montre d'accord avec John F. Kerry, le candidat démocrate aux présidentielles, sur le fait que les États-Unis avaient trop à perdre en Irak pour se retirer à ce moment-là¹⁸.

Le 26 juillet 2004, soit à la veille de son discours à la convention nationale démocrate, Obama accorde une entrevue au *New York Times*. Il refuse alors de critiquer John Kerry, le candidat démocrate aux présidentielles, pour son vote de 2002 qui autorisait la guerre en Irak. Obama déclare que ce dernier n'était « pas au courant de rapports de renseignements du Sénat¹⁹ ». Il ajoute ensuite qu'il ne sait pas ce qu'il aurait fait à la place de Kerry. Bien plus, le lendemain, il déclare au *Chicago Tribune* que les forces américaines devraient rester en Irak afin de stabiliser le pays. Et il conclut que, sauf pour la maladresse initiale d'avoir entraîné les États-Unis dans cette guerre, il n'y a pas présentement de grandes différences sur cette question entre le président Bush et lui. Dans son discours à la convention démocrate, Barack Obama évite de faire des critiques contre la guerre, affirmant seulement qu'il y a « des patriotes qui se sont opposés à la guerre en Irak et des patriotes qui ont soutenu la guerre en Irak²⁰ ».

Au lendemain de son discours à la convention démocrate, discours qui le catapulte sur la scène nationale, Barack Obama déclare à un groupe de journalistes à Boston que les États-Unis ont une « obligation absolue » de rester en Irak aussi longtemps que nécessaire. Les États-Unis le doivent aux familles des 900 soldats qui y sont morts et au peuple irakien. De plus, un retrait précipité des troupes américaines aurait un effet dévastateur sur la sécurité nationale²¹. Le 19 septembre 2004, Obama se montre ouvert à l'envoi de renforts supplémentaires en Irak, si une telle politique permettait de créer les conditions gagnantes au retrait ultérieur des forces américaines. Si ces conditions se présentaient et faisaient en sorte que les États-Unis puissent se retirer d'ici 2008, cela représenterait, selon Obama, un succès extraordinaire. Le futur président reste toujours personnellement opposé à la décision initiale conduisant à la guerre en Irak, mais comme les États-Unis y sont déjà engagés, il faut en assumer les responsabilités et les conséquences²².

17. Michael Dobbs, *op. cit.*

18. Farah Stockman, « Obama Stance on Iraq Shows Evolving View », *The Boston Globe*, 8 mars 2008.

19. Michael Dobbs, *op. cit.*

20. *Ibid.*

21. Farah Stockman, *op. cit.*

22. Michael Dobbs, *op. cit.*

Contrairement aux affirmations d'Hillary Clinton pendant les primaires, il n'y a pas de contradictions dans les différentes déclarations d'Obama. Ce dernier a parlé avec passion contre la guerre en 2002 en tant que sénateur de l'Illinois, alors que de nombreux sénateurs et représentants au Congrès sont restés silencieux. Tout en étant opposé à la guerre, il croit cependant qu'il est du devoir de l'administration américaine, alors que les États-Unis ont déjà envahi l'Irak, de stabiliser le pays. D'ailleurs, le réseau ABC, qui procède en mars 2007 à une analyse des déclarations et des enregistrements vidéo d'Obama effectués en 2002 et 2003, conclut que le jeune sénateur de l'Illinois se démarquait de la grande majorité des politiciens américains pour ses prises de position contre la guerre à une période où celle-ci était particulièrement populaire et que ses déclarations subséquentes sont cohérentes avec son discours initial. Michael Dobbs du *Washington Post*, qui procède à une analyse similaire en janvier 2008, arrive aussi à la même conclusion²³.

6.3. UNE GUERRE QUI TOURNE MAL

Au printemps 2003, l'administration Bush ne s'attend pas à ce que la guerre provoque un soulèvement général des Irakiens qui ont été victimes de la répression de Saddam Hussein durant des décennies. Peu de personnes au sein de l'administration ont des doutes concernant la capacité des États-Unis de renverser Saddam Hussein et de restaurer rapidement l'ordre en Irak²⁴. Tout le monde connaît la suite de l'histoire : les forces américaines lancent leur invasion le 23 mars 2003, et le 9 avril, après seulement 18 jours de combat, Bagdad tombe et le régime de Saddam Hussein vit ses dernières heures. La population irakienne célèbre le renversement de Saddam Hussein et accueille les troupes américaines comme des libérateurs. Le scénario de l'après Saddam Hussein imaginé par les néoconservateurs est en voie de se réaliser. Le 1^{er} mai, le président Bush atterrit sur le pont du USS Abraham Lincoln dans le golfe Persique et prononce son célèbre discours sur la **Mission accomplie** dans lequel il affirme que « les opérations majeures de combat en Irak sont terminées. Dans la bataille de l'Irak, les États-Unis et nos alliés l'ont emporté²⁵ ».

En envahissant l'Irak, l'administration Bush poursuit un objectif qui dépasse la défense des intérêts nationaux des États-Unis, la lutte contre le terrorisme ou le maintien de l'ordre international. Elle désire réaliser un objectif à haute teneur idéologique lié à l'idéologie néoconservatrice : faire

23. Michael Dobbs, *op. cit.* ; Farah Stockman, *op. cit.* ; Jake Tapper et Jonathan Greenberger, *op. cit.*

24. George Packer, « Dreaming of Democracy », *The New York Times*, 2 mars 2003.

25. Jacob Weisberg, *The Bush Tragedy*, New York, Random House, 2008, p. 207 ; Jarrett Murphy, « Text of Bush Speech », *CBS News*, 1^{er} mai 2003.

la promotion de la démocratie. La guerre en Irak vise donc à créer un monde meilleur par la promotion des valeurs américaines. Aussi, pendant le printemps et l'été 2003, « les néoconservateurs étaient euphoriques ; leur ordre du jour était devenu non seulement politique, mais leur vision d'un **nouveau siècle américain** semblait en bonne voie de devenir une réalité²⁶ ». Ils commencent à mentionner publiquement que la Syrie et l'Iran sont les prochains sur leur liste²⁷.

Très vite, toutefois, la situation en Irak prend une direction inattendue. Si la guerre est rapidement gagnée, l'après-guerre s'avère un fiasco sanglant. Les responsables américains en Irak ne savent pas vraiment quoi faire. Comme ils sont incertains et confus par rapport à ce qu'ils doivent faire, ils se mettent à fonctionner au jour le jour. Ce résultat est surprenant considérant que cette guerre était une opération prévue de longue date. Si l'Irak était un test pour les néoconservateurs, ils ont lamentablement échoué ; ils ont vite découvert que rien n'était conforme à leur modèle. Tout a commencé à dérailler après le renversement de Saddam Hussein ; les Américains ne sont alors plus perçus comme des libérateurs mais comme des occupants²⁸.

La situation s'est largement aggravée en partie parce que l'administration Bush, dans son urgence de transformer l'Irak en une démocratie, a décidé d'éliminer toutes les institutions de l'ancien régime. L'une des premières décisions de Paul Bremer, l'administrateur américain chargé de reconstruire l'Irak, est d'ordonner la dissolution de l'armée irakienne. En outre, il refuse de payer les arriérés salariaux aux soldats démobilisés. Cette décision alimente ainsi l'insurrection. C'est une chose de se débarrasser des gardiens de la révolution, de la police secrète et des autres partisans de Saddam, mais dissoudre l'armée et les forces de sécurité pour recommencer à zéro était tout à fait insensé. Cette décision jette dans la rue quelque 400 000 combattants nationalistes qui représentent autant de personnes humiliées et hostiles²⁹.

26. Jim Lobe et Michael Flynn, « The Rise and Decline of the Neoconservatives », *Right Web*, 17 novembre 2006.

27. Max Boot écrivait que la campagne en Irak avait fait paraître des généraux légendaires tels qu'Erwin Rommel et Heinz Guderian comme des incompetents en comparaison des généraux américains de la guerre d'Irak de 2003. Max Boot, « The New American Way of War », *Foreign Affairs*, juillet-août 2003 ; William Kristol, « The End of the Beginning », *The Weekly Standard*, 12 mai 2003 ; Jim Lobe et Michael Flynn, *op. cit.* ; Richard H. Curtiss, « The Pentagon's Dynamic Duo : Richard Perle and Paul Wolfowitz », *Washington Report on Middle East Affairs*, avril 2003, p. 14-15, 90 ; William Pfaff, « The Neoconservative Agenda : Which Country Is Next on the List ? », *The International Herald Tribune*, 10 avril 2003.

28. Steven Metz, « Learning from Iraq : Counterinsurgency in American Strategy », *Strategic Studies Institute*, janvier 2007, p. 1-3.

29. Anthony H. Cordesman et Arleigh A. Burke, *Planning for a Self-Inflicted Wound : US Policy to Reshape a Post-Saddam Iraq*, Washington, Center for Strategic and International Studies, 31 décembre 2002, p. 9 ; Steven Metz, *op. cit.*, p. 33.

Comme les autorités américaines en Irak démontrent une ignorance complète de la situation et de la société irakienne, elles sont incapables de donner à leurs actions une orientation claire. Cette absence d'indications explicites crée un vide de pouvoir qui a rapidement dégénéré en un immense chaos. Dès juin 2003, certains analystes stratégiques notent l'émergence d'une guérilla organisée. En juillet 2003, l'insurrection gagne tout le pays, alors que des groupes se forment partout pour combattre l'occupation américaine. Il devient de jour en jour plus évident que l'administration Bush et ses alliés néoconservateurs ont mal évalué la nature de la guerre dans laquelle ils ont entraîné les États-Unis³⁰.

Durant l'été 2003, il devient peu à peu incontestable que les Américains et les Irakiens ne voient pas la situation du même œil. Une incompréhension mutuelle se développe, alors que les Américains et les Irakiens voient les choses sous un angle différent et analysent la situation à partir de contextes distincts. En fait, le problème réside dans leur conception de la gouvernance de la nouvelle république d'Irak. Les autorités américaines ignorent la façon dont la société irakienne fonctionne et encore davantage la façon de gouverner l'Irak post-Saddam³¹.

Très tôt, les Américains cessent d'être perçus comme des libérateurs. Au lieu de cela, ils sont confrontés à des gens dont la culture est très sophistiquée et établie depuis des siècles, et qui, de plus, sont intensément nationalistes. Pis encore, les autorités américaines ont de la difficulté à reconnaître les profondes divisions internes au sein de la société irakienne. Par conséquent, ils ne savent pas comment réagir face aux conflits entre factions et hésitent sur l'orientation politique à adopter. Partant d'une perception de la réalité qui n'est pas conforme à ce qui se passe sur le terrain, les autorités américaines prennent des décisions incompréhensibles comme celle d'abolir toutes les infrastructures politiques et militaires existantes. Ce faisant, la gestion de l'après Saddam démontre que la décision d'envahir l'Irak a été prise dans l'ignorance complète de la société irakienne³².

En moins d'un an, l'avenir de l'Irak semble pour le moins incertain. Les insurgés contrôlent une bonne portion des villes, et les infrastructures ainsi que les voies de transport du pays sont constamment la cible d'attaques. Les policiers, les agents de sécurité, les soldats et les dirigeants

30. Charles Duelfer, *Hide and Seek: The Search for Truth in Iraq*, New York, Public Affairs, 2009, p. 284, 286, 290, 321 ; Jim Lobe et Michael Flynn, *op. cit.* ; Steven Metz, *op. cit.*, p. 5.

31. Charles Duelfer, *op. cit.*, p. 17, 316 ; Alain Frachon et Daniel Vernet, *L'Amérique messianique, les guerres des néoconservateurs*, Paris, Le Seuil, 2004, p. 186.

32. Par exemple, les experts du Pentagone étaient si déconnectés de la réalité irakienne qu'ils avaient prévu que les militaires et civils américains pourraient utiliser leurs cartes de crédit pour obtenir des devises : ils n'avaient pas pensé qu'il n'existait pas de guichets automatiques en Irak. Anthony H. Cordesman et Arleigh A. Burke, *op. cit.*, p. 3 ; Charles Duelfer, *op. cit.*, p. 10-11, 16, 256, 269 ; Alain Frachon et Daniel Vernet, *op. cit.*, p. 188-189.

irakiens sont constamment sujets à des tentatives d'assassinat. Par ailleurs, les raisons utilisées par les néoconservateurs et l'administration Bush pour justifier cette guerre apparaissent de plus en plus comme ayant été fabriquées de toutes pièces : non seulement Saddam Hussein n'a pas de liens avec Al-Qaïda ou les événements du 11 septembre, mais les armes de destruction massive irakiennes n'existent pas³³.

Ce qui est arrivé en Irak est un exemple classique de l'incapacité de certaines administrations à adopter une approche prudente. Non seulement les voies et les moyens utilisés n'ont pas atteint les objectifs ambitieux proposés, mais en outre toute l'opération s'est transformée en un échec monumental. Comme l'affirme Joseph Collins, si l'on tient compte des coûts financiers et des pertes humaines, les affrontements en Irak atteignent rapidement le niveau d'une guerre et d'une débâcle majeures. En octobre 2010, ce conflit a coûté la vie à 4 457 soldats américains, en plus de 32 100 autres sérieusement blessés au combat. Parallèlement, des études conservatrices établissent le nombre de morts irakiens à au moins 100 000, dont plus de 10 000 soldats ou policiers. Par ailleurs, environ 15 % de la population irakienne a été déplacée ou est devenue réfugiée³⁴.

6.4. L'OPPOSITION DU SÉNATEUR OBAMA À LA GUERRE EN IRAK

Une fois devenu sénateur à Washington, Barack Obama maintient son opposition à la guerre. Néanmoins, il prend progressivement des positions plus fermes sur l'Irak, alors qu'il en apprend davantage sur la situation qui y a cours. De plus en plus désabusé par la politique de l'administration Bush, il accentue son opposition à la guerre dans ses discours et se met à proposer différentes stratégies de sortie. Déjà en novembre 2005, il élabore dans un discours prononcé à Chicago son plan pour un retrait progressif et substantiel des troupes américaines d'Irak. Il prononce deux autres discours similaires à Chicago en novembre 2006 et avril 2007³⁵.

33. Antony Anghie, « The War on Terror and Iraq in Historical Perspective », *Osgoode Hall Law Journal*, vol. 43, 2005, p. 56 ; Mark Danner, « Iraq : The War of the Imagination », *The New York Review of Books*, 21 décembre 2006.

34. Joseph J. Collins, « Choosing War : The Decision to Invade Iraq and Its Aftermath », *Institute for National Strategic Studies*, avril 2008, p. 1 ; Deborah White, « Iraq War Facts, Results & Statistics at May 29, 2011 », *About.com*, 29 mai 2011.

35. Barack Obama, « Moving Forward in Iraq », *Chicago Council on Foreign Relations*, 22 novembre 2005 ; Barack Obama, « Remarks to the Chicago Council on Global Affairs », *op. cit.* ; Barack Obama, « Floor Statement on Bush's Decision to Increase Troops in Iraq », *obamaspeeches.com*, 19 janvier 2007 ; Michael Dobbs, *op. cit.* ; Farah Stockman, *op. cit.*

Cela dit, le jeune sénateur de l'Illinois n'hésite pas à énoncer, à plus d'une reprise, les raisons pour lesquelles le peuple américain a perdu confiance dans la politique irakienne du président Bush. Il insiste sur le fait que cette politique repose sur des promesses de progrès qui s'avèrent par la suite non fondées. À la fin de 2006, il note que, depuis ses débuts, le conflit a entraîné la perte de plus de 3 000 soldats américains et coûté plus de 400 milliards de dollars aux contribuables américains³⁶.

Toutefois, certains collègues et commentateurs décèlent chez Barack Obama, une fois devenu sénateur à Washington, une sorte de louvoiement et un manque de constance dans son opposition à la guerre en Irak. En juin 2006, il vote contre un amendement présenté par les sénateurs Russ Feingold et John Kerry pour un calendrier de retrait des troupes américaines d'Irak. En outre, au printemps et à l'automne 2006, il fait campagne pour le sénateur Joe Lieberman, un partisan de la guerre, contre son opposant démocrate, Ned Lamont. Par ailleurs, Obama se joint au printemps 2007 à son collègue d'Illinois, le sénateur Dick Durbin, qui a voté contre l'invasion de l'Irak en 2003, pour s'opposer à une motion demandant le retrait immédiat des troupes américaines. Il est évident que la mesure proposée plaît aux pacifistes, mais pour Obama, elle ne représente pas une politique à adopter, car elle risque de provoquer une guerre civile en Irak et de générer un chaos dans tout le Moyen-Orient. C'est pour cette raison qu'il vote toujours en faveur du financement des troupes en Irak, bien qu'il maintienne son opposition à la guerre³⁷.

En contrepartie, le jeune sénateur de l'Illinois soumet au Congrès plusieurs projets de loi visant le retrait graduel des troupes américaines de l'Irak. Un premier projet vise un retrait progressif qui débiterait avant la fin de 2006 et se poursuivrait jusqu'au 19 juillet 2007. De plus, il appuie l'amendement Kerry, qui propose aussi une date pour le retrait total des troupes américaines. Il affirme alors que cette loi permettrait de réaliser trois objectifs fondamentaux : 1) stabiliser l'Irak en donnant aux différentes factions le temps nécessaire pour

36. Barack Obama, « Floor Statement of Senator Barack Obama on Iraq Debate », *obamaspeeches.com*, 21 juin 2006 ; Barack Obama, « Floor Statement on Bush's Decision », *op. cit.* ; Seth Colter Walls, *op. cit.*

37. Barack Obama, « Tone, Truth... », *op. cit.* ; David Freddoso, *op. cit.*, 180-82 ; Michael Tomasky, « The Audacity of Hope: Thoughts on Reclaiming the American Dream », *The New York Review of Books*, vol. 53, n° 19, 30 novembre 2006 ; James W. Pindell et Rick Klein, « Obama Defends Votes in Favor of Iraq Funding », *The Boston Globe*, 22 mars 2007 ; Michael Dobbs, *op. cit.* ; Stephen Zunes, « Barack Obama on the Middle East », *op. cit.*

se forger un règlement politique, 2) proposer un plan pour vaincre l'insurrection en Irak et 3) définir une politique de rapatriement des troupes aux États-Unis³⁸.

Un deuxième projet de loi, connu sous le nom de plan Obama, est présenté en février 2007. Ce plan s'oppose non seulement à l'envoi de 20 000 hommes supplémentaires en Irak, comme demandé par le président Bush, mais il fixe aussi un calendrier visant le retrait progressif des troupes entre mai 2007 et mars 2008. Le sénateur Obama trouve, dans les deux cas, des représentants démocrates à la Chambre qui acceptent de parrainer ses projets de loi. Mais, dans les deux cas, les Républicains réussissent à les bloquer³⁹.

En proposant ce plan, le sénateur Obama croit que la diminution graduelle des troupes américaines va forcer le gouvernement irakien à assumer davantage de responsabilités dans la gestion et la défense du pays. Le plan Obama exige par ailleurs que le gouvernement irakien respecte 13 points de référence démontrant les progrès accomplis dans la réalisation d'un règlement politique entre chiïtes, sunnites et Kurdes, et ce, dans le but de mettre fin à la quasi-guerre civile ayant cours dans le pays. En outre, le plan comporte une plus grande aide économique accordée au gouvernement irakien ainsi qu'un effort supplémentaire pour accélérer la formation des forces de sécurité irakiennes et en augmenter le nombre. Un dernier aspect du plan Obama consiste dans la tenue d'une conférence régionale impliquant tous les pays du Moyen-Orient, y compris la Syrie et l'Iran, pour trouver une solution à la guerre en Irak et, par conséquent, mettre fin au chaos et à la violence qui existe dans le pays⁴⁰.

Finalement, il reprend son plan de retrait graduel dans un article portant sur le renouveau du leadership américain, publié en juillet 2007 dans la revue *Foreign Affairs*. Dans ce texte, il réaffirme l'idée que le retrait progressif des troupes américaines d'Irak représente le seul moyen efficace pour forcer les dirigeants des différentes factions irakiennes à s'entendre sur un règlement pour stabiliser le pays. Il y fixe le retrait définitif de toutes les brigades de combat au 31 mars 2008. De plus, il y déclare que le détournement des efforts américains vers l'Irak a empêché

38. Barack Obama, « Moving Forward in Iraq », *op. cit.* ; Barack Obama, « Floor Statement of June 21, 2006 », *op. cit.* ; Farah Stockman, *op. cit.* ; Stephen Zunes, « Barack Obama on the Middle East », *op. cit.*

39. Barack Obama, « Floor Statement on Bush's Decision », *op. cit.* ; David Freddoso, *op. cit.*, p. 184 ; Krystin E. Kasak, « Obama Introduces Measure to Bring Troops Home », *The New York Times*, 7 février 2007 ; Michael Dobbs, *op. cit.* ; Farah Stockman, *op. cit.* ; Michael Tomasky, *op. cit.*

40. Barack Obama, « Floor Statement on Bush's Decision », *op. cit.* ; Krystin E. Kasak, *op. cit.* ; Michael Tomasky, *op. cit.* ; Stephen Zunes, « Barack Obama on the Middle East », *op. cit.*

l'administration Bush de travailler adéquatement à la recherche de solutions aux autres problèmes de la région du Moyen-Orient, notamment le conflit israélo-palestinien, pour n'en nommer qu'un seul⁴¹.

6.5. LE FACTEUR IRAKIEN DANS LA CANDIDATURE D'OBAMA

À partir du moment où Barack Obama commence à réfléchir sérieusement à l'idée de se lancer dans la course à la présidence, il démontre qu'il est conscient de sa situation particulière. Il informe alors ses principaux conseillers à propos de son sérieux et de sa détermination : « Je suis dans la présente course pour gagner, je veux gagner, et je pense que nous allons gagner. Mais je vais aussi en sortir intact. Je vais être Barack Obama et non une parodie⁴². » Par ailleurs, il est aussi conscient de ses faiblesses et des questions auxquelles il devra répondre concernant sa candidature. Pour gagner, il doit démontrer qu'il est capable de faire face à la musique, qu'il a l'étoffe d'un président, que son inexpérience ne représente pas un handicap et qu'il représente le meilleur choix démocrate pour gagner les présidentielles de novembre 2008⁴³.

Dans les premiers mois de sa campagne, au printemps 2007, Obama martèle l'argument que l'Irak était une guerre de choix. Insistant sur le fait que cette décision représentait une erreur, il indique sa détermination, s'il est élu, à modifier la politique américaine dans ce pays. Il pourrait ainsi concentrer les efforts américains sur des objectifs prioritaires au Moyen-Orient, notamment la guerre en Afghanistan, la lutte contre Al-Qaïda, le conflit palestinien-israélien et la question iranienne⁴⁴.

En se lançant dans la course à la présidence des États-Unis, Barack Obama possède un avantage par rapport à ses adversaires démocrates. La guerre en Irak représente encore la principale préoccupation des Américains. Sur ce point, il est le seul candidat sérieux à s'être opposé dès le départ à cette guerre. Cela lui donne une position unique, bien que, sur le fond, sa position ne soit pas très différente de celle d'Hillary Clinton ou de James Edwards. Toutefois, pour les Américains ordinaires, il peut affirmer qu'il a compris dès le départ les enjeux, qu'il n'a pas tergiversé, qu'il a toujours été cohérent, et ce, depuis octobre 2002. Il a alors déclaré que Saddam Hussein ne représentait pas une menace,

41. Barack Obama, « Renewing American Leadership », *op. cit.* ; Kevin Gosztola, *op. cit.* ; Farah Stockman, *op. cit.*

42. Ryan Lizza, « Above the Fray », *Newsmakers*, août 2007.

43. John Heilemann et Mark Halperin, *op. cit.*, p. 36, 53, 69, 74, 170 ; Ryan Lizza, « Above the Fray », *op. cit.*

44. Barack Obama, « Remarks to the Chicago Council on Global Affairs », *op. cit.* ; Alexander Moens et Inu Barbee, « Obama's Foreign Policy Between Dreaming and Doing », *The Cicero Foundation*, vol. 10, n° 4, mars 2010, p. 1-11.

qu'il existait des alternatives à l'utilisation de la force et qu'une guerre, même victorieuse, pouvait représenter un coût élevé. Par ce type de discours et par son engagement à retirer les troupes de combat au cours des seize premiers mois de son administration, Obama est capable d'attirer vers lui des millions de Démocrates au cours des primaires⁴⁵.

Afin de renforcer sa crédibilité en politique internationale, Obama accepte en juillet 2007 de prononcer un discours au Ronald Reagan Building and International Trade Center à Washington. Il bénéficie alors du soutien de Lee Hamilton, qui a été vice-président de la **Commission sur les événements du 11 septembre** et membre de l'**Iraq Study Group**, dirigé par l'ancien secrétaire d'État James Baker. C'est Hamilton qui présente Obama à l'assistance. Ce discours arrive bien à propos, alors que la sénatrice Clinton a envoyé Obama dans les câbles en éclairant son manque d'expérience en politique internationale⁴⁶. Entre-temps, lors d'une rencontre politique avec des partisans au New Hampshire en août 2007, Obama réitère son engagement à envoyer deux brigades supplémentaires en Afghanistan pour assurer la sécurité du pays⁴⁷.

Le recentrement des efforts américains en Afghanistan et au Pakistan est essentiel, selon Obama, pour gagner la guerre contre le terrorisme. Pour lui, cela prend plus que des conférences sur la paix et le développement de la démocratie. Il faut connaître aussi les circonstances et les croyances qui alimentent le terrorisme afin d'y répondre adéquatement. Tout en reconnaissant qu'il ne doit exister aucun refuge pour ceux qui ont recours à la terreur, il affirme que la réponse ne doit pas être uniquement militaire. Pour ce faire, il dépasse la **doctrine Bush** en percevant la nécessité d'établir des partenariats avec les pays environnants aussi solides que ceux qui ont permis de vaincre le communisme. De plus, il insiste sur l'urgence d'investir massivement en éducation, dans le développement économique et les soins de santé en Afghanistan et au Pakistan. Pour Obama, dans cette lutte contre le terrorisme, particulièrement contre le terrorisme islamiste, l'Amérique doit représenter l'espoir⁴⁸.

45. Michael R. Gordon, « War, Meet the 2008 Campaign », *The New York Times*, 20 janvier 2008 ; Stephen Zunes, « Barack Obama on the Middle East », *op. cit.*

46. Anne E. Kornblut, « Obama to Propose Funds for Afghanistan, Harder Line in Pakistan », *The Washington Post*, 31 juillet 2007. Hamilton était devenu par ailleurs un de ses proches conseillers. Ce n'est qu'après que l'Iraq Study Group eut déposé son rapport qu'Obama cesse de voter pour un soutien inconditionnel à la guerre en Irak et qu'il introduit un projet de loi visant le retrait graduel des troupes américaines. Mais le public n'est pas informé de ces nuances. Farah Stockman, *op. cit.* ; Stephen Zunes, « Barack Obama on the Middle East », *op. cit.*

47. Fred Kaplan, « The Afghanistan Test, Petraeus' and NATO's New Strategy is Much Closer to Obama's than McCain's », *Slate Magazine*, 16 octobre 2008.

48. Kevin Gosztola, *op. cit.* ; Barack Obama, « Renewing American Leadership », *op. cit.* ; Barack Obama, « The War We Need to Win », *op. cit.*

Par ailleurs, les spécialistes des guerres asymétriques notent que le changement survenu en Irak à partir de 2007 ne découle pas du simple déploiement de près de 30 000 hommes supplémentaires, mais du fait que l'administration Bush a finalement adopté une stratégie de lutte anti-insurrectionnelle. Or, c'est un peu la même stratégie que Barack Obama préconise pour l'Afghanistan à la fin de 2007. En déclarant qu'il n'hésiterait pas à recourir à la force militaire pour contrer les terroristes posant une menace directe à l'Amérique, il élargit son électorat potentiel au sein des forces armées. En outre, il se distingue de ses adversaires démocrates par son refus clair de ratifier, sans réserve, le traité instituant la Cour pénale internationale si des modifications n'y sont pas insérées afin de protéger les membres des forces armées américaines contre toute poursuite. Ces différentes prises de position sont payantes à long terme. À mesure que sa candidature prend de la crédibilité, un nombre grandissant de membres de l'institution militaire américaine se rangent derrière lui⁴⁹.

En martelant sans relâche un questionnement au sujet de la guerre en Irak et de la nécessité de réorienter la stratégie américaine vers l'ensemble du Moyen-Orient, Barack Obama marque des points au cours de l'année 2007. Il profite ainsi du scepticisme croissant du public américain à l'égard de l'administration Bush et de la direction du Parti démocrate, ayant tous deux appuyé l'aventure en Irak. Obama peut ainsi accuser ses adversaires démocrates d'avoir suivi la pensée conventionnelle, qui avait alors cours à Washington, au lieu de voter selon leur conscience et de s'opposer à une guerre inutile et coûteuse. Cela est un peu ironique, puisque, par la suite, comme certains observateurs le notent, il vote plus souvent en faveur des politiques de Bush en Irak que ses adversaires démocrates, mais la politique est aussi une question d'image. Et à cet égard, Obama l'emporte. À la fin de 2007, sur une série d'autres questions liées à la politique étrangère, comme le réchauffement climatique, l'aide étrangère ou la primauté de la diplomatie lors de l'aventure militaire, il apparaît plus progressiste que John Kerry en 2004. Néanmoins, en pratique, comme Stephen Zunes le note, Obama est beaucoup moins progressiste que ses partisans enthousiastes n'ont tendance à le croire⁵⁰.

49. Barack Obama, « The War We Need to Win », *op. cit.* ; Michael R. Gordon, *op. cit.* ; Stephen Zunes, « Barack Obama on Diplomacy », *op. cit.*

50. Barack Obama, « Turning the Page in Iraq », *About.com Guide*, 12 septembre 2007 ; James W. Pindell et Rick Klein, *op. cit.* ; Stephen Zunes, « Barack Obama on the Middle East », *op. cit.* ; Stephen Zunes, « Barack Obama on Diplomacy », *op. cit.*

6.6. L'IRAK COMME FACTEUR DANS L'ÉMERGENCE D'OBAMA PENDANT LES PRIMAIRES

Au début des primaires, ses adversaires démocrates, surtout la sénatrice Hillary Clinton et son mari Bill Clinton, tentent d'exploiter l'inexpérience de Barack Obama en matière de politique étrangère. M^{me} Clinton pose même ouvertement la question de savoir dans quelle mesure les Américains peuvent être rassurés par un commandant en chef ayant si peu d'expérience, compte tenu des défis auxquels l'Amérique est confrontée. Elle tourne même Obama en ridicule lorsqu'il affirme que ses quatre années d'enfance passées en Indonésie lui donnent la crédibilité requise sur la scène mondiale. « Les électeurs jugeront si vivre dans un pays étranger à l'âge de 10 ans est une préparation suffisante pour faire face aux grands défis internationaux complexes que le prochain président devra affronter⁵¹. » Elle conclut ensuite que l'Amérique a « besoin d'un président avec plus d'expérience que cela ». Pour contrer ces attaques et renforcer sa crédibilité en politique étrangère, Obama choisit alors de tenir un forum en Iowa avec trois anciens fonctionnaires de l'administration Clinton qui lui ont accordé leur soutien. Cette stratégie porte des fruits⁵².

Avec sa victoire au caucus d'Iowa, Obama remporte la première manche. Mais le clan Clinton réplique sur le même thème, cette fois-ci avec plus de succès, lors des primaires du New Hampshire. Bill Clinton va même jusqu'à qualifier l'opposition prétendument constante de Barack Obama à la guerre en Irak comme « le plus grand conte de fées que j'ai jamais vu⁵³ ». Entre-temps, Susan Rice, une ancienne secrétaire d'État adjointe et partisane d'Obama, commet la bourde d'affirmer qu'Obama avait exigé dès l'automne 2002 le retrait des troupes américaines de l'Irak alors que la guerre n'a débuté qu'en mars 2003⁵⁴. Heureusement, cette bourde n'a pas de conséquences, et Obama remporte le *Super Tuesday*. Il devient de plus en plus difficile d'attaquer Obama sur la question de la politique étrangère. La campagne prend alors un tournant différent et s'oriente vers des questions de politique intérieure.

Par ailleurs, même sur la question du conflit israélo-palestinien, Barack Obama apparaît à bien des égards comme ayant des vues plus modérées et plus équilibrées que la plupart des spécialistes démocrates. En fait, Obama bénéficie du fait que la plupart de ses conseillers sont connus pour s'être opposés, comme lui, dès le départ, à la guerre en Irak. En outre, comme ses conseillers sont plus jeunes que ceux d'Hillary Clinton, ils viennent renforcer l'image que la candidature d'Obama

51. Jay Newton-Small, « Obama's Foreign-Policy Problem », *Time Magazine*, 18 décembre 2007.

52. *Ibid.*

53. Michael Dobbs, *op. cit.*

54. *Ibid.*

représente la montée d'une nouvelle génération prête à dépoussiérer les vieux concepts qui ont cours à Washington et à y introduire de nouvelles approches et de nouvelles façons de penser⁵⁵. D'ailleurs, en septembre 2007, il reconnaît que ce fait représente un atout pour lui : « Je viens d'une nouvelle génération d'Américains. Je ne veux pas livrer les batailles des années 1960. Je veux récupérer l'avenir pour l'Amérique, parce que nous avons trop de marques sur le visage et trop d'occasions à saisir⁵⁶. »

Le domaine de la politique étrangère aurait pu représenter le talon d'Achille de Barack Obama. Mais il sait surmonter ce handicap avec brio. Ses qualités personnelles, son charisme, sa capacité d'interpeller les gens – tant les Afro-Américains que les Blancs – et de parler leur langage, sa solide maîtrise des problèmes touchant les électeurs, sa capacité de leur proposer des solutions simples et pratiques, toutes ces qualités constituent différents facteurs qui en font un adversaire redoutable lors des primaires de 2008. Elles lui permettront ultimement de remporter l'investiture du Parti démocrate, et ce, malgré les embûches telles que l'affaire Jeremiah Wright. En 2007 et 2008, les Américains découvrent un politicien qui possède un art du compromis exceptionnel et qui est capable de générer une chaleur humaine ainsi qu'un engouement comme aucun autre politicien depuis Robert F. Kennedy⁵⁷.

6.7. LA VISITE À BAGDAD EN JUILLET 2008

Le 3 juin 2008, Barack Obama remporte finalement l'investiture du Parti démocrate pour les élections présidentielles de novembre. Comme son adversaire républicain, John McCain, il profite de l'été pour prendre des vacances bien méritées. Par contre, il doit se préparer à la convention nationale de son parti, laquelle va confirmer sa nomination. Il doit procéder au choix de son colistier. Par ailleurs, il doit aussi tester différentes thématiques afin de préparer la campagne nationale qui va débiter en septembre. Mais il doit par-dessus tout démontrer à la population américaine dans son ensemble, pas seulement aux partisans démocrates, qu'il est capable de diriger les États-Unis en une période critique de leur histoire. Plus que jamais, c'est sur le plan de la politique étrangère qu'Obama paraît le plus vulnérable.

55. Stephen Zunes, « Barack Obama on Diplomacy », *op. cit.*

56. Barack Obama, « Turning the Page in Iraq », *About.com Guide*, 12 septembre 2007.

57. Dan Balz et Anne E. Kornblut, *op. cit.* ; Ezra Klein, « Why Barack Obama Is Winning », *Time Magazine*, 22 octobre 2008 ; Ryan Lizza, « Above the Fray », *op. cit.* ; Larissa MacFarquhar, *op. cit.* ; Liza Mundy, *op. cit.* ; Leo P. Ribuffo, « Obama's Solidarity Without Sentimentality », *The Forum Network*, PBS, mars 2008 ; Ken Silverstein, *op. cit.* ; Ben Wallace-Wells, « Destiny's Child », *The Rolling Stone*, 22 février 2007.

En juin 2008, il prend trois décisions qui orientent le futur de la campagne présidentielle. Premièrement, il consacre plusieurs semaines à mener des entrevues afin de sélectionner son colistier. En plus d'Hillary Clinton et de plusieurs autres sénateurs et gouverneurs, il considère même de s'adjoindre comme colistier le général James L. Jones. Finalement, son choix se porte sur le sénateur Joe Biden. En plus d'être bien enraciné dans les classes ouvrières américaines, Biden apporte avec lui une expertise de 36 ans au Sénat où il est devenu un très grand spécialiste en affaires étrangères. Il est considéré comme l'un des politiciens américains les plus expérimentés dans les rouages internationaux. Il vient donc renforcer l'équipe démocrate dans un domaine où Obama apparaît plus faible⁵⁸.

Deuxièmement, Obama colmate les brèches avec les Clinton pour s'assurer leur appui pendant la campagne présidentielle. Il promet entre autres à Hillary Clinton de demander à ses propres donateurs de contribuer à payer les dettes de 11 millions de dollars qu'elle a contractées pendant sa campagne électorale. Obama se montre maître dans l'art d'aplanir les différends et fait preuve d'une grande habileté pour louer les Clinton. Cette approche s'avère payante. La convention démocrate présente une image unie. Les Clinton jouent ensuite un rôle particulièrement utile pour rejeter les accusations des Républicains concernant les capacités de Barack Obama de devenir commandant en chef. Bill Clinton utilise son propre exemple pour démontrer que cette accusation ne tient pas la route. Il répète ces propos au cours des semaines qui suivent la convention démocrate⁵⁹.

Finalement, une dernière étape consiste à recentrer son message en politique étrangère pour rejoindre la majorité des Américains. Déjà dans son article sur le renouveau du leadership américain de juillet 2007, Obama indique qu'il se montrerait intransigeant face au terrorisme et à ceux qui complotent pour tuer les Américains. Une administration Obama resterait donc partout sur l'offensive, de Djibouti à Kandahar. Pour ce faire, elle devrait procéder à une réorganisation des services de renseignements et elle recourrait à toutes les technologies disponibles pour recueillir efficacement de l'information, dans le but d'établir une stratégie globale pour affronter le terrorisme international⁶⁰. Pour convaincre l'opinion publique américaine de sa détermination et pour

58. Joe Klein, « Why Barack Obama Is Winning », *Time Magazine*, 22 octobre 2008 ; John Heilemann et Mark Halperin, *op. cit.*, p. 336-341 ; Ryan Lizza, « Biden's Brief, Obama Picked his Running Mate to Help him Govern », *The New Yorker*, 20 octobre 2008.

59. Russell Berman, « Clinton Drama Is the Subplot of Democrats », *The New York Sun*, 25 août 2008 ; Bill Clinton, « Obama Is "Ready To Lead" », *CBS News*, 28 août 2008 ; David Freddoso, *op. cit.*, p. 43 ; John Heilemann et Mark Halperin, *op. cit.*, p. 262-267, 343-351, 417-418 ; Joe Klein, *op. cit.* ; Shelle Leanne, *Leadership, the Barack Obama Way*, New York, McGraw Hill, 2010, p. 107-108, 119-120, 191-193.

60. Barack Obama, « Renewing American Leadership », *op. cit.*

renforcer sa crédibilité sur la scène internationale, Obama annonce sa décision d'entreprendre une tournée internationale qui inclut entre autres des visites en Irak, en Afghanistan et en Allemagne.

Le voyage de Barack Obama ne se passe pas sans incidents, mais il lui permet d'exposer clairement les orientations politiques d'une future administration Obama concernant la gestion des dossiers irakiens et afghans. À son arrivée à Bagdad, il reçoit un soutien inattendu de la part du premier ministre irakien Nuri Kamal al-Maliki qui se prononce en faveur de la position d'Obama sur la fixation d'une date limite au retrait des forces américaines. Même si dans la perspective du dirigeant irakien ce retrait devrait prendre deux fois plus de temps que celui proposé par Obama, cette convergence de points de vue représente un moment embarrassant pour l'administration Bush qui n'est pas désireuse de conclure un accord sur un tel retrait. Et cet incident montre que les autorités irakiennes sont en plein accord avec la politique que le candidat démocrate préconise concernant un retrait graduel, mais prudent, des forces américaines d'Irak. De retour à Washington, Obama précise que ce retrait ne doit pas être total, qu'il doit se faire par étapes et qu'à la fin il resterait de façon permanente environ 50 000 soldats américains en Irak pour accomplir des missions précises contre Al-Qaïda ainsi que des tâches de formation et de soutien aux forces irakiennes⁶¹.

Toutefois, Obama remporte un autre succès lors de cette visite en Irak. Joe Klein rapporte après coup que lors d'une rencontre avec le général David Petraeus, ce dernier s'objecte fortement au calendrier fixé par Obama pour le retrait des troupes américaines d'Irak. Pour ce faire, Petraeus effectue une présentation PowerPoint assortie de cartes, graphiques et tableaux, décrivant la situation sur le terrain. Pour éviter toute impression de confrontation, Obama aurait pu simplement remercier le général de sa présentation et lui dire qu'il va considérer son point de vue. Mais Obama fait plus : il dit au général Petraeus que, s'il avait été à sa place, il aurait fait exactement la même chose, mais comme éventuel commandant en chef, il doit considérer cette question dans une perspective plus large, englobant plusieurs autres aspects de la sécurité nationale. Obama mentionne alors, à titre d'exemples, « la détérioration de la situation en Afghanistan, les coûts financiers de l'occupation en l'Irak, l'accent qu'elle mettait sur les militaires⁶² ». L'étape de la visite d'Obama en Irak devient ainsi cruciale, car elle permet à Obama de préciser sa position sur le retrait des troupes américaines d'Irak.

Une future administration Obama pourrait ainsi consacrer toutes ses énergies à la résolution du dossier afghan. Obama profite donc de l'occasion de son séjour en Irak pour réaffirmer sa position sur la guerre au terrorisme. Selon lui, il est évident, et cela aurait dû l'être pour le

61. Tom Hayden, « Obama, Iraq and Afghanistan », *The Nation*, 15 juillet 2008 ; Seth Colter Walls, *op. cit.* ; Juan Cole, « Obama is Saying the Wrong Things About Afghanistan », *Salon.com*, 23 juillet 2008 ; Joe Klein, *op. cit.*

62. Joe Klein, *op. cit.*

président Bush et le sénateur McCain, que « le nerf central de la guerre contre le terrorisme n'était pas en Irak, et qu'il n'a jamais été là », mais qu'il se trouvait en Afghanistan et au Pakistan, où la lutte contre Al-Qaïda avait lieu. Il conclut que, si une nouvelle attaque contre l'Amérique survenait, elle proviendrait de là. « Et pourtant, aujourd'hui, nous avons cinq fois plus de troupes en Irak qu'en Afghanistan⁶³. »

Il en profite ensuite pour attaquer encore plus directement son adversaire républicain, le sénateur McCain, en exprimant son désaccord sur une des déclarations de ce dernier. En effet, John McCain avait soutenu que le détournement des efforts vers la guerre en Irak n'était pas la cause des difficultés en Afghanistan. Obama exprima clairement son désaccord : « Je ne peux pas être plus en désaccord. Nos soldats et nos alliés de l'OTAN accomplissent héroïquement différentes tâches en Afghanistan, mais, je l'ai soutenu pendant des années, nous n'avons pas les ressources nécessaires pour finir le travail en raison de notre engagement envers l'Irak⁶⁴. » Mais encore, Obama affirme que le chef d'état-major interarmées avait corroboré récemment ses propos et que, pour sa part, s'il devenait président, il ferait de la lutte contre Al-Qaïda et les Talibans sa priorité. Finalement, il conclut en réitérant sa promesse d'envoyer deux brigades supplémentaires en Afghanistan⁶⁵.

Durant la campagne présidentielle de 2008, on assiste ainsi à un revirement de situation en ce qui concerne la politique étrangère américaine. D'une part, l'Irak devient de moins en moins un sujet d'attention alors que la situation se stabilise dans le pays et que le nombre de soldats américains tués diminue fortement. Par contre, les autorités américaines deviennent de plus en plus préoccupées par la détérioration des conditions en Afghanistan et au Pakistan. Ce revirement de situation amène l'administration Bush à une réévaluation de la politique américaine à l'égard de ces deux pays. Il n'est pas surprenant dans ces circonstances que la situation en Afghanistan et au Pakistan devienne un enjeu de la campagne présidentielle à l'automne 2008. La situation sur le terrain venait, pour ainsi dire, confirmer ce que Barack Obama avait toujours affirmé⁶⁶.

CONCLUSION

Lors des primaires de 2008, la force d'Obama réside dans sa capacité à démontrer une compréhension de la complexité des problèmes du monde d'aujourd'hui beaucoup plus élevée que ses adversaires l'anticipaient. Par ailleurs, il montre une indépendance d'esprit qui l'amène

63. Seth Colter Walls, *op. cit.*

64. *Ibid.*

65. *Ibid.* ; Juan Cole, *op. cit.*

66. Mark Mazzetti et Eric Schmitt, « U.S. Study Is Said to Warn of Crisis in Afghanistan », *The New York Times*, 8 octobre 2008.

à ignorer à la fois les appels de la droite ou de la gauche à se désengager des affaires internationales, rejetant ainsi toute politique isolationniste. Déterminé à réaffirmer le leadership mondial des États-Unis, comme il l'énonce dans son article de juillet 2007, il est en mesure de proposer une nouvelle direction aux Américains basée sur un nouveau partenariat. En ce sens, il se montre visionnaire et démontre qu'il pourrait, une fois devenu président, faire sortir la politique étrangère américaine des sentiers battus. C'est un des paradoxes des primaires et des présidentielles de 2008 : Obama affiche un certain conservatisme, tout en offrant aux gens de réels espoirs de renouveau en matière de politique étrangère⁶⁷.

La guerre en Irak fait ressortir les limites d'une politique reposant sur une approche moralisante. Les néoconservateurs, en partant d'une vision idéaliste et en considérant la dimension universelle des valeurs américaines, affirment qu'il est du devoir des États-Unis de créer un monde meilleur basé sur la démocratie. Pour ce faire, ils sont même prêts à recourir à la guerre. Ce faisant, l'administration Bush, qui rejette l'approche du réalisme éthique, pèche par arrogance et n'est pas en mesure d'assumer la responsabilité de ses actions ni les conséquences qui en découlent. Cette approche est tout à fait différente de celle de Barack Obama. Ce dernier est conscient des tensions morales issues d'une vision réaliste ou idéaliste des relations internationales. Un chef d'État moderne est confronté à un choix douloureux entre la poursuite étroite des intérêts nationaux de son pays et la reconnaissance des imperfections des politiques mises en place. Pour Obama, le monde n'est ni blanc ni noir. Il est complexe et nécessite une approche nuancée⁶⁸.

Au cours d'une campagne électorale, comme les présidentielles de 2008, un candidat doit prendre mille et une décisions. Ces dernières permettent à la population d'évaluer son jugement. Contrairement à John McCain qui suit son instinct dans le choix de Sarah Palin, Barack Obama choisit Joe Biden uniquement après un processus long et rigoureux qui démontre la solidité de son tempérament et l'attention particulière qu'il accorde aux détails. Dans une élection, cela peut faire toute la différence. Dans ce cas-ci, Obama l'emporte haut la main sur McCain ; il démontre une grande maîtrise du processus de décision⁶⁹. Il procède avec la même rigueur pour se constituer une équipe de rêve. Il ne craint pas l'ombrage que ses collaborateurs pourraient lui faire.

Tout en maintenant son opposition à la guerre en Irak, il se montre très pragmatique. Ce faisant, il déçoit certains libéraux qui attendaient de lui un opposant à la guerre plus audacieux. Comme il s'est opposé en 2002 à la future guerre en Irak, il est bien placé pour mettre en perspective

67. Stephen Zunes, « Barack Obama on Diplomacy », *op. cit.*

68. Christopher Beam, « The Fallacy of False Choices », *Slate Magazine*, 10 décembre 2009 ; Anatol Lieven, *op. cit.* ; Nick Serpe, « Realism in Afghanistan: Rethinking an Uncertain Case for the War », *The Current: A Journal of Contemporary Politics, Culture and Jewish Affairs*, printemps 2009, p. 23-31.

69. Joe Klein, « Why Obama Is Winning », *op. cit.*

les deux guerres, celle en Afghanistan et celle en Irak, et pour affirmer qu'il y a une bonne guerre, celle en Afghanistan, et une mauvaise guerre, celle en Irak. Néanmoins, Obama est cohérent dans sa pensée. Tout en étant opposé à la rhétorique de l'administration Bush visant à « débarasser le monde du mal et de la tyrannie et à transformer le Moyen-Orient », il n'est pas contre toute guerre en soi. Comme il l'évoque en 2007, il tire de Niebuhr l'idée maîtresse que le mal, la douleur et la souffrance existent dans le monde et que « nous devrions être humbles et modestes dans notre conviction que nous pouvons éliminer ces choses. Mais nous ne devons pas prendre cela comme une excuse pour être cynique et inactif⁷⁰ ».

70. David Brooks, « Obama's Christian Realism », *op. cit.* ; David Brooks, « Obama, Gospel and Verse », *op. cit.* ; Hendrik Hertzberg, *op. cit.* ; Ben Wallace-Wells, « Destiny's Child », *op. cit.*



CHAPITRE 7

L'Afghanistan comme guerre de nécessité

*Je pense qu'une des plus grosses erreurs
que nous avons commises après le 11 septembre
fut de ne pas avoir terminé le travail ici ;
de ne pas avoir centré notre attention ici.
Nous avons été distraits par l'Irak.*

Barack Obama, Kaboul, 20 juillet 2008

Sous plus d'un aspect, Barack Obama est la grande révélation des primaires et des présidentielles de 2008. Il se démarque et remporte les deux « concours », principalement parce qu'il a la capacité d'améliorer son style, de peindre le tableau d'ensemble d'une situation et de cerner clairement les différentes composantes qui s'y rattachent. Il est ainsi à même de percevoir les vrais problèmes, d'établir des priorités et de les présenter sans équivoque. Mais par-dessus tout, il sait présenter un message à la fois simple et inspirant. D'ailleurs, à mesure que les primaires avancent, la rhétorique d'Obama perd de son éloquence pour devenir plus simple et pragmatique. Il est ainsi capable de parler directement aux électeurs dans un langage qu'ils peuvent comprendre tout en tenant un discours inspirant. De plus, il sait rehausser la qualité des débats politiques et arrive à informer la population américaine de ce qu'il fera une fois président. La qualité de sa campagne et sa capacité à cerner les enjeux importants ont largement compensé son manque d'expérience aux yeux des électeurs.

Selon Obama, les attentats du 11 septembre ont introduit une nouvelle réalité, terrible et sinistre, à l'aube du XXI^e siècle. L'illusion de la **Pax America** qui a suivi l'écroulement du mur de Berlin et la chute du communisme s'est subitement évanouie dans les décombres d'acier et les nuages de fumée du World Trade Center. Toute l'Amérique est alors unie face à cette tragédie. Bien plus, les pays du monde entier, les alliés de longue date comme les anciens adversaires, sont aux côtés des États-Unis pour les soutenir contre les auteurs de ces attentats¹. En raison de l'horreur de l'attaque du 11 septembre et du principe de la légitime défense, la communauté internationale se mobilise, comme elle l'a fait à la suite de l'invasion du Koweït par Saddam Hussein, pour soutenir les États-Unis dans leur guerre contre le terrorisme. En ce sens, les attentats du 11 septembre ouvrent la porte à une nouvelle ère de coopération internationale².

Au cours de sa campagne de 2008, Obama note qu'Al-Qaïda, à l'instar du mouvement communiste au XX^e siècle, représente une force mondiale dont l'influence idéologique se fait sentir tout autour du globe. D'ailleurs, les terroristes qui ont tué des milliers d'Américains le 11 septembre 2001 proviennent d'un peu partout dans le monde. Ils ont d'abord comploté leurs actions à Hambourg pour ensuite aller parfaire leur formation à Kandahar, à Karachi et même aux États-Unis³. Par conséquent, Obama privilégie durant la campagne un retrait progressif des forces américaines de l'Irak. Cette approche permettrait, selon lui, de recentrer les efforts

-
1. Seth Colter Walls, « Obama Spokeswoman Hits Back at McCain's New Afghanistan Argument », *The Huffington Post*, 15 juillet 2008.
 2. Barack Obama, « Paix et responsabilité », *L'allocution du président Barack Obama à l'occasion de son acception du prix Nobel de la paix*, *america.gov*, 10 décembre 2009.
 3. Barack Obama, « Discours à Berlin le 24 juillet 2008 », *politique-digitale.fr*, 24 juillet 2008 ; James Traub, « A Moral Adventure: Is Barack Obama as Much of a Foreign-Policy Realist as He Thinks He Is? », *Foreign Policy*, 31 mars 2011.

américains sur la lutte contre Al-Qaïda et Ben Laden, qui représentent toujours la plus importante menace à la sécurité des États-Unis. En retirant les troupes d'Irak, les États-Unis seraient en mesure de corriger la bévue commise en 2002-2003 et de fixer leurs objectifs stratégiques sur la principale menace à leur sécurité, soit l'Afghanistan et Al Qaïda⁴.

7.1 LA RÉACTION DE BARACK OBAMA AUX ATTENTATS DU 11 SEPTEMBRE

Dans un discours prononcé au Wilson Center le 1^{er} août 2007, Barack Obama décrit en détail sa réaction le jour fatidique du 11 septembre 2001. Il se dirigeait alors en auto vers le centre-ville de Chicago pour assister à une séance d'un comité législatif. C'est à ce moment qu'il apprend à la radio qu'un avion a percuté le World Trade Center. Alors qu'il entre dans la salle d'audience, il apprend qu'un deuxième avion vient d'en faire de même. L'édifice où le comité devait tenir sa séance est alors évacué. Obama rapporte qu'il s'est alors tourné, comme les gens dans la rue, vers la tour Sears en se demandant si cette dernière allait devenir une cible. « Nous avions peur pour nos familles et notre pays. Nous avons pleuré les terribles pertes subies par nos concitoyens⁵. » De retour à son bureau d'avocat, Obama regarde les nouvelles de New York à la télévision, où il peut voir un avion disparaître dans l'édifice, puis voir des femmes et des hommes accrochés aux fenêtres qui se jettent en bas des tours avant que ces dernières ne s'écroulent dans un amas de débris et de poussière. Il lui semble alors que toute la misère et les maux du monde se retrouvent dans ce nuage noir qui bloque le soleil radieux de cette matinée de septembre⁶.

Obama note par la suite qu'il comprend alors à quel point les États-Unis, en dépit de leur immense puissance, sont vulnérables. Les attentats du 11 septembre représentent bien un défi pour l'Amérique, mais cette dernière a su démontrer, tout au long de son histoire, une capacité à transformer de telles tragédies en triomphes ; la guerre civile s'avéra une occasion d'abolir l'esclavage de la même manière que l'attaque de Pearl Harbor se transforma en une croisade pour libérer les peuples d'Europe et d'Asie de la tyrannie⁷.

4. Barack Obama, « Renewing American Leadership », *Foreign Affairs*, vol. 86, n° 4, juillet-août 2007 ; Kevin Gosztola, « Obama's Foreign Policy: A detailed Analysis », *OpEdNews.Com*, 14 septembre 2007 ; Nick Hynek, « Continuity and Change in the US Foreign and Security Policy with the Accession of President Obama », *Central European Journal of International and Security Studies*, vol. 3, n° 2, novembre 2009, p. 124.

5. Barack Obama, « The War We Need to Win », *The Independent*, 1^{er} août 2007.

6. Barack Obama, *L'audace d'espérer*, Paris, Presses de la Cité, 2006, p. 295 ; Barack Obama, « The War We Need to Win », *op. cit.*

7. Barack Obama, « The War We Need to Win », *op. cit.*

Toutefois, en septembre 2001, la plupart des législateurs démocrates de l'Illinois sont plus préoccupés par le redécoupage de la carte électorale de leur État que par la tragédie du World Trade Center, comme le rapporte John Corrigan, un consultant démocrate chargé du redécoupage. Conscients que leur rôle n'est pas de répondre à cette tragédie, ils retournent immédiatement à leurs préoccupations quotidiennes, dont celle d'assurer leur réélection. Obama est l'un des rares politiciens de l'Illinois à réagir différemment. Il publie quelques jours plus tard, soit le 19 septembre, sa réaction à l'événement dans le *Herald* de Hype Park⁸.

Barack Obama appelle alors ses concitoyens, en tant que simple membre du Sénat de l'Illinois, à réagir avec sagesse et pondération tout en notant l'urgence pour les autorités d'adopter dans l'immédiat des mesures pour sécuriser les aéroports et améliorer les réseaux de renseignements. Il conclut son article en affirmant que les autorités américaines doivent poursuivre avec détermination « l'identification des auteurs de ces actes odieux et le démantèlement de leurs organisations de destruction⁹. Il exprime aussi une certaine dose de réalisme politique en affirmant qu'il faut chercher à comprendre la source d'une telle folie, qui réside selon lui dans l'incapacité des auteurs de ces attentats de ressentir la moindre empathie à l'égard des victimes ni d'imaginer la souffrance des autres. Il note toutefois que ce type de violence ne doit pas être attribué à une culture, à une religion ou à une ethnie particulière, mais bien à la volonté de certains démagogues de profiter de la pauvreté, de l'ignorance et du désespoir de certaines populations. Par conséquent, il interpelle l'administration Bush, en dépit de la rage qui secoue l'Amérique, à être pondéré dans sa réaction et à éviter d'entreprendre toute action militaire inconsidérée¹⁰.

Sept ans après les événements tragiques du 11 septembre 2001, Obama exprime lors d'une cérémonie à la mémoire des défunts des propos un peu plus nuancés. Il affirme de nouveau que « les États-Unis n'oublieront jamais ceux qui sont morts lors de cette journée tragique et les efforts extraordinaires des pompiers, policiers et autres intervenants, ainsi que ceux qui ont sacrifié leur vie à bord du vol 93 pour protéger leurs concitoyens¹¹ ». Il rappelle ensuite que les terroristes qui

8. Peter Kirsanow, « Obama's Response to 9/11 », *The National Review*, 14 juillet 2008 ; Ryan Lizza, « Making It: How Chicago Shaped Obama », *The New Yorker*, 21 juillet 2008.

9. Peter Kirsanow, *op. cit.*

10. Toby Harnden, « Barack Obama and John McCain on 9/11 Statements Then and Now », *Daily Telegraph's US Editor*, 12 septembre 2008 ; Peter Kirsanow, *op. cit.* ; Ryan Lizza, « Making It », *op. cit.*

11. Toby Harnden, *op. cit.*

ont organisé ces attentats sont toujours en fuite. Finalement, il conclut son allocution sur la nécessité de continuer la lutte contre le terrorisme et de promouvoir les valeurs américaines à travers le monde¹².

7.2. UN SOUTIEN MITIGÉ À LA GUERRE PRÉVENTIVE

En septembre 2002, lorsque le président George W. Bush rend publique sa « Stratégie de sécurité nationale des États-Unis », mieux connue sous le nom de **doctrine Bush** ou de **Doctrine de la guerre préventive**, Obama n'exprime aucune objection, considérant que cette stratégie vise à protéger les États-Unis et le monde contre les menaces terroristes et les tyrans. Comme ces groupes fonctionnent dans l'ombre et menacent la paix mondiale en créant le chaos et la souffrance, les sociétés plus libérales et tolérantes sont particulièrement menacées par leurs actes. Par conséquent, Obama n'est donc pas opposé à ce que les États-Unis s'attaquent à ce problème, même dans une mesure préventive. Il acquiesce facilement à cette doctrine, totalement cohérente avec la rhétorique et le schéma de pensée du président Bush. Mais Obama entre rapidement en désaccord avec celui-ci, concernant l'application de cette doctrine¹³.

Selon Barack Obama, l'histoire est remplie de grands dirigeants qui, confrontés à des ennemis implacables, ont développé une réponse cohérente. Que ce soit De Gaulle après la chute de la France, Churchill lors de la bataille d'Angleterre ou Roosevelt à la suite de l'attaque de Pearl Harbor, tous ces dirigeants ont en commun d'avoir refusé de vivre à genoux et ont plutôt choisi de se lever et de se battre pour la liberté. Pour Obama, la situation qui a cours après le 11 septembre est du même ordre que celle de 1940, alors que le déferlement des troupes nazies fait sombrer le monde dans une ère de barbarie. Autant il était nécessaire d'unir la communauté internationale pour arrêter l'horreur nazie, autant il est aujourd'hui urgent de se mobiliser pour faire face à la menace terroriste. Le terrorisme, tout autant que le nazisme, est la preuve que le mal existe. L'homme ne peut donc pas rester passif devant ces menaces. Comme Al-Qaïda a trouvé refuge en Afghanistan, l'intervention américaine qui y est lancée, soutenue par 43 pays, est moralement et légitimement justifiée. Bien plus, Obama affirme même que non seulement il a soutenu l'engagement de l'administration Bush dans ce conflit, mais qu'il aurait pris volontiers les armes pour éviter que de telles tragédies se reproduisent¹⁴.

12. Toby Harnden, *op. cit.*; Alexander Moens et Inu Barbee, « Obama's Foreign Policy Between Dreaming and Doing », *The Cicero Foundation*, vol. 10, n° 4, mars 2010, p. 1-11.

13. Kevin Gosztola, *op. cit.*

14. Barack Obama, « Paix et responsabilité », *op. cit.*; Peter Kirsanow, *op. cit.*; Deborah White, « Barack Obama's Stirring 2002 Speech on Iraq War », *About.com*, 2 octobre 2002.

Comme Obama le déclare à Oslo, il n'est pas opposé à toutes les guerres. À l'instar du philosophe Niebuhr, Obama ne craint pas de rompre avec les notions préétablies, qu'elles soient de gauche ou de droite. Sa vision du monde, basée sur l'approche définie par le réalisme chrétien, l'amène à croire qu'il y a toujours des moments dans l'histoire où les nations et leurs dirigeants verront que le recours à la force est à la fois nécessaire et moralement justifié. Telle est la situation à laquelle Niebuhr a été confronté comme intellectuel à la fin des années 1930. Comme lui, Obama croit qu'il existe des situations où le recours à la force, voire à la guerre peut s'avérer nécessaire pour défendre l'héritage de la civilisation et lutter contre la tyrannie et l'agression. Il classe d'ailleurs la guerre en Afghanistan comme une de ces situations¹⁵.

En ce sens, la pensée de Barack Obama n'est pas très loin de la position défendue par Michael Ignatieff dans plusieurs de ses livres dont *The Lesser Evil: Political Ethics in an Age of Terror*. Ignatieff propose en effet une approche complexe des problèmes mondiaux qui n'est pas sans ressembler à celle d'Obama. Il s'interroge sur la manière appropriée de répondre à la violence sans discrimination des terroristes. Tous deux considèrent que la conduite d'une guerre victorieuse contre le terrorisme représente le plus grand défi du monde contemporain, parce qu'en cours de route les sociétés libérales et démocratiques risquent d'y perdre leur âme. Pour Obama comme pour Ignatieff, une réponse adéquate ne peut reposer que sur la connaissance de l'historique de la question ainsi que sur une bonne dose de réalisme politique. Tout recours abusif à la violence, au nom de la défense de la liberté, conduit à l'annihilation de cette dernière. Dans la lutte contre le mal absolu qu'est le terrorisme, il serait donc erroné de prétendre que le recours à la force représente autre chose qu'un moindre mal¹⁶.

C'est dans cette perspective qu'Obama a justifié, dès le début, son appui à la guerre en Afghanistan, et ce, à partir de la **Doctrine de la guerre juste**, dont les grands principes ont été articulés par saint Thomas d'Aquin. Cette doctrine a d'ailleurs servi, après coup et de façon un peu simpliste, à justifier moralement les croisades visant à chasser les musulmans de la **Terre Sainte**. D'ailleurs, le président George W. Bush fait appel indirectement à cette doctrine lorsqu'il décrit comme une croisade l'invasion de l'Afghanistan à l'automne 2001. Niebuhr aurait probablement été choqué par l'affirmation du président Bush suivant laquelle Dieu était du côté de l'Amérique¹⁷.

15. Anthony B. Robinson, « Obama, Afghanistan, and the "Just War" », *Crosscut*, 14 décembre 2009.

16. Michael Ignatieff, *The Lesser Evil: Political Ethics in an Age of Terror*, Princeton, Princeton University Press, 2004.

17. Anthony B. Robinson, « The Obama Doctrine », *The European Courier*, 23 janvier 2009.

De façon plus définie que le président Bush, Barack Obama croit que le recours à la guerre, pour être considéré juste, doit être nécessairement soumis à des critères précis, tels que ceux établis par saint Thomas d'Aquin. Selon ce dernier, une guerre juste doit être déclarée par une autorité légalement constituée, elle doit avoir une cause juste, son objectif doit être de corriger un mal et elle doit finalement être conduite avec des moyens justes et non disproportionnés¹⁸. Selon Obama, la guerre en Afghanistan, malgré certains dérapages, répond depuis le début à ces quatre critères.

7.3. UNE VICTOIRE TROP FACILE

Depuis 2001, Obama a toujours souligné le caractère particulier de la lutte contre le terrorisme. Il maintient que la guerre en Afghanistan est une bonne guerre, une guerre intelligente. Mais il critique ouvertement l'administration Bush pour ne pas avoir atteint les objectifs fixés en 2001. Selon Obama, en déviant de son objectif central, soit la lutte contre le terrorisme, pour viser d'autres buts, tels que la chute de Saddam Hussein, l'administration Bush a lamentablement échoué. Les conséquences sont qu'à un moment crucial de la guerre en Afghanistan, les principaux dirigeants d'Al-Qaïda, dont Ben Laden, ainsi que des talibans se sont échappés de Tora Bora. Obama considère que la situation aurait été bien différente si l'administration Bush avait déployé les ressources nécessaires en 2001 en Afghanistan afin de traquer et de capturer Ben Laden et les autres responsables des attentats du 11 septembre. Pour Obama, la guerre en Afghanistan représente le plus grand échec de la présidence de George W. Bush¹⁹.

En dépit des affirmations de l'administration Bush sur le succès de l'opération **Enduring Freedom**, plusieurs signes indiquent assez rapidement que la victoire de novembre 2001 a été beaucoup moins décisive que les dirigeants américains ne semblent le croire et que, depuis cette date, la situation ne cesse de se détériorer en Afghanistan. Lancée le 7 octobre 2001, l'opération ne réussit pas à fermer les frontières avec le Pakistan. Par conséquent, les dirigeants d'Al-Qaïda et plusieurs talibans ont pu s'échapper. Moins d'un an après la chute des talibans, ces derniers représentaient toujours une force majeure dans plusieurs provinces de l'Afghanistan. Hamid Karzai, le président pro-américain, est devenu ni plus ni moins que le maire du grand Kaboul, puisque son pouvoir était à peu près inexistant hors de cette région.

18. Quinn Newcomb, « Redefining the "Just War" Doctrine: Implications of the New American Foreign Policy », *Carleton University Journal*, janvier 2004, p. 1-21; Anthony B. Robinson, *op. cit.*; Jack A. Smith, « Outsider Forged Cold War Strategy », *The Washington Post*, 18 mars 2005.

19. Seth Colter Walls, *op. cit.*; Hendrik Hertzberg, « The Fifth War », *The New Yorker*, 30 novembre 2009; Anne E. Kornblut, « Obama to Propose Funds for Afghanistan, Harder Line in Pakistan », *The Washington Post*, 31 juillet 2007.

Entre-temps, les régions situées hors de Kaboul souffrent d'une violence et d'une criminalité endémiques liées à l'augmentation de la production d'héroïne et à une exacerbation du nationalisme. La guerre en Afghanistan se transforme ainsi graduellement en cauchemar²⁰. Obama, comme d'autres, se demande bien sûr comment les États-Unis ont pu en arriver à une telle situation.

En 2002, les talibans ne représentent encore qu'une simple nuisance. Toutefois, ils bénéficient du temps nécessaire pour s'organiser et lancent peu à peu des opérations allant de la simple embuscade sur les routes en direction de la capitale à l'attaque de bases militaires de l'OTAN. Un climat d'insécurité suffisamment important se développe ainsi pour convaincre la population afghane que les forces de l'OTAN sont en train de perdre la guerre²¹. Ce qui a alors manqué, selon une déclaration en 2004 du général James L. Jones, un ancien commandant du corps des marines et ancien commandant en chef de l'OTAN, est un plan stratégique visant à empêcher les talibans et Al-Qaïda de se regrouper. Selon Jones, l'erreur de l'administration Bush a consisté, pour faire une analogie, à lâcher la balle des yeux. Aussi, selon lui, les conséquences de cette erreur peuvent être très graves²².

L'Afghanistan est parmi les pays les plus pauvres du globe. Il ne dispose pas de pétrole ou d'autres ressources naturelles importantes présentement exploitables. En dépit de cela, les États-Unis et la communauté internationale n'ont pas fourni à ce pays les ressources dont il avait besoin pour assurer son développement économique et sa sécurité intérieure. Lors de la conférence de Bonn en décembre 2002, la communauté internationale s'est pourtant engagée à financer la création d'une armée nationale afghane de 70 000 hommes et une police nationale de 62 000 hommes. Malgré les différentes conférences subséquentes, visant entre autres à faire passer l'armée nationale à 82 000 hommes en mai 2007, peu de progrès sont réalisés. L'armée et la police afghane

-
20. Seymour M. Hersh, « The Other War: Why Bush's Afghanistan Problem Won't Go Away », *The New Yorker*, 12 avril 2004; Simon Jenkins, « Obama Must Call off this Folly Before Afghanistan Becomes His Vietnam », *The Guardian*, 25 juin 2009; Kenneth Katzman, « Afghanistan: Post-Taliban Governance, Security, and U.S. Policy », 10 novembre 2009, *Congressional Research Service* 7-5700, RL30588, p. 7-10.
 21. Kenneth Katzman, *op. cit.*, p. 14-15; Christopher Marquis, « General Urges NATO to Send Afghanistan More Troops », *The New York Times*, 28 janvier 2004; Peter Bergen, « A Man, A Plan, Afghanistan », *The New Republic*, 24 septembre 2008; Seymour M. Hersh, *op. cit.*; David Rohde et David E. Sanger, « How a "Good War" in Afghanistan Went Bad », *The New York Times*, 12 août 2007.
 22. Le général Jones dirigea une étude et il en co-présida une autre sur la détérioration des conditions en Afghanistan en 2007 et 2008. En janvier 2009, il devient conseiller à la sécurité nationale dans l'administration Obama. James L. Jones et Thomas R. Pickering, « Revitalizing our Efforts: Rethinking Our Strategies », *Center for the Study of the Presidency*, Boston, Harvard University, 30 janvier 2008; Peter Bergen, « Testimony of Peter Bergen, Testimony on Problems, Opportunities and Possible Solutions for Afghanistan », *House Committee on Foreign Affairs*, 15 février 2007; James Dao, « Army History Finds Early Missteps in Afghanistan », *The New York Times*, 30 décembre 2009.

restent largement non opérationnelles et corrompues. L'administration Bush fait de graves erreurs en ce qui a trait au calendrier et juge mal l'importance des ressources nécessaires pour rendre efficaces les nouvelles forces de sécurité afghanes. En fait, l'administration Bush consacre, depuis le début de la guerre en Irak, cinq fois plus de ressources à celle-ci qu'à celle en Afghanistan, avec une moyenne annuelle de 110 milliards de dollars pour l'Irak comparativement à une moyenne de 21 milliards pour l'Afghanistan²³.

À partir de décembre 2001, les Américains auraient dû cesser les bombardements aériens et avoir davantage recours à des forces spéciales soutenues par l'infanterie légère pour mener une guerre anti-insurrectionnelle. Toutefois, l'administration Bush adopta exactement l'approche opposée. Elle retira même d'Afghanistan les forces spéciales et les spécialistes en luttes anti-terroristes, tels que le Delta Force et les Navy Seals, pour les envoyer en Irak. En 2004, l'expérience des soldats du général David Barno en lutte anti-insurrectionnelle est par conséquent si limitée qu'un lieutenant-colonel juge même à propos d'acheter sur Internet des livres au sujet de ce type de stratégie et de les distribuer à ses commandants de compagnies et ses chefs de pelotons. L'approche adoptée par les États-Unis a ainsi causé beaucoup de dommages collatéraux. Le manque de planification américaine a fait en sorte que les chutes de Kaboul et de Kandahar n'ont pas apporté à l'Afghanistan la stabilité économique, politique ou sociale attendue. Dans la foulée du désordre socioéconomique et du vide politique engendrés par cette approche, un banditisme rural se développe et les seigneurs de la guerre en profitent pour occuper le terrain²⁴.

En fait, l'administration Bush a choisi dès le départ une stratégie visant à envoyer un minimum de troupes en Afghanistan. Cette stratégie, développée par le secrétaire à la Défense Donald Rumsfeld, visait trois objectifs. D'abord, il fallait éviter de s'impliquer dans ce pays comme les Russes l'avaient fait durant les années 1980. Ensuite, il fallait épargner les forces américaines pour une guerre éventuelle en Irak. Et finalement, il fallait utiliser l'Afghanistan comme un laboratoire pour tester sa théorie suivant laquelle « la capacité d'un petit nombre de troupes au sol, combiné à la puissance aérienne, [permet] de gagner des batailles décisives »²⁵. Les États-Unis remportèrent ainsi dans un premier temps

23. Anthony H. Cordesman, « Why the US Is Losing in Afghanistan », *South Asia*, 1^{er} octobre 2008; Ahmed Rashid, *Descent into Chaos: The U.S. and the Disaster in Pakistan, Afghanistan, and Central Asia*, New York, 2008, p. 61-65.

24. Peter Bergen, « A Man », *op. cit.*; James Dao, *op. cit.*; G.K. Herring, « The War in Afghanistan: A Strategic Analysis », *Strategy Research Project*, Carlisle Barracks, Army War College, 7 avril 2003, p. 19; Seymour M. Hersh, *op. cit.*; David Rohde et David E. Sanger, *op. cit.*; Michael Scheuer, « A Catalogue of Errors in Afghanistan », *South Asia*, 9 mars 2007.

25. Stephen Biddle, « Is There a Middle Way? The Problem with Half-measures in Afghanistan », *The New Republic*, 20 octobre 2009; Seymour M. Hersh, *op. cit.* Durant les années 1990, Rumsfeld critiqua l'utilisation des militaires pour le maintien

des succès tactiques impressionnants, mais ils furent ensuite incapables de traduire ces succès en victoire au plan stratégique. Plus la guerre devenait non conventionnelle, plus ils avaient tendance à recourir à des moyens conventionnels²⁶.

À l'automne 2001, une majorité d'Afghans n'aimaient pas les talibans, mais ils appréciaient leur sens de la loi ainsi que l'ordre qu'ils faisaient régner. La victoire de la coalition occidentale a eu pour effet de faire disparaître cette sécurité. Entre-temps, les talibans démontrent qu'ils sont capables d'attendre patiemment, de faire les ajustements nécessaires et de profiter de toutes les opportunités qui se présentent sur le terrain lorsque les troupes de l'OTAN se retirent d'une région ou que leurs forces ont été réduites. Les talibans peuvent ainsi décrire leur lutte comme une insurrection contre des envahisseurs étrangers. Pis encore, les mesures introduites par les forces occidentales sont perçues par plusieurs dirigeants locaux comme un rejet des valeurs traditionnelles afghanes. Comme ils l'ont fait avec l'Union soviétique durant les années 1980, les talibans sont prêts à combattre l'Occident. Les talibans peuvent décrire leur nouvelle guerre comme une guerre sainte mondiale, comme un nouveau Jihad²⁷.

7.4. LA DÉTÉRIORATION DE LA SITUATION EN AFGHANISTAN

La présence de troupes étrangères aurait pu faire la différence, mais ici encore, il n'y a pas de comparaison possible avec les effectifs déployés en Irak. En 2004, il n'y a que 15 200 soldats américains et 9 000 soldats alliés en Afghanistan, alors que les troupes américaines et alliées en Irak approchent les 200 000 soldats. Bien qu'en 2007 les forces de la coalition en Afghanistan représentent 32 000 hommes, soit 20 000 soldats américains et 12 000 autres en provenance de l'OTAN, elles sont trop peu nombreuses, dans un pays de 32 millions d'habitants et aussi étendu que le Texas, pour assurer la sécurité contre les talibans et

de l'ordre et la reconstruction dans les Balkans. Les planificateurs américains, préoccupés par la longue histoire de résistance des Afghans aux envahisseurs étrangers, ne voulaient pas par conséquent apparaître comme des occupants. Peter Bergen, « Testimony », *op. cit.* ; James Dao, *op. cit.*

26. James Fallows, « Bush's Lost Year », *The Atlantic Monthly*, octobre 2004.

27. Peter Bergen, « Testimony », *op. cit.* ; Mark A. Burrough, « A Historical Case Study of U.S. Strategy Towards Afghanistan », *USAWC Class of 2009, U.S. Army War College*, Department of Army Civilian, p. 22 ; Greg Mills, « Ten Counterinsurgency Commandments from Afghanistan », *FPRI Foreign Policy in Focus*, avril 2007 ; Michael Scheuer, *op. cit.*

contribuer en même temps à la formation des forces de sécurité afghanes. Il en résulte une insécurité grandissante s'ajoutant à une aliénation accrue de la population afghane²⁸.

L'incapacité américaine à sécuriser la frontière pakistano-afghane en 2001 a des conséquences majeures à long terme. Les zones frontalières²⁹, situées dans des régions tribales et montagneuses entre le Pakistan et l'Afghanistan, fournissent aux talibans, comme cela a été le cas dans les années 1980 lors de la lutte opposant les moudjahidines aux Soviétiques, des sanctuaires idéaux pour résister aux troupes de la coalition. Cette situation représente un immense problème alors que l'appui pakistanais est vacillant. Les troupes de la coalition ne peuvent pas intervenir en sol pakistanais, et les autorités pakistanaises ont été jusqu'à tout récemment réticentes à mener des opérations militaires d'importance dans les régions frontalières. Lorsqu'un mouvement insurrectionnel prend forme, le contrôle des frontières représente un facteur fondamental dans la victoire ou la défaite, considérant que les insurgés, en plus d'y trouver un refuge, peuvent y développer des bases d'entraînement et y stocker du ravitaillement et des munitions³⁰.

Pour Lionel Beehner, sécuriser la frontière pakistano-afghane représente un élément fondamental pour assurer la stabilité de l'Afghanistan. Mais ce qui est encore plus important, selon lui, c'est de gagner les cœurs et les esprits de la population afghane. Là réside la véritable clé du succès. Une telle approche demande des ressources et des troupes pour assurer à la fois le développement économique du pays et la sécurité du territoire. Malheureusement, cela n'a pas été la stratégie privilégiée par l'administration Bush jusqu'à l'automne 2008. Par conséquent, les talibans, Oussama ben Laden et ses alliés, qui avaient trouvé refuge au Pakistan, étaient apparemment de retour en Afghanistan en 2007³¹.

Après l'opération *Anaconda*, conduite au printemps 2002 dans l'est de l'Afghanistan, les Américains sont optimistes quant au futur du pays. Les talibans ne représentent rien de plus qu'une nuisance. Les Américains ont encore raison d'être optimistes à l'automne 2005, mais ils déchantent ensuite, alors que les attaques des talibans connaissent

28. Peter Bergen, «Testimony», *op. cit.*; Stephen Biddle, *op. cit.*; Kenneth Katzman, *op. cit.*, p. 25.

29. La frontière entre les deux pays a été établie arbitrairement en 1893 par la ligne Durand. Les populations tribales des deux côtés de la frontière font partie des mêmes groupes ethniques et sont unis par des liens familiaux. Le même mollah peut arbitrer des différends des deux côtés de la frontière. Lionel Beehner, «Experts Urge Smarter Aid, Border Security Measures to Save Afghanistan», *Council of Foreign Affairs*, 5 octobre 2006; Greg Mills, *op. cit.*

30. Lionel Beehner, «Experts Urge Smarter Aid, Border Security Measures to Save Afghanistan», *Foreign Affairs*, 5 octobre 2006; John Burns, «Prospects in Afghanistan "Not Looking Good"», *Council on Foreign Relations*, 23 octobre 2008; Michael Scheuer, *op. cit.*

31. Lionel Beehner, *op. cit.*; David Rohde et David E. Sanger, *op. cit.*

une hausse alarmante. Lorsque les insurgés talibans recommencent à opérer dans toutes les régions du pays, il devient évident que la guerre est loin d'être gagnée. Le nombre d'attentats-suicides et d'attaques le long des routes, ainsi que la nécessité de reprendre des villages auparavant libérés, sont des indications de la détérioration de la situation. Entre-temps, le soutien enthousiaste des Afghans à l'invasion américaine s'est largement évaporé. Un sondage effectué en décembre 2006 montre qu'il n'y a plus que 42 % de la population afghane qui considère que l'invasion de 2001 a été une bonne chose. Les problèmes de sécurité, suivis par l'absence de résultats tangibles dans la reconstruction du pays, représentent les motifs centraux de la désillusion des Afghans³².

En février 2007, Peter Bergen, un spécialiste du terrorisme et des guerres asymétriques mondialement connu, témoigne devant le comité des affaires étrangères de la Chambre des représentants. Bergen décrit comment les talibans ont fait leur réapparition dans la province de Ghazi, située à 150 kilomètres de Kaboul. Il devient ainsi impossible de voyager entre Kaboul et Kandahar sans escorte de sécurité. Par ailleurs, il affirme que, dans le sud du pays, toute reconstruction est au point mort, alors que les troupes de l'OTAN sont confrontées depuis l'été 2006 à une farouche résistance talibane dans la région de Kandahar. Il conclut que, sans la présence des troupes de l'OTAN, toute la région tomberait sous contrôle taliban³³.

Entre 2005 et 2007, le taux d'insécurité ne cesse de croître. Le nombre d'attaques passe de 1931 en 2006 à 2615 en 2007. Le nombre d'attentats-suicides grimpe de 21 en 2005 à 139 en 2006. Pendant cette même période, selon une estimation de l'armée américaine, les forces talibanes passent de 7 000 à 12 000 hommes. Soutenus par la passivité du gouvernement pakistanais, bénéficiant d'une forte entrée de devises grâce au commerce de l'héroïne et profitant de l'inaction d'une population désabusée, les talibans sont de retour en force en Afghanistan au début de 2008. Ils auraient alors pris le contrôle, selon certains experts, de 70 % du territoire afghan. Et selon le général David McKiernan, commandant des forces de la coalition, la situation ne cesse de se détériorer³⁴.

Selon une étude de Stephen P. Cohen, chercheur à la Brookings Institution, plusieurs signes indiquent à l'automne 2006 l'urgence pour les États-Unis de revoir leur stratégie en Afghanistan. Comme ce pays a un besoin urgent de renforts, cette stratégie devrait principalement

32. Peter Bergen, « A Man », *op. cit.* ; James Dao, *op. cit.* ; David Rohde et David E. Sanger, *op. cit.*

33. Peter Bergen, « Testimony », *op. cit.*

34. Peter Bergen, « Testimony », *op. cit.* ; Anthony H. Cordesman, « Why the US... », *op. cit.* ; Leon T. Hadar, « Losing Afghanistan », *Cato Institute*, 29 juillet 2008 ; Kenneth Katzman, *op. cit.*, p. 25 ; Greg Mills, *op. cit.* ; Editorial, « George W. Bush rethinks his Afghan war tactics », *The Australian*, 10 octobre 2008.

reposer sur un transfert de troupes de l'Irak vers l'Afghanistan pour neutraliser les talibans et consolider le gouvernement d'Hamid Karzai. Par ailleurs, les troupes de la coalition pourraient procéder à la formation des forces de sécurité afghanes. Mais la situation devient si grave que Cohen envisage la possibilité que la seule solution soit d'en arriver à un accord avec les talibans. Dans le cadre d'un tel accord, Karzai serait obligé de partir, mais, en contrepartie les talibans s'engageraient à ne pas transformer de nouveau l'Afghanistan en un sanctuaire pour Al-Qaïda. Cohen argumente que si rien n'est fait rapidement, l'Afghanistan est perdu. Il note que trop d'occasions ont déjà été ratées, tout en concluant qu'il est encore possible d'éviter la défaite³⁵.

Les forces de la coalition sont dans une sorte d'impasse. Si les talibans ne peuvent pas les vaincre sur le terrain, les forces de l'OTAN ne peuvent pas non plus les éliminer par la force militaire. Par ailleurs, les talibans se comportent comme si le temps jouait en leur faveur. Après tout, ils se battent dans leur pays et ils possèdent une ténacité, une débrouillardise et une patience suffisantes pour vaincre, en dépit du fait que leurs adversaires sont beaucoup mieux armés. Le cours de l'histoire est de leur côté : les États-Unis et leurs alliés, ayant sous-estimé les talibans dès le début de la guerre, en paient maintenant le prix. Le comble de l'inconscience peut être attribué au président Bush, qui a attendu jusqu'en décembre 2006 pour commander une étude sur l'avenir de l'Afghanistan. Cette étude est effectuée par un groupe de travail dirigé par le général à la retraite James L. Jones, qui remet son rapport en janvier 2008³⁶.

7.5. LE VOYAGE D'OBAMA À KABOUL EN JUILLET 2008

Tout en reconnaissant que le terrorisme est opéré à l'échelle planétaire et que toute riposte doit être mondiale, Obama soutient, au printemps 2007, que la guerre en Afghanistan constitue la pierre angulaire de la lutte contre le terrorisme, parce que c'est dans ce pays qu'Al-Qaïda et Ben Laden ont trouvé refuge. Répétant qu'il a toujours été un partisan de la guerre en Afghanistan et qu'il a toujours cru en la nécessité d'en finir avec Ben Laden et Al-Qaïda, Obama réaffirme dès le début de sa campagne à la présidence que la priorité doit être la guerre en Afghanistan. Sur le même ton, il affirme que cette guerre est encore gagnable. Par conséquent, il s'engage à transférer immédiatement,

35. Lionel Beehner, *op. cit.*

36. James L. Jones (dir.), « Saving Afghanistan: An Appeal and Plan for Urgent Action », *The Atlantic Council*, 28 janvier 2008 ; David Rohde et David E. Sanger, *op. cit.*

après son accession à la Maison-Blanche, au moins deux brigades de combat supplémentaires, soit entre 7 000 et 10 000 hommes, pour assurer la sécurité et former les forces afghanes³⁷.

Dans la même foulée, Barack Obama interpelle les autorités pakistanaises, lors d'une entrevue avec Jonathan Beale de la BBC, afin qu'elles fassent davantage pour mettre fin aux opérations terroristes en provenance de leur pays. Il avertit les autorités pakistanaises que l'aide économique et militaire américaine n'est pas inconditionnelle. De plus, il les informe qu'il n'hésiterait pas, si cela s'avérait nécessaire dans la lutte contre Al-Qaïda, à intervenir sur le territoire pakistanais sans leur consentement. Entre-temps, Obama se fait rabrouer par la Maison-Blanche qui déclare que le Pakistan est un allié fiable dans la lutte contre le terrorisme. Toutefois, certains officiels américains corroborent les propos d'Obama affirmant que le Pakistan a laissé Al-Qaïda et les talibans se réorganiser en toute impunité dans les régions tribales frontalières avec l'Afghanistan. En dépit des critiques qui s'ensuivent, Obama n'hésite pas à répéter ses propos lors d'un vigoureux débat télévisé en juillet 2007 avec Hillary Clinton. Cette dernière accuse alors Obama d'être naïf dans le domaine de la politique étrangère. Obama vient de marcher sur sa première pelure de banane³⁸.

Après son séjour à Bagdad, Obama passe à la deuxième étape, beaucoup plus importante, de son voyage de juillet 2008, soit l'Afghanistan. S'il décrit sa tournée comme étant essentiellement une tournée d'écoute, en fait le sénateur Obama va beaucoup plus loin. Tout en réitérant sa volonté d'augmenter l'engagement américain en Afghanistan, il n'hésite pas, lors de son séjour à Kaboul, à critiquer le régime Karzai pour sa lenteur à organiser un système judiciaire, à former les forces de sécurité et à instaurer un climat général de confiance. Le gouvernement Karzai tente de faire bon visage compte tenu de la situation, affirmant ne pas avoir vu le commentaire d'Obama. Par ailleurs, Gul Agha Sherzai, un chef de guerre afghan qui est aussi gouverneur de la province de Nangarhar où est située la base américaine de Jalalabad, rapporte qu'Obama lui a promis que, s'il devenait président, il allait soutenir l'Afghanistan non seulement au regard de la sécurité, mais aussi de la reconstruction économique³⁹.

Loin de se rétracter, Obama affirme qu'il a tiré les leçons apprises du plan Marshall. Sa politique ne se limiterait pas à des opérations militaires anti-insurrectionnelles. Il veut aussi mettre sur pied un

37. Barack Obama, «Renewing American Leadership», *op. cit.*; Barack Obama, «The War We Need to Win», *op. cit.*; Barack Obama, «Turning the Page in Iraq», *About.com Guide*, 12 septembre 2007; Larissa MacFarquhar, «The Conciliator: Where is Barack Obama coming from?», *The New Yorker*, 7 mai 2007.

38. Barack Obama, «Obama warns Pakistan on al-Qaeda», *BBC News*, 1^{er} août 2007; Anne E. Kornblut, *op. cit.*

39. Juan Cole, *op. cit.*; John Nichols, «Obama's Wrong Turn in Afghanistan», *The Nation*, 17 juillet 2008.

programme d'aide économique d'un milliard de dollars par année pour relancer l'économie afghane. Son plan vise à éliminer la corruption et à encourager l'investissement privé non seulement à Kaboul, mais aussi dans toutes les provinces afghanes. Cette politique devrait pouvoir idéalement permettre d'éradiquer la culture du pavot et éliminer conséquemment le commerce d'héroïne⁴⁰.

Pendant son séjour en Afghanistan, Obama en profite pour aborder la question pakistanaise affirmant qu'il est impossible de sécuriser l'Afghanistan sans un changement de la politique américaine à l'égard du Pakistan. Il déclare que, sous une administration Obama, la période où les États-Unis donnaient un chèque en blanc au Pakistan serait terminée. Il se montre disposé à tripler l'aide américaine non militaire au cours de la prochaine décennie et à maintenir le soutien militaire américain, mais pour cela il faut que le gouvernement pakistanais s'engage à lutter contre les talibans et Al-Qaïda en adoptant des « mesures énergiques contre les camps d'entraînement terroristes dans les régions des zones tribales du nord-ouest⁴¹ ». Ces commentaires sont mal accueillis par les autorités locales au Pakistan qui accusent alors Obama de miner leur autorité, ajoutant qu'elles s'opposeraient à toute intrusion américaine dans leurs provinces. Pour eux, les commentaires supposément audacieux d'Obama risquent d'être contre-productifs⁴².

À l'été 2008, pour bon nombre de commentateurs américains, les critiques d'Obama à l'égard de la politique de l'administration Bush et sa détermination à recentrer la politique américaine de lutte contre le terrorisme en Afghanistan et au Pakistan posent certains problèmes. Entre autres, on voit un sérieux danger à ce que les États-Unis en viennent à s'immiscer directement dans les insurrections tribales du nord. On se questionne aussi sur la capacité des États-Unis à stabiliser le sud de l'Afghanistan. On affirme que les plans d'Obama, visant à envoyer des renforts supplémentaires d'environ 7 000 à 10 000 hommes, ne feraient qu'impliquer davantage les États-Unis dans un conflit difficile à gagner. Bien plus, on note que l'envoi récent de renforts en Afghanistan n'a rien donné concrètement, puisque les attaques talibanes sont en hausse de 40 % à l'été 2008. Cela dit, les commentateurs concluent qu'il n'y a pas de grandes différences entre les propositions d'Obama et celles de McCain. On va même jusqu'à qualifier de fantaisiste l'idée qu'on lui prête de vouloir y construire une nation par la force. Ainsi, non seulement on se montre critique à l'égard d'Obama à la suite de sa tournée, mais on constate aussi un virage à droite de sa part. Décidément, Obama apparaît moins libéral que certains l'avaient perçu⁴³.

40. Juan Cole, *op. cit.*; Seth Colter Walls, *op. cit.*

41. *Ibid.*

42. *Ibid.*

43. Juan Cole, *op. cit.*; Leon T. Hadar, *op. cit.*; John Nichols, *op. cit.*

Christopher Hitchens, pour sa part, considère un peu simpliste la manière dont Obama traite le dossier afghan. Hitchens affirme que le problème en Afghanistan et au Pakistan ne peut pas se résumer à une simple pénurie de troupes. Il déclare en ce sens que les commandants des forces de l'OTAN et le gouvernement afghan ne partagent pas ce point de vue. En fait, tout le problème réside dans une seule chose : les **terroristes théocratiques** que sont les talibans et leurs alliés d'Al-Qaïda sont en mesure d'opérer comme ils le font parce qu'ils bénéficient du soutien des services de renseignements du Pakistan et sont assurés d'un refuge dans l'arrière-pays de leur voisin⁴⁴.

Certains critiques décèlent même une contradiction dans la pensée d'Obama et vont jusqu'à affirmer que, comme penseur réaliste, il devrait voir que les États-Unis ont plus de raisons, en considérant l'intérêt national et en tenant compte des ressources énergétiques du pays, de rester en Irak que de se lancer dans l'aventure afghane. De plus, Obama devrait selon eux constater qu'il est plus difficile pour une armée étrangère d'imposer l'ordre en Afghanistan qu'en Irak. Toutefois, d'autres commentateurs, au lieu de blâmer Obama pour ces ambiguïtés, posent le problème plus largement en affirmant que ce sont les médias et le public américain qui sont en grande partie responsables de celles-ci, parce que ces derniers refusent obstinément de se poser les vraies questions⁴⁵.

Après son séjour en Afghanistan, Obama se rend à Berlin où il reçoit un accueil triomphal. Dans son discours de Berlin, il précise sa vision du monde et fait la démonstration que, sous une administration Obama, les États-Unis seraient disposés à revoir leurs relations avec leurs principaux partenaires dans le cadre d'une diplomatie multilatérale. L'époque de l'unilatéralisme américain serait révolue. En fin de compte, en dépit des critiques qu'il a essuyées, la tournée d'Obama à l'été 2008 s'avère un véritable succès. Elle lui permet de préciser sa pensée sur plusieurs dossiers névralgiques et de montrer qu'il est capable de se positionner sur la scène mondiale. Pour les autorités américaines en place, son arrivée au pouvoir ne devrait pas susciter de crainte⁴⁶.

7.6. LES EMBÛCHES DE LA CAMPAGNE PRÉSIDENTIELLE

Ce n'est qu'en 2007 que les autorités américaines reconnaissent ouvertement que l'on assiste à une nette détérioration de la situation en Afghanistan. Pourtant, cela fait déjà au moins quatre ans que l'insurrection va en s'intensifiant. Malgré tout, il faudra attendre en 2008 pour qu'elles commencent à adopter des mesures afin de corriger la situation.

44. Christopher Hitchens, « The War Between the Wars: Who Says We Can only Face our Enemies in one Place at a Time? », *Slate Magazine*, 14 juillet 2008.

45. Leon T. Hadar, *op. cit.* ; Tom Hayden, « Obama, Iraq and Afghanistan », *The Nation*, 15 juillet 2008.

46. Joe Klein, « Why Barack Obama Is Winning », *Time Magazine*, 22 octobre 2008.

Entre-temps, les forces américaines sur le terrain, même si elles ont été augmentées, demeurent insuffisantes. D'ailleurs, Robert Gates, secrétaire à la Défense, reconnaît ce fait lors de son témoignage du 10 septembre 2008 devant le comité des forces armées de la Chambre des représentants. Confronté à l'augmentation des activités insurrectionnelles en Afghanistan, le Pentagone envoie en janvier 2007 deux brigades supplémentaires, soit plus de 7 000 hommes, et une autre brigade de 3 500 hommes au printemps 2008. Le nombre total de soldats américains en Afghanistan est ainsi passé en moins de deux ans de 21 000 à plus de 31 000. Pendant cette même période, les alliés acceptent, lors du sommet de l'OTAN tenu à Bucarest au printemps 2008, d'accroître aussi leur participation de 20 000 à 31 000 soldats⁴⁷.

Lors de la même séance d'audition de la Chambre, l'amiral Mike Mullen, chef d'état-major interarmées, déclare aussi que le niveau des forces américaines en Afghanistan resterait insuffisant jusqu'au début de 2009. Il ajoute par ailleurs que le nouveau président devrait revoir la stratégie de cette guerre et lui donner un caractère plus cohérent et global afin d'identifier les problèmes des deux côtés de la frontière pakistano-afghane. Il révèle aussi que le général David McKiernan, le commandant des forces de la coalition en Afghanistan, a demandé un renfort supplémentaire de trois brigades, soit quelque 11 000 ou 12 000 hommes, pour le début de l'année 2009. L'amiral Mullen déclare en ce sens que la situation en Afghanistan s'est tellement détériorée que le Pentagone juge qu'il ne peut pas faire autre chose que de répondre positivement à cette demande. Le général McKiernan fera une déclaration similaire le 13 septembre dans le *National Journal*⁴⁸.

Au cours de ces mêmes années, les auteurs d'un rapport préliminaire des services de renseignements américains concluent que, compte tenu de la spirale ascendante de la violence en Afghanistan, « la capacité du gouvernement afghan d'enrayer la montée en puissance des talibans⁴⁹ » est fort douteuse. Cela est d'autant plus vrai que le gouvernement afghan est gravement affaibli par la corruption grandissante qui y existe à tous les niveaux et que les talibans commencent à lancer des attaques de plus en plus sophistiquées à partir du Pakistan⁵⁰.

Au début de l'automne 2008, la détérioration de la situation en Afghanistan prend une telle ampleur que l'administration Bush décide d'y dépêcher d'urgence le lieutenant général Douglas E. Luth, accompagné d'une équipe de spécialistes, pour investiguer sur la situation.

47. Anthony H. Cordesman, « Why the US... », *op. cit.*; Kenneth Katzman, *op. cit.*, 25-26.

48. Anthony H. Cordesman, « Why the US.. », *op. cit.*; Kenneth Katzman, *op. cit.*, p. 26.

49. Mark Mazzetti et Eric Schmitt, « U.S. Study Is Said to Warn of Crisis in Afghanistan », *The New York Times*, 8 octobre 2008

50. *Ibid.*

Il lui sera aussi demandé d'examiner la possibilité d'une plus grande coordination avec les chefs des tribus locales et d'une mise sur pied de milices locales pour combattre les talibans dans les secteurs où les forces de sécurité afghanes sont inefficaces. L'idée de faire des tribus une pièce maîtresse de sa stratégie de lutte contre les talibans représente un virage politique important de la part de l'administration Bush, ayant jusque-là limité sa collaboration aux seules forces nationales afghanes. L'administration américaine en est finalement arrivée à la conclusion que « pour avoir une stratégie contre-insurrectionnelle efficace, vous devez avoir une gouvernance locale forte dans les districts et les provinces⁵¹ ».

En Irak, l'administration Bush découvre que la meilleure stratégie pour combattre une insurrection endémique est de faire sortir les troupes américaines de leurs bases et de les placer dans les villes et villages afin de protéger la population irakienne. Cette stratégie a changé la nature de la guerre en Irak en sécurisant la population. Elle a également permis de développer la coopération entre sunnites et chiites, tout en augmentant les informations fournies par les Irakiens. Or, il appert que le général David Petraeus, le principal concepteur de cette stratégie anti-insurrectionnelle, a pris à la mi-septembre 2008 la direction du Central Command, dont relève tout le Moyen-Orient, incluant l'Irak et l'Afghanistan. Il s'agit donc de savoir s'il va transférer en Afghanistan la stratégie qu'il a développée en Irak et, si c'est le cas, de se demander si elle aurait le même succès⁵².

D'ailleurs, Petraeus reconnaît que la situation sur le terrain est bien différente en Afghanistan qu'en Irak. D'une part, en Afghanistan, les autorités américaines sont confrontées à une situation où, tout en voulant contrer la montée de la violence, elles ne désirent pas mettre en péril la situation de l'Irak. Il y a là un exercice d'équilibre pour le moins délicat. Comment contrer la résurgence des talibans sans perdre de terrain en Irak ? En ce sens, une action militaire de plus grande envergure devient jour après jour incontournable. Finalement, selon Petraeus, cette action militaire doit être accompagnée d'un engagement politique, économique et diplomatique important des États-Unis pour maximiser les gains réalisés sur le plan de la sécurité⁵³.

51. *Ibid.*

52. Greg Reeson, « The Petraeus Strategy in Afghanistan, Countering Insurgency in Two Theaters of War », *Suite101*, 6 août 2008.

53. Le général McKiernan corroborait ce point de vue à la fin septembre 2008. Anthony H. Cordesman, « Why the US... », *op. cit.*

7.7. LE RÉVEIL TARDIF DU PRÉSIDENT BUSH

C'est dans ce contexte que l'administration Bush annonce au début de septembre 2008 l'envoi d'un bataillon de marines et une brigade de l'armée en Afghanistan. C'est beaucoup moins que les 10 000 hommes que les autorités militaires sur le terrain ont demandés, mais l'administration Bush s'engage à envoyer 8 000 soldats supplémentaires en février 2009. Entre-temps, le général Petraeus déclare que « l'expérience acquise en Irak montre qu'il faudra des progrès politiques et économiques en plus de l'action militaire pour lutter contre la croissance de la violence en Afghanistan⁵⁴ ». La décision de l'administration Bush, appuyant les propos du général Petraeus, alimente la campagne présidentielle alors que le déploiement de nouvelles troupes en Afghanistan est devenu l'un des enjeux centraux de la campagne⁵⁵.

D'ailleurs, une rumeur circule, suggérant que les groupes de terroristes arabes qui ont opéré précédemment en Irak se sont installés en Afghanistan. Le sénateur Obama profite de cette rumeur pour affirmer que le front dans la lutte contre le terrorisme n'est pas l'Irak, mais, comme il l'a toujours affirmé, l'Afghanistan⁵⁶. Comme il l'a fait à l'égard de ses adversaires démocrates pendant les primaires, Barack Obama se montre très habile à utiliser contre John McCain son opposition à la guerre en Irak. En plus d'accuser l'administration Bush d'être responsable de la détérioration de la situation en Afghanistan pour ne pas y avoir mis les ressources nécessaires, Obama en profite aussi pour attaquer son adversaire républicain⁵⁷.

Il est d'autant plus facile pour Obama d'attaquer McCain sur la question afghane que ce dernier déclare à plusieurs reprises durant l'été 2008 que personne ne croit que l'Afghanistan représente une menace pour les États-Unis. Aussi, à mesure que la campagne avance, John McCain cherche à éviter autant que possible la question⁵⁸. Barack Obama place le sénateur McCain sur la défensive lors de leur premier débat télévisé en l'accusant d'avoir appuyé la mauvaise guerre, celle en Irak, au détriment de la véritable guerre, celle en Afghanistan. Les conséquences tragiques de la guerre Irak, selon Obama, résident dans le fait qu'elle a détourné les États-Unis de leur principal objectif⁵⁹.

54. David Petraeus, « More than Troops Needed in Afghanistan », *USA Today*, 15 septembre 2008.

55. *Ibid.*

56. John Burns, *op. cit.*

57. Seth Colter Walls, *op. cit.*

58. Editor, « Petraeus, McKiernan Rebuff McCain on Afghanistan », *National Security Network*, 2 octobre 2008; Fred Kaplan, « The Afghanistan Test, Petraeus' and NATO's New Strategy is Much Closer to Obama's than McCain's », *Slate Magazine*, 16 octobre 2008.

59. Seth Colter Walls, *op. cit.*; Mark Mazzetti et Eric Schmitt, *op. cit.*

À mesure qu'il devient de plus en plus évident que la situation en Afghanistan se détériore, John McCain et Barack Obama appuient tous deux fortement la décision de l'administration Bush d'y envoyer des renforts supplémentaires. Ils se montrent même prédisposés à envoyer davantage de troupes que celles envisagées par l'administration Bush et reconnaissent la nécessité de revoir toute la stratégie entourant cette guerre⁶⁰. Toutefois, les observateurs considèrent que les nouveaux renforts, dont parlent McCain et Obama et dont les généraux McKiernan et Petraeus ont urgemment besoin, ne peuvent pas être envoyés avant l'été, voire l'automne 2009⁶¹.

Mais ici encore, Obama profite d'un appui apparemment inattendu : alors que McCain se déclare à plusieurs reprises en faveur d'utiliser en Afghanistan la stratégie qui a si bien fonctionné en Irak, il se voit contredire par le général McKiernan, le commandant des forces coalisées en Afghanistan. Ce dernier intervient directement dans la campagne présidentielle en corroborant les propos du général Petraeus qui a affirmé que l'Afghanistan n'est pas l'Irak et que les défis dans les deux pays sont très différents. Cette rebuffade de McCain par les généraux sur le terrain vient consolider la position d'Obama en donnant l'impression qu'il a une meilleure compréhension de la réalité que son adversaire républicain⁶².

Cette situation se confirme avec l'entrée en scène de Sarah Palin. L'incompétence de la colistière de McCain, qui cita Obama hors contexte sur la question de l'Afghanistan, met encore davantage le candidat républicain dans l'embarras. Elle montre aussi son incompréhension non seulement à propos de la déclaration d'Obama quant à la possibilité de négocier avec les éléments modérés des talibans, mais aussi à propos du sens de la stratégie que celui-ci préconise pour stabiliser l'Afghanistan en s'attaquant aux sources d'insécurité dans le pays. En alimentant ce débat, elle démontre qu'Obama a eu raison d'affirmer que l'on a trop longtemps négligé ce pays et qu'il faut en revoir la stratégie⁶³.

D'ailleurs, à mesure que la campagne progresse, un courant favorable au candidat démocrate se fait sentir. Obama profite d'une tendance politique lourde, causée par la plus grande crise économique à frapper les États-Unis en quatre-vingts ans. Depuis 1976, jamais les électeurs américains n'ont montré un désir aussi profond de changement de garde. Cette situation favorise Obama, qui apparaît alors comme l'antidote de George W. Bush. En dépit d'une campagne dynamique, McCain ne peut renverser le courant. Et pour en rajouter, Obama obtient à la fin octobre

60. Peter Bergen, « A Man », *op. cit.* ; Mark Mazzetti et Eric Schmitt, *op. cit.*

61. John Burns, *op. cit.*

62. « Petraeus, McKiernan Rebuff McCain », *The National Security Network*, 2 octobre 2008 ; Fred Kaplan, « The Afghanistan Test », *op. cit.*

63. Fred Kaplan, « The Afghanistan Test », *op. cit.* ; Joe Klein, « Why Obama Is Winning », *op. cit.*

le soutien du général Colin Powell, ancien secrétaire d'État du président George W. Bush. Powell soutient maintenant avec enthousiasme la candidature de Barack Obama⁶⁴.

Bien que John McCain soit un aviateur chevronné, c'est Barack Obama qui a su le mieux adapter à la campagne électorale la stratégie privilégiée des aviateurs, lorsqu'ils sont confrontés à un barrage anti-aérien. Cette stratégie consiste à libérer un nuage de pièces métalliques afin de créer une confusion pour les obus ou les missiles lancés dans leur direction. En faisant une série d'insinuations sur des prises de position qu'il modifie à volonté, il crée un véritable casse-tête pour les Républicains. Qui est le véritable Barack Obama ? Ces derniers ne savent plus où viser. Il sème ainsi la confusion chez les Républicains. Cette stratégie révèle qu'il est un habile politicien, et cela lui permet de garder ses options ouvertes dans plusieurs dossiers⁶⁵. Pendant tout ce temps, la détérioration de la situation en Afghanistan ne fait qu'augmenter et risque de limiter les options de la future administration.

En novembre 2008, John Nagl, un boursier Rhodes, diplômé de West Point et ancien colonel de l'armée américaine, fait une tournée de l'Afghanistan. Ayant passé trois années en Irak, il est devenu un spécialiste des guérillas. Il est d'ailleurs l'auteur d'un manuel stratégique de lutte anti-insurrectionnelle. Ce qu'il voit en Afghanistan est pire que ce à quoi il s'attendait. Il conclut que les talibans sont devenus plus audacieux et cruels que jamais, n'hésitant pas à décapiter des dizaines d'hommes à la fois, à commettre des attentats dans la capitale avec des voitures piégées, à recourir à des tireurs d'élite pour tuer des soldats de l'OTAN et à multiplier les attaques le long des routes. Par conséquent, la situation est devenue si critique qu'il conclut que cela prendra beaucoup de temps, beaucoup d'argent et au moins un doublement des effectifs américains pour rétablir un minimum de sécurité dans le pays. Entre-temps, il faudra aussi doubler, voire tripler les forces de sécurité afghanes. À la fin, il se questionne à savoir si les Américains sont disposés à assumer les coûts d'un redressement de la situation, en hommes et en argent⁶⁶. Nagl n'est pas le seul à penser ainsi.

La détérioration de la situation en Afghanistan devient telle à l'automne 2008 qu'il est évident pour plusieurs observateurs attentifs que la nouvelle administration devra prendre des décisions difficiles, dans les premières semaines, voire dans les premiers jours suivant l'entrée en fonction du nouveau premier ministre. Confrontée à une guérilla généralisée des talibans dans plus de 70 % du territoire,

64. Victor Davis Hanson, « The Obama Enigma », *The National Review Online*, 23 octobre 2008. ; Joe Klein, « Why Obama Is Winning », *op. cit.*

65. David S. Broder, « Obama's Enigma », *The Washington Post*, 13 juillet 2008 ; Victor Davis Hanson, *op. cit.* ; Ben Wallace-Wells, « Destiny's Child », *The Rolling Stone*, 22 février 2007.

66. Michael Crowley, « Obama vs. Osama: Has He Picked the Right War? », *The New Republic*, 24 décembre 2008.

l'administration Bush a déjà ordonné l'envoi d'urgence de nouvelles troupes en octobre 2008. Mais entre-temps, même Kaboul, la capitale du pays devient menacée. La situation s'aggrave à un point tel que si rien n'est fait, les autorités militaires américaines considéreront que la guerre est en pratique perdue⁶⁷.

À la fin de 2008, la situation en Afghanistan devient pire que celle qui avait cours un an plus tôt en Irak. Non seulement l'Afghanistan, avec ses 32 millions d'habitants, a une population 20 % plus importante qu'en Irak, mais c'est aussi un pays beaucoup plus vaste et plus montagneux. Les forces américaines sont impliquées dans une guerre asymétrique qui va en s'amplifiant. Le nombre d'attentats-suicides est passé de 10 en 2005 à 150 en 2008, alors que durant la même période le nombre d'attaques effectuées avec des dispositifs explosifs le long des routes est passé de 782 à 3 200⁶⁸. Par rapport à l'Irak, l'armée afghane, avec ses 70 000 soldats est non seulement trois fois plus petite, mais aussi moins opérationnelle. Assurer la sécurité en Afghanistan représente donc tout un défi pour la nouvelle administration⁶⁹.

La façon dont la nouvelle administration se donnera les moyens pour relever le défi de sécuriser l'Afghanistan demeure la grande question en cette fin de 2008. Deux sondages, menés en août et en septembre 2008, rapportent respectivement que 41 % des Américains considèrent déjà que c'est une erreur d'envoyer des troupes supplémentaires en Afghanistan, et 45 % d'entre eux affirment que les coûts de la guerre sont plus élevés que les avantages qu'on en tirera, mais ils montrent aussi que l'on n'a pas besoin de vaincre les talibans pour l'emporter contre le terrorisme mondial. La guerre en Afghanistan peut représenter une bonne cause, mais Barack Obama va avoir la tâche d'en convaincre le public américain alors que les appuis à cette guerre ont tendance à diminuer⁷⁰.

Par ailleurs, la crise en Asie centrale ne se limite pas à l'Afghanistan ; elle s'est étendue au Pakistan. Par exemple, en 2007, il y a plus de 50 attentats-suicides au Pakistan, comparativement à 140 en Afghanistan. Dans les deux cas, la majorité des attentats sont effectués par des talibans. Devant cette situation, les autorités pakistanaises se retrouvent dans un dilemme et hésitent quant à la marche à suivre. Doivent-ils utiliser les groupes radicaux, comme les talibans, afin de contrôler l'Afghanistan

67. Robert D. Kaplan, « Obama's Afghanistan Hurdles », *The Atlantic Dispatch*, 12 décembre 2008 ; Fareed Zakaria, « Wanted : A New Grand Strategy », *Newsweek*, 8 décembre 2008.

68. Gordon M. Goldstein, « Five Questions for Obama on Afghan War », *CNN*, 1^{er} décembre 2009.

69. Michael R. Gordon, « Afghan Strategy Poses Stiff Challenge for Obama », *The New York Times*, 1^{er} décembre 2008 ; Robert D. Kaplan, « Obama's Afghanistan Hurdles », *op. cit.*

70. « The AP-GfK Poll », 5-10 septembre 2008, *ap-gfkipoll.com* ; « Washington Post-ABC News Poll », 10-13 juillet 2008, *The Washington Post*, 14 juillet 2008.

dans l'éventualité d'un départ des Américains ou doivent-ils s'aligner davantage sur les États-Unis et courir le risque d'assister à une déstabilisation accrue de leur situation intérieure? La décision du président d'engager davantage ou non les États-Unis en Afghanistan est donc cruciale pour le Pakistan⁷¹.

La décision d'envoyer des renforts en Afghanistan doit donc être comprise dans le cadre d'une stratégie plus large. Les États-Unis vont devoir compter sur la coopération des autorités pakistanaises. Une étude réalisée par Seth Jones, de la RAND Corporation, portant sur 90 insurrections survenues depuis 1945, conclut que, dans 43 % des cas, ces insurrections ont réussi lorsqu'elles disposent d'un sanctuaire. Par ailleurs, une autre étude produite par les Nations Unies note que la plupart des kamikazes des attentats perpétrés en Afghanistan sont passés par les écoles coraniques du Pakistan. Dans ces écoles, les talibans recrutent de pauvres bergers ou des éleveurs de vaches illettrés qu'ils transforment en martyr en leur promettant un paradis rempli de vierges. Par conséquent, le problème taliban n'est pas simplement un problème afghan. La solution réside aussi au Pakistan. Il faut que les services de renseignements pakistanais cessent de protéger les talibans. Pour leur part, les États-Unis doivent cesser de considérer l'Afghanistan et le Pakistan comme deux entités distinctes et accepter de les voir comme formant une unique région⁷².

Les États-Unis sont aussi conscients qu'ils peuvent compter de moins en moins sur leurs alliés. En dépit de l'**obamania** qui a balayé le Canada et l'Europe, les opinions publiques canadiennes et européennes ne sont pas en faveur de la guerre. Les Canadiens et les Européens ne sont pas disposés à faire les sacrifices que cette guerre exige. Le Canada retirera ses 2 800 soldats à l'été 2011, et la Grande-Bretagne suivra la pression de l'opinion publique demandant le retrait des 8 000 soldats britanniques durant l'année 2010. La formation Al-Qaïda est consciente de cette situation. C'est dans cet esprit qu'elle aurait écorché vifs dix soldats français qu'elle avait capturés. Par contre, de nouvelles informations tendent à démontrer que ces exécutions seraient liées au versement d'une rançon qui aurait mal tourné⁷³.

CONCLUSION

Le sénateur Obama a toujours appuyé la guerre en Afghanistan et il promet de faire de cette dernière une priorité une fois devenu président. Afin de gagner cette guerre, il a toujours été en faveur de l'envoi de troupes supplémentaires. Comme sénateur, il propose à l'été 2007 de

71. Peter Bergen, « A Man... », *op. cit.*

72. *Ibid.*

73. Michael Crowley, « Obama vs. Osama... », *op. cit.*

doubler l'aide militaire à l'Afghanistan, d'envoyer dans ce pays deux brigades supplémentaires et de presser le Pakistan pour qu'il sécurise ses zones frontalières. Son réalisme chrétien amène Obama à croire qu'il n'a pas d'autre choix. La guerre en Afghanistan est une guerre non seulement juste, mais nécessaire. Sur ce point, Reinhold Niebuhr aurait probablement été d'accord avec lui⁷⁴.

Pour gagner la guerre contre le terrorisme, Obama est disposé à appliquer les leçons de Kennan. Les États-Unis doivent faire plus qu'une simple utilisation de leur puissance militaire et porter le combat chez l'ennemi. Ils doivent encourager les pays du Grand et du Moyen-Orient, tels que l'Arabie Saoudite, le Pakistan, l'Afghanistan, l'Égypte et l'Irak, où les groupes terroristes peuvent avoir une certaine influence, à mettre en place des politiques économiques et sociales afin de moderniser leurs institutions et leur économie. Dans cette perspective, le soutien économique est souvent plus important que l'aide militaire. C'est d'ailleurs sur cet aspect que la guerre contre le terrorisme peut se gagner ou se perdre⁷⁵.

À la fin de 2008, Barack Obama, nouvellement élu président des États-Unis, est à même de constater les signes encourageants en provenance de l'Irak. Non seulement la guerre civile a été évitée, mais les Irakiens montrent également une volonté de participer au processus démocratique. Avec la diminution de la violence, la nouvelle administration américaine peut envisager un repli des troupes. Toutefois, la situation va dans un sens inverse en Afghanistan, alors que le pays se situe en équilibre précaire entre le chaos et l'ordre. Pour le futur président, il devient de plus en plus évident que les États-Unis devront engager à long terme d'importantes ressources économiques et militaires afin que l'Afghanistan ne redevienne pas un terroir fertile pour le terrorisme. Digne héritier de Kennan et de Niebuhr, Obama est conscient que, pour réussir en Afghanistan, les forces de la coalition doivent disposer d'un cadre stratégique similaire à celui ayant permis de combattre le communisme, il y a quelque soixante ans.

74. Lance Dickie, « Refocusing on Afghanistan », *The Seattle Times*, 1^{er} décembre 2006 ; Anne E. Kornblut, *op. cit.* ; Anthony B. Robinson, *op. cit.*

75. Ian Bremmer, « George Kennan's Lessons for the War on Terror », *The New York Times*, 24 mars 2005.



CHAPITRE 8

Une transition sous le signe de l'espoir

Au fil du temps, les États-Unis vont montrer une fois de plus au monde que notre nation est implacable quant à la défense de son peuple, qu'elle est constante dans l'avancement de ses intérêts, et qu'elle est attachée à ses idéaux, qui éclairent le monde comme un phare : la démocratie et la justice ; l'opportunité et l'espoir inébranlable – parce que les valeurs américaines sont les plus importantes de l'Amérique et devraient être exportées dans le monde entier.

Barack Obama, 1^{er} décembre 2008

En acceptant son prix Nobel de la paix en décembre 2009, le président Barack Obama expose sa philosophie quant à la nature des relations internationales et souligne sa volonté de traduire son approche en actions concrètes. Comme il vient d'ordonner l'envoi de 30 000 soldats supplémentaires en Afghanistan, Obama est conscient de l'apparente ironie de la situation. C'est pourquoi, dans son discours d'acceptation, il traite directement de ce paradoxe en affirmant que « Le mal existe dans le monde » et que « La guerre est parfois nécessaire »¹. Dans le cadre de son discours, Obama en profite aussi pour exposer en détail sa conception de la diplomatie internationale. Il traite entre autres des tentatives de dialogue établies avec des régimes hostiles comme l'Iran, la Corée du Nord et le Soudan. Bien que sa politique d'ouverture vise à amener un changement de comportement de la part de ces régimes, il affirme qu'il n'hésitera pas à imposer des sanctions plus sévères si cela est nécessaire. Ainsi, il souhaite mettre à l'épreuve sa conception de la politique internationale, voire de sa doctrine. Mais par-dessus tout, c'est l'Afghanistan qui constitue le véritable défi pour la **doctrine Obama** ; cela est d'autant plus vrai que la situation dans ce pays ne cesse de se dégrader, alors que l'on procède à Washington à un changement de garde².

Dès le lendemain de sa victoire historique du 4 novembre 2008, Barack Obama entame la formation de son équipe. Il prête une attention particulière à deux domaines : l'économie et la sécurité internationale. Obama annonce le 1^{er} décembre 2008 le nom des personnes qui occuperont les principaux postes dans son administration. Selon plusieurs observateurs, il a réussi à mettre sur pied une équipe de rêve, dont les membres ont un talent hors de l'ordinaire. Compte tenu des défis auxquels la nouvelle administration est confrontée sur la scène internationale ainsi que du virage que le nouveau président veut donner à la politique extérieure américaine, le talent des membres de son équipe devient d'autant plus important³.

Lors de sa présentation du 1^{er} décembre, le président élu insiste sur le fait que la sécurité américaine dépend plus que jamais de la situation mondiale et que le gouvernement américain doit être attentif à ce qui se passe dans le monde, comme les événements du 11 septembre l'ont tragiquement rappelé. Les attentats de Mumbai, survenus la semaine précédente, montrent que la terreur ne peut pas être contenue par de simples frontières. C'est pourquoi, dans ce monde incertain,

-
1. Barack Obama, « Paix et responsabilité », *L'allocution du président Barack Obama à l'occasion de son acceptation du prix Nobel de la paix*, America.gov, 10 décembre 2009.
 2. Doyle McManus, « Obama Doctrine Emerges in Oslo Speech », *The Los Angeles Times*, 13 décembre 2009.
 3. Michael Gerson, « Closet Centrist : In Obama's Cabinet, the Audacity of Moderation », *The Washington Post*, 3 décembre 2008 ; Kenneth T. Walsh, « Exclusive Interview : Obama "Never 100 Percent Certain" », *US News and World Reports*, 27 octobre 2009 ; Fareed Zakaria, « Wanted : A New Grand Strategy », *Newsweek*, 8 décembre 2008.

le nouveau président exprime sa détermination à ce que les États-Unis exercent un nouveau leadership pour surmonter les défis du XXI^e siècle et être en mesure de « vaincre nos ennemis et soutenir nos amis⁴ ».

Afin de réaliser ses objectifs, Obama déclare qu'il a réuni une équipe dont les membres, par leurs services passés et leurs plans pour l'avenir, sont en mesure de donner à la politique américaine la nouvelle orientation qu'il préconise, que ce soit par leur expérience militaire ou diplomatique, leur intelligence ou leur capacité d'incarner les valeurs morales américaines. Par-dessus tout, il affirme qu'il a choisi ses collaborateurs parce qu'« ils partagent [son] pragmatisme sur l'utilisation du pouvoir, et [son] sens de l'objectif sur le rôle de l'Amérique comme un leader dans le monde⁵ ».

8.1. UNE TRANSITION MARQUÉE PAR LA COLLABORATION DE L'ADMINISTRATION BUSH

Durant la campagne électorale, Barack Obama a pris deux engagements majeurs qui sont au cœur de ce qui deviendra connu comme la **doctrine Obama**. Il a promis de redéfinir les objectifs américains des guerres en Irak et en Afghanistan. Dans le cas de l'Irak, il veut procéder rapidement à un retrait des troupes. Dans celui de l'Afghanistan, il veut revoir la stratégie et redéfinir la mission des troupes américaines pour s'assurer que les États-Unis ne perdent pas cette guerre⁶. Toutefois, le nouveau président ne veut pas s'engager à l'aveuglette dans ce conflit avec l'Afghanistan. Il a clairement souligné la nécessité d'en peser les coûts et de s'assurer que celui-ci ne menace pas la sécurité économique des États-Unis. Il a aussi signalé que la force militaire n'est qu'un outil de politique étrangère et qu'il faut évaluer les conséquences de cet engagement militaire. Finalement, il a noté que les forces armées américaines ne devraient pas demeurer en permanence dans le pays, et ce, afin d'éviter de nourrir un sentiment anti-impérialiste. Les objectifs doivent donc être clairement définis et la date de sortie, fixée⁷. Or, il appert que les événements forceront la main du nouveau président.

C'est à ces problèmes que la nouvelle administration tente de répondre à la fin de l'année 2008. Dans ce contexte, ce ne sont pas tous les observateurs qui sont en accord avec la nouvelle stratégie préconisée par la future administration Obama. On comprend très bien le désir du futur président de se désengager de l'Irak, qui est selon lui « la mauvaise

4. Barack Obama, « Key members of Obama-Biden National Security Team Announced », *Change.gov*, 1^{er} décembre 2008.

5. *Ibid.*

6. Gordon Lubold, « The Emerging Obama Doctrine », *The Christian Monitor*, 10 mars 2009.

7. Emily S. Rosenberg, « The Obama Non-Doctrine », *History News Network*, 12 février 2009.

guerre, au mauvais moment, au mauvais endroit », mais sa détermination à faire du front afghan la pièce maîtresse de sa politique de lutte contre le terrorisme est, pour bien des commentateurs, discutable. En fin de compte, Obama ne fait que perpétuer les politiques de Bush. Par ailleurs, on lui prête des enjeux géostratégiques non avoués concernant le contrôle des routes pétrolières de la mer Caspienne⁸.

Le 18 décembre 2008, le président Bush déclare candidement qu'il travaille très fort pour faciliter la transition et affirme que c'est son désir le plus sincère que Barack Obama réussisse comme président. Il conclut ensuite son propos en affirmant qu'il a été très impressionné par son successeur. Par ailleurs, Obama profite largement de la réussite en Irak de la politique de Bush après 2006. La diminution de la violence dans le pays et le retour à la stabilité politique permettent au président Obama de présenter sa politique de retrait des troupes américaines en Irak sans qu'il ne se fasse accuser de défaitisme. De fait, le président Obama aurait été soumis à de fortes pressions pour retarder son projet si la situation en Irak avait évolué autrement et si le pays avait sombré davantage dans le chaos. Le président Bush a ainsi facilité les choses pour Obama, en dépit des critiques de ce dernier, et a fourni à son successeur la marge de manœuvre nécessaire pour recentrer ses efforts sur le front de l'Afghanistan⁹.

Sans attendre l'entrée en fonction du président Obama, l'administration Bush annonce par la bouche du chef d'état-major interarmées américain, l'amiral Michael Mullen, l'envoi de 20 000 à 30 000 soldats supplémentaires en Afghanistan d'ici l'été 2009. Ces effectifs s'ajoutent aux 31 000 soldats américains et aux 35 000 troupes de l'OTAN déjà présents en sol afghan. Bien plus, l'amiral Mullen informe le public qu'avec ces renforts, il faut s'attendre à une augmentation de la violence et des pertes américaines. Les combats vont alors devenir plus intenses, mais c'est le prix à payer pour reprendre l'offensive dans cette guerre¹⁰.

Cette décision s'inscrit dans la politique que la nouvelle administration veut mettre en place. L'administration Bush, en annonçant l'envoi de nouvelles troupes en décembre 2008, vient ainsi faciliter les choses pour Obama. Par contre, le nombre de renforts que l'administration Obama devra envoyer après le 20 janvier 2009 sera d'autant moins élevé et aura un impact sur l'annonce qu'en fera le nouveau président. Mais cette décision représente aussi une nouvelle phase de la guerre au

8. Jeffrey T. Kuhner, « Obama's Vietnam ? », *The Washington Times*, 25 janvier 2009 ; Dominique Bari, « Obama. Afghanistan, toujours le "grand jeu" », *L'humanité*, 20 janvier 2009 ; M.K. Bhadrakumar, « All Roads Lead out of Afghanistan », *South Asia*, 20 décembre 2008 ; Tariq Ali, « Operation Enduring Disaster : Breaking with Afghan Policy », *The Nation*, 17 novembre 2008.

9. John Heilemann, « Bush and Barack, Bedfellows », *The New York Magazine*, 28 décembre 2008 ; David Remnick, *The Bridge : The Life and Rise of Barack Obama*, New York, Alfred A. Knopf, 2010, p. 573.

10. Dominique Bari, *op. cit.*

terrorisme et montre la détermination des autorités américaines, peu importe l'administration en place, à reprendre le contrôle de la situation en Asie centrale. En ce sens, l'administration Bush vient cautionner l'approche d'Obama, pour qui la véritable guerre au terrorisme n'est pas en Irak, mais en Afghanistan et au Pakistan. « Loin de mettre un terme au militarisme américain, le nouveau président est bien décidé à intensifier la guerre en Afghanistan et potentiellement au Pakistan. Il en avait déjà convaincu Bush, qui s'est clairement réaligné ces derniers mois sur la ligne avancée par son successeur¹¹. »

Si, dans un premier temps, l'envoi de renforts vise à éliminer la menace immédiate que les talibans font peser sur Kaboul, il vise dans un deuxième temps à reprendre l'offensive dans cette guerre. Une fois les insurgés largement neutralisés, la guerre entrera, selon cette stratégie, dans une troisième phase consistant dans la formation de forces afghanes qui auraient la motivation nécessaire et les capacités opérationnelles suffisantes pour assurer la sécurité des différentes provinces du pays. Cette stratégie, préconisée par le général David Petraeus, serait en fait la seule façon de gagner le cœur et l'âme des Afghans. La guerre serait ultimement gagnée par les forces afghanes, non par des forces étrangères¹².

Or, c'est là que le bât blesse. Entre 2002 et 2008, les États-Unis ont investi 10 milliards de dollars pour créer une armée afghane (ANA). Bien que cette armée doive comporter 80 000 soldats, elle n'en compte encore que 58 000 à l'automne 2008. Pis encore, sur les 105 unités de combat composant cette armée, seulement deux sont opérationnelles et capables de mener des opérations autonomes sur le terrain. Après sept ans, 38 unités sont capables d'opérer, mais avec un appui régulier des forces de la coalition, 32 unités ne fonctionnent que partiellement et dépendent largement d'un appui des forces internationales, 11 unités n'ont aucune autonomie, et les 22 unités restantes n'ont pas encore reçu de formation. Les autorités afghanes ont de la difficulté à recruter ou à retenir des candidats qualifiés pour les postes d'officiers. Les officiers formateurs étrangers notent aussi un taux de désertion très élevé ainsi que la disparition de près de 40 % du matériel de défense, allant des armes aux radios et même aux véhicules. Par conséquent, les objectifs concernant les capacités opérationnelles de l'armée nationale afghane sont constamment reportés¹³.

L'inefficacité des forces de sécurité ne se limite pas à l'armée nationale afghane. La situation est encore plus grave dans la police nationale afghane (PNA). En fait, les autorités afghanes et américaines n'ont commencé qu'en 2004 à financer de manière sérieuse la PNA.

11. *Ibid.*

12. Robert D. Kaplan, « Obama's Afghanistan Hurdles », *The Atlantic Dispatch*, 12 décembre 2008.

13. Anthony H. Cordesman, « Why the US is Losing in Afghanistan », *South Asia*, 1^{er} octobre 2008.

Entre avril 2002 et 2008, les États-Unis ont dépensé 6,2 milliards de dollars pour la formation de la PNA et la création d'unités spéciales efficaces. Mais la police a été jusque-là si mal équipée et mal organisée que les progrès ne surviennent que très lentement. En janvier 2005, il n'y a que 35 000 policiers formés et on ne sait toujours pas combien d'entre eux sont en service. Sur papier, les forces policières sont passées de 62 000 à 82 000 hommes en mai 2007. Toutefois, en dépit des sommes investies, il n'y a en avril 2008 aucune unité de la police qui est capable de remplir efficacement les missions que les autorités lui confient. Les trois quarts des unités sont considérées comme étant complètement inefficaces. Pour développer une police nationale efficace, il faut avoir les effectifs et le matériel requis. Ces deux éléments manquent encore cruellement en Afghanistan en décembre 2008¹⁴.

À la suite de son élection, le président Obama jouit déjà d'un atout. Il a une vision claire et réaliste de la situation internationale et il sait que l'Afghanistan sera le principal front pour tester la validité de sa doctrine. Aussi, la personnalité d'Obama, avec son sens inné du compromis, son attitude d'écoute et sa démarche humble, cadre parfaitement avec les fondements théoriques de sa doctrine. Mais avant d'accéder à la présidence, il lui reste encore à se constituer une équipe de première qualité.

8.2 À LA RECHERCHE D'UNE ÉQUIPE EXCEPTIONNELLE

Alors qu'il exige l'excellence chez lui-même et chez les autres, Barack Obama ne tolère pas la complaisance. Très méthodique dans l'évaluation du travail à réaliser, il procède de même dans la formation de son équipe. Pour lui, excellence et diversité de points de vue et d'origines doivent aller de pair. Désirant trouver la combinaison gagnante, il cherche des personnes qui sont capables d'innover et qui sont en mesure de supporter la compétition¹⁵. Pour ce faire, Obama n'attend pas que son élection soit acquise pour commencer à former son équipe.

Une fois sa nomination assurée, en juin 2008, Obama réorganise son équipe en préparation des présidentielles et s'adjoint une série de personnes chevronnées en politique internationale. Le nombre de ces personnes et la qualité de leurs compétences sont tels qu'Elisabeth Bumiller du *New York Times* décrit l'ensemble de ses conseillers comme formant un mini-secrétariat d'État. Obama démontre alors un large pragmatisme en s'entourant de conseillers modérés dont certains ont appuyé la guerre en Irak. Parmi eux, il y a Tim Roemer, un ancien représentant

14. Anthony H. Cordesman, « Why the US.. », *op. cit.*; Michael R. Gordon, « Afghan Strategy Poses Stiff Challenge for Obama », *The New York Times*, 1^{er} décembre 2008.

15. Shelle Leanne, *Leadership, the Barack Obama Way*, New York, McGraw Hill, 2010, p. 126-127, 164.

au Congrès et membre de la commission sur le 11 septembre. On retrouve ensuite, Lee Hamilton, un ami de Dick Cheney et ancien membre démocrate du Congrès, qui a aussi été co-président de la commission sur le 11 septembre et membre de l'**Iraq Study Group**. Puis, il y a William Perry, un ancien secrétaire à la Défense sous Bill Clinton, Warren Christopher et Madeleine Albright, deux anciens secrétaires d'État sous Bill Clinton, le sénateur David Boren, un ancien président de la commission sénatoriale spéciale sur le renseignement, Tony Lake, un ancien conseiller à la sécurité nationale, Eric Holder, un ancien sous-ministre à la justice, Susan Rice, une ancienne sous-secrétaire d'État, James Steinberg, un ancien vice-président du Conseil de sécurité nationale, et l'ancien sénateur Sam Nunn, un ancien président du comité sénatorial sur les forces armées. La composition de l'équipe de conseillers d'Obama montre que ce dernier est prêt à centrer son message sur la politique américaine dans le sens de la poursuite des intérêts stratégiques des États-Unis. Il veut démontrer que, sous sa gouvernance, les États-Unis n'apparaîtront pas faibles sur la scène mondiale¹⁶.

Comme la course présidentielle prend son envol, Obama entre en contact avec différents dirigeants militaires, y compris ceux qui ne sont pas d'accord avec lui sur l'Irak. La maxime de Machiavel concernant la formation d'une équipe s'applique bien à Obama. Machiavel affirme que la première impression que l'on se fait d'un leader découle de l'image projetée par son entourage. Si ses conseillers sont compétents et loyaux, alors ce dernier est considéré comme un sage. Nous pouvons dire que c'est le cas avec Obama¹⁷.

Richard Danzig, un ancien secrétaire à la Marine, organise deux réunions entre Obama et des officiers militaires à la retraite. Danzig hésite à inviter des officiers qui se sont opposés aux points de vue d'Obama. Celui-ci répond qu'au contraire il veut les rencontrer. Danzig note alors qu'une des choses intéressantes au sujet d'Obama est son désir d'obtenir un éventail de points de vue plutôt que d'obtenir un produit homogène ou d'exclure les personnes qui ne sont pas en accord avec lui¹⁸.

L'échange d'Obama avec Petraeus en juillet 2008 est en soi révélateur du style de leadership du futur président. Il démontre sa capacité à marquer des points en affirmant que, s'il devient président, c'est lui qui aura le contrôle complet sur la guerre; il n'abdicuera pas ses responsabilités. En dépit d'un différend sur le retrait des troupes, Obama

16. Elisabeth Bumiller, « A Cast of 300 Advises Obama on Foreign Policy », *The New York Times*, 18 juillet 2008; Michael Jackman, « Barack Obama's Foreign Policy Adviser Picks Tell Us All We Need To Know About Him », *Infowars.com*, 11 juillet 2008.

17. Michael Watkins, « Obama and Afghanistan: Deciding vs. Deliberating », *Harvard Business Review*, 30 novembre 2009.

18. Farah Stockman, « Obama Stance on Iraq Shows Evolving View », *The Boston Globe*, 8 mars 2008.

ne craint pas d'endosser Petraeus comme l'homme de la situation pour diriger les opérations en Asie centrale¹⁹. Cet incident est un bon indicateur de la façon dont Obama exercera son leadership une fois devenu président : il ne craint pas la discussion, mais il sait aussi où tirer la ligne.

Par ailleurs, l'équipe Obama peut compter sur la contribution d'une personne hors du commun et qui connaît très bien la situation afghane pour avoir travaillé sur le terrain. En novembre 2008, le général Petraeus, qui a été à l'origine du revirement de situation en Irak en 2007, a pris en charge le commandement central des opérations militaires en Irak, en Afghanistan et dans la région²⁰. Il partage l'opinion du président Obama sur le **caractère juste** de la guerre en Afghanistan. Il constate que les États-Unis sont confrontés en Afghanistan à une situation similaire à celle du Vietnam. Ils peuvent gagner toutes les batailles sans pouvoir pour autant gagner la guerre, et sans compter qu'ils pourraient finalement perdre l'appui de la population américaine. Pour s'assurer que cela ne se produise pas, David Petraeus est prêt à travailler en étroite collaboration avec Richard Holbrooke et à tenter de réaliser un nouveau miracle, en Afghanistan cette fois-ci²¹.

David Petraeus est présentement considéré comme le plus grand spécialiste militaire américain de la lutte anti-insurrectionnelle. Il a rédigé sa thèse de doctorat sur « L'armée américaine et les leçons du Vietnam », renforçant son analyse par un examen de la guerre soviéto-afghane de 1979 à 1989. En 2007, il a été le principal responsable du revirement de la situation dans la guerre en Irak²². Une leçon que Petraeus a retenue de sa thèse de doctorat, c'est que les États-Unis ne peuvent pas gagner la guerre simplement en tuant tout le monde. L'ennemi ne sera pas vaincu par les Américains ou leurs alliés étrangers : l'appui des forces locales, avec l'aide de la population, est essentiel. Se référant à la politique de vietnamisation de 1968, Petraeus croit que le meilleur moyen d'améliorer la sécurité de façon permanente consiste en une sorte d'**afghanisation** du conflit, comprenant le développement des services gouvernementaux, la création de postes de police locaux et l'implication des populations locales dans leur propre sécurité en établissant un partenariat étroit avec elles²³.

19. Joe Klein, « Why Barack Obama Is Winning », *Time Magazine*, 22 octobre 2008.

20. « General David H. Petraeus », *The New York Times*, 5 octobre 2009 ; Matt Steinglass, « Lessons of Vietnam », *Global Post*, 26 mars 2009.

21. John Barry et Evan Thomas, « Afghanistan: Obama's Vietnam », *Newsweek*, 31 janvier 2009 ; Jim Lehrer, « Obama Outlines Goals for Afghanistan, Iraq », *PBS Newsmaker*, 27 février 2009 ; Daniel Markey, « Dear Ambassador Holbrooke », *Foreign Policy*, 13 février 2009.

22. « General David H. Petraeus », *The New York Times*, 5 octobre 2009 ; Matt Steinglass, *op. cit.*

23. Voice of America, « Afghanistan-Iraq Balance to Be High » ; Michael R. Gordon, « Afghan Strategy », *op. cit.*

D'ailleurs, il est familier avec l'étude de la RAND Corporation portant sur 90 mouvements insurrectionnels survenus depuis la Deuxième Guerre mondiale qui démontre une quasi-impossibilité de vaincre une insurrection si le gouvernement n'a pas l'appui de la population. En outre, un nombre trop élevé de morts civils ne fait que renforcer les mouvements insurrectionnels. Par ailleurs, il ne croit pas qu'il soit possible de s'en remettre simplement à des alliances avec les seigneurs locaux de la guerre ; ces derniers ont trop tendance à vendre leurs services au plus offrant ou à se battre entre eux. Il est donc impératif de former des milices locales pour lutter contre les talibans²⁴.

Il est intéressant de noter que Petraeus s'est vu décerner le prix George F. Kennan en mai 2009. Petraeus note qu'il s'est familiarisé avec les écrits de Kennan seulement à Princeton, dans le cadre de ses études doctorales dirigées par le professeur Dick Ullman, un protégé de Kennan. C'est à ce moment que Petraeus a appris de Kennan l'importance de bien connaître les cultures et les traditions nationales ainsi que les forces qui les influencent pour être en mesure de comprendre les différents pays et d'ajuster la politique américaine à leur endroit²⁵.

8.3. LES RESPONSABLES DE LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE

Le premier membre de l'équipe Obama en ce qui touche la politique étrangère américaine est désigné en août 2008 : ce sera nul autre que Joe Biden, qu'il choisit par ailleurs comme colistier. En tant que sénateurs, Barack Obama et Joe Biden ont été membres du comité des relations extérieures. Sans avoir une relation étroite, ils ont appris à se connaître. Lors des primaires, Biden a qualifié Obama de néophyte en politique étrangère et l'accusa même de copier ses idées, mais, depuis, leurs relations se sont grandement améliorées. Biden obtient d'être étroitement associé, comme vice-président, à tout le processus de prises de décision en politique étrangère et peut faire profiter le nouveau président de sa large expérience. Il remplit ainsi un rôle de « vieux sage ». Comme il n'a plus d'ambitions présidentielles, étant donné qu'il aura 74 ans en 2016, il devient le plus loyal des alliés. Il est prêt à réaliser les missions que le président lui confiera. Ses objectifs sont de s'assurer que le président Obama puisse réaliser ses ambitions et concrétiser sa vision de l'Amérique. Obama n'hésite pas à recourir régulièrement aux conseils de son vice-président, même si c'est lui en fin de compte qui prend la décision²⁶.

24. John Barry et Evan Thomas, *op. cit.* ; Michael R. Gordon, « Afghan Strategy », *op. cit.*

25. David H. Petraeus, « Commander's speech : NCAFP George F. Kennan Award », New York, *The Union League Club*, NYC, 28 mai 2009.

26. Peter Baker, « Biden Outlines Plans to Do More With Less Power », *The New York Times*, 14 janvier 2009 ; James Traub, « After Cheney », *The New York Times*, 24 novembre 2009.

L'une des principales fonctions qu'Obama attribue à Biden consiste à rencontrer les autres membres de l'équipe en affaires internationales et à aplanir tout différend qui pourrait survenir. Pour ce faire, Biden prend régulièrement le petit déjeuner avec chacun d'entre eux. De cette façon, l'équipe réussit à montrer une complète harmonie. Ainsi, tous les membres de l'équipe maintiennent un esprit de respect à l'égard du travail des autres et regardent tous dans la même direction. Cela évite des situations de lutte pour le pouvoir ou d'étalement au grand jour de différends, tant sur l'organisation structurelle que les prises de décision, comme celles qui ont marqué l'administration Bush. De plus, Biden réussit à placer plusieurs de ses anciens collaborateurs à des postes clés dans le Conseil de sécurité nationale²⁷.

Par ailleurs, l'apport de Biden est précieux pour Obama dans plusieurs dossiers dont celui de l'Irak. Comme sénateur, Biden a effectué plusieurs voyages au Moyen-Orient. Peu de membres du Congrès possèdent une connaissance aussi étendue que lui du dossier irakien ou de celui de l'Afghanistan. Dès 2003, une fois que la décision d'aller en guerre contre l'Irak a été prise, Biden critique l'administration Bush pour ne pas avoir envoyé assez de troupes. Il partage ainsi, dès les débuts de la guerre en Irak, le même scepticisme qu'Obama, bien que tous aient constaté le problème à partir d'angles différents. Biden partage aussi avec Obama le même réalisme politique et rejette la vision néo-conservatrice fondée sur l'idée que l'on peut imposer la démocratie partout dans le monde, parce que les masses désirent profondément être libres et démocratiques. Pour Obama et Biden, l'expérience montre le contraire²⁸.

La deuxième personne de l'équipe Obama en politique étrangère sera désignée le 1^{er} décembre 2008. Il s'agit d'Hillary Clinton qui se voit confier le poste de secrétaire d'État. La nomination de cette dernière en a surpris plusieurs. Pourtant, Hillary Clinton sait rapidement dépasser l'animosité engendrée par les primaires et fait avec son mari une vigoureuse campagne pour assurer l'élection de Barack Obama. Entre-temps, elle semble destinée à poursuivre sa brillante carrière de sénatrice. Elle s'est démarquée au sein du Sénat américain. Elle s'est imposée dans un monde dominé par les hommes par sa grande intelligence, sa connaissance approfondie des dossiers, sa vaste expérience, ses standards éthiques très élevés, ses qualités de leadership et sa grande capacité à travailler dans une approche non partisane. La nomination d'Hillary Clinton comme secrétaire d'État est d'abord le choix d'Obama. Il la veut

27. Peter Baker, « Biden Outlines Plans », *op. cit.* ; Shelle Leanne, *op. cit.*, p. 134 ; James Traub, « After Cheney », *op. cit.*

28. Peter Baker, « Biden Outlines Plans », *op. cit.* ; Shelle Leanne, *op. cit.*, p. 132 ; James Traub, « After Cheney », *op. cit.*

dans son équipe²⁹. M^{me} Clinton, qui ne se démarque pas comme une visionnaire idéaliste, est en mesure de refléter la ligne pragmatique et centriste qu'Obama désire donner à la politique étrangère américaine³⁰.

Plusieurs observateurs sont plutôt surpris d'apprendre que le nouveau président a offert le poste le plus prestigieux de son administration, soit celui de secrétaire d'État, à Hillary Clinton. Cette dernière hésite beaucoup avant d'accepter, car la politique étrangère est le secteur qui, durant les primaires, avait mis au jour les plus grandes divergences des deux candidats. Elle exige avant d'accepter de pouvoir rencontrer le président sur une base régulière, toutes les fois qu'elle le juge nécessaire. En contrepartie, elle accepte d'oublier ses ambitions personnelles et de placer toute son influence au service de la nouvelle administration³¹.

La contribution d'Hillary Clinton à l'équipe Obama est d'autant plus importante qu'elle maintient des liens étroits avec ses anciens collègues du Congrès et qu'elle travaille en concertation avec l'équipe de la sécurité nationale. D'ailleurs, elle établit des liens solides avec le vice-président Biden, alors qu'elle aurait pu voir en lui un rival considérant le rôle qu'ils doivent jouer dans la définition de la politique étrangère. Elle n'hésite pas non plus à consulter régulièrement les autres membres de l'administration : elle déjeune régulièrement avec Robert Gates, secrétaire à la Défense, James Jones, président du Conseil de sécurité nationale, et Leon Panetta, directeur de la CIA³².

Ce faisant, Hillary Clinton articule sa propre approche tout en restant loyale au président. Elle s'impose ainsi sur la scène internationale et consolide sa position comme joueur incontournable de la politique extérieure américaine. Passant outre à l'unilatéralisme de l'administration Bush, elle propose une approche des petits pas basée sur la concertation. Que ce soit dans les dossiers des guerres en Irak et en Afghanistan, dans celui de la prolifération des armes nucléaires, ou dans ceux du terrorisme ou de l'environnement, les États-Unis apparaissent sous sa direction comme faisant partie de la solution et non du problème³³.

29. Joe Klein, « Why Obama Is Winning », *op. cit.* ; John Heilemann et Mark Halperin, *Game Change*, New York, Harper Collins, 2010, p. 430-36 ; Shelle Leanne, *op. cit.*, p. 170-171 ; Newsroom, « Key members of Obama-Biden », *op. cit.* ; Rick Robinson, « The Obama Doctrine », *The European Courier*, 23 janvier 2009.

30. Alexander Moens et Inu Barbee, « Obama's Foreign Policy Between Dreaming and Doing », *The Cicero Foundation*, vol. 10, n° 4, mars 2010, p. 1-11 ; Nick Serpe, « Realism in Afghanistan : Rethinking an Uncertain Case for the War », *The Current. A Journal of Contemporary Politics, Culture and Jewish Affairs*, printemps 2009, p. 23-31.

31. John Heilemann et Mark Halperin, *op. cit.*, p. 430-436 ; M.J. Stephey, « Secretary of State: Hillary Clinton », *Time*, 2 décembre 2008 ; Matthew Weaver, « Clinton Nomination as Secretary of State "imminent" », *The Guardian*, 21 novembre 2008.

32. Shelle Leanne, *op. cit.*, p. 170 ; Laura Rozen, « With Foreign-policy Speech, Clinton Plans to Raise Her Profile », *Foreign Policy*, 8 juillet 2009.

33. Barack Obama, « Key members of Obama-Biden », *op. cit.* ; Laura Rozen, *op. cit.*

Avant d'arrêter son choix sur Joe Biden comme colistier, Obama hésite beaucoup. Le général à la retraite James L. Jones représente une alternative intéressante. Ce dernier fait aussi l'objet d'une attention particulière dans les camps McCain et Clinton. Obama était déterminé à l'avoir dans son équipe. Et cela d'autant plus que ce dernier connaît très bien la situation en Irak et en Afghanistan. Après avoir commandé les forces de l'OTAN en Europe, il a présidé à deux études sur la situation en Afghanistan. Finalement, Obama lui offre le poste de président du Conseil de sécurité nationale. Un an avant sa nomination, il corrobore les propos d'Obama en affirmant que les États-Unis ne peuvent pas se permettre de perdre en Afghanistan. S'il est en désaccord avec Obama sur le maintien des troupes américaines en Irak, il soutient sa position concernant la fermeture de la prison militaire de Guantanamo³⁴.

Le général Jones est un critique sévère de l'administration Bush. Sa nomination à la présidence du Conseil de sécurité nationale indique la détermination d'Obama d'entendre une variété de points de vue et de donner un caractère plus militaire à la direction du Conseil de sécurité nationale³⁵. Parmi les observateurs les plus attentifs de la politique à Washington, le général Jones est considéré comme un des meilleurs produits du système américain et un des plus grands experts sur les questions de sécurité nationale. Un peu comme le général Eisenhower, il n'appartient à aucun camp. Steny Hoyer, le leader de la majorité démocrate à la Chambre, déclarait même que Jones représentait « l'un des actifs les plus importants de notre pays », alors que le sénateur républicain Pat Roberts décrivait Jones comme « un trésor national ». Esprit indépendant et analytique, il n'avait pas hésité à critiquer l'ancien secrétaire à la Défense Donald Rumsfeld en 2003 pour le manque de préparation de l'après-guerre en Irak³⁶.

En proposant Jones comme président du Conseil de sécurité nationale, Obama choisit un ancien général qui a une très bonne connaissance de la guerre du Vietnam pour y avoir servi à deux reprises. L'expérience administrative du général Jones déborde les couloirs du Pentagone. Il a aussi travaillé comme officier de liaison entre le corps des Marines et le Congrès durant les années 1980. Il a été assistant-militaire du secrétaire à la Défense Cohen en 1997 et il a été observateur du processus de paix au Moyen-Orient en 2002. Son expérience diversifiée, sa compréhension des problèmes de sécurité nationale et ses liens étroits

34. John Barry et Evan Thomas, *op. cit.* ; Neil King, « The Courting of General Jones », *The Wall Street Journal*, 23 avril 2007 ; Chuck Todd et Domenico Montanaro, « Keeping up with the Joneses... », *NBC*, 10 juin 2008.

35. Alexander Moens et Inu Barbee, *op. cit.*

36. Neil King, « The Courting of General Jones », *The Wall Street Journal*, 23 avril 2007.

avec l'institution militaire représentent autant d'atouts pour la nouvelle administration. Obama ne pouvait pas faire un meilleur choix pour le poste de conseiller à la sécurité nationale³⁷.

La nouvelle qui a surpris le plus de monde à la fin de juin 2008 est l'annonce par un des conseillers d'Obama que ce dernier, s'il devenait président, pourrait conserver Robert Gates comme secrétaire à la Défense. Cette nouvelle était pour le moins surprenante, compte tenu des critiques acerbes qu'Obama a dirigées contre tous les aspects de la politique de défense de l'administration Bush. Ici encore, Obama montre son pragmatisme et un désir de se concilier les autorités du Pentagone. Obama et ses conseillers refusèrent par la suite de nier la nouvelle³⁸.

Après avoir servi dans l'administration de Bush père comme directeur de la CIA, Robert Gates devient membre de l'**Iraq Study Group**. Le 18 décembre 2006, il devient le 22^e secrétaire à la Défense. Peu à peu, une sorte de complicité et d'admiration mutuelle s'est développée entre Gates, un Républicain blanc dans la soixantaine, et Obama, un jeune Démocrate afro-américain. Brent Scowcroft, ancien président du Conseil de sécurité nationale sous l'administration de Bush père, a joué au printemps 2008 un rôle de conseiller non officiel auprès d'Obama. Or, Scowcroft a aussi été le mentor de Gates. Il a donc joué le rôle d'intermédiaire entre les deux hommes. Cela explique comment Gates se retrouve dans l'équipe Obama. Les deux hommes font une lecture similaire de la situation en Afghanistan et considèrent qu'une victoire des talibans serait un désastre pour les États-Unis³⁹.

Accédant à la présidence alors que les États-Unis sont impliqués dans deux guerres, Obama est heureux de pouvoir conserver les services de Robert Gates. Sous sa gouverne, les forces américaines ont été en mesure de rétablir la situation en Irak. De plus, Gates amène avec lui le respect des commandants militaires et la confiance de l'armée en général. Par ailleurs, il est respecté par les représentants des deux partis politiques au Congrès. Il connaît tous les rouages de l'administration et du Congrès et sait les exploiter au maximum. Dans la perspective d'une réorientation politique, la présence de Robert Gates dans l'administration Obama représente un atout important⁴⁰. Gates est le premier

37. David Wallechinsky, « National Security Advisor: Who Is James L. (Revolving Door) Jones? », *The Huffington Post*, 7 janvier 2009.

38. Noah Shachtman, « Barack's Defense Secretary: Bob Gates? », *Wired*, 30 juin 2008; Alexander Moens et Inu Barbee, *op. cit.*

39. Michael Crowley, « The Reinvention of Robert Gates: How His Ideological Journey Will Shape the War », *The New Republic*, 9 novembre 2009.

40. Barack Obama, « Key Members of Obama-Biden », *op. cit.*; Shelle Leanne, *op. cit.*, p. 171.

secrétaire à la Défense à avoir servi dans des administrations démocrates et républicaines. Un sondage Gallup rapportait que 80 % des Américains appuyaient la décision d'Obama de conserver Gates⁴¹.

8.4. UNE POLITIQUE MISANT PLUS SUR LA CONTINUITÉ QUE LA DISCONTINUITÉ

Dans le cadre des primaires et de la campagne présidentielle de 2008, le président Obama insiste régulièrement sur la nécessité de réorienter la politique étrangère des États-Unis et de rétablir le leadership américain dans le monde. En promettant de retirer les troupes américaines d'Irak et de centrer les efforts américains sur la guerre en Afghanistan, il se présente comme une alternative aux politiques mises en place par l'administration de George W. Bush. Tirant des leçons de son expérience personnelle, il met un accent particulier sur le changement, qui devient ensuite sa marque de commerce. Après tout, comme il le déclare lui-même au Caire, qui aurait pu penser qu'un Afro-Américain portant le nom de Barack Hussein Obama pouvait être élu président des États-Unis. Si dès le début il est perçu comme un **outsider**, il ne faut pas oublier qu'il a acquis son expérience politique à Chicago, l'un des milieux les plus difficiles en Amérique. D'autre part, son engagement dans le travail communautaire en fait *a priori* un acteur de changement⁴².

Même si Obama a fait la promesse durant sa campagne électorale d'apporter des changements substantiels à la politique étrangère américaine en adoptant une approche davantage basée sur le multilatéralisme et la négociation, plusieurs lui reprochent depuis de poursuivre essentiellement les mêmes politiques que son prédécesseur⁴³. Cela peut en surprendre plus d'un, mais avec le recul, ce n'est pas si surprenant. Obama n'est pas le premier président à qui l'on fait ce reproche. L'histoire démontre d'ailleurs que, dans la politique étrangère américaine, il y a entre les administrations plus de continuité que de discontinuité. Le constat d'une continuité entre Bush et Obama dépend largement de la façon dont on regarde Bush. Est-ce que les observateurs s'appuient sur le premier ou le deuxième mandat de Bush ? Il y a là une grande différence. Durant les trois dernières années de sa présidence, George W. Bush a largement fait la promotion du multilatéralisme et d'une

41. Julian E. Barnes, « Gates on Board with Iraq Plan », *The Los Angeles Times*, 3 décembre 2008.

42. Barack Obama, « Paix et sécurité : Vers un monde plus stable », *Le discours du président Barack Obama au Caire*, *America.gov*, 4 juin 2009 ; John R. Bolton, « Obama Promises Bush III on Iran », *The Wall Street Journal*, 2 janvier 2009.

43. N.B. Bellinger III, « More Continuity Than Change », *The New York Times*, 14 février 2010 ; John R. Bolton, *op. cit.* ; Lawrence Kaplan, « Foreign Policy Continuity : War Finds US », *Strategic Studies Institute Newsletter*, mars 2010 ; Jim Lobe, « Obama's Foreign Policy : No Sharp Break From Bush », *Antiwar.com*, 11 novembre 2008.

politique de collaboration en matière de sécurité nationale. En ce sens, Bush et Obama sont tous deux d'accord sur la nécessité de promouvoir le leadership américain dans le monde, sur les défis auxquels sont confrontés les États-Unis et sur les moyens d'assurer la sécurité mondiale⁴⁴.

D'ailleurs, la nomination de Robert Gates comme secrétaire à la Défense représente le signe le plus tangible de la continuité que le président Obama veut donner à la politique étrangère de son administration par rapport à celle de son prédécesseur. Cela est tellement apparent en fait que, à partir de 2006, Robert Gates et la secrétaire d'État Condoleezza Rice ont jeté les bases pour la mise en place des politiques préconisées par Obama. Ils avaient compris que le nouveau président, peu importe qui il était, devrait poursuivre la lutte contre le terrorisme. Ils ont ainsi défini les paramètres pour le règlement de la guerre en Irak et la poursuite de celle en Afghanistan. Le président Bush avait finalement reconnu la nécessité de fixer une date butoir quant au retrait des troupes américaines d'Irak. En conservant Robert Gates à la Défense nationale, Obama s'assurait non seulement que le succès remporté en Irak puisse être transposé en Afghanistan, mais il démontrait aussi qu'il avait compris que, si les États-Unis peuvent changer de président pendant une guerre, « ils changent rarement les objectifs de la guerre ou les moyens de la gagner⁴⁵ ».

Malgré le fait qu'il se dépeint lui-même comme le candidat du changement, le président Obama découvre ce que de nombreux présidents ont fait avant lui. Après tout, un président fonctionne d'abord dans un monde de contraintes, et ses options sont limitées. Une fois qu'un nouveau président se trouve dans le Bureau ovale, il doit souvent endosser des politiques mises en place par son prédécesseur. Aussi, en dépit de l'accent que le président Obama et les membres de son administration mettent sur le changement, ces derniers n'ont jamais contesté les priorités à long terme de la politique étrangère de Bush. Ces priorités ont parfois été définies des décennies plus tôt, par exemple en ce qui a trait à l'Europe occidentale, l'Amérique latine ou l'Asie de l'Est. Par conséquent, les États-Unis sont très sensibles à toute velléité de contestation des intérêts stratégiques américains dans ces parties du globe. En outre, la politique de changement préconisée par Obama se concentre d'abord sur les modalités par lesquelles les intérêts américains seront préservés et non sur la redéfinition de ces intérêts⁴⁶.

44. John R. Bolton, *op. cit.* ; Eliot Cohen, « What's Different About the Obama Foreign Policy? », *The Wall Street Journal*, 2 août 2009 ; George Friedman, « Munich and the Continuity Between the Bush and Obama Foreign Policies », *Stratfor*, 9 février 2009 ; Michael Gerson, « Closet Centrist », *op. cit.*

45. Eliot Cohen, *op. cit.* ; Alan W. Dowd, « Looking Back and Thinking Ahead », *World Politics Review*, 31 mars 2010 ; Michael Gerson, *op. cit.* ; Jim Lobe, *op. cit.*

46. Eliot Cohen, *op. cit.* ; George Friedman, *op. cit.*

Ainsi, les changements que le président Obama promet d'apporter à la politique américaine portent plus sur la façon de faire que sur le fond. Obama sera, sans aucun doute, plus consultatif que son prédécesseur et procédera davantage dans un cadre multilatéral. Si son engagement de retirer les troupes américaines d'Irak est ferme, il ne modifiera pas pour autant les orientations de base de la politique américaine de lutte contre le terrorisme. Le président Obama prend acte de la nouvelle donne mondiale. Contrairement à son prédécesseur, il va mettre un accent particulier sur le recours à la diplomatie au lieu du recours à la force. Ce faisant, il cherchera à utiliser davantage le **smart power**, soit la puissance douce et intelligente qui combine pressions économiques et menaces de recours à la force. Obama pourra ainsi avoir son propre style de leadership basé principalement sur la coopération et la persuasion pour défendre les intérêts américains. Mais il découvrira sûrement aussi que, dans des situations complexes où les adversaires comme l'Iran et la Corée du Nord se comportent en États-voyous, il n'aura pas d'autre choix ultimement que de recourir à la force⁴⁷.

Obama partage avec George W. Bush l'idée que les États-Unis, à cause de leur puissance, ont un rôle unique à jouer dans le monde. Il partage aussi l'idée que le monde est *a priori* mauvais et qu'il faut combattre le mal. Là où ils diffèrent, c'est au plan des moyens à employer; mais tous deux sont d'accord pour dire qu'il faut combattre le mal et que cette lutte n'est jamais complètement gagnée. Par conséquent, les États-Unis, pour assurer un minimum de paix dans le monde, ont le devoir de s'impliquer: ils ne peuvent pas rester inactifs. Obama est indéniablement plus éloquent que Bush à ce sujet, mais il ressort que les politiques préconisées par Obama quant à leurs objectifs sont largement compatibles avec celles de son prédécesseur⁴⁸.

Au premier coup d'œil, il semble que la politique américaine à l'égard de l'Irak et de l'Afghanistan représente un des changements les plus visibles survenus à la suite de l'entrée en fonction de Barack Obama. Pourtant, un regard plus attentif permet de voir que ce changement a été opéré par l'administration Bush, avant l'investiture d'Obama. Tant en Irak qu'en Afghanistan, l'administration Bush a pris des décisions stratégiques importantes. D'abord, elle a mis en place une stratégie de retrait graduel des troupes américaines d'Irak, que le président Obama n'a eu ensuite qu'à peaufiner. Ensuite, en ce qui concerne l'Afghanistan, elle a facilité la tâche du président élu en augmentant sensiblement les troupes américaines déployées dans ce pays. De plus, elle a mis en place, avec le concours du général David Petraeus, une stratégie de lutte anti-insurrectionnelle qui mise à la fois sur une amélioration de la sécurité dans le pays et le développement économique. Par conséquent, dans ces deux dossiers, le président Obama se trouve à poursuivre des politiques mises en place par son prédécesseur.

47. John R. Bolton, *op. cit.*; Eliot Cohen, *op. cit.*; George Friedman, *op. cit.*

48. Eliot Cohen, *op. cit.*; Jim Lobe, *op. cit.*

L'annonce par l'administration Obama d'une nouvelle stratégie pour l'Afghanistan et le Pakistan en mars 2009 s'inscrit en ligne directe avec les réorientations stratégiques adoptées dans la région par l'administration Bush⁴⁹.

Les justifications énoncées par le président Obama dans sa nouvelle stratégie concernant l'Afghanistan et le Pakistan en mars 2009 sont similaires à celles utilisées par l'administration Bush. Tous deux notent l'enracinement local d'Al-Qaïda, qui est en mesure d'utiliser le territoire frontalier entre l'Afghanistan et le Pakistan comme refuge, et l'incapacité des gouvernements de l'Afghanistan et du Pakistan d'agir. Par conséquent, les deux administrations reconnaissent la nécessité de procéder à une réconciliation nationale, d'amener d'anciens adversaires talibans à coopérer avec les autorités afghanes, de renforcer les forces de sécurité et de mettre sur pied des programmes de développement économique à long terme pour reconstruire le pays et renforcer les institutions locales et nationales⁵⁰.

8.5. LES BASES D'UNE POLITIQUE RÉALISTE DANS LES DOSSIERS AFGHAN ET PAKISTANAIS

Le réalisme politique d'Obama s'inscrit dans la longue tradition du réalisme classique. Cette tradition a trouvé avec Hobbes sa version moderne, reposant sur une vision fondamentalement pessimiste de l'homme. « Parce que les êtres humains sont individuellement exposés à la dépravation et au mal, leur comportement collectif en est aussi affecté⁵¹. » Compte tenu de l'absence d'un arbitre mondial, chaque pays est obligé d'assurer sa sécurité, laquelle est constamment menacée. Cela est d'autant plus vrai qu'il peut y avoir un dérapage dans la conception qu'un pays a de son intérêt national. C'est dans ce sens que Niebuhr, Kennan et Morgenthau étaient convaincus dès le départ que la guerre au Vietnam, loin de coïncider avec l'intérêt national et de servir à assurer la sécurité nationale des États-Unis, représentait en fait une folie. En d'autres mots, être réaliste ne revient pas à accepter des situations en soi, mais à comprendre que l'intérêt national se conçoit d'abord en termes de relations de puissance⁵².

Dans son discours du Caire de juin 2009, Obama a clairement pris ses distances par rapport aux politiques de son prédécesseur en affirmant qu'il n'était pas dans son intention de chercher à imposer par la force des changements de régime. Ce faisant, il réaffirmait son intention

49. Michael Gerson, *op. cit.* ; Jim Lobe, *op. cit.*

50. Michael Lind, *op. cit.*

51. R.B.A. DiMuccio, « Will the Real Realists Please Stand Up? », *The Sidney Herald*, 2 novembre 2010.

52. *Ibid.*

de travailler de concert avec les institutions internationales dans une approche multilatérale pour réaliser l'objectif américain de promotion de la démocratie dans le monde. Il privilégie ainsi nettement le « *soft power* » (ou « *smart power* ») au « *hard power* ». Il semble aussi s'inscrire dans le courant idéaliste hérité de Woodrow Wilson, Franklin D. Roosevelt, Harry Truman et John F. Kennedy. Toutefois, s'il s'associe dans sa rhétorique aux traditions libérales et qu'il adhère théoriquement au concept que l'Amérique représente un phare pour le reste du monde, son approche est beaucoup plus pragmatique que celle des idéalistes⁵³.

D'ailleurs, ce n'est pas un accident si son admiration première va à des penseurs comme Dean Acheson, George Kennan et Reinhold Niebuhr. Ces derniers, toujours conscients des limites de la puissance américaine à transformer le monde, rejetaient l'idéalisme. Par son respect de la tradition, sa conception de l'histoire et son scepticisme quant aux possibilités de changer le monde, Obama est foncièrement conservateur. Aussi, il apprécie par-dessus tout la stabilité et la continuité. Pour comprendre où Barack Obama se situe par rapport aux courants réaliste et idéaliste, il faut aller au-delà de la rhétorique de ses discours et pénétrer dans son mode de pensée⁵⁴.

Ryan Lizza arrive lui aussi dans son analyse de la pensée d'Obama à cette même conclusion. Selon lui, ce dernier est en fait beaucoup plus proche d'un réalisme traditionnel que d'un libéralisme classique. Lizza conclut d'ailleurs qu'Obama, en termes d'écoles historiques, se situe dans une situation inhabituelle pour un Démocrate. Obama ne cesse de faire l'éloge de George H.W. Bush⁵⁵. D'ailleurs, ses prises de position à l'égard de la Russie ou de la Chine pourraient être tout aussi bien préparées par un Henry Kissinger⁵⁶ ou un Brent Scowcroft. Obama fait de la coopération avec ces deux pays une priorité nationale. Il est impossible de résoudre, selon lui, les problèmes mondiaux sans la coopération de ces deux pays. La coopération entre les grandes puissances est essentielle à la paix et à la stabilité mondiale. Cela sera encore plus évident dans les décennies à venir⁵⁷.

53. Barack Obama, « Paix et sécurité », *op. cit.* ; Barack Obama, « Remarks of Senator Barack Obama to the Chicago Council on Global Affairs », *barackobama.com*, 23 avril 2007 ; Barack Obama, « Renewing American Leadership », *Foreign Affairs*, vol. 86, n° 4, juillet/août 2007 ; Timothy J. Lynch et Robert S. Singh, *After Bush: The Case for Continuity in American Foreign Policy*, New York, Cambridge University Press, 2008, p. 117.

54. Barack Obama, « Remarks to the Chicago Council on Global Affairs », *op. cit.* ; Barack Obama, « Renewing American Leadership », *op. cit.* ; R.B.A. DiMuccio, *op. cit.* ; Fareed Zakaria, « Obama Abroad », *Newsweek*, 18 juillet 2008.

55. Ryan Lizza, « The Consequentialist: How the Arab Spring Remade Obama's Foreign Policy », *The New Yorker*, 2 mai 2011 ; Fareed Zakaria, « Obama Abroad », *op. cit.*

56. Il est intéressant de noter que l'admiration est réciproque entre Kissinger et Obama. Kissinger n'hésita pas à exprimer toute l'admiration qu'il ressent à l'égard d'Obama dans le cadre de l'émission *GPS* de Fareed Zakaria du 12 juin 2011.

57. Fareed Zakaria, « How Obama Sees the World », *Newsweek*, 21 juillet 2008.

Lorsqu'il aborde la question de l'extrémisme islamique, Obama évite ainsi de recourir aux envolées rhétoriques sur le sens de la liberté qui marquaient les propos de son prédécesseur. Il adopte plutôt un discours posé qui insiste sur la diversité culturelle existant au sein même du monde islamique et note que les Arabes, les Perses, les Africains, les Asiatiques du Sud, les chiïtes et les sunnites sont motivés par des intérêts différents et suivent chacun leur propre ligne d'action. Aussi, selon lui, la clé pour déraciner l'extrémisme islamique réside d'abord dans l'amélioration des perspectives économiques de la population. Les populations aux prises avec des problèmes liés à l'extrémisme politique ont des aspirations plus concrètes et plus urgentes que celles de la démocratie : fournir de la nourriture, des abris et des emplois aux gens devient plus important que de leur parler d'élections et de droits politiques. En ce sens, la vision du monde de Barack Obama est enracinée dans son expérience personnelle pratique de travailleur communautaire⁵⁸.

Dans cet esprit, l'approche du président Obama repose sur un principe de base. Il n'est pas question de donner un chèque en blanc à qui que ce soit et encore moins aux gouvernements afghan ou pakistanais. Tout gouvernement qui entretient des relations avec les États-Unis doit prouver sa compétence et sa volonté de coopérer. Les États-Unis sont disposés à apporter l'assistance nécessaire aux autorités locales, mais celles-ci devront démontrer les progrès réalisés quant à des objectifs définis en commun. Comme les groupes extrémistes sont considérés par les autorités américaines comme étant la principale source de menace à la stabilité régionale en Afghanistan et au Pakistan, l'assistance que les États-Unis sont disposés à fournir sera concentrée sur ces groupes. Pour ce faire, les autorités américaines vont participer à la fois à la formation des forces de sécurité et à la mise en place de programmes de développement économique pour assurer la stabilité de la région à long terme⁵⁹.

Dans une perspective de réalisme chrétien, le président Obama considère que les Américains ont une responsabilité en Afghanistan, mais qu'ils ne sont pas les seuls à devoir assumer cette responsabilité. L'opération est parrainée par l'OTAN, et les États-Unis peuvent compter sur un effort presque égal de la part des puissances européennes et du Canada. Le soutien de la communauté internationale est donc primordial. Aussi, ce conflit n'est pas, avant tout, une guerre américaine. Les puissances alliées des États-Unis fournissent une aide économique et militaire importante. Si cette contribution est primordiale pour assurer la stabilité à long terme de l'Afghanistan, elle n'est pas suffisante. Obama

58. Fareed Zakaria, « Obama Abroad », *op. cit.*

59. Kenneth Katzman, « Afghanistan: Post-Taliban Governance, Security, and U.S. Policy », 10 novembre 2009, *Congressional Research Service 7-5700, RL30588, 1-8354-58*.

est conscient que, pour stabiliser la région, il faut agir dans un cadre international plus large et inclure d'autres acteurs régionaux comme l'Inde, l'Iran et la Russie⁶⁰.

Par exemple, la réduction de la tension indo-pakistanaise pourrait libérer des ressources qui seraient consacrées à lutter contre les groupes extrémistes qui ont trouvé refuge à l'ouest et au nord-ouest du Pakistan. De même, la collaboration de la Russie et de l'Iran peuvent représenter un atout essentiel au regard du transport de matériel militaire, de l'échange de renseignements ou de la communication avec certaines populations de l'Afghanistan. La contribution de ces différents pays est donc tout aussi importante que l'envoi de renforts supplémentaires pour vaincre les insurgés, que ce soit par rapport à l'intégration d'anciens adversaires talibans plus modérés dans une politique de réconciliation nationale ou par rapport à l'isolement des groupes les plus extrémistes qui pourront ainsi être éliminés militairement⁶¹.

8.6. LA DOCTRINE OBAMA MISE À L'ÉPREUVE

À l'été 2007, lors d'un discours à Salem au New Hampshire, Barack Obama, répondant à ses partisans sur des questions de politique étrangère, affirme que les États-Unis ont besoin d'une nouvelle éthique de responsabilité mutuelle fondée sur la reconnaissance des intérêts que partagent l'Amérique et les autres pays. Pendant la campagne électorale, qui se déroule à l'ombre des conflits en Afghanistan et en Irak, Obama s'engage à agir avec plus d'humilité que son prédécesseur quant à la promotion des intérêts américains dans le monde. C'est pourquoi il promet d'adopter une approche qui mettrait l'accent sur le réalisme pragmatique. C'est dans cet esprit qu'il rejette l'étiquetage des pays comme étant bons ou mauvais et qu'il se dit disposé à traiter avec les États-voyous. Il croit ainsi être plus en mesure de participer à la diffusion des valeurs démocratiques dans le monde. En ce sens, sa rhétorique visionnaire contraste avec son désir de définir une approche reposant sur un réalisme pragmatique⁶².

Barack Obama a fait sur la scène mondiale des gains politiques importants en critiquant l'administration Bush par rapport à la guerre en Irak et en vantant les vertus du pragmatisme⁶³. Par ailleurs, sa reconnaissance du monde comme un endroit dangereux l'amène à proposer une approche politique beaucoup plus humble et à montrer une ouverture certaine à tout processus reposant sur les consultations

60. Kenneth Katzman, *op. cit.*, p. 53.

61. Kenneth Katzman, *op. cit.*, p. 54-57.

62. James Traub, « A Moral Adventure: Is Barack Obama as Much of a Foreign-Policy Realist as He Thinks He Is? », *Foreign Policy*, 31 mars 2011.

63. Bruce Clarke, « Pragmatic Realistic Foreign Policy Tenets for 2011 », *The National Examiner*, 1^{er} janvier 2011.

et le multilatéralisme. En dépit de cela, il sait qu'il est peu probable que le monde soit transformé simplement parce qu'il propose une nouvelle approche basée sur le respect du droit international, le désarmement mondial ou la gouvernance mondiale. Toutefois, Obama comprend « que la nécessité de recourir à l'utilisation de la force existera toujours » et « qu'il n'y a pas de solutions permanentes aux problèmes de la sécurité internationale⁶⁴ ».

Obama est conscient qu'un pays comme les États-Unis exige une vigilance constante pour assurer sa sécurité. Pour ce faire, on ne peut pas simplement s'en remettre à des pays amis ou alliés qui sont en fait incapables d'actions décisives, comme l'a souvent démontré le cas de l'Europe. Cela est particulièrement vrai pour les États-Unis dont la puissance est enviée dans le monde entier. Et cela est d'autant plus vrai que la résurgence de grandes puissances comme la Chine ou la Russie peuvent représenter un nouveau défi pour les États-Unis à un moment où la menace terroriste, surtout celle d'origine islamiste, est loin de diminuer. Par conséquent, le moment n'est pas venu pour les États-Unis de baisser la garde⁶⁵. Par-dessus tout, ils doivent éviter de se lancer inutilement dans des aventures militaires. Et s'ils le font, ils doivent le faire dans le cadre de la **doctrine Powell**⁶⁶ et appliquer une force écrasante pour assurer le succès de l'entreprise.

Avant son accession à la présidence, Barack Obama a montré une volonté de donner une nouvelle orientation à la politique américaine envers l'Iran et la Russie. La question de la prolifération des armes nucléaires va ainsi représenter un premier test pour la **doctrine Obama**. Si ce dossier est important pour les États-Unis dans la mesure où il affecte toute la sécurité du Moyen-Orient, il l'est moins pour la Russie. Les autorités russes, encore aigries par la volonté américaine de déployer un bouclier antimissile en Europe de l'Est, attendent un geste de la part des États-Unis. Obama ne fait rien pour adoucir les relations russo-américaines, réaffirmant plutôt la détermination des États-Unis à déployer ce bouclier. Malgré une rencontre chaleureuse entre Obama et son homologue russe, Dmitri Medvedev, lors du sommet du G20 à Londres, la colère de la Russie est évidente alors qu'elle annonce un important programme de modernisation de son arsenal nucléaire. Le sort des négociations russo-américaines sur les questions stratégiques dépend donc en grande partie de l'ouverture dont Obama fera preuve. Pour le moment, ce sont les États-Unis qui sont en position de demandeur ; ils ne peuvent pas avancer dans le règlement du dossier iranien

64. Eliot Cohen, « What's Different », *op. cit.*

65. Fareed Zakaria, « How Obama Sees the World », *op. cit.*

66. Colin Powell, « US Forces : The Challenges Ahead », *Foreign Affairs*, hiver 1992.

sans la collaboration russe. Par contre, les Russes ont adopté une position d'attente et espèrent que les Américains modifieront leur position sur ces questions capitales⁶⁷.

Au cours des dernières années, George W. Bush avait été régulièrement accusé de prendre des décisions unilatérales en matière de politique étrangère et d'agir sans le soutien de l'Organisation des Nations Unies. Cependant, ce n'était pas le cas avec l'Iran. Comme ce pays a souvent refusé d'autoriser les inspections internationales de ses installations nucléaires, le président Bush a adopté, en collaboration avec ses alliés européens, une approche diplomatique visant à imposer des sanctions multilatérales, par l'entremise du Conseil de sécurité des Nations Unies, si l'Iran refusait de respecter le traité de non-prolifération des armes nucléaires. Mais les autorités iraniennes restent intraitables, même après 2004, dans leur refus de renoncer volontairement à leurs programmes nucléaires et balistiques⁶⁸.

En 2007 et 2008, Obama a fait campagne sur une politique de négociations sans conditions préalables avec les dirigeants iraniens et a appelé, avec la collaboration de la Russie et de la Chine, à l'adoption de sanctions plus sévères. Lors de son entrée en fonction, Obama a promis de créer de nouveaux ponts entre l'Amérique et la République islamique d'Iran. Il a aussi proposé un nouveau départ fondé, comme prévu, sur des négociations sans conditions préalables. L'approche de l'administration Obama envers l'Iran tient compte des principes contenus dans sa doctrine. Comme Obama le réitéra au Caire et ensuite à Prague, les problèmes entre les États-Unis et l'Iran ne disparaîtront pas d'un coup, mais son administration est disposée à aller de l'avant et à examiner ces problèmes sans conditions préalables sur la base du respect mutuel. Le président américain met ainsi l'accent sur la coopération davantage que sur l'isolement ou l'imposition de sanctions, pouvant aller jusqu'à l'utilisation de la puissance militaire pour susciter un changement de régime. Si Obama reconnaît le droit de l'Iran d'accéder pacifiquement à l'énergie nucléaire, son programme énergétique doit se conformer à ses responsabilités en vertu du Traité de non-prolifération des armes nucléaires⁶⁹. Le dossier iranien représente ainsi un des tests décisifs de la philosophie du président Obama en matière de politique étrangère⁷⁰.

67. Eliot Cohen, « What's Different », *op. cit.* ; George Friedman, « Munich », *op. cit.* ; Jim Lobe, « Obama's Foreign Policy », *op. cit.*

68. John R. Bolton, *op. cit.* ; Eliot Cohen, « What's Different », *op. cit.* ; George Friedman, « Munich », *op. cit.* ; Jim Lobe, « Obama's Foreign Policy », *op. cit.*

69. Barack Obama, « Paix et sécurité », *op. cit.* ; Eliot Cohen, « What's Different », *op. cit.* ; Nick Hynek, *op. cit.* ; Jim Lobe, « Obama's Foreign Policy », *op. cit.* ; James Traub, « A Moral Adventure », *op. cit.*

70. Eliot Cohen, « What's Different », *op. cit.*

Les États-Unis sont donc disposés à négocier avec l'Iran, mais leur patience a des limites. La secrétaire d'État, Hillary Clinton, a exprimé la détermination américaine d'imposer des sanctions plus sévères à l'Iran si les négociations échouaient. Obama est certes plus déterminé que son prédécesseur à empêcher l'Iran d'acquérir l'arme nucléaire, mais il dispose d'options très limitées. Il est conscient du jeu de poker iranien sur la scène diplomatique. Il est aussi conscient qu'il ne peut s'assurer totalement de la collaboration de la Russie ni de celle de la Chine, qui dispose d'un droit de veto au Conseil de sécurité. Et finalement, il est conscient qu'il ne peut être certain de réussir là où l'administration Bush a échoué.

En ce qui a trait au dossier irakien, Obama l'a toujours considéré comme une distraction par rapport à la défense des intérêts nationaux américains. Si un Irak démocratique peut représenter un atout dans la lutte contre l'extrémisme islamique, il n'est pas essentiel à la sécurité de base des États-Unis. Obama a promis de retirer rapidement les troupes d'Irak, s'il était élu. La mise en application de cette décision ne devrait donc pas poser trop de problèmes, mais il en va tout autrement, comme nous l'avons vu, dans le dossier afghan⁷¹.

Depuis septembre 2001, Obama affirme que là réside l'enjeu incontestable, la véritable menace à la sécurité des États-Unis. Son administration mettra donc la priorité à combattre les talibans et à éradiquer Al-Qaïda de la région. Or, il appert que, si Obama privilégie la négociation, cette dernière semble *a priori* impossible dans le dossier afghan. Depuis le début de la guerre, Obama utilise un langage où il décrit le retour en force des talibans et de leurs alliés d'Al-Qaïda comme créant un climat perpétuel de violence et d'instabilité. Dans ce contexte, son devoir en tant que président est de prévenir cette violence en utilisant la guerre pour imposer la paix. Mais pour assurer la sécurité désirée, la nouvelle administration doit développer une stratégie appropriée⁷².

La guerre en Afghanistan représente donc un défi de taille pour la nouvelle administration. C'est là, plus que partout ailleurs, que les limites de la **doctrine Obama** seront testées. De nombreux spécialistes américains de l'Afghanistan sont convaincus que les talibans ne peuvent être entièrement éradiqués en Afghanistan et que, par ailleurs, c'est Al-Qaïda qui est la véritable menace pour les intérêts américains⁷³. La nouvelle administration devra donc clairement définir ses objectifs. Après tout, c'est Obama qui a fait de l'Afghanistan sa priorité numéro un. La guerre en Afghanistan risque donc non seulement d'invalidiser la **doctrine Obama**, mais aussi de marquer toute la présidence d'Obama, comme la guerre en Irak a marqué la présidence de son prédécesseur.

71. Fareed Zakaria, « How Obama Sees the World », *op. cit.*

72. Kenneth Katzman, *op. cit.*, p. 32-35.

73. Kenneth Katzman, *op. cit.*

Obama est déjà conscient que la guerre en Afghanistan ne se gagnera pas simplement en tuant plus de talibans : il faut aussi former des forces de sécurité afghanes compétentes. Néanmoins, les autorités américaines savent que, pour gagner le cœur et l'esprit de la population afghane, elles doivent aussi procéder à l'éradication de la culture de l'opium, à la construction de routes, au développement de l'éducation, à la promotion des droits de l'homme et au développement économique. Obama se trouve ainsi confronté à une situation similaire à celle du président Kennedy au Vietnam : c'est lui qui, en tant que commandant en chef, doit rigoureusement évaluer et définir la stratégie, pas les généraux sur le terrain. En 1961, Kennedy fut choqué par la recommandation de certains de ses généraux, préconisant le recours aux armes tactiques nucléaires pour contrer le mouvement communiste du Pathet Lao au Laos. Le président Obama doit, dans le même sens, montrer qu'il maîtrise la stratégie de la guerre en Afghanistan et expliquer comment cette dernière s'inscrit dans la guerre plus globale de la lutte contre le terrorisme. Avec sa doctrine, Obama possède une vision claire de la réalité. Il lui reste donc à la valider sur le terrain⁷⁴.

8.7. LA MISSION PARTICULIÈRE DE RICHARD HOLBROOKE

Dans le contexte du virage qu'Obama veut faire prendre à la politique américaine en Afghanistan, Richard Holbrooke représente un atout important. Il avait déjà été pressenti en 2000 pour devenir le secrétaire d'État d'Al Gore, si ce dernier devenait président. Partisan d'Hillary Clinton, il aurait probablement hérité de ce poste dans une administration Clinton. C'est la nouvelle secrétaire d'État qui le propose comme envoyé spécial en Afghanistan et au Pakistan. Holbrooke apporte une feuille de route intéressante. Non seulement il est un négociateur-né, mais il a également servi sous tous les présidents démocrates depuis John F. Kennedy. Son heure de gloire a sonné dans le règlement de la crise bosniaque, durant les années 1990⁷⁵.

Le 22 janvier 2009, à la suite de sa nomination par Hillary Clinton en tant qu'envoyé spécial en Afghanistan et au Pakistan, Richard Holbrooke reçoit un courriel de félicitations de Rufus Phillips qui avait été, pendant des années, responsable de la lutte anti-insurrectionnelle au Vietnam. La réponse de Holbrooke est directe et simple, « c'est pire que le Nam⁷⁶ ». En effet, Holbrooke a débuté sa carrière diplomatique au Sud-Vietnam en 1962, alors qu'il a à peine vingt et un ans. Il a aussitôt été confronté non seulement au chaos qui existait dans le pays, mais aussi à une guérilla.

74. Kenneth Katzman, *op. cit.* ; Ralph L. Stavins, « A Special Supplement: Kennedy's Private War », *The New York Review of Books*, 22 juillet 1971.

75. George Packer, « The Last Mission », *The New Yorker*, 28 septembre 2009.

76. *Ibid.*

Il est revenu de son séjour au Vietnam avec la conviction qu'il était impossible de vaincre un mouvement insurrectionnel et de pacifier un pays si on ne gagnait pas les esprits et les cœurs des habitants. Il constate sur le terrain les conséquences des erreurs commises par les autorités américaines, mais il voit aussi le désarroi des autorités américaines devant une situation sans issue⁷⁷. Il poursuit ensuite une brillante carrière au secrétariat d'État. En janvier 2009, il est prêt à mettre sa longue expérience au service de la nouvelle administration.

Holbrooke est assez familier avec les conditions qui ont cours en Afghanistan et au Pakistan pour avoir effectué plusieurs voyages dans ces deux pays entre 2006 et 2008. Sa nomination comme envoyé spécial le place au centre du programme en politique étrangère de la nouvelle administration. Il est très conscient des enjeux. Déjà au printemps 2008, il écrit : « Le conflit en Afghanistan sera beaucoup plus coûteux et beaucoup, beaucoup plus long que les Américains en sont conscients. » Au sein de l'administration Obama, Holbrooke a un avantage : cette administration est bondée de jeunes fonctionnaires dans la trentaine et la quarantaine qui ont été à son école⁷⁸.

À une période où l'administration Obama cherche à tout prix à éviter d'être entraîné dans un nouveau Vietnam en Afghanistan, Holbrooke sait tirer des leçons de la guerre au Vietnam, où il débuta sa carrière diplomatique. Il sait qu'il faut par-dessus tout éviter de donner l'impression que les Américains sont là pour rester et qu'ils vont tout faire ; il faut amener les Afghans à s'aider eux-mêmes. Selon Holbrooke, cela a été l'erreur que les Américains ont commise dans la première moitié de la guerre au Vietnam. Mais fondamentalement Holbrooke n'est pas un constructeur de nations : c'est un artisan du compromis⁷⁹.

Holbrooke préconise une démarche qui ressemble beaucoup à celle d'Obama. Tous deux croient qu'il faut tester les hypothèses contre d'autres théories et tous deux sont d'accord pour affirmer que « la certitude face à des situations complexes est très dangereuse⁸⁰ ». Holbrooke a vu, lors de la guerre au Vietnam, comment de hauts fonctionnaires comme McGeorge Bundy ont été incapables de remettre en question leurs hypothèses fondamentales, même si ces dernières se révélaient erronées. C'est dans ce sens qu'il affirmait en 1975 dans le magazine *Harper's* que « L'homme le plus intelligent dans la pièce n'a pas toujours raison ». C'est une des nombreuses leçons qu'il a retenues du Vietnam. Mais encore, il est important selon lui d'éviter de définir de faux consensus reposant sur des conclusions bâclées et erronées. Il faut être capable d'aller à contre-courant et affirmer ses désaccords avec les autres⁸¹.

77. *Ibid.*

78. *Ibid.*, Richard Holbrooke, « The Longest War », *The Washington Post*, 31 mars 2008.

79. George Packer, *op. cit.*

80. *Ibid.*

81. *Ibid.*

CONCLUSION

En dépit des mises en garde d'Holbrooke, Matt Steinglass, un correspondant du *Global Post*, se demande si le président Obama ne se retrouve pas, en Afghanistan, dans un borbier similaire à celui du Vietnam. Il est d'autant plus inquiet que Richard Holbrooke, envoyé spécial des États-Unis en Afghanistan et au Pakistan, déclare au printemps 2009 « que l'un des principaux objectifs de la nouvelle stratégie sera de créer une armée et une police afghane autonome⁸² ». Or, Steinglass considère que le gouvernement afghan est aussi corrompu que l'était celui du Sud-Vietnam. Pour Holbrooke, la solution consiste à consolider et à réformer le régime corrompu de Karzai, puis de partir. Le syndrome du Vietnam serait ainsi évité. Mais alors, on peut se demander si les Américains n'auront pas choisi ainsi de laisser filer les talibans avec la victoire⁸³. Décidément, l'Afghanistan va devenir le premier endroit où la **doctrine Obama** sera réellement mise à l'épreuve.

Le président Obama est donc entré en fonction avec une vision claire de ce que la politique extérieure américaine devrait être sous son administration. Pour mettre en place cette politique, Obama s'est constitué, comme le note Fareed Zakaria, une équipe hors de l'ordinaire. Cette dernière est formée de personnes compétentes qui savent réagir avec intelligence aux nombreux problèmes auxquels sont confrontés les États-Unis sur la scène mondiale. Par la nomination de Gates, Clinton et Jones, Obama envoie le message que sa politique étrangère reposera sur un internationalisme réaliste. Mais l'administration Obama, pour réussir, doit aussi savoir revoir la façon dont l'Amérique perçoit le reste du monde et savoir répondre aux problèmes internationaux. Finalement, elle doit insérer ses politiques dans une stratégie globale⁸⁴. La nouvelle administration se voit offrir une occasion unique pour « faire avancer une vision qui aligne ses intérêts et ses idéaux sur ceux de la plupart des grandes puissances du monde⁸⁵ ». Seul l'avenir pourra dire comment l'administration Obama a su saisir cette occasion. Avec la composition de son équipe, le président Obama démontre un grand pragmatisme, lequel est sans conteste au cœur de la **doctrine Obama**.

82. Matt Steinglass, *op.cit.*

83. *Ibid.*

84. Robert D. Kaplan, « Obama's Afghanistan Hurdles », *op. cit.* ; Alexandra de Hoop Scheffer, « La "grande stratégie" de l'administration Obama : la quête d'un nouvel équilibre entre réalisme et internationalisme », *Annuaire français des relations internationales*, vol. X, 2009, p. 1-18 ; Nick Serpe, *op. cit.* ; Fareed Zakaria, « Wanted », *op. cit.*

85. Fareed Zakaria, « Wanted », *op. cit.*

Bibliographie

1. Articles, déclarations, discours, livres et autres textes de Barack Obama

- « Breaking the War Mentality », *Sundial*, 10 mars 1983.
- « Barack Obama's Stirring 2002 Speech on Iraq War », *About.com*, 2 octobre 2002.
- « Keynote Address at the 2004 Democratic National Convention », *barackobama.com*, 27 juillet 2004.
- « Tone, Truth, and the Democratic Party », *Daily Kos*, 30 septembre 2005.
- « Moving Forward in Iraq », *Chicago Council on Foreign Relations*, 22 novembre 2005.
- L'audace d'espérer*, Presses de la Cité, Paris, 2006.
- « Floor Statement of Senator Barack Obama on Iraq Debate », *obamaspeeches.com*, 21 juin 2006.
- « My Spiritual Journey, Call to Renewal's Building a Covenant for a New America Conference », *obamaspeeches.com*, 28 juin 2006.
- « Our Past, Our Future & Vision for America », Campus Progress Annual Conference, *obamaspeeches.com*, 12 juillet 2006.
- « Floor Statement on Bush's Decision to Increase Troops in Iraq », *obamaspeeches.com*, 19 janvier 2007.
- « Remarks of Senator Barack Obama on the Iraq War », *About.com*, 21 mars 2007.
- « Remarks of Senator Barack Obama to the Chicago Council on Global Affairs », *barackobama.com*, 23 avril 2007.
- « Renewing American Leadership », *Foreign Affairs*, vol. 86, n° 4, juillet/août 2007.
- « Floor Statement of Senator Barack Obama, The War We Need to Win », *The Independent*, 1^{er} août 2007.
- « Turning the Page in Iraq », *About.com Guide*, 12 septembre 2007.
- Les rêves de mon père*, Paris, Presses de la Cité, 2008.

- « Discours de Barak Obama à Berlin le 24 juillet 2008 », *politique-digitale.fr*, 24 juillet 2008.
- « Key Members of Obama-Biden National Security Team Announced », *Change.gov*, 1^{er} décembre 2008.
- « We seek a new way forward, The Inaugural Address of Barack Obama », *The Chicago Tribune*, 20 janvier 2009.
- « Office of the Press Secretary, Press Conference by the President », Port of Spain, Trinidad and Tobago, *whitehouse.gov*, 19 avril 2009.
- « Paix et sécurité : Vers un monde plus stable », *Le discours du président Barack Obama au Caire, America.gov*, 4 juin 2009.
- « Obama's Speech at the United Nations Security Council Summit on Nuclear Non-Proliferation and Nuclear Disarmament », *Council on Foreign Relations*, 24 septembre 2009.
- « Discours de Barack Obama à l'Académie militaire de West Point », *Voltaire.net*, 1^{er} décembre 2009.
- « Paix et responsabilité », *L'allocation du président Barack Obama à l'occasion de son acceptation du prix Nobel de la paix, America.gov*, 10 décembre 2009.

2. Livres

- BATTISTELLA, Dario, *Théories des relations internationales*, Paris, Presses de Sciences Po, 2009.
- BRZEZINSKI, Zbigniew, *The Choice: Global Domination or Global Leadership*, New York, Basic Books, 2004.
- CHANDLER, David, *From Kosovo to Kabul and Beyond: Human Rights and International Intervention*, New York, Pluto Press, 2002.
- DAVID, Charles-Philippe, BALTHAZAR, Louis et Justin VAÏSSE, *La politique étrangère des États-Unis. Fondements, acteurs, formulation*, Paris, Presses de Sciences Po, 2003.
- DOZER, Donald, *The Monroe Doctrine: Its Modern Significance*, New York, Alfred A. Knopf, 1965.
- DUELFER, Charles, *Hide and Seek: The Search for Truth in Iraq*, New York, Public Affairs, 2009.
- FRACHON, Alain et Daniel VERNET, *L'Amérique messianique, les guerres des néoconservateurs*, Paris, Seuil, 2004.
- FREDDOSO, David, *The Case Against Barack Obama*, Washington, Regnery Publishing, 2008.
- FROIDEVEAUX-METTERIE, Camille, *Politique et religion aux États-Unis*, Paris, La Découverte, 2009.
- FUKUYAMA, Francis, *The End of History and the Last Man*, New York, Free Press, 1992.
- GILBERT, Félix, *The Beginnings of American Foreign Policy to the Farewell Address*, New York, Harper Torchbooks, 1961.

- HEILEMANN, John et Mark HALPERIN, *Game Change*, New York, Harper Collins, 2010.
- HUNTINGTON, Samuel, *Le Choc des civilisations*, Paris, Odile Jacob, 2007.
- HUTCHINSON, Earl O., *How Obama Governed, the Year of Crisis and Challenge*, Los Angeles, BookSurge Publishing, 2010.
- IGNATIEFF, Michael, *The Lesser Evil: Political Ethics in an Age of Terror*, Princeton, Princeton University Press, 2004.
- KAUFMAN, Robert G., *In the Defense of the Bush Doctrine*, Lexington, The University Press of Kentucky, 2007.
- KENNAN, George F., *The Nuclear Delusion, Soviet-American Relations in the Atomic Age*, New York, Pantheon Book, 1983.
- LEANNE, Shelle, *Leadership, the Barack Obama Way*, New York, McGraw-Hill, 2010.
- LYNCH, Timothy J. et Robert S. SINGH, *After Bush: The Case for Continuity in American Foreign Policy*, New York, Cambridge University Press, 2008.
- MEAD, Walter Russell, *Special Providence: American Foreign Policy and How It Changed the World*, New York, Routledge, 2002.
- NIEBUHR, Reinhold, *Moral Man and Immoral Society*, New York, Charles Scribner's Sons, 1960.
- NIEBUHR, Reinhold, *The Children of Light and the Children of Darkness*, New York, Charles Scribner's Sons, 1944.
- NIEBUHR, Reinhold, « The Limits of Military Power », *Love & Justice*, New York, 1957.
- NIEBUHR, Reinhold, *The Irony of American History*, New York, Charles Scribner's Sons, 1952.
- PEASE, Donald E., *The New American Exceptionalism*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 2009.
- PRESTON, Thomas, *The President & His Inner Circle, Leadership Style and the Advisory Process in Foreign Affairs*, New York, Columbia University Press, 2001.
- RASHID, Ahmed, *Descent into Chaos, The U.S. and the Disaster in Pakistan, Afghanistan, and Central Asia*, New York, Penguin, 2008.
- REMICK, David, *The Bridge: The Life and Rise of Barack Obama*, New York, Alfred A. Knopf, 2010.
- SHAPIRO, Ian, *Containment: Rebuilding a Strategy Against Global Terror*, Princeton, Princeton University Press, 2007.
- UNGER, Craig, *The Fall of the House of Bush*, New York, Charles Scribner's Sons, 2007.
- VASQUEZ, John A., *The Power of Power Politics: From Classical Realism to Neotraditionalism*, Cambridge, Cambridge Studies in International Relations, 1998.
- WEISBERG, Jacob, *The Bush Tragedy*, New York, Random House, 2008.

3. Articles dans des revues scientifiques

- ALBRIGHT, Madeline K., « Bridges, Bombs, or Bluster? », *Foreign Affairs*, septembre/octobre 2003.
- ANGHIE, Antony, « The War on Terror and Iraq in Historical Perspective », *Osgoode Hall Law Journal*, vol. 43, 2005, p. 45-66.
- BEEHNER, Lionel, « Experts Urge Smarter Aid, Border Security Measures to Save Afghanistan », *Foreign Affairs*, 5 octobre 2006.
- BOOT, Max, « The New American Way of War », *Foreign Affairs*, vol. 82, n° 4, juillet-août 2003, p. 41-58.
- BURNS, John, « Prospects in Afghanistan “Not Looking Good” », *Council on Foreign Relations*, 23 octobre 2008.
- BERGEN, Peter, « Testimony of Peter Bergen, Testimony on Problems, Opportunities and Possible Solutions for Afghanistan », *House Committee on Foreign Affairs*, 15 février 2007.
- BURROUGH, Mark A., « A Historical Case Study of U.S. Strategy Towards Afghanistan », *USAWC Class of 2009, U.S. Army War College*, Department of Army Civilian, p. 1-35.
- COLLINS, Joseph J., « Choosing War: The Decision to Invade Iraq and Its Aftermath », *Institute for National Strategic Studies*, avril 2008, p. 1-60.
- COLUCCI, Lamont, « US Foreign Policy and the Legacy of the Bush Doctrine », *Henry Jackson Society*, 24 octobre 2008.
- CORDESMAN, Anthony H. et Arleigh A. BURKE, « Planning for a Self-Inflicted Wound: US Policy to Reshape a Post-Saddam Iraq », *Center for Strategic and International Studies*, 31 décembre 2002, p. 1-11.
- CURTISS, Richard H., « The Pentagon’s Dynamic Duo: Richard Perle and Paul Wolfowitz », *Washington Report on Middle East Affairs*, avril 2003, p. 14-15, 90.
- DAADLER, Ivo H., « Policy Implications of the Bush Doctrine on Preemption », *Council on Foreign Relations*, 16 novembre 2002.
- HOOP SCHEFFER, Alexandra de, « La “grande stratégie” de l’administration Obama : la quête d’un nouvel équilibre entre réalisme et internationalisme », *Annuaire français des relations internationales*, vol. X, 2009, p. 1-18.
- DEZALAY, Yves et Bryant GARTH, « Le Washington consensus », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 121, 1998, p. 3-22.
- DE VRIES, Hent, « The Niebuhr Connection : Obama’s Deep Pragmatism », *Social Science Research Council*, 18 juin 2009.
- DOWD, Alan W., « Looking Back and Thinking Ahead », *World Politics Review*, 31 mars 2010.
- FLY, Jamie M., « What Happened to Containment of North Korea? », *Foreign Policy*, 20 novembre 2009.
- FUKUYAMA, Francis, « The End of History? », *The National Interest*, été 1989, p. 3-18.

- GOLDGEIER, James M., « The Fall of the Wall and American Grand Strategy », *Council on Foreign Relations*, 5 novembre 2009.
- GOLDGEIER, James M., SHEPARDSON, Whitney et Derek H. CHOLLET, « Kennan had a Vision. Things aren't so Clear Now », *Foreign Affairs*, 14 juillet 2008.
- HADAR, Leon T., « Losing Afghanistan », *Cato Institute*, 29 juillet 2008.
- HANSON, Victor Davis, « The Obama Enigma », *The National Review Online*, 23 octobre 2008.
- HERRING, G.K., « The War in Afghanistan : A Strategic Analysis », *Strategy Research Project*, Carlisle Barracks, Army War College, 7 avril 2003, p. 1-25.
- HOLMES, Kim R. et James CARAFANO, « Defining the Obama Doctrine, Its Pitfalls and how to Avoid Them », *The Heritage Foundation*, n° 2457, 1^{er} septembre 2010, p. 1-19.
- HUNTINGTON, Samuel P., « The Clash of Civilizations? », *Foreign Affairs*, été 1993.
- HYNEK, Nik, « Continuity and Change in the US Foreign and Security Policy with the Accession of President Obama », *Central European Journal of International and Security Studies*, vol. 3, n° 2, novembre 2009, p. 122-138.
- ISH-SHALOM, Piki, « The Civilization of Clashes: Neoconservative Reading of the Theory of the Democratic Peace », communication présentée à la réunion annuelle de la International Studies Association, San Diego, 22 mars 2006.
- JAMES, Will, « Continuity and Change in US Foreign Policy – What Obama Can Learn from George W. Bush », *The Henry Jackson Society, Project for Democratic Geopolitics*, 11 janvier 2010.
- JONES, James L. et Thomas R. PICKERING, « Revitalizing Our Efforts: Rethinking Our Strategies », *Center for the Study of the Presidency*, Cambridge, Harvard University, 30 janvier 2008, p. 1-43.
- JONES, James L. (dir.), « Saving Afghanistan: An Appeal and Plan for Urgent Action », *The Atlantic Council*, 28 janvier 2008.
- JOYNER, James, « Obama Doctrine: Style But No Substance? », *The Atlantic Council*, 20 avril 2009.
- JULIAN, Liam, « Niebuhr and Obama », *Policy Review*, Hoover Institution, n° 154, avril et mai 2009.
- KAGAN, Robert, « Obama's Year One: Contra », *World Affairs Journal*, janvier/ février 2010.
- KAPLAN, Lawrence, « Foreign Policy Continuity: War Finds US », *Strategic Studies Institute Newsletter*, mars 2010.
- KAPLAN, Robert D., « Obama's Afghanistan Hurdles », *The Atlantic Dispatch*, 12 décembre 2008.
- KISSINGER, Henry A., « Human Rights: Continuity and Change in American Foreign Policy », *Humanities, Social Sciences and Law Society*, vol. 15, n° 1, p. 97-103.
- KITCHEN, Nicholas, « Détente or Decline? The Obama Administration Engages the World », *APSA*, septembre 2009.

- KATZMAN, Kenneth, « Afghanistan : Post-Taliban Governance, Security, and U.S. Policy », 10 novembre 2009, *Congressional Research Service 7-5700, RL30588*, p. 1-83.
- LIEVEN, Anatol et John Hulsman, « Ethical Realism and Contemporary Challenges », *American Foreign Policy Interests : The Journal of the National Committee on American Foreign Policy*, vol. 28, n° 6, 2006, p. 413-420.
- MAOZ, Zeev, « The Controversy over the Democratic Peace: Rearguard Action or Cracks in the Wall? », *International Security*, vol. 22, n° 1, été 1997, p. 162-198.
- MARKEY, Daniel, « Dear Ambassador Holbrooke », *Foreign Policy*, 13 février 2009.
- MEARSHEIMER, John J., « Back to the Future : Instability in Europe after the Cold War », *International Security*, vol. 15, n° 1, été 1990, p. 5-56.
- METZ, Steven, « Learning from Iraq : Counterinsurgency in American Strategy », *Strategic Studies Institute*, janvier 2007.
- MOENS, Alexander et Inu BARBEE, « Obama's Foreign Policy Between Dreaming and Doing », *The Cicero Foundation*, vol. 10, n° 4, mars 2010, p. 1-11.
- NEWCOMB, Quinn, « Redefining the "Just War" Doctrine: Implications of the New American Foreign Policy », *Carleton University Journal*, janvier 2004, p. 1-21.
- NIEBUHR, Reinhold, « Augustine's Political Realism », *Christian Realism and Political Problems*, New York, Scribner, 1952, p. 243-257.
- NIEBUHR, Reinhold, « Christian Faith and the World Crisis », *Christianity and Crisis*, 10 février 1941, 4-6.
- NYE, Joseph S. Jr., « What New World Order », *Foreign Affairs*, printemps 1992.
- RIGAL-CELLIER, Bernadette, « Les origines de la rhétorique de l'axe du mal du président George W. Bush : droite chrétienne, millénarisme et messianisme américain », *Études*, septembre 2003, p. 153-162.
- ROSENBERG, Emily S., « The Obama Non-Doctrine », *History News Network*, 12 février 2009.
- ROZEN, Laura, « With Foreign-Policy Speech, Clinton Plans to Raise Her Profile », *Foreign Policy*, 8 juillet 2009.
- RUSSELL MEAN, Walter, « The Carter Syndrome », *Foreign Policy*, janvier/février 2010.
- SELVERSTONE, Marc Jay, « Doctrines », *Encyclopedia of American Foreign Policy*, vol. 2, 2002, p. 521-542.
- SEMPRA, Francis P., « U.S. National Security Doctrines Historically Viewed: A Commentary », *AmericanDiplomacy.org*, 19 avril 2004.
- SERPE, Nick, « Realism in Afghanistan: Rethinking an Uncertain Case for the War », *The Current. A Journal of Contemporary Politics, Culture and Jewish Affairs*, printemps 2009, p. 23-31.
- SIFTON, Elisabeth, « Remembering Reinhold Niebuhr », *World Policy Journal*, vol. 10, n° 1, printemps 1993, p. 83-90.
- THOMPSON, Nicholas, « Hawk and Dove », *Foreign Policy*, 16 septembre 2009.

TRAUB, James, « A Moral Adventure: Is Barack Obama as much of a Foreign-Policy Realist as He Thinks He Is? », *Foreign Policy*, 31 mars 2011.

WATKINS, Michael, « Obama and Afghanistan: Deciding vs. Deliberating », *Harvard Business Review*, 30 novembre 2009.

4. Articles dans des magazines et revues d'intérêt public

ACKERMAN, Spencer, « The Obama Doctrine », *The American Prospect*, 24 mars 2008.

ALI, Tariq, « Operation Enduring Disaster: Breaking with Afghan Policy », *The Nation*, 17 novembre 2008.

BARRY, John et Evan THOMAS, « Afghanistan: Obama's Vietnam », *Newsweek*, 31 janvier 2009.

BERGEN, Peter, « A Man, A Plan, Afghanistan », *The New Republic*, 24 septembre 2008.

BERKOWITZ, Jeff, « Interview of Barack Obama », *Public Affairs*, 25 novembre 2002.

BIDDLE, Stephen, « Is There a Middle Way? The Problem with Half-measures in Afghanistan », *The New Republic*, 20 octobre 2009.

BLAKE, Casey, « Obama and Niebuhr », *The New Republic*, 3 mai 2007.

CHAIT, Jonathan, « Quick Thoughts on Obama's Speech », *The New Republic*, 10 décembre 2009.

CHERNUS, Ira, « Obama Trapped Behind Wall of Mideast Containment », *The Nation*, 7 octobre 2009.

CROWLEY, Michael, « Balancing Idealism and Realism », *The New Republic*, 10 décembre 2009.

CROWLEY, Michael, « The Reinvention of Robert Gates: How His Ideological Journey Will Shape the War », *The New Republic*, 9 novembre 2009.

CROWLEY, Michael, « Obama vs. Osama: Has He Picked the Right War? », *The New Republic*, 24 décembre 2008.

CURRY, Jessica, « Barack Obama: Under the Lights », *The Chicago Life*, 1^{er} août 2004.

DE ZUTTER, Hank, « Lawyer, Teacher, Philanthropist, and Author Barack Obama doesn't Need Another Career », *The Chicago Reader*, 8 décembre 1995.

FALLOWS, James, « Bush's Lost Year », *The Atlantic Monthly*, octobre 2004.

FINNEGAN, William, « The Candidate: How the Son of a Kenyan Economist Became an Illinois Everyman », *The New Yorker*, 31 mai 2004.

FRIEDMAN, George, « The Medvedev Doctrine and American Strategy », *The Stratfor Global Intelligence*, 2 septembre 2008.

FRIEDMAN, George, « Munich and the Continuity Between the Bush and Obama Foreign Policies », *The Stratfor Global Intelligence*, 9 février 2009.

GOOD, Christ, « The Obama Doctrine: Multilateralism with Teeth », *The Atlantic*, 10 décembre 2009.

HAIDT, Jonathan, « Obama's Moral Majority », *Prospect*, 28 février 2009.

- HANSON, Victor Davis, « The Obama Enigma », *The National Review*, 23 octobre 2008.
- HAVERS, Grant, « Barack's Born-Again Liberalism », *Taki's Magazine*, 15 décembre 2009.
- HAYDEN, Tom, « Obama, Iraq and Afghanistan », *The Nation*, 15 juillet 2008.
- HAYES, Stephen F., « Thoughts on an "Obama Doctrine" », *The Weekly Standard*, 10 décembre 2009.
- HEILEMANN, John, « Bush and Barack, Bedfellows », *The New York Magazine*, 28 décembre 2008.
- HERSH, Seymour M., « The Other War: Why Bush's Afghanistan Problem Won't Go Away », *The New Yorker*, 12 avril 2004.
- HERTZBERG, Hendrik, « The Fifth War », *The New Yorker*, 30 novembre 2009.
- KAPLAN, Robert D., « The Coming Anarchy », *The Atlantic Monthly*, février 1994.
- KAUFMANN, Eric, « The Meaning of Huntington », *The Prospect Magazine*, vol. 155, 26 février 2009.
- KIRSANOW, Peter, « Obama's Response to 9/11 », *The National Review*, 14 juillet 2008.
- KRISTOL, William, « The End of the Beginning », *The Weekly Standard*, 12 mai 2003.
- KLEIN, Joe, « Why Barack Obama Is Winning », *Time Magazine*, 22 octobre 2008.
- LIEVEN, Anatol, « The Ethics of Realism », *The National Interest*, 1^{er} juillet 2005.
- LINKER, Damon, « An Unexceptional Nation », *The New Republic*, 16 décembre 2009.
- LIZZA, Ryan, « Biden's Brief, Obama Picked His Running Mate to Help Him Govern », *The New Yorker*, 20 octobre 2008.
- LIZZA, Ryan, « Making It: How Chicago Shaped Obama », *The New Yorker*, 21 juillet 2008.
- LIZZA, Ryan, « Why Barack Obama Should Run for President in 2008 », *The New Republic*, 6 décembre 2005.
- LIZZA, Ryan, « The Consequentialist: How the Arab Spring remade Obama's foreign policy », *The New Yorker*, 2 mai 2011.
- LUBOLD, Gordon, « The Emerging Obama Doctrine », *The Christian Monitor*, 10 mars 2009.
- MACFARQUHAR, Larissa, « The Conciliator: Where is Barack Obama coming from? », *The New Yorker*, 7 mai 2007.
- MAY, Clifford D., « The Obama Doctrine », *The National Review*, 15 avril 2010.
- MAYER, Jane, « A Doctrine Passes », *The New Yorker*, 14 octobre 2002.
- McKELVEY, Tara, « The Specter of Containment », *The American Prospect*, 2 octobre 2009.
- MILLER, David L., « Obama Must Be Taken Seriously », *The National Review*, 17 janvier 2007.
- NEWTON-SMALL, Jay, « Obama's Foreign-Policy Problem », *Time Magazine*, 18 décembre 2007.
- NICHOLS, John, « Obama's Wrong Turn in Afghanistan », *The Nation*, 17 juillet 2008.

- PACKER, George, « Dreaming of Democracy », *The New York Times*, 2 mars 2003.
- PACKER, George, « The Last Mission », *The New Yorker*, 28 septembre 2009.
- SERWER, Adam, « The Obama Doctrine and the Nobel Prize », *The American Prospect*, 10 décembre 2009.
- SILVERSTEIN, Ken, « Barack Obama Inc.: The Birth of a Washington Machine », *The Harper Magazine*, novembre 2006.
- STAVINS, Ralph L., « A Special Supplement: Kennedy's Private War », *The New York Review of Books*, 22 juillet 1971.
- TOMASKY, Michael, « The Audacity of Hope: Thoughts on Reclaiming the American Dream », *The New York Review of Books*, vol. 53, n° 19, 30 novembre 2006.
- TOOLEY, Mark, « Niebuhr and Obama », *The American Spectator*, 20 janvier 2009.
- WALLACE-WELLS, Ben, « The Great Black Hope: What's riding on Barack Obama? », *The Washington Monthly*, 4 novembre 2004.
- WALLACE-WELLS, Ben, « Destiny's Child », *The Rolling Stone*, 22 février 2007.
- ZAKARIA, Fareed, « Obama, Foreign Policy Realist », *Newsweek*, 21 juillet 2008.
- ZAKARIA, Fareed, « Containing a Nuclear Iran », *Newsweek*, 3 octobre 2009.
- ZAKARIA, Fareed, « Wanted: A New Grand Strategy », *Newsweek*, 8 décembre 2008.
- ZAKARIA, Fareed, « Obama Abroad », *Newsweek*, 18 juillet 2008.
- ZAKARIA, Fareed, « How Obama Sees the World », *Newsweek*, 21 juillet 2008.

5. Articles de journaux

- « General David H. Petraeus », *The New York Times*, 5 octobre 2009.
- AIRD, Robert, « La doctrine Gérin-Lajoie – Signé André Patry », *Le Devoir*, 9 mars 2005.
- ALLEN, Paul, « The Obama Niebuhr Connection », *The Toronto Star*, 14 juin 2008.
- ARQUILLA, John, « Reagan Doctrine still Influencing U.S. Foreign Policy », *San Francisco Gate*, 18 juin 2006.
- BAKER, Peter, « Twists and Turns on Way to Arms Pact With Russia », *The New York Times*, 26 mars 2010.
- BAKER, Peter, « Biden Outlines Plans to Do More With Less Power », *The New York Times*, 14 janvier 2009.
- BALZ, Dan et Anne E. Kornblut, « Obama Joins Race With Goals Set High », *The Washington Post*, 11 février 2007.
- BARI, Dominique, « Obama. Afghanistan, toujours le "grand jeu" », *L'humanité*, 20 janvier 2009.
- BARNES, Julian E., « Gates on Board with Iraq Plan », *The Los Angeles Times*, 3 décembre 2008.
- BARNETT, Dean, « Meet the Obama Doctrine, and Meet the Doctrinaires », *The Weekly Standard*, 27 mars 2008.

- BELLINGER III, N.B., « More Continuity Than Change », *The New York Times*, 14 février 2010.
- BERMAN, Russell, « Clinton Drama Is the Subplot of Democrats », *The New York Sun*, 25 août 2008.
- BERNSTEIN, Richard, « A Scholar's Prophecy: Global Cultural Conflict », *The New York Times*, 6 novembre 1996.
- BHADRAKUMAR, M.K., « All Roads Lead out of Afghanistan », *South Asia*, 20 décembre 2008.
- BOLTON, John R., « Obama Promises Bush III on Iran », *The Wall Street Journal*, 2 janvier 2009.
- BONDY, Matt, « The Obama Doctrine Starting to Take Shape », *The Guelph Mercury*, 19 mars 2009.
- BREMMER, Ian, « George Kennan's Lessons for the War on Terror », *The New York Times*, 24 mars 2005.
- BROAD, William J. et David E. Sanger, « Obama's Youth Shaped His Nuclear-Free Vision », *The New York Times*, 4 juillet 2009.
- BRODER, David S., « Obama's Enigma », *The Washington Post*, 13 juillet 2008.
- BROOKS, David, « Obama's Christian Realism », *The New York Times*, 14 décembre 2009.
- BROOKS, David, « Obama, Gospel and Verse », *The New York Times*, 26 avril 2007.
- BROOKS, David, « Obama's Thinking Not Unlike George H.W. Bush's », *The Columbus Dispatch*, 19 mai 2008.
- BUMILLER, Elisabeth, « A Cast of 300 Advises Obama on Foreign Policy », *The New York Times*, 18 juillet 2008.
- CIRINCIONE, Joe, « An Obama Doctrine Emerges in Moscow », *The Huffington Post*, 8 juillet 2009.
- COHEN, Eliot, « What's Different About the Obama Foreign Policy? », *The Wall Street Journal*, 2 août 2009.
- CORDESMAN, Anthony H., « Why the US is Losing in Afghanistan », *South Asia*, 1^{er} octobre 2008.
- DAO, James, « Army History Finds Early Missteps in Afghanistan », *The New York Times*, 30 décembre 2009.
- DICKIE, Lance, « Refocusing on Afghanistan », *The Seattle Times*, 1^{er} décembre 2006.
- DIEHL, Jackson, « The Coming Failure On Iran », *The Washington Post*, 4 octobre 2009.
- DiMUCCIO, R.B.A., « Will the Real Realists Please Stand Up? », *The Sidney Herald*, 2 novembre 2010.
- DIONNE, E.J. Jr., « In Illinois, a Star Prepares », *The Washington Post*, 25 juin 2004.
- DIONNE, E.J. Jr., « The Obama Doctrine », *The Washington Post*, 16 avril 2009.
- DOBBS, Michael, « The Fact Checquer, Clinton vs Obama on Iraq », *The Washington Post*, 16 janvier 2008.

- DOBBS, Michael, « Clinton vs Obama on Iraq », *The Washington Post*, 16 janvier 2008.
- DOYON, Frédérique, « La question du Québec: Raffarin marche sur des œufs », *Le Devoir*, 7 avril 2008.
- FALSANI, Cathleen, « Obama: I Have a Deep Faith », *The Chicago Sun-Times*, 5 avril 2004.
- FUKUYAMA, Francis, « After Neoconservatism », *The New York Times*, 19 février 2006.
- GAFFNEY, Frank J. Jr., « The Obama Doctrine », *The Washington Times*, 23 septembre 2009.
- GERSON, Michael, « Closet Centrist: In Obama's Cabinet, the Audacity of Moderation », *The Washington Post*, 3 décembre 2008.
- GORDON, Michael R., « War, Meet the 2008 Campaign », *The New York Times*, 20 janvier 2008.
- GORDON, Michael R., « Afghan Strategy Poses Stiff Challenge for Obama », *The New York Times*, 1^{er} décembre 2008.
- GRAFF, Garrett M., « The Legend of Barack Obama », *The Washingtonian*, 1^{er} novembre 2006.
- HAMMOND, Andrew, « Too Soon for Obama '08? Think Again », *The Chicago Maroon*, 6 octobre 2006.
- HARDEN, Toby, « Barack Obama and John McCain on 9/11 Statements Then and Now », *Daily Telegraph's US Editor*, 12 septembre 2008.
- HOLBROOKE, Richard, « The Longest War », *The Washington Post*, 31 mars 2008.
- IGNATIUS, David, « Testing Obama's Doctrine, Lofty Ideals and Afghan Reality », *The Washington Post*, 8 octobre 2009.
- JENKINS, Simon, « Obama Must Call Off This Folly Before Afghanistan Becomes His Vietnam », *The Guardian*, 25 juin 2009.
- KAGAN, Robert, « Staying the Course, Win or Lose », *The Washington Post*, 2 novembre 2006.
- KASAK, Krystin E., « Obama Introduces Measure to Bring Troops Home », *The New York Times*, 7 février 2007.
- KING, Neil, « The Courting of General Jones », *The Wall Street Journal*, 23 avril 2007.
- KIRCHICK, James, « The Obama Doctrine », *The Providence Journal*, 28 août 2007.
- KLEIN, Ezra, « Too Soon for Obama », *The Los Angeles Times*, 8 octobre 2006.
- KORNBLUT, Anne E., « Obama to Propose Funds for Afghanistan, Harder Line in Pakistan », *The Washington Post*, 31 juillet 2007.
- KUHNER, Jeffrey T., « Obama's Vietnam? », *The Washington Times*, 25 janvier 2009.
- LAFRANCHI, Howard, « Obama at One Year: New Realism in Foreign Policy », *The Minneapolis Post*, 19 janvier 2010.
- LEVY, Clifford J. et Peter BAKER, « U.S.-Russia Nuclear Agreement Is First Step in Broad Effort », *The New York Times*, 6 juillet 2009.
- LOBE, Jim, « What Is a Neo-Conservative Anyway? », *Asia Times*, 13 août 2003.

- LONDON, Herbert I., « The Obama Doctrine », *The Hudson New York*, 23 mars 2009.
- MARQUIS, Christopher, « General Urges NATO to Send Afghanistan More Troops », *The New York Times*, 28 janvier 2004.
- MAZZETTI, Mark et Eric Schmitt, « U.S. Study Is Said to Warn of Crisis in Afghanistan », *The New York Times*, 8 octobre 2008.
- MCMANUS, Doyle, « Obama Doctrine Emerges in Oslo Speech », *The Los Angeles Times*, 13 décembre 2009.
- MCMANUS, Doyle, « Obama's Iran Strategy », *The Los Angeles Times*, 22 février 2009.
- MILLIGAN, Susan, « Obama's Star Power Shows on N.H. Visit », *The Boston Globe*, 11 décembre 2006.
- MUNDY, Liza, « Series of Fortunate Events », *The Washington Post*, 12 août 2007.
- PAGE, Clarence, « Obama's Doctrine », *The Chicago Tribune*, 19 juillet 2009.
- PAQUIN, Stéphane, « La prescience de Paul Gérin-Lajoie », *Le Devoir*, 9 septembre 2005.
- PETRAEUS, David H., « More than Troops Needed in Afghanistan », *USA Today*, 15 septembre 2008.
- PFAFF, William, « The Neoconservative Agenda: Which Country Is Next on the List? », *The International Herald Tribune*, 10 avril 2003.
- PINDELL, James W. et Rick KLEIN, « Obama Defends Votes in Favor of Iraq Funding », *The Boston Globe*, 22 mars 2007.
- ROBINSON, Rick, « The Obama Doctrine », *The European Courier*, 23 janvier 2009.
- ROHDE, David et David E. Sanger, « How a "Good War" in Afghanistan Went Bad », *The New York Times*, 12 août 2007.
- ROZOFF, Rick, « Obama Doctrine: Eternal War for Imperfect Mankind », *Rick Rozoff WordPress*, 10 décembre 2009.
- SCHEUER, Michael, « A Catalogue of Errors in Afghanistan », *South Asia*, 9 mars 2007.
- SCHMITT, Eric, « Obama Taps a General as the Envoy to Kabul », *The New York Times*, 29 janvier 2009.
- SHULTZ, George P., William J. PERRY, Henry A. KISSINGER et Sam NUNN, « A World Free of Nuclear Weapons », *The Wall Street Journal*, 4 janvier 2007.
- SLEVIN, Peter, « Obama Says He Regrets Land Deal with Fundraiser », *The Washington Post*, 17 décembre 2006.
- SMITH, J.Y., « Outsider Forged Cold War Strategy », *The Washington Post*, 18 mars 2005.
- STEINGLASS, Matt, « Lessons of Vietnam », *The Global Post*, 26 mars 2009.
- STEPHANSON, Anders, « The American Exception », *The National*, 15 octobre 2009.
- STEPHEY, J., « Secretary of State: Hillary Clinton », *Time*, 2 décembre 2008.
- STOCKMAN, Farah, « Obama Stance on Iraq Shows Evolving View », *The Boston Globe*, 8 mars 2008.
- SULLIVAN, Kevin B., « Obama's Not-so-new World Order: For an Obama Doctrine, Look to George H.W. Bush », *The New York Daily News*, 18 décembre 2009.

- SWEET, Lynn, « Obama Is Going to Go for It », *The Chicago Sun-Times*, 30 novembre 2006.
- TRAUB, James, « The Distance Between “We Must” and “We Can” », *The New York Times*, 4 octobre 2009.
- TRAUB, James, « After Cheney », *The New York Times*, 24 novembre 2009.
- WALSH, Kenneth T., « Exclusive Interview: Obama “Never 100 Percent Certain” », *US News and World Reports*, 27 octobre 2009.
- WEAVER, Matthew, « Clinton Nomination as Secretary of State “imminent” », *The Guardian*, 21 novembre 2008.
- WEISMAN, Steve R., « Pre-emption: Idea with a Lineage Whose Time Has Come », *The New York Times*, 23 mars 2003.
- ZELENY, Jeff, « The First Time Around », *The Chicago Tribune*, 24 décembre 2005.
- ZORN, Eric, « Barack Obama Interview by Jeff Berkowitz », *Supplementary Information to the Chicago Tribune*, 24 juillet 2003.

6. Articles et documents sur des sites Internet

- « Conférence de presse d'Hillary Clinton, Discours du 1^{er} décembre 2008 », Chicago, *Change.gov*, 1^{er} décembre 2008.
- « Petraeus, McKiernan Rebuff McCain on Afghanistan », *The National Security Network*, 2 octobre 2008.
- « George W. Bush rethinks his Afghan war tactics », *theaustralian.com.au*, 10 octobre 2008.
- The AP-GfK Poll*, 5-10 septembre 2008, *ap-gfcpoll.com*.
- The Washington Post-ABC News Poll*, 10-13 juillet 2008, *The Washington Post*, 14 juillet 2008.
- « The Nixon Doctrine », *Encyclopedia of the New American Nation*, *american-foreignrelations.com*, 2004
- ADESNIK, David, « Whither Realism », *Doublethink Online*, 2 septembre 2009.
- ARESU, Alessandro, « The Niebuhrian President? Barack Obama in 2009 », *Europe's World*, 3 janvier 2010.
- BARKER, Geoffrey, « Obama the Realist Idealist », *Inside Story*, 2 août 2009.
- BARRETT, Devlin, « Elder Bush, JFK, Reagan influence Obama », *Associated Press*, 29 mars 2008.
- BEAM, Christopher, « The Fallacy of False Choices », *Slate Magazine*, 10 décembre 2009.
- BLAKE, John, « How Obama's favorite theologian shaped his first year in office », *CNN*, 5 février 2010.
- BUSH, George H.W., « State of the Union Address », *stateoftheunionaddress.org*, 29 janvier 1991.
- CLINTON, Bill, « Obama Is “Ready to Lead” », *CBS News*, 28 août 2008.

- COLE, Juan, « Obama Is Saying the Wrong Things about Afghanistan », *Salon.com*, 23 juillet 2008.
- COLTER WALLS, Seth, « Obama Spokeswoman Hits Back at McCain's New Afghanistan Argument », *The Huffington Post*, 15 juillet 2008.
- CUNLIFFE, Philip, « After Kennan's "Containment" », *Spiked Online*, 5 avril 2005.
- CURRIE, Rev. Chuck, « Reinhold Niebuhr: The Barack Obama Connection », *barackobama.com*, 29 septembre 2007.
- DICKERSON, John, « The Nobel War Prize », *Slate Magazine*, 10 décembre 2009.
- EISELE, Albert, « George Kennan Speaks Out About Iraq », *The History News Network*, 26 septembre 2002.
- FISHER, Max, « What Is the Obama Doctrine? », *The Atlantic Wire*, 10 décembre 2009.
- GEHRING, Dave, « American Exceptionalism, Reinhold Niebuhr and Barack Obama », *Finding the Gear*, 17 décembre 2009.
- GIBSON, David, « Of Niebuhr and Nobels: Divining Obama's Theology », *Politics Daily*, 12 décembre 2009.
- GOLDSTEIN, Gordon M., « Five Questions for Obama on Afghan War », *CNN*, 1^{er} décembre 2009.
- GOSZTOLA, Kevin, « Obama's Foreign Policy: A Detailed Analysis », *OpEdNews.Com*, 14 septembre 2007.
- GOTTEMOELLER, Rose, « The New U.S. Russian Nuclear Agreement », *Carnegie Proliferation Brief*, vol. 5, n° 9, avril 2009.
- GROSSMAN, Zoltan, *From Wounded Knee to Libya: A Century of U.S. Military Interventions*, Evergreen, 2011.
- GUARDIANO, John, « The Obama Doctrine », *The Frum Forum*, 14 décembre 2009.
- HIGGINS, Charlotte, « A Classic Orator, Obama Learnt from the Masters », *The Age.com*, 30 novembre 2008.
- HITCHENS, Christopher, « The War Between the Wars: Who Says We Can only Face Our Enemies in One Place at a Time? », *Slate Magazine*, 14 juillet 2008.
- JACKMAN, Michael, « Barack Obama's Foreign Policy Adviser Picks Tell Us All We Need to Know About Him », *Infowars.com*, 11 juillet 2008.
- JONES, Iwan Russell, « Prayer for a Serene Realist: Barack Obama », *John Mark Ministries*, 27 janvier 2009.
- JOYNER, James, « Bad Reasons to Elect Democrats in 2008 », *Outside the Belt*, 29 mai 2006.
- KAPLAN, Fred, « The Afghanistan Test, Petraeus' and NATO's New Strategy is Much Closer to Obama's than McCain's », *Slate Magazine*, 16 octobre 2008.
- KAPLAN, Fred, « Obama's War and Peace », *Slate Magazine*, 10 décembre 2009.
- KELLY, Martin, « Top Six Foreign Policy Doctrines », *About.com Guide*, 2011.
- LEHRER, Jim, « Obama Outlines Goals for Afghanistan, Iraq », *PBS Newsmaker*, 27 février 2009.

- LENDMAN, Stephen, « Obama's National Security Strategy: A New Direction or Continuity? », *OpEdNews*, 9 juin 2010.
- LENTZ, Lauren, « The Emerging Obama Doctrine », *New Orleans Metblogs*, 29 avril 2009.
- LEOPOLD, Jason, « The Origins of the Bush Iraq War Plan », *CounterPunch*, 19 février 2003.
- LIND, Michael, « The US foreign-policy future: A progressive-realist union? », *Open Democracy*, 20 septembre 2007.
- LITWAK, Robert S., « From "Rogues" to "Outliers" », *The Globalist*, 4 mai 2010.
- LOBE, Jim, « Obama's Foreign Policy: No Sharp Break From Bush », *Antiwar.com*, 11 novembre 2008.
- LOBE, Jim et Michael FLYNN, « The Rise and Decline of the Neoconservatives », *Right Web*, 17 novembre 2006.
- LIZZA, Ryan, « Above the Fray », *Newsmakers*, août 2007.
- MAGISTER, Sandro, « Obama a un grand maître à penser: le théologien protestant Reinhold Niebuhr », *Chiesa.espresso.repubblica.it*.
- MILLS, Greg, « Ten Counterinsurgency Commandments from Afghanistan », *FPRI Foreign Policy in Focus*, avril 2007.
- MURPHY, Jarrett, « Text of Bush Speech », *CBS News*, 1^{er} mai 2003.
- OSBORN, Ronald E., « Obama's Niebuhrian Moment (Part I) », *Firstthings.com*, 11 janvier 2010.
- OSBORN, Ronald E., « Obama's Niebuhrian Moment (Part II) », *Firstthings.com*, 12 janvier 2010.
- PETRAEUS, David H., « Commander's Speech: NCAFP George F. Kennan Award », New York, *The Union League Club*, 28 mai 2009.
- REESON, Greg, « The Petraeus Strategy in Afghanistan, Countering Insurgency in Two Theaters of War », *Suite101*, 6 août 2008.
- REYNOLDS, Paul, « Obama Modifies Bush Doctrine of Pre-emption », *BBC News website*, 27 mai 2010.
- RIBUFFO, Leo P., « Obama's Solidarity Without Sentimentality », *The Forum Network, PBS*, mars 2008.
- ROBINSON, Anthony B., « Obama, Afghanistan, and the "Just War" », *Crosscut*, 14 décembre 2009.
- SARGENT, Greg, « Obama Strives to Reconcile Idealism with Realism », *The Plum Line*, 10 décembre 2009.
- SHACHTMAN, Noah, « Barack's Defense Secretary: Bob Gates? », *Wired*, 30 juin 2008.
- SCHERER, Michael « The Obama Foreign Policy Doctrine », *Swampland*, 19 avril 2009.
- SHANE, Peter M., « The Eisenhower-Obama Doctrine? Ending the Military's "Blank Check" », *The Executive Watch*, 2 décembre 2009.
- SMITH, Ben « Realism With a Heart? », *The Politico*, 10 décembre 2009.
- SMITH, Jack A., « Afghanistan: It's Not a Just War », *Dissident Voice*, 17 décembre 2009.

- TAPPER, Jake, « The Obama Doctrine », *ABC News*, 10 décembre 2009.
- TAPPER, Jake et Jonathan GREENBERGER, « Words of War: Clinton Camp Muddies Obama's Anti-War Stance but Record Is Clear », *ABC News*, 20 mars 2007.
- TODD, Chuck et Domenico MONTANARO, « Keeping up with the Joneses... », *NBC*, 10 juin 2008.
- TUROW, Scott, « Barack Obama: The New Face of the Democratic Party », *Open. Salon.com*, 30 mars 2004.
- VALENTINE, Douglas, « Learning the Wrong Vietnam Lessons », *Consortiumnews.com*, 19 novembre 2009.
- WALLECHINSKY, David, « National Security Advisor: Who Is James L. (Revolving Door) Jones? », *The Huffington Post*, 7 janvier 2009.
- WINANT, Gabriel, « Obama's 2004 Speech: A Star Was Born », *Newser*, 26 août 2004.
- WHITE, Deborah, « Iraq War Facts, Results & Statistics at May 29, 2011 », *About.com*.
- WHITE, Deborah, « Barack Obama's Stirring 2002 Speech on Iraq War », *About.com*, 2 octobre 2002.
- ZUNES, Stephen, « Barack Obama on Diplomacy », *FPIF Foreign Policy in Focus*, 17 janvier 2008.
- ZUNES, Stephen, « Barack Obama on the Middle East », *FPIF Foreign Policy in Focus*, 10 janvier 2008.

Index

11 septembre, 8, 19, 101, 103,
104, 120, 127, 141-145, 147,
166, 171

A

Accords d'Helsinki, 7
Accra, 10, 12
Afghanistan, 7, 8, 10, 13, 17, 19,
84, 85, 92, 112, 113, 120, 121,
130-132, 136-139, 141-143,
145-164, 166-172, 174-181,
183, 184, 187-189, 190-203
Afghanistan comme un
laboratoire, 149
Afrique du Sud, 28, 58
aide humanitaire en Éthiopie, 58
Albright, Madeleine, 107, 171,
192
Alexander, Mark, 30, 38, 61, 130,
145, 175-177, 194
Al-Maliki, Nuri Kamal, 136
Al-Qaïda, 17, 83, 104, 120, 121,
127, 130, 136, 137, 142, 145,
147, 148, 153-156, 163, 181,
187
Andrade, Juan, 119
apartheid
opposition à l'—, 28
approche multilatérale, 8, 15,
105, 182
armes de destruction massive, 8,
108, 109, 115, 127

Askia, Ghais, 37
attaque de Pearl Harbor, 143, 145
attentats, 5, 112, 142-145, 147,
152, 161-163, 166
de Beyrouth, 5
du 11 septembre, 8, 19, 101,
103, 104, 120, 127, 141-145,
147, 166, 171
du World Trade Center,
142-144
Axelrod, David, 35, 42, 48, 50,
53, 54, 60

B

Baker, James, 110, 131, 173, 174,
197, 199
Baldwin, James, 70
Barno, général David, 149
Baron, Michael L., 108
bataille
d'Angleterre, 145
de Tora Bora, 121, 147
Bayh, Evan, 46
Beale, Jonathan, 154
Beehner, Lionel, 151, 192
Ben Laden, Oussama, 121, 143,
147, 153
Bergen, Peter, 148-152, 160, 163,
192, 195
Berkowitz, Jeff, 121, 122, 195,
201

Berlin, 6, 10, 11, 98, 105, 109,
111, 112, 142, 156, 190
Beyrouth, 5
Biden, Joe, 105, 135, 138, 167,
173-177, 190, 196, 197
Black Panthers, 39
Blagojevich, Rod, 39, 48
Blitzer, Wolf, 63
blocus de Cuba, 7
bon voisinage, 5
Booker, Cory, 61
Boot, Max, 125, 192
Boren, David, 171
Bosnie, 16
Bradley, Pat, 61
Brayton, Jim, 65
Brazier, Arthur, 75
Brejnev, Leonid, 3
Bremer, Paul, 125
Broder, David, 59, 161, 198
Brookings Institution, 152
Brooks, David, 57, 71, 78, 79, 81,
83, 84, 90, 91, 94, 95, 111, 112,
198
Bryant, William J., 19, 77, 192
Brzezinski, Zbigniew, 9, 107, 190
Buchanan, James McGill, 6
Bumiller, Elisabeth, 170, 171, 198
Bundy, McGeorge, 189
Bush, George H.W., 2, 5, 6, 13,
16, 83, 94, 100, 111, 182
Bush, George W., 2, 5, 6, 8, 12,
13, 15, 17, 53, 59, 60, 64, 82,
83, 86, 88, 94, 95, 101-103,
107, 118-132, 136-139, 144-
153, 155, 157-160, 162, 167,
168, 174-182, 184, 186, 187,
191-196, 198, 200, 201, 203
conservatisme compatissant,
59
discours sur la Mission
accomplie, 124

C

cabinet Davis, Miner, Barnhill &
Galland, 33
Caire, 10-12, 14, 17, 178, 181,
186, 190

Campagne présidentielle de
2008, 17, 109, 137, 178
Campolo, Tony, 76
Carter, Jimmy, 2, 7, 9, 15, 34, 61,
78, 122, 194
Central Command, 158
Cheney, Dick, 171, 173, 174, 201
Chicago Tribune, 13, 52, 110,
122, 123, 190, 200, 201
Chine, 5, 7, 18, 103, 114, 182,
185-187
choc des civilisations, 84, 100,
101
choix de Joe Biden, 105, 135,
138, 167, 173-177, 190, 196,
197
Christopher, Warren, 83, 138,
148, 156, 171, 200-202
Churchill, Winston, 145
chute de la France, 145
CIA, 10, 175, 177
Clinton, Bill, 2, 8, 15, 16, 19, 26,
48, 50, 51, 56, 59, 62, 64, 77,
101, 120, 133, 135, 171, 174,
188, 190, 194, 198-201, 204
Bosnie, 16
Kosovo, 16, 101, 190
Clinton, Hilary, 9, 42, 53, 62, 64,
66, 78, 107, 119, 124, 130, 131,
133, 135, 154, 174-176, 187,
188, 190, 194, 198-201, 204
primaires de 2008, 26, 134,
137
secrétaire d'État, 9, 61, 131,
133, 161, 171, 174, 175, 179,
187, 188
Coburn, Tom, 57
Cohen, Stephen P., 152
Cohen, William, 176
Collins, Joseph, 48, 75, 95, 119,
127, 175, 191, 192
Commission sur les événements
du 11 septembre, 131
Congo, 58, 114
sécurité du –, 58, 114
consensus de Washington, 8, 19
conservatisme compatissant, 59

- continuité entre George W. Bush et Barack Obama, 178
- contrat pour une nouvelle Amérique, 70
- convention démocrate, 46, 49, 50, 52, 57, 59, 61, 63, 123, 135
- de 1948, 5, 51
- de 2004, 3, 7, 22-24, 28, 33, 39-41, 42, 46-52, 57, 59-61, 64-66, 71, 74, 82, 84, 107, 119, 122, 123, 126, 132, 146-150, 169, 186, 189-191, 194-201, 204
- de 2008, 3, 6, 8-11, 13, 16, 17, 19, 22, 23, 34, 42, 45, 48, 52, 56, 59, 60, 62-64, 66, 73-75, 77, 82, 90, 94-96, 105, 107, 109, 111, 112, 119-121, 123, 124, 127, 129-131, 134-138, 141, 142, 144, 148, 149, 151-162, 164-178, 182, 186, 189-193, 195-204
- conversion, 74, 75
- Cooke, Sam, 52
- Corée du Nord, 95, 105, 106, 114, 166, 180
- Corrigan, Jack, 50
- Corrigan, John, 144
- Corzine, Jon, 53
- crise
 - des Balkans, 16
 - financière de 2008, 19
 - rwandaise, 8
- Cuomo, Mario, 50
- D**
- d'Aquin, Thomas
 - guerre juste, 12, 84, 146, 147
- Daley, Richard, 29, 34-36, 39, 41, 48
- Danzig, Richard, 171
- Daschle, Tom, 54, 64, 65
- Day, Dorothy, 77
- Dean, Howard, 13, 65, 182, 197
- De Gaulle, Charles, 145
- détérioration de la situation en Afghanistan, 136, 150, 156, 157, 159, 161
- discours d'Obama, 12, 14, 51, 92, 119
 - à Accra, 10, 12
 - à Berlin, 6, 10, 11, 98, 105, 109, 111, 112, 142, 156, 190
 - à la convention démocrate de 2004, 49, 50, 52, 61
 - à Oslo, 10-14, 78, 83, 84, 87, 91, 106, 146, 166, 200
 - à Springfield, 10, 37, 89
 - à Trinidad & Tobago, 83
 - au Caire, 10-12, 14, 17, 178, 181, 186, 190
- discours sur la Mission accomplie, 124
- dissolution de l'armée irakienne, 125
- Dobbs, Michael, 120, 122-124, 127-129, 133, 198, 199
- doctrines
 - autres doctrines
 - Buchanan, 6
 - Kirkpatrick, 5
 - Powell, 5, 61, 161, 185
 - Weinberger, 5
 - Wolfowitz, 6, 120, 125, 192
- en politique étrangère
 - américaine, 4
 - bon voisinage, 5
 - endiguement, 5, 7, 17, 96, 98, 101-104, 106, 110, 113, 115
 - guerre préventive, 5, 145
 - politique de la porte ouverte, 5
 - préemption, 5, 8
 - rollback, 5
- en relations internationales
 - Brejnev, 3
 - de non-ingérence, non-indifférence, 3
 - Gérin-Lajoie, 3, 197, 200
 - Jdanov, 3
 - Medvedev, 3, 185, 195

présidentielles

- Bush, 2, 5, 6, 8, 12, 13,
15-17, 19, 53, 59, 60, 64,
82, 83, 86, 88, 94, 95,
100-103, 107, 111,
118-132, 136-139, 144-
153, 155, 157-160, 162,
167, 168, 174-182, 184,
186, 187, 189, 191-196,
198, 200, 201, 203
- Clinton, 2, 8, 9, 15, 16, 19,
26, 42, 48, 50, 51, 53, 56,
59, 62, 64, 66, 77, 78,
101, 107, 119, 120, 124,
130, 131, 133, 135, 154,
171, 174-176, 187, 188,
190, 194, 198-201, 204
- Eisenhower, 6, 13, 16, 17,
176, 203
- Johnson, 7, 12, 15, 16
- Monroe, 4-7, 190
- Nixon, 7, 9, 16, 18, 201
- Obama, 4, 5, 8-15, 17-54,
56-67, 69-95, 98, 104-115,
117-124, 127-139, 141-
148, 153-156, 159-168,
170-204
- Truman, 5, 6, 12, 16-18,
95-97, 105, 182
- Douglas, Frederick, 61, 77, 157,
204
- droite religieuse, 76, 86
- Du Bois, W.E.B., 70
- Dunham, Ann, 23
- Durbin, Richard, 54, 64, 128

E

école

- du réalisme chrétien, 95
- idéaliste, 2, 11
- Punahou, 24
- réaliste, 2, 12, 97
- Edwards, John, 50, 63, 119, 130
- Eisenhower, Dwight D., 6, 13, 16,
17, 176, 203
- endiguement, 5, 7, 17, 96, 98,
101-104, 106, 110, 113, 115
- exceptionnalisme américain, 20,
86-88, 91, 114, 118

F

- Falwell, Jerry, 76, 77
- Feingold, Russ, 57, 128
- fermeture du centre de
Guantanamo Bay, 105
- financement électoral, 38, 48
- firme Goldman Sachs, 47
- Fitzgerald, Peter, 40, 46
- Ford, Gerald, 5, 7
- Ford, Harold, 61
- Foreign Affairs*, 8, 10, 16, 88, 96,
100, 104, 105, 107, 118, 125,
129, 143, 148, 151, 182, 185,
189, 191-194
- Fukuyama, Francis, 99-102, 190,
192, 199

G

- Gandhi, 53
- Gates, Robert, 9, 85, 157, 175,
177-179, 190, 195, 197, 203
- génocide au Darfour, 58, 76
- Gérin-Lajoie, Paul, 3, 197, 200
- Gibbs, Robert, 65
- Gilbert, Félix, 4, 190
- Gorbatchev, Michaël, 51
- Gore, Al, 19, 65, 188
- Graff, Garret M., 22-29, 35, 38-41,
47, 49, 50, 52-58, 60, 62-67,
70, 73, 74, 119, 199
- Grande Dépression, 79, 89
- Guderian, général Heinz, 125
- guerre
 - au Vietnam, 81, 118, 181, 189
 - d'Irak, 8, 18, 19, 41, 48, 57, 65,
85, 90, 105-107, 110, 112,
117-139, 149, 158, 159,
170-174, 176, 179, 184, 187
 - froide, 6, 80, 85, 94, 96, 97, 99,
100, 114
 - juste, 12, 84, 146, 147
 - préventive, 5, 145
 - soviéto-afghane, 172
- Guthrie, Woody, 52

H

- Hamilton, Lee, 131, 171
- Hamos, Julie, 119

Harkin, Tom, 64
Herald de Hype Park, 125, 144, 198, 200
 Hildebrand, Steve, 65
 Hitchens, Christopher, 156, 202
 Hitler, Adolf, 83
 Holbrooke, Richard, 172, 188-190, 194, 199
 guerre du Vietnam, 17, 18, 88, 98, 176
 Holder, Eric, 171
 Hoyer, Steny, 176
 Hughes, Langston, 70
 Hull, Blair, 47-49
 Humphrey, Hubert, 51
 Huntington, Samuel P., 100-102, 191, 193, 196
 choc des civilisations, 84, 100, 101
 Hussein, Saddam, 19, 104, 111, 120-122, 124, 125, 127, 130, 142, 147, 178
 Hynes, Dan, 47, 49, 64
 appui des Teamsters, 47
 support de l'AFL-CIO, 47

I

Ignatieff, Michael, 146, 191
 Indianola en Iowa, 64
 invasion
 de l'Irak, 88, 118, 120, 121, 124, 128
 du Koweït, 111, 121, 142
 Irak, 8, 10, 17-19, 41, 57, 58, 65, 85, 91, 104-107, 110, 112, 113, 117-119, 121-133, 136-138, 141, 142, 149, 150, 153, 156, 158-162, 164, 167-172, 174-180, 184, 187
 Iran, 10, 15, 17, 85, 92, 95, 105, 106, 113, 114, 125, 129, 166, 178, 180, 184-187, 197, 198, 200
 Iraq Study Group, 131, 171, 177

J

Jackson, Jesse jr, 6, 17, 37, 60, 113, 118, 192, 193, 198

Jakes, T.D., 76
 James, Meeks, 4, 5, 7-10, 13, 17, 19, 20, 70, 75, 96, 97, 99, 106, 110, 113, 114, 128, 130-132, 135, 148-150, 152, 153, 171, 173-177, 184, 186, 193, 195, 198-202, 204
 Jdanov, Andreï, 3
 Johnson, Lyndon B., 7, 12, 15, 16
 Jones, Émil, 35, 37, 38, 39, 40
 Jones, général James L., 10, 135, 148, 153, 176, 177
 Jones, Seth, 163
 Jordan, Vernon, 48

K

Kagan, Elena, 16-18, 50, 107, 193, 199
 Karzai, Hamid, 147, 153, 154, 190
 Kaufman, Marty, 8, 102, 103, 191
 Kellman, Jerry, 28
 Kennan, George F., 1, 8, 14, 18, 85, 92, 93, 95-98, 100, 101, 103, 104, 106-108, 110-115, 118, 120, 164, 173, 181, 182, 191, 193, 198, 202, 203
 élimination des armes nucléaires, 108, 109
 idéisme wilsonien, 11, 12, 97
 Long Telegram, 96
 opposition à la guerre du Vietnam, 98
 réalisme chrétien, 14, 71, 83, 85, 88, 90, 92, 95, 97, 118, 146, 164, 183
 théorie de l'endiguement, 98, 104, 113
 Kennedy, John F., 7, 12, 16, 19, 51, 94, 105, 182, 188
 Kennedy, Robert F., 53, 63, 134
 Kenya, 23, 58
 Kerry, John, 46, 49, 50, 65, 119, 123, 128, 132
 Keyes, Alan, 52, 71, 77
 King, Martin Luther, 52, 53, 70, 74, 77, 176, 199
 Kirkpatrick, Jeane, 5

Kissinger, Henry, 9, 16, 97, 107,
109, 182, 193, 200
Klein, Joe, 52, 53, 57, 59-65, 128,
132, 134-136, 138, 160, 161,
172, 175, 196, 199, 200
Klutznik, Philip, 122
Kornbluh, Karen, 56
Kosovo, 16, 101, 190
Kramer, Stanley, 23
Kurdes, 122, 129

L

Lake, Tony, 171
Lamont, Ned, 6, 8, 128, 192
Leahey, Pat, 57
Lieberman, Joe, 128
limites de la puissance
américaine, 107, 182
Lincoln, Abraham, 51, 74, 77, 88,
89, 124
exceptionnalisme américain,
20, 86-88, 91, 114, 118
humilité, 81, 82, 84, 86-88, 92,
111, 184
Lizza, Ryan, 22, 23, 29-36, 38-42,
48, 50, 51, 59, 61, 62, 65, 66,
120-122, 130, 134, 135, 144,
182, 196, 203
Lodge, Henry Cabot, 2
Loi McCain-Feingold, 48
Long Telegram, 96
Lugar, Richard, 57, 58, 108
Luth, général Douglas E., 157
lutte contre le sida, 76

M

Mac, Bernie, 22
maccarthysme, 17
Machiavel, 171
magazine, 53, 70, 189
National Review, 59, 110, 144,
161, 193, 196
New Republic, 13, 49, 59, 86,
148, 149, 161, 177, 195, 196
Newsweek, 19, 53, 60, 94, 113,
162, 166, 172, 182, 195, 197
New Yorker, 22, 33, 47-50, 88,
96, 104, 118-121, 135, 144,

147, 148, 154, 182, 188,
195-197

Rolling Stone, 22, 53, 74, 77,
134, 161, 197

Time, 52, 70, 103, 133, 134,
135, 156, 172, 175, 196,
200-202

Malcom X, 70, 74

Mandela, Nelson, 53, 58

Marshall, Thurgood, 53

Martinez, Mel, 57

McCain, John, 48, 78, 121, 131,
134, 137, 138, 142, 155,
159-161, 176, 199, 201, 202
campagne présidentielle de
2008, 17, 109, 137, 178
primaires de 2008, 26, 134,
137

McKiernan, général David, 152,
157-160, 201

Mead, Walter Russell, 2, 7, 9, 191

Medvedev, Dmitri, 3, 185, 195

doctrine, 1, 3-10, 13, 14, 16,

20, 85, 92, 101, 103, 104,

110, 113-115, 145, 146, 166,

170, 186, 188, 197

melting pot, 22

Mikva, Abner, 38, 50

Miller, David, 59, 62, 196

Mitchell, Ivory, 42

Monroe, James, 4-7, 190

Morganthau, Hans, 14, 181

Moseley Braun, Carol, 34

moudjahidines, 7, 151

Mullen, Mike, 157, 168

Mundy, Lizza, 22, 23, 25, 27-36,
39-41, 47-52, 58, 60, 61, 65,
66, 119, 134, 200

Murtha, John, 59

N

Nader, Ralph, 28

Nagl, John, 161

National Christian Church
de Washington, 70

National Journal, 57, 62, 157

National Review, 59, 110, 144,
161, 193, 196

néoconservateur, 2, 7, 84, 86, 89,
91, 95, 100, 102, 103, 118,
124-127, 138, 190
New Republic, 13, 49, 59, 86,
148, 149, 161, 177, 195, 196
Newsweek, 19, 53, 60, 94, 113,
162, 166, 172, 182, 195, 197
New Yorker, 22, 33, 47-50, 88, 96,
104, 118-121, 135, 144, 147,
148, 154, 182, 188, 195-197
New York Times, 60, 71, 78, 96,
102, 103, 110, 111, 119, 123,
124, 129, 131, 137, 148, 157,
162, 164, 170-173, 178, 197,
198, 199, 200, 201
Nicaragua, 7
Niebuhr, Reinhold, 14, 15, 20, 63,
70, 71, 78-87, 89, 91, 92, 97,
98, 118, 139, 146, 164, 181,
182, 191-195, 197, 202, 203
conception de l'histoire, 182
théologie traditionnelle, 78
Nixon, Richard, 7, 9, 16, 18, 201
non-indifférence, 3
non-ingérence, 3
Nunn, Sam, 109, 171, 200

O

Obama, Barack
adhésion au réalisme chrétien
guerre de choix, 130
guerre de nécessité, 141
ambitions pour 2008
comité exploratoire, 65
cheminement spirituel
d'Obama
agnosticisme, 72
univers religieux d'Obama,
70
discours inaugural, 10, 74, 110
éducation, 22, 51, 64, 72, 131,
188
Harvard, 23, 32, 50, 66, 75,
82, 148, 171, 193, 195
Occidental College, 27
Revue de droit de Harvard,
31, 33

Université Columbia, 28, 75,
108
expérience de Chicago, 27, 35
Hyde Park, 33, 34, 42, 48,
52, 56
organisateur
communautaire, 28-32,
36, 42, 66, 73, 79
résidence, 24
South Side, 21, 28, 32, 74,
75
influence familiale
absence de son père, 25
influence de sa mère, 25-27
obamania, 66, 163
charisme, 32, 46, 59, 66, 134
Grammy, 60
Nobel de la paix, 11, 13, 82,
83, 87, 106, 114, 142,
166, 190
rock star, 38, 50
politique étrangère d'Obama
approche multilatérale, 8,
15, 105, 182
élimination des armes
nucléaires, 108, 109
équilibre entre *smart*, *soft* et
hard power, 18, 180, 182
politique d'endiguement, 5,
6, 16, 18, 99, 114
primaires de 2008, 26, 134,
137
publication, 62, 64, 70, 80, 100
Les rêves de mon père, 21,
23-25, 27-29, 30-33, 37,
52, 62, 70, 73, 74, 189
My Spiritual Journey, 70,
72-74, 76, 77, 189
*Renewing American
Leadership*, 10, 11, 88,
91, 105, 106, 108, 109,
111-113, 118, 130, 131,
135, 143, 154, 182, 189
qualités personnelles, 134
attitude d'écoute, 31, 54,
170

pragmatisme, 4, 38, 42, 48,
 63, 82, 84, 107, 167, 170,
 177, 184, 190
 talents d'orateur, 27
 sénat des États-Unis
 approche bipartisane, 60
 manque d'ancienneté, 53
 opération
Anaconda, 151
Enduring Freedom, 147
 Oslo, 10-14, 78, 83, 84, 87, 91,
 106, 146, 166, 200
 OTAN, 6, 98, 110, 137, 148,
 150-153, 156, 157, 161, 168,
 176, 183
 ouragan Katrina, 57, 62, 63

P-Q

Palin, Sarah, 138, 160
 Palmer, Alice, 22, 36, 37
 Panetta, Leon, 175
 Pathet Lao, le, 188
Patriot Act, 57, 86
 Paul, Ron, 2, 3, 82, 83, 87, 120,
 125, 192, 197, 200, 203
 Pease, Donald E., 20, 86, 191
 Pentagone, 98, 126, 157, 176, 177
 Perle, Richard, 120, 125, 192
 Perry, William J., 109, 171, 200
 Petraeus, général David, 131, 136,
 158-160, 169, 171-173, 180,
 197, 200-203
 Pfleger, Michael, 75
 Phillips, Rufus, 188
 plan
 Marshall, 6, 98, 154
 Obama, 129
 politique
 de la porte ouverte, 5
 néolibérale, 19
 Powell, Colin, 5, 61, 161, 185
 Power, Samantha, 3, 46, 65, 81,
 173, 191, 197, 200
 préemption, 5, 8
 primaires de 2008, 26, 134, 137
 prison d'Abou Ghraïb, 118
 prix George F. Kennan, 173
 question pakistanaise, 155

R

Reagan, Ronald, 2, 7, 9, 16, 17,
 19, 59, 101, 108, 131, 197, 201
 régime sandiniste du Nicaragua,
 7
 Reid, Harry, 64
 retrait ordonné de l'Irak, 59
 Reynolds, Mel, 36, 83, 203
 Rezko, Tony, 33, 39, 56
 Rice, Condoleezza, 179
 Rice, Susan, 133, 171
 Richardson, Bill, 50
 Roberts, John, 57, 176
 Robertson, Pat, 77
 Robinson, Michelle, 9, 13, 24, 35,
 76, 85, 95, 110, 146, 147, 164,
 175, 200, 203
 Roemer, Tim, 170
 rollback, 5
Rolling Stone, 22, 53, 74, 77, 134,
 161, 197
 Rommel, général Erwin, 125
 Roosevelt, Franklin D., 2, 12, 17,
 89, 105, 145, 182
 Roosevelt, Theodore, 6
 Rosenberg, Emily, 9, 13, 85, 94,
 97, 104, 107, 111, 112, 167,
 194
 Rouse, Pete, 54, 65
 Rubin, Robert, 56
 Rumsfeld, Donald, 5, 149, 176
 Afghanistan comme un
 laboratoire, 5, 149, 176
 invasion de l'Irak, 5, 149, 176
 Rush, Bobby, 39
 Russert, Tim, 63, 65
 Russie, 3, 4, 10, 51, 95, 109, 182,
 184-187
 Ryan, Jack, 22, 23, 29, 30-36, 38,
 39, 40-42, 48-52, 59, 62, 65,
 66, 120-122, 130, 134, 135,
 144, 182, 196, 203

S

Saltzman, Bettylu, 34, 118, 122
 Sawyer, Diane, 63
 Schlessinger, 5, 78

Scowcroft, Brent, 94, 107, 177, 182
 secrétaire d'État, 9, 61, 131, 133, 161, 171, 174, 175, 179, 187, 188
 séparation de l'Église et de l'État, 70, 75, 88
 série *Will & Grace*, 60
 Sherzai, Gul Agha, 154
 Shultz, George P., 109, 200
 Soudan, 58, 166
 Springfield, 10, 37, 89
 Steinberg, James, 171
 Steinglass, Matt, 172, 190, 200
Sundial, 108, 189
 Sweet, Lynn, 56, 59, 66, 201

T

Talibans, 17, 137
 tension entre chiites, sunnites et kurdes, 122, 129
 Thatcher, Margaret, 22
 théorie de la paix démocratique, 101
Time, 52, 70, 103, 133-135, 156, 172, 175, 196, 200-202
 Todd, Chuck, 113, 176, 204
 Tora Bora
 bataille de, 121, 147
 Traité de non-prolifération des armes nucléaires, 186
 Trinidad & Tobago, 83
 Trinity United Church of Christ, 73, 74
 Truman, Harry, 5, 6, 12, 16-18, 95-97, 105, 182
 Tutu, Desmond M^{gr}, 58

U-V

Ullman, Dick, 173
 Union soviétique, 3, 6-8, 16-18, 96-99, 101, 102, 106, 109, 110, 150
 Vilsak, Tom, 63
 voyage d'Obama, 153

W

Wallis, Jim, 76
 Warner, Mark, 50
 Warren, Rick, 76, 171
 Washington, George, 4
 Washington, Harold, 29, 32
Washington Post, 10, 13, 16, 22, 39, 47, 54, 56, 59, 85, 96, 113, 120, 124, 131, 147, 161, 162, 166, 197-201
 Weinberger, Caspar, 5
 Wilder, Douglas, 61
 Wilson, Woodrow, 2, 12, 94, 143, 182
 Winfrey, Oprah, 60, 63
 Wolfowitz, Paul, 6, 120, 125, 192
 Woods, Tiger, 50
 World Trade Center, 142-144
 Wright, Jeremiah, 42, 74, 75, 77, 134
 rupture, 42, 70, 74, 75, 77, 134
 Wright, Richard, 70

Z

Zakaria, Fareed, 19, 94, 95, 107, 113, 162, 166, 182, 183, 185, 187, 190, 197
 Zunes, Stephen, 90, 120, 128, 129, 131, 132, 134, 138, 204



Collection dirigée par
Élisabeth Vallet et Charles-Philippe David

Désarmement classique et sécurité en Europe

Les fortunes du traité sur les Forces armées conventionnelles en Europe

Matthieu Chillaud

2011, ISBN 978-2-7605-2964-9, 142 pages

G.I. contre jihad

Le match nul

Pierre-Alain Clément

2010, ISBN 978-2-7605-2608-2, 294 pages

Le conservatisme américain

Un mouvement qui a transformé les États-Unis

Sous la direction de Charles-Philippe David et Julien Turreille

2007, ISBN 2-7605-1496-X, 184 pages

Le congrès des États-Unis

Sous la direction de Frédérick Gagnon

2006, ISBN 2-7605-1416-1, 336 pages

La télévision mène-t-elle le monde ?

Le mythe de l'effet CNN sur la politique étrangère des États-Unis

Karine Prémont

2006, ISBN 2-7605-1391-2, 252 pages

La présidence des États-Unis

Sous la direction d'Élisabeth Vallet

2005, ISBN 2-7605-1364-5, 392 pages

Les constitutions arabes et l'Islam

Les enjeux du pluralisme juridique

Sabine Lavorel

2005, ISBN 2-7605-1333-5, 220 pages

L'empire blessé

Washington à l'épreuve de l'asymétrie

Barthélémy Courmont

2005, ISBN 2-7605-1332-7, 288 pages

Les élections présidentielles américaines

Sous la direction d'Élisabeth Vallet et David Grondin

2004, ISBN 2-7605-1286-X, 302 pages

Pour beaucoup d'intellectuels, d'analystes et de commentateurs de la scène politique américaine, Barack Obama représente encore une énigme. Cela est particulièrement vrai en ce qui concerne sa politique étrangère. Sa position, basée sur la concertation et portant plutôt sur le renouveau du leadership américain que sur le maintien de l'hégémonie des États-Unis, amène certains observateurs à affirmer que le président a entamé un processus visant à gérer le déclin de l'Amérique. Pour Gilles Vandal, l'approche multilatérale d'Obama découle davantage de sa vision intellectuelle et spirituelle du monde.



Qu'est-ce exactement que cette **doctrine Obama**? L'auteur la définit en analysant le parcours intellectuel d'Obama, de son enfance jusqu'à son accession à la présidence américaine. Il démontre ainsi comment sa vision particulière du monde s'est forgée non seulement à partir de ses expériences personnelles en Indonésie, à Hawaï et à Chicago, ainsi que selon les aléas de sa carrière politique, mais aussi par ses lectures de Niebuhr et de Kennan. Ce livre permettra notamment aux lecteurs de comprendre la position d'Obama au sujet des guerres en Irak et en Afghanistan en regard de sa lecture de la situation internationale fondée sur un réalisme chrétien.



GILLES VANDAL est professeur titulaire à l'École de politique appliquée de l'Université de Sherbrooke. Il a obtenu un doctorat en histoire américaine du Collège William and Mary, en Virginie. Il a été récipiendaire en 1992-1993 de la prestigieuse bourse Fulbright.